

John Adams Library,

IN THE CUSTODY OF THE

BOSTON PUBLIC LIBRARY.

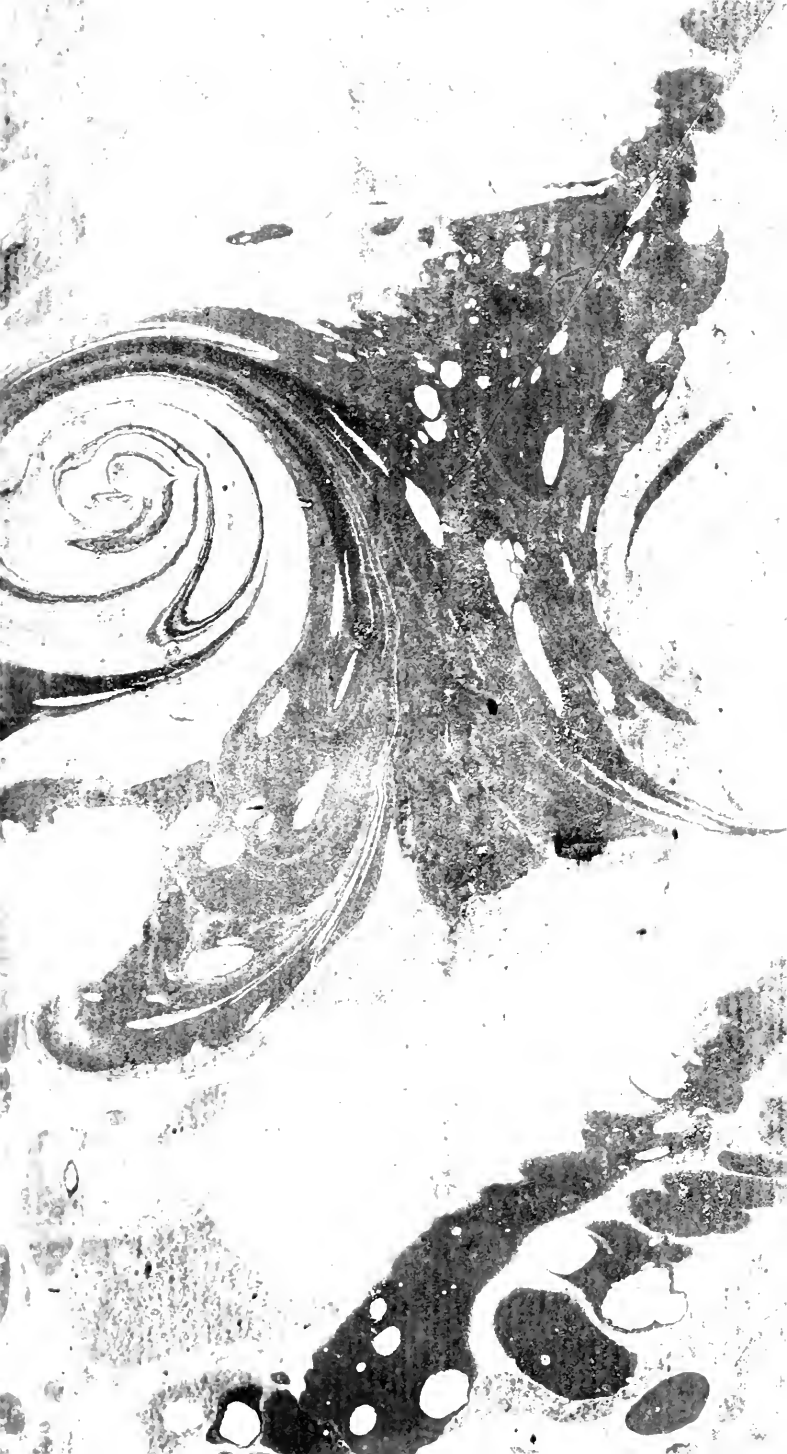


SHELF No.

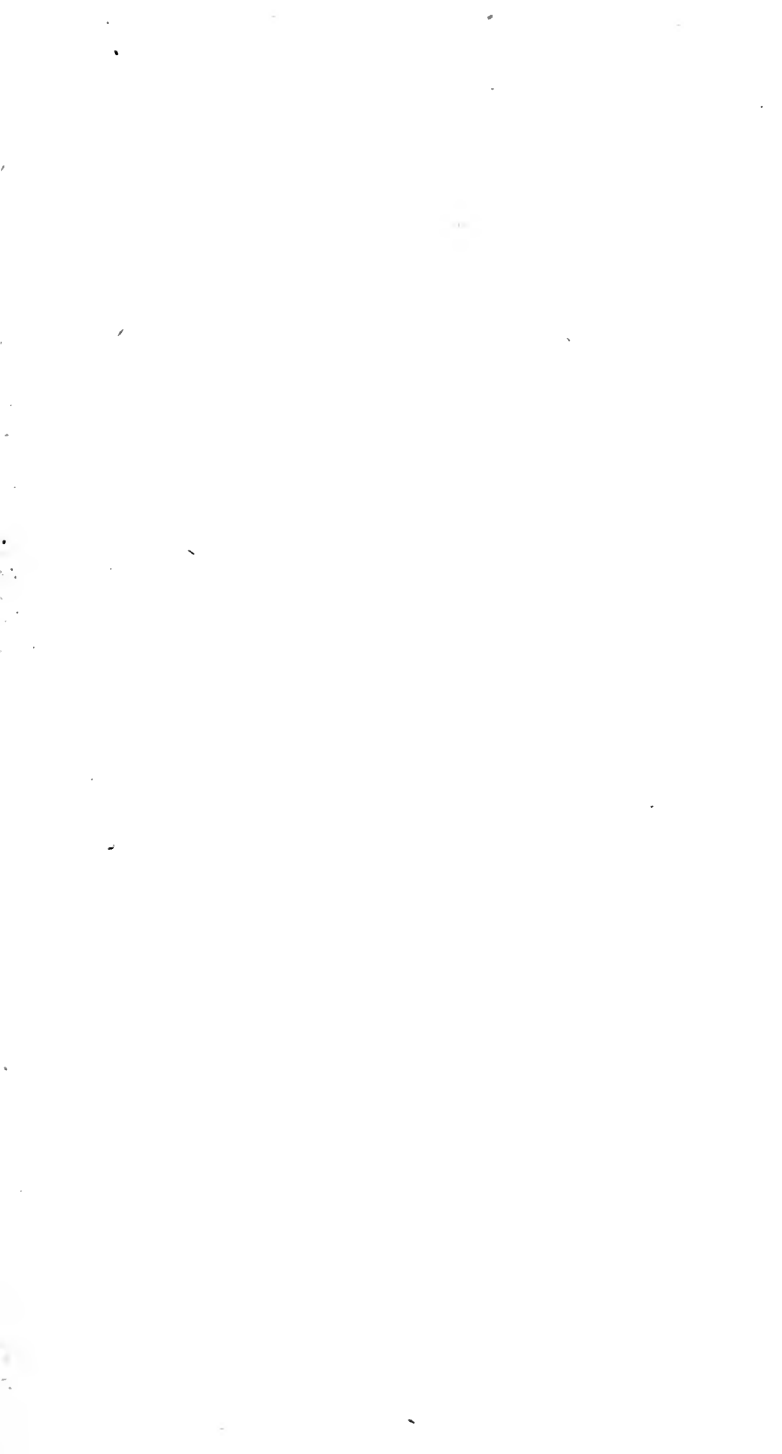
ADAMS

1458

Vol. 2









L E T T R E S

DU CHEVALIER

ROBERT TALBOT

*De la Suite du Duc de Bedford
à Paris en 1762.*

SUR LA FRANCE

COMME ELLE EST DANS SES DIVERS
DE'PARTEMENTS :

Avec nombre de particularités intéressantes
touchant les hommes en place ;

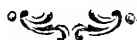
MISES EN FRANÇOIS

Par Mr. MAUBERT de G.

Secrétaire du Feu Roi Electeur Auguste III.

T O M E S E C O N D.

Vouloir couvrir les fautes de l'administration
des voiles du silence, c'est s'opposer au
bonheur de l'humanité. HELVET. *Del'Esprit.*
Disc. IV. Chap. X.



A A M S T E R D A M.

Chez FRANÇOIS CHANGUION.

M D C C L X V I I I.

x^y ADAMS 175.8

v. 2



LETTRES

DU CHEVALIER

ROBERT TALBOT.



LETTRE XVIII.

. A M. Henri F.

*Compliment à un Ministre déplacé ,
lequel fait soupçonner que ces lettres
& les autres qui ont la même sous-
cription , sont adressées à M Henri
Fox , Prédécesseur de M. Pitt. An-
nonces de la paix entre les deux
Couronnes. Visite que fait l'Auteur
à un Ministre François retiré de la
Cour & du Service. Lettre de ce
dernier à M. F. Portrait d'un ami
de ce Ministre François.*

Tom. II.

A

Quelle est la force de l'habitude dans un Homme d'Etat. Que l'Ane sacré d'Athenes est son Emblème. A quelles gens il aime à le cacher, & à le laisser voir. Quels sont les plaisirs que lui fournissent son imagination & sa mémoire. Idée singulière de la célébrité. Insuffisance de la raison pour consoler un Ministre disgracié, & le faire se résigner à son obscurité, se plaire dans la retraite. Que la religion n'y est pas plus efficace. Examen de détail des secours qu'elle présente à un Réformé & à un Catholique. Combien peu il y a à se fier aux Courtisans qui affichent la dévotion & la réforme. Qu'il est bien plus sage d'imiter le Duc de Sully, & d'être avec prudence le Démocrite & l'Héraclite de son temps.

MONSIEUR,

JE vous suis véritablement obligé de l'honneur de votre souvenir. Il satisfait en même temps mon cœur & mon amour propre. Pour qu'un Homme d'Etat retiré de la Cour s'occupe d'un

Courtisan avec plaisir , il faut qu'il y ait chez lui un grand fond de générosité. J'oserai pourtant vous assurer, Monsieur, que vous n'êtes que juste à mon égard, en donnant à mon silence la raison que vous lui assignez. Je n'ai pas cessé un instant de mériter que vos ressentiments contre l'espece fissent exception de ma personne, & que votre juste dépit bouquât toujours contre un sentiment d'estime particulière plus fort que lui. Tenez pour certain, je vous prie, que je ne suis pas plus flatté d'être distingué entre les serviteurs & amis de Milord B. que d'être compté au nombre des vôtres. Je sacrifie à la fortune, mais sans encenser ses idoles, sans consacrer ses caprices. Comme je n'imaginerois pas qu'en me tournant le dos elle diminuât d'un grain ma valeur intrinseque, si j'en ai quelqueune, je vois toujours les mêmes hommes dans ceux que son inconstance maltraite. Un homme tel que vous, Monsieur, quand il descend d'un grand emploi à un moindre, est un Seigneur qui s'habille d'un habit moins riche. Quand

il passe de la Cour à la retraite , c'est ce même Seigneur qui se couvre d'un habit uni , sous lequel il n'est méconnu que par la populace.

Soyez donc persuadé , Monsieur , que vous me feriez tort , en doutant que je ne contribue aussi volontiers à votre amusement qu'à celui de Milord votre successeur ; & puisque vous me faites l'honneur d'attribuer cette propriété à mes lettres , je vous proteste que vous allez être un de mes plus précieux correspondants. Recevez dans cette idée , les détails que je vous envoie de la partie de la négociation actuelle , qui soit parvenue jusqu'à moi. Tout se traite en apparence , & se conclura de même entre Milord Duc & le Comte de Choiseul , sans aucune des petites finesses que de nouveaux Ministres sont assez coutumiers de regarder comme la parure du génie & des talents. Si cela se soutient , & se teint de quelque réalité , les deux négociateurs feront bien du chemin en peu de temps. Je ne vois pas en effet , pourquoi il y auroit plus de difficultés à accorder deux grandes Puissances

qui ont d'égales raisons pour souhaiter la fin de leur querelle , qu'à réconcilier deux Lutteurs à peu près également fatigués de la lutte.

Le danger de Cassel ne fait pas sensation ici ; & le petit échec qu'a reçu le Prince héréditaire de Brunswick n'est qu'une amufette pour les Nouvellistes & pour le peuple. Quiconque sent un peu le vent du bureau n'attribue plus aucune influence aux armées , pas même sur l'honneur des troupes & des Généraux. On se figure des Joueurs de courte paume , qui ont achevé la partie , & qui pelotent en attendant que le feu soit allumé. Il est d'usage qu'ils jouent alors du reste de leur vigueur ; mais nullement de leur adresse , dans ce badinage ; & que les plus habiles y reçoivent des coups , qu'ils auroient su parer en jeu réglé. Le Royaume a besoin que la guerre cesse , & la Cour veut fortement la paix. Le découragement anime les vœux & les clameurs du peuple. Des causes occultes , que tout le monde s'avise de deviner , forcent les Ministres de se mettre à l'unisson & de négocier au

plus vîte le Traité.
Rien de plus vrai , Monsieur. Il seroit
hué s'il s'en revenoit comme il s'en
étoit allé. Au défaut d'une couronne
de laurier que la fortune des armes a
refusé de lui mettre sur la tête , il
aura en main une branche d'olivier.
Le peuple souhaite si fortement de voir
cette dernière , qu'on est sûr de se
faire tout pardonner en la lui faisant
voir. Le plus léger impôt , dont il
sera déchargé après la paix , le conso-
lera de ce qu'il en aura coûté au Roi
pour la lui procurer.

Je vous dois & vous rends de sin-
ceres actions de graces , pour l'agréable
message qu'il vous a plu de me confier.
J'ai été chez votre illustre ami. Je ne
pouvois pas me recommander mieux
auprès de lui qu'en me faisant annoncer
de votre part. Il m'a admis sur le
champ à le joindre dans son jardin ,
où il faisoit transplanter de la char-
mille. Il m'a embrassé avec transport ,
& ne m'a lâché de ses bras que pour
m'accabler de questions affectueuses ,
sur votre personne & tout ce qui vous
intéresse le plus. S'étant retiré dans son

cabinet pour lire votre lettre , il m'a
 donné la compagnie d'un Ecclésiasti-
 que , qui fait la sienne dans sa retraite.
 C'est un homme de savoir & de mérite ,
 à qui une amitié de plus de trente ans
 l'unit le plus étroitement. La durée du
 lien fait également honneur à l'un &
 à l'autre. L'Abbé est en même-temps
 un Politique & un Philosophe , & un
 composé d'autant plus rare en ce genre ,
 qu'il unit la pratique à la spéculation ,
 l'expérience à la connoissance , dans
 l'un & l'autre département. L'am-
 bition le fit se fourrer à la Cour du
 Roi son maître en sa jeunesse. L'impa-
 tience & des ennemis puissants l'en
 dégoûterent , il espéra réussir mieux à
 la Cour de Rome. Il y a été dix à
 douze ans , sérieusement occupé des
 misérables tracasseries , & de la pieuse
 fouplesse , dont les successeurs des Hil-
 debrand & des Peretti font les aliments
 & les soutiens de leur grandeur. J'ai
 dîné avec les deux solitaires ; & la nuit
 m'auroit surpris avec eux , si votre
 digne ami s'appercevant que je me
 livrois avec un vrai plaisir à leur en-
 tretien , ne m'avoit permis de venir

m'y rendre à ma volonté. Je ferai usage de la permission, sans en abuser : il ne faut guere que trois heures à une voiture bien attelée, pour aller de Paris à cet hermitage, qui rassemble tout ce que le champêtre a de riant & de commode, sans le déparer par la magnificence.

L'Abbé me surprit hier bien agréablement, par sa visite. Je passai avec lui la meilleure partie de ma journée, & si bien qu'elle me parut courte. Notre entretien fut principalement sur l'administration. L'intérêt de son ami le rendit censeur rigoureux de la plupart de ceux qui ont part au mouvement de la machine. Il m'apprit beaucoup de choses bien extraordinaires, presque incroyables. Ah Monsieur ! Que nos raisonneurs de Westminster écouteront avidement & utilement un tel pédagogue ! Le fameux Abbé de S. Pierre, appelé dans son temps l'Apothicaire politique de l'Europe, n'avoit qu'une échoppe en comparaison du magasin de son confrere. Je n'ai pas idée d'une aussi vigoureuse imagination. Figurez-vous un entretien de

fix à sept heures avec un pareil homme, qui joint à ce feu de génie un esprit juste, un jugement exquis, & une mémoire qui tient du prodige. Je suis toujours de mon ancienne opinion, qu'on doit soigneusement fermer les avenues des premiers emplois du Gouvernement à des hommes si supérieurs aux autres, ou rendre d'abord hommage à leur supériorité. Mais s'il est possible que le patriotisme & l'amitié les subjuguent, je crois que ce sont des amis & subalternes qu'un Ministre, capable de se laisser dominer par ces deux affections, n'acheteroit point trop de la moitié de son bien. L'Abbé m'a remis pour vous, Monsieur, une lettre de son ami; mais à cause des circonstances il a exigé que j'en prisse lecture, que j'en tirasse même copie, & que je la misse toute ouverte dans votre paquet. J'ai gardé fidèlement parole sur le tout; & j'ai même été au-delà des conditions. J'espère que vous ne trouverez pas mauvais que je fasse part de ma copie à Milord B. pour qui le sujet ne sera vraisemblablement pas toujours étrange. Je suis avec respect, &c.



L E T T R E

*D'un homme d'Etat retiré des
affaires & de la Cour.*

Ce n'est pas pour vous, Monsieur, que je suis sous le masque dont une forte vanité m'impose la contrainte. En vous montrant à moi dans votre naturel, vous vous donnez le droit de me voir dans le mien. Vous n'avez rien à vous reprocher, qui ne me soit commun avec vous. L'Ane sacré d'Athènes, (*) dont vous faites votre symbole, est mon emblème. Pour ne pas être en proie à l'ennui, il faut que je fasse le reste de mes jours le métier que j'ai fait pendant la meilleure partie de ma vie. Si notre corps étoit une

(*) Cet animal ayant vieilli dans le charriage des matériaux d'un temple, il fut déclaré sacré, & pensionné de la République, pour être le reste de sa vie exempt de travail, & nourri aux dépens du public. L'habitude du charriage étoit si forte en cet Ane laborieux, qu'il alloit régulièrement tous les jours s'accoster de ceux qui l'avoient remplacé; & imitant ou corrigeant leur allure par la sienne, il sembloit rejeter l'oisiveté qui lui avoit été accordée comme une récompense.

pure machine , on auroit peine à prendre une idée plus relevée de notre esprit , pour qui l'habitude est au même point une seconde nature. On dit que ceux qui dans un âge avancé ont été mutilés par le canon , sentent aux membres qu'ils n'ont plus , les douleurs de la goutte & les tiraillements de la crampe. L'on en donne pour raison , qu'il leur reste l'impression de l'ancien cours des esprits animaux & des humeurs , & que toutes les sensations des parties nerveuses résident éminemment dans le chevelu qui est la racine de tous les nerfs. L'homme déplacé des grands emplois , après un long exercice , conserve pareillement le génie & le goût de la place qu'il a perdue : il se passionne sur des objets qui n'existent plus pour lui ; & les intérêts qui le remuerent le trouvent toujours sensible. Semblable au laborieux animal que l'histoire Grecque a immortalisé , il voudroit avoir encore au cou le collier dont il a été débarrassé , il se met de front avec les animaux de l'attelage , & il donne du poitrail avec eux , comme s'il partageoit leur travail. Je

ne me suis point fatigué à chercher les ressorts de ce mécanisme. Trouvant à m'amuser de son jeu , je m'y suis livré , sans trancher du Philosophe raisonneur. Je vous invite , Monsieur , à continuer de faire de même. Que ce soit une foiblesse , peu importe , dès qu'elle donne du plaisir. Quitte à la cacher à ceux qui auroient la cruauté de lui insulter. Cependant pourquoi aurions-nous honte de n'être que des hommes , & de le laisser voir ?

Ne me faites pas l'honneur de penser que je ne fasse cette exclamation , que parce que je me suis élevé au-dessus de la mauvaise honte. Je suis atteint de cette maladie de l'esprit ; je me la reproche , & je ne puis m'en guérir. Il est une engeance d'hommes frivoles & malins , que je n'estime , ni ne méprise pas assez , pour ne les point craindre. Quoiqu'il m'en coûte beaucoup à me déguiser pour eux , j'aime à en prendre la peine ; & j'ai de la joie de ne pas la prendre inutilement. Je me tiens pour bien vengé de ces mauvais plaisants , quand je leur ôte le plaisir qu'ils se promettoient de se moquer

de moi. C'est pour eux que je représente *Arsène* ; que je parois vivre comme Sèneque écrivoit ; que je me montre parfaitement convaincu & désabusé des vanités du monde. J'ai la satisfaction de les voir si bien pris à mon jeu , qu'ils admirent malgré eux , ce renoncement dont ils ne se sentent pas capables ; ils en sont jaloux , en me croyant heureux par son secours. Je vous dirai à vous , Monsieur , que c'est d'une disposition d'esprit tout-à-fait contraire , que je tire ma principale consolation , & ma tranquillité réelle. Je laisse pénétrer ce secret domestique à un petit nombre d'amis , qui sont assez indulgents pour me passer mes foiblesses. Je quitte avec eux le personnage contrefait : & ils peuvent connoître que si je me compte encore pour quelque chose dans le monde , je le dois à ma mémoire & à mon imagination ; & je ne leur dissimule point que je ne suis supérieur à ma fortune , que depuis que j'ai commencé à jouer pour moi le rôle que j'ai fait en public avec quelque applaudissement.

Ainsi qu'un militaire vétérân s'étour-

dit sur l'oubli du Bureau , en comptant ses fatigues & ses prouesses , je cesse d'être tourmenté par l'idée de mon obscurité actuelle , quand je repasse sur les affaires où j'ai eu part. Le vieil Officier se venge de son inutilité , en donnant aux anciennes guerres dont il a été , une importance & une conduite qu'il refuse à celles qui ont suivi la réforme. Moi , je m'imagine me dérober à ma retraite , en me donnant à part moi , pour adjoint à mes anciens collègues & à mes successeurs. Je me transporte en esprit dans les Conseils du Roi , & dans les Cours où sont les plus fortes intrigues. J'attribue aux ouvertures que j'ai présentées autrefois les résolutions qui se prennent conformes à mes idées : je conteste celles qui n'auroient pas eu mon aveu : je m'afflige quand ces dernières l'emportent , je me réjouis lorsque les autres prévalent. J'ose quelquefois me dire que celles-là ont passé dans le Conseil , parce que je n'y étois plus écouté. Peut-être qu'en ces moments de délire volontaire , je ressemble à ces Physiciens à système , qui veulent le monde tel

qu'ils l'auroient fait , & non tel qu'il pouvoit ou devoit être. Mais je ne dogmatise point ; & ma folie est absolument mon affaire personnelle. Ainsi que le petit Kan des Tartares , lorsqu'il a dîné , permet à tous les Souverains de l'univers de dîner à leur tour , content de mes réflexions telles quelles , je laisse le reste du monde agir & penser à sa fantaisie. De cette manière , Monsieur , je trouve dans mon anéantissement une nouvelle existence. Je m'anime sur des souvenirs profondément imprimés : je veux me prouver que je ne suis point dans l'erreur. Je prends en main la boussole des hommes d'Etat : je m'oriente sur l'histoire qui est leur nord. J'entre avec mes devanciers & mes contemporains dans des conférences d'autant plus décisives , que n'admettant aucune des épineuses vétilles du cérémonial , je ne souffre sur le tapis que des faits , & des raisons tirées d'eux.

Voilà , Monsieur , la ressource que je me suis faite contre l'ennui , qui est le bourreau de nos pareils. Je suis sur les mêmes erres , & je vais plus loin

que vous. Je veux pour un instant que sans cela je pusse me mettre au dessus d'une ambition qui n'est plus faite pour moi. Je veux que sans ce secours je fusse parvenu à soutenir la solitude de mon anti-chambre, & la réduction des flots de mes protégés, à la poignée de mes domestiques. Je me sens homme à être mené là, sans grand effort, par la raison. Je n'ai qu'à me représenter que la réputation, qui est l'idole à laquelle nous sacrifions, est renfermée dans un cercle, au-delà duquel aucune de ses lignes ne passe. Célèbre en France, connu dans une moitié de l'Europe, nommé dans l'autre, fusse-je un Turenne ou un Richelieu, je ne pourrois me cacher que je suis entièrement ignoré en Asie & en Afrique; que par conséquent mon avidité pour remplir de mon nom tout l'espace qu'il peut parcourir est un desir déréglé; & que si je fais resserrer le cercle, l'honneur d'occuper avantageusement le plus petit est aussi satisfaisant que celui de se répandre dans le grand. Mais qu'est-ce que je gagne à me pénétrer de cette démonstration, sinon

de m'épargner quelques nausées ?
Quelles armes la raison me fournira-t-elle contre ce désœuvrement qui nous rend semblables à un malheureux jeté sur une isle déserte par la tempête ? Les détails de l'économie rustique amusent & n'occupent point celui qui n'est pas né pour eux, ou qui ne s'y est pas formé de longue main. Il n'y a que mes bras qui taillent mes arbres, qui ratifient les allées de mon Jardin. Lorsque je sarcle mes fleurs favorites, mon esprit s'échappe, & se porte rapidement ailleurs : mon imagination est celle du malheureux, qui joue pour le tourmenter, qui le transporte avec rapidité au-delà du vaste espace des mers, afin de le ramener plus tristement, sur le rocher aride qu'il parcourt. Que les faiseurs d'Idylles & d'Eglogues se donnent carrière dans leurs descriptions de la vie champêtre, je le leur permets : mais qu'ils ne m'adressent pas leurs riantes images. Mon odorat ne sauroit se faire à trouver les fumiers d'une senteur agréable. Mes oreilles, flattées quelques moments du chant du rossignol & de la fauvette, ne le sont

nullement de l'aboi des chiens, du mugissement des vaches, du bêlement des brebis. La rusticité de mes payfans me frappe plus que leur innocente simplicité. La raison dit à l'homme de chercher son bonheur en lui-même ; mais l'habitude plus forte qu'elle, me fait sentir ou que le mien n'est pas en moi, ou que je l'y chercherois inutilement.

Le premier mouvement des célèbres disgraciés, aussi-tôt que la fortune les abandonna, fut de recourir à la religion, & de se jeter entre les bras de la divinité, qui ne délaisse point ses créatures. Ce mouvement est excellent, comme quoi qu'il soit amené. Mais qu'il est loin de suffire à notre activité habituelle ! Se convaincre de la grandeur, de la sagesse, de la justice, de la bonté, & des autres attributs convenables à la perfection de l'Etre suprême, c'est une affaire bientôt faite. Notre pauvre raison nous a bientôt enseigné qu'il est tout ce que nous pouvons, & tout ce que nous ne pouvons pas concevoir d'excellent. Que vous fournit de plus la religion,

à vous , Monsieur , qui en suivez une , dont le culte est simple jusqu'à la nudité , & qui comprend tous les exercices dans l'hommage du cœur ? Soutiendrez-vous de longues & fréquentes méditations sur des mystères , vrais sans être vraisemblables , & marqués par la sublimité même au sceau de la divinité ? Irez-vous tâcher d'approfondir ce que la religion elle-même vous ordonne de révéler , sans chercher à le comprendre ? Le moyen qu'un Chrétien religieux s'occupe de ces objets de son respect & de sa foi , autrement que pour arrêter sur eux l'effort de sa raison , dont ils seroient l'écueil !

Si pour être de l'Eglise Catholique-Romaine , je ne cesse pas d'être raisonnable , ma déférence pour mon Directeur ne me met pas en meilleure position que le Calviniste le plus subtilisé. Ce que les importunités de ce bon homme me laissent de sens froid me suffit pour apprécier au juste les pratiques de piété qu'il me recommande ; & je n'y vois rien qui soit capable de remplir le vuide qu'il exige dans

mon cœur & mon esprit, pour y faire entrer cette religion si consolante.

Une vieille mondaine, dont le monde ne veut plus, s'occupera sans doute des visites dans les hôpitaux & les prisons; elle s'y entend louer; elle y exerce une espèce d'empire, c'est un nouveau monde qui lui tient lieu de l'autre à cet égard. Elle courra avec avidité les sermons du prédicateur à la mode, les processions d'appareil, les fêtes d'Eglise de toute espèce. Par-tout-là elle rencontre la foule, elle est vue de beaucoup de gens, & elle s'en croit distinguée: c'est une copie de ses plaisirs d'habitude: insensiblement elle s'y attache autant qu'elle fut attachée à l'original. Que font pour moi les distractions de cette nature? Il me reste à m'asservir, par esprit de piété, à marmotter à sept temps dans la journée un latin barbare, dont le plus simple hommage à la divinité me donne au moins l'équivalent. J'ai encore pour ressource de m'astreindre à faire rouler dans mes doigts les grains du Rosaire, & d'attacher

quelque mérite auprès du Tout-puissant à tel ou tel nombre de fois que sera répété le dévot compliment à la Vierge. Sera-ce moi qui admirerai les fables de la Légende ? Ai-je de la foi en réserve pour les gigantesques & ridicules histoires de ces obscurs habitants des Cloîtres & des Déserts , qui bouleverserent à plaisir & à volonté l'ordre de la nature , par des miracles aussi inutiles que leurs personnes ? C'est pourtant de ces sources que je dois puiser les consolations que peut fournir ma religion. Je serois bien un grand vaurien , si j'avois encore des passions vicieuses , dont je ne pusse me rendre maître , sans le secours de la piété. D'ailleurs, irai-je chercher à m'instruire sur mes passions dans les livres de nos Moralistes , érudits sans connoissance des hommes , sans usage du monde , sans expérience sur le bien & le mal moral , docteurs ignorants & téméraires qui prononcent anathême contre les affections les plus précieuses à l'humanité , & les plus chères à la Société ? Suis-je homme à goûter les déclamations de ces fanatiques sans

raison , ou sans bonne foi , qui ne me promettent de bonheur en l'autre vie , qu'autant que je me serai rendu misérable en celle-ci ? Je hais & je méprise tous ces prétendus illuminés , qui nient que les passions soient d'heureux dons du Créateur à la créature , à qui il fit présent en même temps de la raison pour les régler & les faire servir à son bien-être. Un Chrétien de la façon de ces fourbes , ou de ces imbécilles , cesse d'être un homme , & auroit peine à trouver l'espece de brutes qui le voulût adopter.

Je n'ajoute aucune foi aux conversions subites des Courtisans & des Ministres congédiés , qui prêchent le détachement des choses de ce bas-monde. S'ils ont été sinceres , je dis que leur esprit s'étoit affoibli. Mais la plupart ont été des désespérés qui s'accrochoient où ils pouvoient , des joueurs ruinés qui lisoient un chapitre de Sénèque. Les *Maximes de la Sagesse* attribuées à M. Fouquet , le petit *Traité de l'Usage des adversités* composé par le Comte de Buffi-Rabutin ,

ne montrent pas leurs auteurs sous d'autres traits. Au froid des Maximes, il est aisé de connoître qu'elles n'affectoient pas profondément leur Docteur. On apperçoit dans Buffi le Joueur de la Comédie, qui ne sent rien plus vivement que la perte de son argent. Tous ces prédicateurs de robe courte sont des renards qui ont eu le malheur de perdre leur queue. Au lieu de chercher à s'en consoler par une queue postiche, ils entreprennent de prouver que les queues sont incommodes, & que les bien-pourvus gagneroient à se défaire de la leur.

Quand les aveux que vous avez daigné me faire, Monsieur, ne m'enhardiroient pas à confesser franchement où j'en suis, vous êtes un de mes amis dont l'indulgence m'inviteroit à être sincère. Pourrois-je craindre que vous me blâmassiez d'être sur les mêmes erres que le Duc de Sully, le plus sage des Hommes d'Etat de son siècle ? Ce grand homme arraché aux affaires & à la Cour dans le temps qu'il y pouvoit représenter avec

plus de gloire & d'utilité, parut avoir oublié sa fortune & son rang, & ne conserver que sa dignité personnelle. Retiré sur ses terres, il sembloit y jouir uniquement de lui-même, & de sa vertu. Cependant personne n'a adopté plus complètement que lui mon système, que je n'hésite point à croire le vôtre. Je dirois avec vérité que n'ayant plus à mâcher, il fut ruminer. Je fais de bonne part qu'il ne dicta pas à ses Secretaires tout ce qu'il a confié au papier dans sa retraite. Après s'être amusé du souvenir des allures qu'il eut en son temps, il observa celles de ses successeurs, & il les compara avec celles de ses contemporains. Tantôt Héraclite, & tantôt Démocrite, il pleuroit & rioit des sottises qu'il voyoit, & de celles qu'il ne pouvoit oublier. J'en fais autant, Monsieur. Seulement, comme j'ai plus d'attenances que n'en eurent les deux Philosophes Grecs, j'imité le sage François, en ne riant, ni ne me lamentant, en face des gens qui
me

me donne de l'humeur. Je vous invite , Monsieur ; à tirer tout le parti possible de pareille diversion. Je recevrai avec une satisfaction infinie les nouvelles qu'il vous plaira me donner de ses effets, étant avec la plus haute considération , &c.





L E T T R E XIX.

A Milord B.

Précis de la vie publique du Maréchal Duc de Belle-Isle Différence entre le grand-homme & l'homme célèbre. Quelles étoient les qualités de l'esprit du Maréchal. Combien il lui a servi pour sa fortune d'être petit-fils de M. Fouquet. Portrait de ce Ministre. Que Scarron a été le véritable protecteur du Maréchal à la Cour. Eloge & mort du Comte de Gisors fils unique du Maréchal. Critique de la donation que le Maréchal a faite au Roi de la terre de ce nom. Que son testament pouvoit être plus honorable à sa mémoire qu'il n'est. Particularités sur son Hôtel Rue de Bourbon à Paris. Digression sur les Lettres de cachet. Beau début du Maréchal à la Cour. Sa prudence lors du changement de regne. A quel titre il avoit droit à la bienveillance du

Cardinal de Fleuri Combien elle lui fut utile , pour se tirer d'une mauvaise affaire. Anecdote fort suspecte de ses liaisons avec M. le Blanc Ministre de la Guerre. Autre bien vraie , sur le danger qu'il courut à la Bastille. Comment il fut l'homme de confiance du Cardinal de Fleuri dans la Guerre de 1733. Comment il s'ancra ensuite dans cette place de faveur. Qu'il est probable que M. de Belle-Isle ne put pas remplacer M. Chauvelin dans l'emploi de Secrétaire d'Etat. Raisons du Cardinal pour n'y pas entendre. Conjurat ion contre la Ville de Luxembourg. Faute du Maréchal en cette méchante affaire. Particularités sur le plan de la Guerre d'Allemagne , en 1741. Combien M. de Belle-Isle fut peu exact sur la partie essentielle à l'exécution. Quel Antagoniste il eut dans ses négociations en Allemagne. Portrait du Comte de Cobenzel. Quels furent les principaux effets de la supériorité de génie & de talents du Ministre Allemand. Raisons du mécontentement du Maréchal de Broglio en la

Guerre de Boheme. Quelle fut toujours la manie du Maréchal de Belle-Isle pour négocier. Observations sur la retraite de Prague. Combien le Maréchal méritoit d'être raillé, lorsqu'il s'est plaint de la surprise qui lui fut faite à un relais de poste Hannovrienne. Que cette prétendue surprise le tira d'embarras. Particularité du séjour du Maréchal au Château de Windsor. Combien & comment l'expédition en Provence lui fait honneur. Combien peu lui en fait le projet de celle d'Italie. Mort du Chevalier son frere. Fermeté héroïque du Maréchal. Qu'il eût été à souhaiter que M. de Belle-Isle eût été Plénipotentiaire à la Paix d'Aix-la-Chapelle. Qu'il a vécu avec dignité dans l'intervalle des deux Guerres. Qu'il vivroit plus glorieusement dans la postérité, s'il étoit mort cinq à six ans plutôt. Particularités sur M. Fouquet à Pignerol.

M I L O R D ,

J'AI trouvé dans mes recherches sur le feu Maréchal Duc de Belle-Isle une

raison décisive de la différence que la postérité met entre les hommes célèbres par leurs emplois, & ceux qui furent redevables de leur célébrité à leurs grandes qualités. Tout ce qui est personnel à ces derniers fut avidement recueilli, a été précieusement conservé, & soigneusement transmis par la tradition. C'étoit leur personne qu'on avoit révéree, & l'intérêt sur elle a subsisté : on aime jusqu'à leurs portraits. On n'honora dans les autres que les grandes places qu'ils occupèrent ; & leur célébrité fut une partie de leur succession qui devint le bien propre de leurs successeurs. On cite ici avec complaisance cent traits de vertu & de capacité des Bayard, des du-Guesclin, des Turenne. On en a plusieurs de Condé, de Luxembourg, de Vendôme, de Catinat, de Villars, de Maurice de Saxe. Si la plupart des autres qui ont joué à la Cour & dans les armées les premiers rôles, depuis un siècle, n'avoient pas laissé des héritiers de leur nom, ce nom ne seroit plus connu que dans les recueils des vau-devilles & des pasquinades de leur

temps. Il est dans l'exacte vérité , Milord , que le Maréchal de Belle-Isle , l'homme de son temps le plus avide de réputation , & le mieux placé par la fortune pour en acquérir , a été enseveli dans l'oubli avant que son corps fût mis dans le tombeau. Cependant il est mort dans le plein exercice des premiers emplois du Royaume de France.

Il fut homme de beaucoup d'esprit , il eut même du génie , mais si peu méthodique , si peu réglé , dans son effor , qu'il sembla toujours n'avoir qu'une imagination vigoureuse. A son impétuosité fougueuse , il se déroloit aux connoisseurs pour avoir plutôt de l'étourderie que de la vivacité. Mais un grand amour pour le travail du Cabinet , & la montre d'une forte application , appuyant le ton décisif qui lui étoit devenu familier , le peuple politique & courtisan attribuoit sa hardiesse & sa suffisance au sentiment intérieur de la justesse & de la solidité de son jugement. Vous penserez avec raison , Milord , que ces qualités ne devoient pas lui suffire pour pousser

si loin sa fortune , chez une nation où chacun se pique d'avoir de l'esprit , de l'imagination & de l'activité. Mais pendant le cours de sa longue vie , il a eu constamment les conjonctures en sa faveur : & ce sont elles qui l'ont fait tout ce qu'il a été. Vous reconnoîtrez dès son début à la Cour cette prédilection marquée de la fortune : il y parut précisément dans le temps où c'étoit pour lui un avantage d'être le petit-fils du Ministre le plus durement disgracié. Plus proche d'une génération de M. Fouquet son aïeul , il auroit été condamné à l'obscurité , dans laquelle vécut son pere , avec des qualités peut-être supérieures aux siennes. Colbert & Louvois étoient morts. Tant que ces deux Ministres vécurent , il n'y avoit rien à faire à la Cour pour les enfants du rival qu'ils avoient opprimés , écrasés , avec autant de lâcheté que d'injustice.

Vous savez, Milord, que M. Fouquet, Procureur Général au Parlement de Paris, & Sur-Intendant des Finances, eut le cœur beaucoup plus haut que sa naissance, & fut libéral, même au

dessus de sa fortune. Il est vrai qu'il puisoit dans les coffres du Roi : mais il croyoit donner du sien, & il donnoit avec une générosité digne du Prince le plus généreux. Son attention se portoit sur tout homme qui se distinguoit dans sa profession. Il faisoit un nombre incroyable de pensions à des Courtisans peu aisés, à des Militaires reconnus pour gens de cœur & d'expérience, à des Savants profonds, à des Littérateurs amusants. La ridicule accusation qui fut mise à sa charge, de fortifier la petite Isle de Belle-Isle pour s'en faire une Souveraineté indépendante de la France, permet de mettre sur le compte de la noire calomnie le motif auquel la malignité a attribué sa libéralité, il n'y a eu que des imbécilles, ou des gens sans pudeur, qui aient paru croire qu'il se promettoit de ses dons, qu'ils lui feroient assez d'amis & de serviteurs dans les armées & à la Cour, pour qu'il pût braver l'inconstance de la faveur Royale.

Le Maréchal de Belle-Isle a recueilli les fruits de la générosité de son aïeul. Il parut pour la première fois à la

Cour au commencement de ce siècle, dans le temps où la Marquise de Maintenon ayant fait bouquer par sa judicieuse intrépidité, ceux qui avoient prétendu lui faire honte d'avoir été la plus pauvre & la plus noble Demoiselle de France, & d'avoir mieux aimé être la compagne de Scarron, que la servante de quelque Abbessé, se faisoit un plaisir de combler de biens & d'honneurs les personnes qui lui avoient rendu autrefois quelques bons offices. Le petit-fils de l'infortuné Fouquet persécuté par deux ambitieux qu'elle avoit haïs, ne pouvoit lui paroître un protégé incommode. Cette généreuse Dame se rappelant plusieurs gratifications du Surintendant qui avoient rendu au Poëte Burlesque sa gaieté, & rappelé l'aisance dans son Domestique, en voulut tenir compte à l'héritier du bienfaicteur, & elle imagina pour elle autant de gloire que de satisfaction à le protéger. Le discernement dans le choix des hommes n'est pas l'endroit par où a brillé cette célèbre favorite. L'on peut croire que souvent elle s'y est trompée volontairement, & parce que sa condition lui

imposoit la nécessité d'accorder au Monarque , subjugué par la religion , que la piété étoit le surtout des grandes qualités qu'elle supposoit. Mais elle a été plus fréquemment en erreur faute de lumières , ou d'expérience. Le joli Duc de Richelieu , ayant pu lui paroître un grand homme en herbe , le Comte de Belle-Isle , non moins vif , & bien autrement appliqué , ne dut pas être deviné moins à son avantage.

Ce fameux Duc de Belle-Isle , Pair , Maréchal de France , Prince du Saint-Empire Romain , Grand d'Espagne de la première classe , &c. fut au pied de la lettre une Créature du pauvre & joyeux Scarron. L'Auteur du Roman Comique est le véritable patron de la maison de Belle-Isle , qui seroit devenue sans contredit une des premières du Royaume de France , si le fils du Maréchal avoit laissé des enfants d'aussi grande espérance que lui. Il n'y a qu'une voix du François & de l'Etranger sur ce jeune Seigneur péri avec gloire , mais bien tristement , à la bataille de Crevelt , en 1758 , par la basse jalousie de quelques Lieutenants-

Généraux , sur le Marquis de Saint Germain , qui est présentement à la tête du militaire de Dannemarck. L'ordre vint aux Carabiniers de charger l'Infanterie des Alliés qui n'avoit point été entamée. Le Comte de Gisors Commandant de ce Corps de Cavalerie d'élite qui nous arracha la victoire à Fontenoi , comprit le danger ainsi que l'imprudence de l'opération. Mais comme elle lui étoit ordonnée en termes clairs & précis , il obéit sans raisonner ; & il fut se faire héroïquement égorger au milieu des bayonnettes Hano-vriennes.

Après la perte de ce fils unique , le Maréchal a été isolé sur la terre ; ainsi que le Roi Priam , il a survécu à toute sa famille. On doute qu'il lui restât des collatéraux dont la parenté ne fût pas trop reculée pour produire leurs preuves , & prétendre de droit à sa succession. Le don qu'il fit de sa Terre de Gisors au Roi , pour en jouir après sa mort , n'étoit par conséquent pas un grand effort d'affection : puisque faute d'héritiers le fier retournoit de soi-même à Sa Majesté. Cependant

on fit grand bruit de cette donation en son temps ; & ses admirateurs parlerent plus haut que ceux qui qualifioient de duperie l'adresse du vieillard à vendre au Roi ce qui appartenoit à Sa Majesté , & à faire recevoir par le Monarque , à titre de don , ce qu'il lui faisoit payer chèrement.

Jamais Ministre ne s'est trouvé dans une position aussi avantageuse pour immortaliser son nom par son Testament , & pour rendre sa mémoire aussi chere aux François que sa personne le leur fut peu. Son avidité pour la célébrité faisoit imaginer que les meilleurs établissemens faits au département du Bureau de la Guerre, seroient pour lui des objets de prédilection : qu'il consacreroit ses effets mobiliers à l'acquit des dettes de l'Hôtel-Royal des Invalides , qu'il attacherait ses biens-fonds à l'Ecole Royale-Militaire , ou qu'il en formeroit des Commanderies pour l'Ordre de Saint Louis , dont il a multiplié démesurément les Chevaliers , & qui n'a pas tout-à fait vingt mille livres sterling à distribuer à plus de seize mille Officiers qu'il décore de

sa croix. Rien de pareil, ou d'équivalent. Il a donné son Hôtel de Paris à ses successeurs au Ministère de la guerre; comme s'il importoit beaucoup à l'Etat qu'un de ses Secretaires fût logé au bout du Pont-Royal plutôt qu'ailleurs. A quelques petits legs près, le reste de sa riche succession a été pour le Marquis de Castries, Gentil-homme tout-à-fait étranger pour le Maréchal. Il n'a été fait dans le Testament aucune mention du Général Fouquet, qui fait assez d'honneur en Prusse à ce nom obscur, pour qu'un homme jaloux de l'illustrer eût souhaité ce brave Officier pour son légataire.

Au sujet de l'Hôtel, il y a une anecdote, dont je n'ai pas encore eu l'occasion de me procurer une vérification exacte. Le Comte de Beile-Isle bâtit cette maison dans les commencements de sa faveur auprès du Cardinal de Fleuri. Suivant le devis de son architecte, il n'avoit de terrain que pour le corps de logis, & pour l'aile gauche du bâtiment du côté du Pont-Royal, jusqu'où devoit s'étendre la terrasse revêtue de belles pierres.

La place que demandoit l'aile droite étoit occupée par une maison appartenante à un homme de robe, qui l'occupoit. M. de Belle-Isle supposant gratuitement qu'il feroit l'acquisition à volonté, fit couvrir son terrain conformément au devis, & poser les pierres d'attente pour l'aile droite; & lorsque les maçons en furent-là, il fit proposer au Magistrat la vente de sa maison. Celui-ci s'étoit tenu offensé que le Courtisan l'eût considéré assez peu, pour projeter sur son bien sans daigner le consulter. Il refusa cruement d'entendre au contrat. Les Courtiers, les Intercesseurs firent auprès de lui des démarches, des offres, & des instances inutiles. Peu touché des promesses, il fut irrité des menaces. M. de Belle-Isle croyant vaincre son opiniâtreté, lui fit essayer le désagrément d'une lettre de cachet. Une lettre de cachet est un billet d'exil expédié au nom du Roi, & motivé uniquement du bon plaisir de Sa Majesté. Elle est aussi quelquefois un billet d'emprisonnement, sans être revêtu d'autres formes que celle de la signature. Il s'en est fait un

étrange abus en France , à-peu-près depuis le commencement de ce siècle , & sur-tout pendant le ministère du Cardinal de Fleuri. Les Evêques & les Intendants avoient à leur disposition des liasses de lettres de cachet , où le nom de celui que le Roi disoit punir étoit laissé en blanc , ainsi que le lieu de l'exil. Ces lettres portoient un ordre précis de Sa Majesté à celui auquel on les signifioit de se rendre sans délai où il étoit relégué , & d'y rester tranquille jusqu'à nouvel ordre. Souvent le malheureux , oublié du Prélat ou de l'Intendant , a vieilli loin de sa famille , par l'ordre du Roi , à qui il n'avoit jamais donné occasion de savoir qu'il existât. Le voisin du Comte de Belle-Isle n'étoit pas homme à baisser respectueusement la tête sous le joug. Il eut bientôt fait révoquer la lettre ; & il resta dans sa maison , où il fit son plus grand plaisir de braver son voisin le Courtisan , qui l'invita en vain à puiser à discrétion dans sa bourse , & à mettre le prix qu'il voudroit à sa complaisance. Fidele à la haine qu'il avoit jurée , il prit de justes mesures

pour que ses effets se soutinssent après sa mort. Il légua sa maison à ses héritiers, sous condition expresse qu'au cas que quelqu'un d'eux la voulût vendre, elle passeroit à l'Hôpital à qui il en faisoit la substitution. Le Comte perdit alors toute espérance de donner le fini à son Hôtel. Mais pour ne pas se priver tout-à-fait de l'honneur d'avoir eu l'idée d'un édifice régulier, il fit adosser à la paroi de l'opiniâtre Magistrat l'élévation de l'aile droite en treillage; colifichet qui étant peint en verd excite davantage la curiosité de l'Etranger, & tant qu'il subsistera, sera moins un monument du bon goût, qu'un témoin de l'imprudence du fondateur.

Le Comte de Belle-Isle débuta dans sa carrière d'une façon brillante; & il eut peu de jaloux qui osassent le paroître. Il restoit une idée à la Cour du rang qu'il y auroit tenu, si son aïeul n'eût pas été opprimé par l'injustice: les plus méchants eurent une sorte de respect pour les malheurs de sa famille. Il étoit d'une taille avantageuse, & d'une belle figure. Il étoit exact sur

ses devoirs , avide de s'instruire : il paroïssoit également animé du desir & de l'espérance de parvenir aux premiers honneurs de la Guerre. Ce n'est pas dans un jeune Colonel de vngt ans qu'on soupçonne l'Homme d'Etat & qu'on en examine les germes. Appliqué à son métier , vu de bon œil à la Cour , il étoit un des Officiers que le Maréchal de Villars dut admettre le plus volontiers à sa suite , lorsqu'il se rendit à Radstat. Il seroit ridicule de mettre au nombre des négociations les conférences de ce Général François avec le Prince Eugene. Le Comte de Belle-Isle en écrivoit par la poste à ses amis & amies comme il l'auroit fait des cérémonies de quelque mariage , pour lequel le Maréchal auroit eu procuration du Roi son maître.

M. de Belle-Isle étoit estimé & distingué entre les Officiers de la plus belle espérance. Il étoit d'ailleurs très-chaud partisan du beau sexe , & serviteur déclaré des Dames. C'étoit avoir en soi-même sa recommandation auprès du Duc Régent. Mais celle de la

Marquise de Maintenon n'étoit pas de peu de poids pour ce Prince, qui fut peut-être encore plus généreux qu'il n'étoit libertin. Il se souvenoit avec reconnoissance que la favorite l'avoit tiré du mauvais pas où l'avoit engagé l'intrigue d'Espagne ; & il étoit assez équitable pour l'excuser de ce que son affection pour le Duc du Maine, à qui elle avoit toujours tenu lieu de mere, lui avoit fait faire à son préjudice en faveur de ce Prince Légitimé. On voit qu'il ne tint point des ressentiments, que l'intérêt & la bonne politique avouoient, contre les personnes qui étoient cheres à la Marquise, & dont il étoit haï. A plus forte raison aimait-il à favoriser celles de ce nombre qui lui donnoient franchement leur service. Or, le Comte de Belle-Isle fut de ces derniers. Ayant pénétré que le Duc du Maine n'étoit pas Prince à se maintenir avec fermeté & résolution dans les avantages que le Testament de Louis XIV lui avoit faits, il ne se mit point dans le cas de lui rester attaché par honneur, aux dépens de sa fortune.

En perdant la Marquise de Maintenon, il conserva les amis & les amies que lui avoit donné l'intérêt que cette Dame avoit paru toujours prendre à sa fortune. Il eut pour lui la puissante maison de Noailles, la Société des Jésuites plus puissante encore, & les Dames galantes de la vieille Cour, qui étoient devenues des Dévotes reconnaissantes. Il n'étoit pas nécessaire d'être dans le secret de ce parti supérieur, pour deviner que le Duc de Bourbon ne seroit pas long-temps premier Ministre, & pour connoître quel seroit son successeur. L'ancien Evêque de Fréjus n'avoit point réussi à cacher son ambition sous sa modération affectée. Le Duc Régent, qui l'avoit pénétré, s'en étoit expliqué tout haut; & le Prélat ne l'en avoit pas dédit. Ce modeste Ecclésiastique, qui a gouverné la France pendant quinze ans avec plus d'autorité, quoiqu'avec moins d'éclat que le Cardinal de Richelieu, avoit été choisi pour Précepteur de Louis XV, par la protection de la Duchesse de Vantadour & de la Comtesse de Muy, amies de la Marquise

de Maintenon. Le protégé de cette dernière avoit avec le Prélat une espèce d'affinité ; il ne se pouvoit pas qu'il ne fût reçu avec plaisir au nombre des serviteurs particuliers de sa future Eminence. Pour un ambitieux qui alloit à sa fortune comme à la sappe, l'acquisition d'un homme tel que le Comte, disposé à tout pour faire la sienne brillante & rapide, étoit une acquisition précieuse. Bien en prit à ce dernier d'avoir si lestement choisi son protecteur. On ne voit pas bien comment sans cela il se seroit tiré de la méchante affaire où l'impliquèrent ses liaisons avec un homme du premier rang à la Cour. Vu la sévérité des loix de France, il ne se pouvoit guere y avoir un plus terrible embarras que le sien, puisqu'il y alloit de l'honneur & de la vie. Voici le fait, comme le racontent les contemporains, que je n'ai garde cependant de recevoir, & de donner pour de bons garants.

Un nommé Gentil, principal Commis & Caissier de la Jonchere Trésorier de l'Extraordinaire des Guerres, avoit été tué sur le chemin de Paris

à N. maison de campagne , où il alloit joindre son maître , qui y étoit en rendez-vous avec M. N. On dit que ce jour-là avoit été choisi par ce dernier , pour solder des comptes avec le Trésorier , qui avoit payé plusieurs sommes considérables sur ses ordres. On ajoute que la Jonchere , imaginant qu'il ne seroit question que d'arrangements pour les remboursements , & tout au plus d'un arrêté de comptes , avoit seulement pris avec lui ses livres de copie : que M. N. au contraire voulant s'acquitter , avoit apporté un porte-feuille , rempli d'effets que le Trésorier ne pouvoit refuser d'accepter en paiement : qu'au moment de la conclusion , le premier avoit demandé ses ordres en original , & s'étoit irrité de ce qu'au défaut de ces papiers il fallut renvoyer l'affaire à une autre fois ; que quelqu'un proposa au Trésorier d'envoyer un Exprès à Gentil , avec ordre précis d'apporter tels & tels papiers qui étoient sous sa garde : que le Trésorier y consentit pour faire plaisir à M. N. , & qu'enfin le Commis obéissant étoit en route avec cette

précieuse charge , quand il fut assassiné On ajoute qu'on ne trouva point les papiers dans ses habits , que le Trésorier les chercha inutilement dans son bureau , & que M. N. ne voulant point s'en fier aux livres & à sa mémoire sur la dette , refusa de payer autrement que sur l'exhibition de ses ordres en original. Quoi qu'il en soit , Milord , de toute cette histoire que je tiens pour très-suspecte , M. N. fut mis à la Bastille , & le Comte de Belle-Isle fut enfermé dans ce triste Château encore plus étroitement que lui. Voilà ce qui est de fait ; & il n'est pas moins certain que M. de Belle-Isle a dit lui-même , qu'il reçut dans sa prison , qu'il croyoit inaccessible , un billet anonyme , portant avis de manger avec beaucoup de précaution , & sur-tout de ne toucher qu'aux aliments qui lui feroient donnés par tel Guichetier. Vous pouvez conjecturer à votre aise sur cette particularité. Peu de mois après , le Comte fut mis en liberté ; & oncques il n'a plus été mention à son égard du Trésorier la Jonchere , du Commis Gentil , & de leurs papiers.

Le Cardinal de Fleuri étant devenu premier Ministre , ou l'équivalent , le Comte fut un de ses plus empressés Courtisans. L'Eminence étoit fort sensible aux petits soins , & M. de Belle-Isle étoit grand Clerc dans cette besogne de Courtisans. Il se trouvoit Mestre-de-Camp-Général des Dragons & Lieutenant-Général dans les armées de France , lors de la Guerre de 1733. M. Chauvelin ayant subjugué le Cardinal , & pris la place de confiance dans le Cabinet , le Comte fut obligé de se borner à être l'homme de Son Eminence à l'armée. Souple , adroit , inépuisable en détails , en conjectures , en projets , il se rendit bientôt un serviteur important à son patron : & il lui devint nécessaire , aussi-tôt que Chauvelin par sa hauteur & sa suffisance eut entamé lui-même la confiance que le Ministre avoit mise en lui. Cependant M. de Belle-Isle , qui eut à ses ordres dans les deux Campagnes un corps d'armée considérable , fut peu heureux dans ses opérations. Il manqua la forteresse de Rhinfeld , l'unique piece qu'il eût devant soi capable de

quelque résistance. C'est de ce souvenir que naît l'importance qu'il attribua à la surprise qui a mis cette petite place entre les mains de M. de Contades en cette Guerre. Gens qui ont connu à fond le Maréchal de Belle-Isle disent qu'il eût fait bien moins de cas de la conquête, si le Général François l'avoit faite à force ouverte.

Après la disgrâce de M. Chauvelin, le Comte de Belle-Isle devint l'unique confident du Cardinal sur les affaires militaires, & sa vigoureuse imagination se déployant avec audace devant un Ministre qui avoit la sienne très-bornée, il s'en fit estimer au même point, sur les affaires étrangères, & sur tous les objets de la politique. Alors M. de Belle-Isle gouverna sous le nom du vieillard. S'il avoit alors prisé, comme depuis la charge de Secrétaire d'Etat, bien des gens croient qu'il auroit eu celle de M. Chauvelin. Mais je les crois dans l'erreur. J'ai de fortes raisons pour ne pas douter qu'il n'ait souhaité ce morceau de la succession de son rival de faveur; & j'attribue à ses vues sur lui le délai de la nomination

nomination d'un nouveau chef de ce département, qui fut confié par intérim à deux habiles subalternes, MM. de Chavigny & du Tillet, sous la direction du Maréchal Duc de Noailles. Le Comte de Belle-Isle ne fut pas Secrétaire d'Etat, parce qu'il ne put vaincre la juste répugnance que le Cardinal avoit à mettre la Cour de Vienne dans la nécessité de traiter avec un homme qui lui étoit odieux. Le Ministre avoit réconcilié de bonne foi le Roi son maître avec l'Empereur : il se promettoit de consolider la réconciliation des deux Maisons ; & le Comte de Belle Isle, nourri dans le système de leur rivalité, venoit de se noter pour jamais à la Cour Impériale, par un attentat, dont la haine lui étoit personnellement attachée. Il étoit Gouverneur de Metz & du Pays Messin. N'ayant pas moins d'ambition que le fameux Duc d'Epernon, qui avoit fait de ce Gouvernement une espece de patrimoine, il espéroit n'être pas moins heureux ; & se conduisant d'après cette supposition, il avoit souhaité donner à la place toute

l'importance, dont elle étoit susceptible. Quoique place frontiere, Metz n'est guere la Ville d'assemblée pour les armées de France, parce qu'alors le siege de Luxembourg devoit être la premiere opération de la Campagne; ce qui est une ouverture trop hasardeuse. Le Comte se mit en tête de corriger ce désavantage. J'ignore s'il avoit à choisir entre un grand nombre de moyens : ce qu'il y a de bien certain, c'est qu'il ne choisit pas le plus honorable, quoique peut-être ce fût le moins périlleux. Il ménagea une conspiration de quelques Luxembourgeois, qui devoient, au jour & au moment convenus, mettre le feu aux casernes, aux magasins, & aux principales maisons, & réduire la ville en cendres. C'étoit en 1731. L'Europe étoit dans une paix profonde; & cette paix de dix-huit ans tenoit les Puissances du Continent dans une sécurité, qui alloit jusqu'à leur faire négliger la plupart des précautions militaires. Cependant la conspiration fut heureusement découverte : les traîtres furent punis du dernier supplice;

& les principaux chargerent le Gouverneur de Metz, d'avoir ourdi toute cette trame d'iniquité. Comme il avoit eu la prudence de ne leur donner pour témoins contre lui que leurs complices, il les traita tous de calomniateurs. Le Cardinal n'étoit pas homme à l'en démentir; & je ne fais pas s'il étoit dans le cas à devoir le faire. Mais où M. de Belle-Isle me paroît s'être manqué étrangement à lui-même, c'est que quand la Cour de Vienne fit publier la relation qui le traitoit sans ménagement, il se tint dans le silence. Après son désaveu, qui ne pouvoit être infirmé que par les dépositions de gens qui avoient cessé de vivre, il étoit également facile & indispensable pour lui de prendre le plus haut ton dans l'apologie.

Lorsque la fortune est pour un homme, les événements les plus sinistres lui deviennent favorables. Cette juste haine de la Cour de Vienne pour M. de Belle-Isle, lui a sauvé la honte de capituler pour l'armée de France à Prague, disgrâce après laquelle il n'auroit vraisemblablement

pas eu la hardiesse de briguer le Commandement & le Ministère. De 1737 à 1740 il avoit tellement cultivé la bienveillance & gagné la confiance du Cardinal, qu'il devint pour lui tout son Conseil, & eut sur son esprit l'ascendant d'un pédagogue. Mais le vieillard toujours timide, n'étoit pas toujours docile; & il avoit un vice d'habitude, auquel le Mentor étoit obligé de s'accommoder, pour ne pas l'effaroucher. M. de Belle-Isle n'eut garde de déployer toute sa vigoureuse imagination sur la Guerre Pragmatique, devant un Ministre qui faisoit de l'épargne la première vertu de l'homme d'Etat. Il ne présenta à Son Eminence que les parties brillantes & peu dispendieuses de son vaste projet. Certain de l'éblouir & de la séduire par *le bon marché*, il resserra les opérations, & mit au rabais ce que devoient coûter les plus heureuses. M. de Voltaire a été dans l'erreur, en assurant que pour la conduite de cette Guerre le Comte de Belle-Isle avoit demandé au Cardinal cent mille hommes & cent millions. Le comman-

dement fut d'abord offert au Maréchal de Coigny; & cette demande fut sa réponse. Le Cardinal ayant déclaré net, que le Roi n'iroit pas au-delà de quarante, le Comte de Belle-Isle fit présenter l'expédition au feu Maréchal de Broglio. Celui-ci, qui a eu toute sa vie sur le cœur la surprise de *la Sechia*, qu'il accusoit M. de Coigny de lui avoir mal & malignement ménagée, fut charmé de couper l'herbe sous le pied à son émule, & d'aller sur son marché. Il fit à-peu-près toutes les objections que l'autre avoit faites. Mais M. de Belle-Isle lui promit tant de belles choses, qu'il se rendit. On est bien persuadé qu'effectivement le Comte faisoit tout consister à engager le timide vieillard; & qu'il se flattoit de le mener ensuite aussi loin qu'il voudroit. Aussi fait-on une perpétuelle distinction entre son imaginative & sa judiciaire, entre son audace & sa prudence.

Le bâton de Maréchal de France, & le rang de Duc, payerent au Comte les brillantes espérances qu'il donna au Cardinal. Revêtu de ces dignités,

il alla plutôt en courier qu'en négociateur, parcourir les Cours d'Allemagne, & se montrer dans leurs Cabinets. Nous ne lui disputerons point, Milord, d'avoir rassemblé les suffrages pour faire passer la Couronne Impériale dans la maison de Baviere, & d'avoir représenté à Francfort, en sa qualité d'Ambassadeur de France, avec une prodigalité peu inférieure à celle de l'Héritier du Cardinal Portocarrero, qui avoit l'Ambassade d'Espagne. Mais nous apprécierons en politiques la premiere opération, & vous estimerez la seconde, Milord, en grand Seigneur. Puis nous le suivrons dans sa marche, où je note grand nombre de faux pas, que le peuple Anglois ne pardonneroit pas même à quelqu'un de ses favoris.

Quel étoit l'objet, quel fut le fruit de son voyage de Baviere? Il vit à Munich le Prince qui devoit être son principal personnage : il eut quelques conversations avec les Ministres Bava-rois. Mais il ne prit aucune connoissance de l'état actuel de la Baviere, connoissance qui étoit indispensable.

Depuis trois ans , l'Electeur recevoit des subſides de la France & de l'Eſpagne , pour l'entretien de trente mille hommes de troupes réglées. Il étoit bien important de vérifier l'emploi de cet argent ; & le Maréchal n'en fit rien. Il comptoit dans ſon plan , ſur une armée Bavaroiſe de trente mille hommes , ſur des magaſins nombreux & abondamment pourvus. A peine y avoit-il ſept mille ſoldats ſur pied dans l'Electorat ; & il n'y avoit pas même eu des lieux assignés pour des amas de vivres & de munitions. Le Maréchal , preſſé de ſe rendre ailleurs , partit de Munich , avec les idées qu'il y avoit apportées. Le Cardinal n'en reçut pas moins une longue dépêche , où l'apparition en Baviere étoit priſée un grand coup d'Etat.

Vous ſavez , Milord , quelle part eut la rhétorique du Maréchal aux réſolutions de la Cour de Berlin. Vous vous rappelez la belle beſogne qu'il fit en Saxe. Dans le reſte de l'Empire , il trouva un antagoniſte auſſi viſ , auſſi actif , mais bien autrement organisé que lui , pour le reſte. C'étoit le

Comte de Cobenzel, maintenant Ministre au Gouvernement des Pays-Bas. Cet homme d'Etat n'étoit alors âgé que de trente-deux à trente-trois ans. Mais il avoit depuis plusieurs années toutes ses provisions pour son métier. Eloquent dans les principales langues de l'Europe qu'il parle purement ; également versé dans l'Histoire & dans le Droit ; singulièrement habile à se plier aux goûts , à l'humeur , aux tours d'esprit des Princes Allemands & de leurs Ministres ; capable de se donner aux affaires , comme s'il eût haï le plaisir , & de se livrer au plaisir , comme s'il avoit eu du dégoût pour les affaires ; se levant matin , se couchant tard , dormant peu , ne remettant jamais au lendemain le travail du jour , & travaillant avec autant de goût que de facilité ; inépuisable dans la conversation , ainsi qu'infatigable dans le Cabinet ; sachant égayer les sujets les plus sérieux , & ramener à ses vues l'entretien le plus indifférent ; toujours occupé , sans jamais avoir l'air de l'être ; amateur de tous les arts , connoisseur dans la plupart , l'homme

en un mot de tous ceux avec qui il lui falloit avoir commerce , & assez judicieusement complaisant pour laisser penser à chacun qu'il ne l'avoit vu qu'à son avantage : tel étoit le négociateur à qui le Maréchal de Belle-Isle n'avoit d'armes à opposer que des promesses gigantesques, un grand fond de suffisance , & de nombreux Courriers. Si l'on ajoute que le François n'étoit remué que par son ambition particuliere , tandis que l'Autrichien , dont le pere avoit été dans l'intime bienveillance de l'Empereur Charles VI, se regardoit comme spécialement dévoué à la Princesse sa fille & son héritiere , on sera moins surpris que le Maréchal de Belle-Isle n'ait fait , après l'élection de Charles VII , que des offices infructueux dans les Cours d'Allemagne ; que le Cercle de Baviere ait été contenu dans une parfaite neutralité par l'Archevêque de Saltzbourg Condirecteur ; que l'Electeur de Cologne se soit vendu aux Anglois contre l'Empereur son propre frere ; que tout l'Empire ait vu avec une froide ou morne indifférence son

Chef dépouillé de ses Etats héréditaires , réduit à subsister de la pension de la France dans une Ville Impériale , & mourant enfin en maison de louage à Francfort , accablé de disgraces & de chagrin. Il en est du Cabinet des Puissances , comme de leurs armées , qui valent autant que vaut leur Chef.

Il étoit bien naturel que le Maréchal de Broglie ne vît pas d'un bon œil le Charlatan , qui par ses belles promesses , tombées à néant , l'avoit engagé dans une entreprise , dont il ne croyoit pas pouvoir sortir à son avantage. Mais ce dut être Guerre ouverte , quand M. de Belle-Isle , son Collegue à l'armée , y prit l'air & le ton d'un homme qui avoit seul la confiance du Ministre & le secret du Cabinet. M. de Broglie , dont l'expérience étoit bien plus grande dans le Militaire que dans le Politique , voyoit cependant assez clair en ce dernier département , pour deviner la feinte du siege de Neiss , & le Traité particulier que l'intérêt dictoit au Roi de Prusse. Il en parla à son Collegue ,

il en écrivit au Cardinal : ils crurent lui faire grace de ne pas se moquer de lui.

Ce qui fappe le plus dans le personnage que fit le Maréchal de Belle-Isle en Bohême , c'est cette manie de négocier avec la Cour de Vienne , tandis qu'il devoit tenir pour certain de n'en obtenir aucune faveur. Le Comte de Königsegg lui avoit déclaré net , que l'unique parti que la Reine voulût faire à l'armée de France , étoit de la recevoir prisonniere de Guerre. Il avoit eu même réponse à de nouvelles propositions. Il savoit que le Cardinal rejettoit sur lui ce que cette Guerre avoit d'odieux. Enfin il avoit donné pour son dernier mot , que l'armée du Roi sauroit soutenir ou faire changer les circonstances par son courage. Cependant , jusqu'au moment de sa sortie de Prague , il entretint à Vienne un Agent , qui ne cessa point de renouveler ses sollicitations , & de recevoir des refus , sur une capitulation acceptable.

Je ne vous dirai rien , Milord , du siege de Prague , dont on a fait si

grand bruit. La retraite du Maréchal a son mérite, ne fût-ce que celui du secret dans les dispositions, & de la célérité dans l'exécution. Il est certain qu'elle ne fut point une fuite. Mais elle eût été bien plus honorable pour le Général, & bien moins pénible pour la petite armée, si la marche avoit été moins pressée. Le Maréchal, en sa relation, se félicite de n'avoir perdu personne par les coups de l'ennemi. Mais il avoue qu'il laissa dans les chemins, tout ce qui ne put pas suivre. Y a-t-il quelque Général, en retraite avec quelque avance sur l'ennemi, qui ne puisse se faire le même compliment au même prix ? Les plus vives escarmouches du Prince Lobkowitz ne lui auroient pas coûté les nombreux équipages, & les trois mille soldats, qu'il abandonna dans les neiges. Le Maréchal prit son parti avec audace ; il dirigea sa marche en habile homme. Mais il marcha trop vite pour un grand Capitaine. Sur ce dernier point, il n'a rien de commun avec Xénophon.

On pense ici assez généralement que

la France ne se feroit pas tirée plus heureusement de la Guerre Pragmatique, que de la présente Guerre d'Allemagne, si le Comte de Saxe n'avoit imaginé la diversion dans les Pays-Bas. M. de Belle-Isle n'eut garde de paroître goûter ce plan, qui faisoit tomber le sien, en même temps qu'il lui sauvait la honte de l'avoir entièrement manqué. Sa position devint fort embarrassante. Il voyoit l'estime du Roi se déclarer pour son rival ; il n'appercevoit qu'obscurité dans tout ce que sa vive imagination lui offroit du côté de l'Allemagne, où il promettoit toujours d'opérer de grandes choses. Il en étoit à souhaiter un dénouement merveilleux, ne pouvant pas sortir d'intrigue par les voies ordinaires. Ses plaintes de la surprise que lui fit le maître de la Poste Hannovrienne d'Osterode, n'eurent point d'autre effet, que de lui rendre l'aventure plus désagréable, en grossissant la bévée de l'homme d'état & du Général d'armée. On se demanda à quel titre le Maréchal Courier alloit à Berlin : & on se

moqua du Capitaine , qui avoit projeté l'invasion des Etats de Hannovre , fans en connoître les atténuances & les dépendances.

Nous fîmes à ce célèbre prisonnier plus d'honneur que nous ne lui en devons , lorsque nous refusâmes de le mettre à rançon , suivant le cartel : c'étoit lui donner l'importance qu'il brûloit d'attacher à ses opérations & à leur interruption. Vous vous rappellerez , Milord , qu'il fut logé , & traité noblement à Windsor : qu'il fut servi dans le Château , par les Officiers de bouche de Sa Majesté Britannique , & qu'on eut l'attention de lui donner ceux qui parloient le mieux François. Le Chef d'Office étoit homme de peu d'étude , mais d'un grand sens , & d'une probité à toute épreuve. Il se nommoit Fraigneau. Vous connoissez son frere, qui est un des plus savants Docteurs de Cambridge , & un de nos plus respectables Ecclésiastiques. Toute cette famille est l'honnêteté même. Elle nous est venue de la Rochelle , lors de la révocation de l'Edit de Nantes. Lorsque j'ai

connu le Chef d'Office en 1756, il étoit cruellement tourmenté de la goutte, dont il a été étouffé cette même année, en allant aux eaux de Bath. Vous ne soupçonneriez jamais un homme de ce caractère & en cet état, de fabriquer des mensonges, petits ou gros, pour le soutien ou l'ornement de la conversation. Je fais de ce galant homme, que le Maréchal prisonnier se prit de quelque goût pour son entretien, qu'il le rechercha fréquemment, & le faisoit toujours durer long-temps. J'eus petite opinion du jugement du Général François, me disoit-il, quand je lui reconnus la manie de me parler, à moi très-habile Confiseur, mais ignorant politique & militaire encore plus chétif, de ses magnifiques opérations de Guerre & de Cabinet. Il m'en faisoit l'étalage avec autant de volupté, & dans un aussi grand détail, que si j'eusse été un Chevalier Walpole, ou un Duc de Marlborough.

Lorsque le Maréchal fut de retour en France, il eut de l'emploi; soit qu'on ne voulût pas l'entendre crier

à la Cour , soit que le Ministre de la Guerre eût la foiblesse de le redouter dans le Cabinet. Il prit le commandement de l'armée contre les Autrichiens & les Savoyards , qui avoient attaqué la Provence. Jusqu'à son passage du Var , le Maréchal mérita des éloges ; parce qu'il avança tenant , pour ainsi dire , le compas à la main. Il sembla ne se piquer que de prudence , peut-être la seule qualité que lui refusèrent l'art & la nature. Aussi-tôt qu'il fut au pied des Alpes , il sembla rendu à son naturel , il compta pour rien ses hautes montagnes hérissées de forteresses ; & il traça le plan des attaques de Turin. Le Chevalier son frere étoit homme de moindre représentation que son aîné , mais d'un esprit à-peu-près de la même trempe. Il donna tête baissée dans le projet gigantesque ; & il partit pour le mettre en exécution. Il arriva heureusement au pied de la *Sietta* , la première des trois forteresses qu'il lui falloit prendre , pour s'ouvrir la route de Turin. Il comptoit prévenir le renfort que le Roi de Sardaigne y

envoyoit ; sans faire attention que ce renfort étant prévenu , se replieroit sur la seconde forteresse , & en rendroit la défense plus formidable. Il se hâta d'attaquer sur son front un poste que ses Officiers lui promettoient d'emporter sans perte , s'il le leur laissoit tourner. Il y fut tué en téméraire , c'est-à-dire , faisant preuve de la bravoure , dont on ne l'avoit jamais soupçonné de manquer. Son corps d'armée qui avoit beaucoup souffert de sa témérité , ne regretta point sa perte ; mais le Maréchal en fut pénétré de douleur. Sa fermeté est un trait véritablement héroïque ; & elle lui fait honneur , où qu'il la puise. Il aimoit cordialement ce frere , qu'il trouva toujours un ami fidele , un second infatigable , & jamais jaloux.

Peut-être que les deux Couronnes ne se seroient pas vues obligées à la présente Guerre , si le Maréchal de Belle-Isle avoit été le Plénipotentiaire de la France , au Congrès d'Aix-la-Chapelle. Ministre d'un détail inépuisable , il n'auroit assurément pas laissé

la fusée de l'Acadie & de l'Ohio , à débrouiller à des Commissaires. On ne fait à quoi attribuer son indifférence sur ce brillant personnage , auquel il étoit invité par l'exemple du Maréchal d'Uxelles , premier Plénipotentiaire à Utrecht. De 1748 à 1756 , il a mené une vie privée , aussi honorable que peut un homme de son rang. Il s'est toujours occupé des affaires générales de l'Europe : c'étoit chez lui une passion d'habitude. Il n'a négligé aucune de ses nombreuses correspondances ; & il s'est partagé entre sa Ville de Metz & sa Terre de Gisors , dont les embellissements ont fait son plus grand amusement. Il vint en 1758 à la tête du Bureau de la Guerre. Ses lettres font l'éloge de son amour pour le travail : les événements n'ont pas fait celui de sa capacité. Il auroit indubitablement vécu plus à son avantage dans la postérité , s'il étoit mort cinq à six ans plutôt. Peut-être que la nation croiroit maintenant qu'elle auroit fait alors une perte considérable.

Voilà , Milord , ce que je dirois

du Maréchal de Belle-Isle devant nos Jurés , s'il existoit en Angleterre un tribunal pour les morts , comme on assure qu'il y en eut un chez les anciens Egyptiens. Si je devine le principal motif de votre curiosité , & de vos instances pour me porter à la satisfaire , je vous prie de peindre mon caractère à votre nouvel ami , afin de lui faire goûter ma franchise. Il me passera d'avoir peu flatté son parent , quand il saura qu'il est de mon tour d'esprit d'aimer mieux me taire , que de biaiser sur ce que je crois vrai. Ou cachez lui ma lettre , ou montrez-la lui telle qu'elle est.

Je terminerai cette compilation par deux traits singuliers de l'infortuné M. Fouquet. Ce Ministre , que malgré la cabale de Le Tellier & de Colbert pour le conduire au supplice , ses Juges ne trouverent point coupable de mort , fut condamné par la pluralité au bannissement perpétuel , accompagné de la confiscation de ses biens. Cette seconde partie de sa peine étoit manifestement une injustice , un excès de rigueur accordé à

l'intrigue & à la passion de ses puissants ennemis. Cependant ils n'en furent pas satisfaits ; & ils portèrent le jeune Roi à y en ajouter une autre bien plus révoltante. A titre de clémence , il fut dit de la part du Monarque , que la peine étoit commuée , & une prison perpétuelle substituée au bannissement. Etrange acte de clémence ! Comme si hors de la France tout l'univers eût été une prison plus dure qu'une Citadelle ! M. Fouquet fut confiné dans la Citadelle de Pignerol , où quelques années après fut enfermé le célèbre Lauzun , mari secret de Mademoiselle de Montpensier. Le Commandant permettoit à ses prisonniers de manger ensemble , & d'y passer la meilleure partie de la journée. Lauzun , l'homme le plus avantageux de son temps , ayant un jour raconté ses prouesses de Courtisan ; comme il avoit été aimé de la petite-fille de Henri IV ; comme son contrat de mariage avec elle avoit été dressé , & signé du Roi ; comme Sa Majesté lui avoit manqué de parole ; comme il le lui avoit

reproché avec insolence ; comme le Monarque avoit jugé devoir s'en excuser devant ses Sujets & dans les Cours Etrangères ; comme enfin il avoit poussé à bout la patience de son maître , qui l'avoit envoyé à la Bastille : le Surintendant qui ne reconnoissoit point en tout cela la Cour où il avoit vécu , s'imagina que Lauzun avoit la cervelle renversée , & il le témoigna aux autres prisonniers , en se touchant le front du doigt à plusieurs reprises. Ceux-ci le laissèrent dans son erreur : ce qui fournit plus d'une fois à leurs divertissements , M. Fouquet traitant Lauzun jusqu'au bout en homme qui avoit besoin de toute sa complaisance , & à qui il devoit toute sa compassion.

Les Annalistes marquent avec assurance la mort du Surintendant à Pignerol. Mais il existe encore dans le Marquisat de Saluces & dans le Dauphiné une tradition populaire , que le prisonnier s'évada , & qu'il est parvenu à une vieillesse presque miraculeuse , sous l'habit & dans la

profession d'Hermite. Les gens sensés rejettent cette tradition , qui prouve cependant que le peuple se prit de quelque affection pour le prisonnier , & que sa disgrâce ne l'avoit pas tout-à-fait plongé dans l'oubli. Je suis , &c.



LETTRE XX.

Au Comédien Anglois Garrick.

Que dans un homme tel que lui, on distingue deux hommes en sa patrie : qu'en France la distinction n'a point lieu. Quelle idée l'on a du Théâtre à Paris : quelle idée on en a à Londres. Badinage sur la premiere. Comparaison outrée du Comédien avec le Bourreau. Trait à la louange de l'Electeur Palatin. Incartade d'un Avocat de Paris en faveur des Comédiens. Quelles en ont été les suites. Singuliere faveur accordée par la Cour aux Comédiens du Théâtre François. Importante brouillerie entre deux Actrices : Conditions de la pacification. Plaisanterie sur l'ennoblissement des gens de Théâtre. Curieux entretien avec un François sur le Spectacle.

Différence essentielle entre la Comédie Française & la Comédie Angloise,

entre les spectateurs chez les deux nations. Quelle est la part de l'Auteur, quelle est celle de l'Acteur dans une piece. Inutilité des belles tirades pour les spectateurs du bel air & du bon ton.

MONSIEUR,

Vous êtes un plus grand personnage en Europe, que vous ne le croyez. Votre élection, si elle avoit eu lieu, auroit fait une révolution en France, ou du moins y auroit causé un Schisme. Vos amis, mon cher Garrick, sont fâchés que (*) votre brigue ne vous ait pas réussi : parce qu'ils savent que votre cœur & votre esprit n'ont rien de votre profession, & sont infiniment au dessus de votre fortune. Persuadés que vous auriez représenté dans la Chambre des Communes d'Angleterre, avec autant de patriotisme & de désintéressement que vous représentez sur le Théâtre de la Capitale

(*) Apparemment que ce M. Garrick, qu'on estime riche de plus de 60 mille livres sterling, se présenta à quelque Commune, pour être élu son Député au Parlement.

avec

avec intelligence & naturel, ils auroient vu le bon citoyen siéger à Westminster, avec le même plaisir qu'ils voient l'excellent Acteur jouer à Drury-Lane. Nous savons en Angleterre distinguer les divers points de vue d'un objet qui en a plusieurs, & les envisager sans les confondre. Les gens de ce pays sont trop peu réfléchifs pour une opération aussi compliquée. L'illustre Voltaire, qui est le Docteur à la mode, & qui fait montre quelquefois de bel-esprit aux dépens de son jugement, auroit embouché sa plus bruyante trompette, & crié du ton de son (*) Frere Lourdis : » François, rougissez de » honte, & voyez le judicieux Anglois mettre au nombre de ses Législateurs, un de ces hommes que » vous condamnez à l'infamie parmi » vous. » On l'en auroit cru, mon cher Monsieur, ainsi qu'on a fait sur le compte de MM. Prior & Addison, dont il a dit que nous avions fait des hommes d'Etat, en reconnois-

(*) Personnage brillant dans le Poëme de la Pucelle d'Orléans, dernière Edition.

fance de leurs beaux vers. Suppliques & Mémoires auroient été présentés à Sa Majesté Très-Chrétienne, pour obtenir qu'elle fît ouvrir l'Eglise & le Palais aux Comédiens, & qu'elle donnât à la nation le glorieux avantage de compter ses gens de Spectacle entre ses Magistrats & ses Chanoines. MM. du Parlement auroient fait des Remontrances ; MM. du Clergé auroient publié des Mandements ; les Arrêts & les Excommunications du vieux temps paroîtroient rhabillés de neuf ; les Avocats du bon ton feroient imprimer des Factums de défense, les beaux-esprits chamailleroient en prose & en vers ; les Cafés de Paris & les Antichambres de Versailles feroient passer la cause, des foyers de la Comédie dans les Hôtels du quartier Saint Germain & dans les boutiques de la rue Saint Honoré, d'où elle viendrait aux Halles. C'est à-peu-près là le chemin que fit la dispute sur la fameuse Bulle du Pape, quoique les cinq propositions de Jansénius & les cent & une de Quênel n'eussent pas grand'chose de commun avec les Harangères & les Portefaix.

Le badinage n'est point outré, mon cher Garrick. Dans aucun pays du monde, il n'y a rien de petit, dès que la passion s'en mêle, & elle est d'autant plus forte en celui-ci sur les bagatelles dont elle s'empare, que l'on y a moins de sujets graves capables d'y faire diversion. La dignité des Princes & Princesses des coulisses est une affaire de parti aussi chaude à Paris que dans tout le Royaume, celle de l'unité des Parlements. Chez nous où le Théâtre est fréquenté par une multitude immense du peuple Anglois de tous les étages, on le croit destiné à recréer, à divertir : & les gens sensés sont bien contents de lui, quand il le fait sans préjudice des mœurs. Il me semble que c'est prendre le Spectacle sous le véritable point de vue de son institution. En France où le Théâtre est le rendez-vous d'une poignée de gens désœuvrés, toujours à-peu-près les mêmes, on veut que la Scene Françoisse soit l'école des mœurs & de la vertu pour la nation : qu'elle soit le dépôt où la nation peut puiser les grands sentiments qui font

le patriote & les qualités aimables , auxquelles la société doit ses agréments. Vous me demanderez quels sont les tenants d'une opinion qui vous paroît insoutenable. Je vous dirai que l'on ne doit pas les compter , mais que si on les pese , ils font un parti très-puissant. Ce sont les Littérateurs de profession qui en sont les chefs. Ces Messieurs distribués en petites sociétés , dont chacune croit composer le public & se donne pour lui , présentent leur opinion de ce ton décisif qui leur est propre ; & elle fait fortune dans la Capitale & les Provinces , où les Académies menacent de devenir aussi nombreuses que le furent autrefois les Confrairies. Sur le pied établi par ce Public en mignature , les gens du Théâtre François forment un nouveau College de Docteurs , qui consacrent leurs talents & leur travail à l'instruction publique : & la nation doit gémir de l'aveuglement du peuple , des préjugés du Clergé , de l'opiniâtreté des Magistrats , pour qui ces respectables pédagogues sont toujours

les Comédiens (*) du temps jadis. Voilà , comme vous voyez , deux partis tout-à-fait contraires. Sans entrer dans l'examen de leurs raisons respectives , je voudrois les juger sur les progrès que la nation a faits dans l'Héroïque & le Social , depuis vingt-cinq à trente ans . que M. de Voltaire s'est avisé d'indiquer la nouvelle école nationale dans les vieux jeux de paume qui servent de Salles de Comédie. Mais ces observations seroient peut-être défendues par le Gouvernement , si l'on s'avisoit de les rendre publiques : ce qui promet qu'en dépit de l'inconstance du pays , la dispute durera long-temps.

Les bons Anglois ne dissimulent point à l'estimable Garrick qu'ils aiment , sans beaucoup la priser , la profession qu'il embrassa par légèreté dans sa jeunesse , & à laquelle il tint par nécessité dans un âge plus mûr. Le judicieux Garrick n'en est que plus flatté d'avoir su vaincre par son mérite personnel un préjugé qui lui étoit

(*) Les Comédiens en France ne sont point soumis au Juge ordinaire de la Police. Ils ont leurs loix particulières qui diffèrent des loix du Royaume en des points essentiels ; & c'est sur ces loix qu'ils sont jugés dans les Tribunaux civils.

défavorable , & honorer par la supériorité de ses talents une profession qui n'honore nullement un homme médiocre. Tout Comédien qui approchera à l'un & l'autre égard de mon ami Garrick pensera comme il pense , & sera un des premiers à se moquer des Champions qui voudront rompre des lances , pour la dignité de la Troupe Comique & pour la noblesse de ses exercices.

En France où les Comédiens savants & vertueux sont en très-petit nombre , & où il y a fort peu d'Actrices qui cherchent la célébrité par la régularité de leurs mœurs , les protecteurs des foyers n'ont garde de demander à la nation pour leurs protégés la considération personnelle. Ils ont bien plutôt fait en ennoblissant tout d'un coup la profession. Je vais vous donner leur principal argument. Quoi de plus utile à une nation que l'image des grandes passions & de leurs funestes effets , que l'image des grands crimes & de leur châtiment , que l'image des grandes vertus & de leur récompense ? Or , les Comédiens font profession de

présenter ces images, quels hommes par conséquent plus utiles à la nation ? Or les hommes sont respectables suivant qu'ils sont utiles : quels hommes conséquemment plus respectables que les Comédiens ? Si vous ne goûtez pas ce raisonnement, c'est votre affaire ; pour moi je tiendrai contre la singularité de la rétorsion dont il est susceptible.

J'ai vu l'Electeur Palatin, Prince qui unit la solidité d'esprit Angloise à la bonté de cœur Germanique & à la politesse François, je l'ai vu appeler à sa maison de campagne un misérable Juif de Francfort, dont le métier est de distribuer de maison en maison dans la ville les lettres de la poste, mais qui est un habile joueur d'échecs. Son Altesse le retient plusieurs jours, quelquefois plusieurs semaines, fait sa partie avec lui fort régulièrement, & le renvoie avec une gratification reprendre son métier à Francfort sans s'inquiéter de la mesure de considération qu'il lui donne dans la société. Ce Prince me semble un modele à suivre dans l'appréciation des hommes à talents. Je les prise suivant

les relations qu'ils se donneront hors de leur profession , sur laquelle je ne leur ferai point de chicane , quand ils y mettront du talent. A Schwetzingen , le Juif étoit pour l'Electeur Palatin un grand joueur d'échecs , un homme digne de sa compagnie. A Francfort il n'étoit plus qu'un valet de la poste , estimable autant qu'un valet de poste fidele peut l'être. Mon ami Garrick n'est pour moi à Drury-Lane qu'un excellent Comédien. Par-tout ailleurs , j'ai eu occasion de reconnoître en lui un homme de grand sens , un honnête homme , un bon citoyen. Je l'aime & l'honore sous tous ces titres , sans que sa profession fasse ombre à mes yeux sur ces qualités estimables.

Voilà , ce me semble , mon cher Monsieur , le caractéristique de notre judiciaire , par rapport aux personnes , dont un talent supérieur , en quelque genre que ce puisse être , a fait la principale célébrité. Les gens du bel air & du bon ton en ce pays , n'ont pas la moindre idée de cette logique. Ils veulent que le talent réunisse tous les éloges , comme s'il supposoit toutes

les vertus, ou pouvoit tenir lieu d'elles. Le gros de la nation au contraire, trop fidele aux anciens préjugés, refuse de voir autre chose que le talent dans l'homme qu'il distingue; & il borne à l'estime qu'il doit à l'art tous ses sentiments sur l'artiste. Un Avocat qui n'avoit apparemment pas beaucoup de chalands au Palais, s'avisa l'année passée d'instruire pour son compte le procès des Comédiens avec le Public, & de prononcer en leur faveur contre les Magistrats & le Clergé. Le Corps des Avocats le trouva fort mauvais, & biffa de sa matricule le nom du téméraire. Aussi-tôt le Général des beaux-esprits se mit en campagne contre les Avocats: & il ne tint pas à lui qu'on ne crût que les hommes les plus savants & les plus éclairés du Royaume sont de francs imbécilles. L'Avocat dégradé prit son recours auprès des illustres, dont il s'étoit fait le champion. L'amante de Tancrede le mit au nombre de ses Protégés. Les Protecteurs de la Scène Française ont procuré à l'homme du Palais un autre état qui le dédom-

mage amplement de la perte du premier. Des deux côtés on donne dans l'excès. C'est que chez les François l'habit n'y fait rien , & qu'une grande perruque & une longue robe ne font que masquer l'inconséquence nationale. Le Comédien fait son profit de la passion des deux partis , en se faisant une recommandation auprès de l'un , des mépris de l'autre ; & il a le bonheur que la recommandation ne manque presque jamais son effet. Déjà la Cour a donné des lettres de Noblesse à un Chanteur (*) de l'Opéra , sans l'obliger à sacrifier son métier à son nouveau rang. La Comédie Française se tient au dessus de toute comparaison avec l'Académie de Musique. Ses grands personnages seront probablement ennoblis , quand ils le demanderont ; mais ils seront toujours des Excommuniés & des jusqu'à ce que le bon air & le bon ton deviennent le ton & l'air de la nation entière ; jusqu'à ce qu'une Déclaration

(*) Le Sieur Chassey Basse-Taille de l'Opéra. Il quitta le Théâtre peu après son ennoblissement , parce qu'il ne croyoit pas y être payé ce qu'il valoit. Il y est rentré ensuite au prix que le Directeur a voulu.

du Roi bien & duement vérifiée par les Parlements , avouée & reconnue dans une assemblée du Clergé , ouvre la porte des Eglises & des honneurs à la joyeuse Compagnie. La révolution souffre de grandes difficultés , mais elle n'est pas impossible. Le François est un peuple imitateur. S'il plaisoit au Pape de donner un Canonicate à Arlequin ; si la Chancellerie impériale expédioit à Crispin des Lettres de Baron du Saint Empire , pensez-vous , mon bon ami , que votre admission dans la Chambre des Communes d'Angleterre seroit sans conséquence pour ce pays ?

Pendant que je suis en train de causer avec vous , mon cher Garrick , je vous donnerai le précis d'une conversation que j'ai eu dernièrement avec un homme de qualité , qui se fait honneur d'être un des (*) *Familiers* de la Scene Française.

J'étois à faire de ma matinée un assez bon emploi , lorsqu'un de ces

(*) On sait que les Grands d'Espagne briguent la qualité de *Familiers* , c'est-à-dire Serviteurs spéciaux de la Sainte Inquisition.

Elégants de profession , qui croient copier notre jeune Noblesse , en courant les rues jusqu'à midi , vêtus en polissons , me fit l'honneur de venir me demander à déjeuner. A peine me souvenois-je d'avoir vu le personnage. Je n'en fus pas moins embrassé avec la plus grande effusion de tendresse. Avec l'empressement que l'on a pour communiquer les nouvelles les plus intéressantes , il me débita rapidement quantité d'anecdotes de la Chronique scandaleuse , où plusieurs hommes & femmes de la première qualité étoient complètement déshonorés. Enfin il gagna son champ de bataille , & disserta sur les Théâtres. Vous jugez bien que pendant longtemps je ne fus qu'auditeur. Cela m'ennuyant , je le priai de me dire son opinion sur le Théâtre Anglois. Mon homme ne se fit pas presser , pour m'affirmer sur son honneur qu'il méprisoit au dernier point nos meilleures Pièces , dont il n'avoit jamais rien lu ; & il me donna à entendre , en termes très-polis , que la Comédie Angloise est un divertissement fait pour la populace. Eh si !

ajouta-t-il , votre Comédie est toujours indécente ; & votre Tragédie est maussadement lardée de politique , de morale , de satyre & de bouffonneries ; est-ce là un spectacle pour les honnêtes gens ? Je pris un air à demi sérieux ; & paroissant douter modestement que M. le Marquis ne fût pas dans l'erreur , je lui dis que je le soupçonnois de juger trop sévèrement le Théâtre Anglois. Ainsi qu'à Athènes , continuai-je , le spectacle est à Londres pour toutes les classes de la nation. Le Pair du Royaume , le Gentilhomme , le Négociant , le Bourgeois , le Clerc , l'Artisan , & leurs femmes , y viennent également prendre place , & la foule est grande. Ce sont tous les jours cinq à six mille spectateurs , qui étant relayés par d'autres , à chacun des jours de la semaine , & même du mois , forment au bout de l'année un total de la plus nombreuse partie des habitants de Londres. Il faut à chaque jour quelque chose au goût & à la portée d'un chacun. Il vous plaît à Paris d'aller à la Comédie pour vous

instruire. L'on n'y va à Londres que pour se distraire & se divertir ; & la plus nombreuse portion de l'auditoire s'endormiroit , si elle n'étoit remuée fortement. Voilà pourquoi nos Poètes vont quelquefois plus loin que la nature , & pourquoi nos Acteurs outrent souvent le jeu & l'expression. Fort bien , répartit le Marquis plus sensément que je ne m'y attendois ; vous me dites que ce n'est pas sans cause que le Théâtre Anglois est défectueux. Je n'en ai jamais douté. Mais vous ne me prouvez pas que j'aie tort de l'estimer peu , quand j'en connois un meilleur. Je craignis que mon homme ne fût assez sensé , pour que la dispute en demeurât là ; & je repris vivement , que le Théâtre François étoit plus défectueux que le nôtre , avec beaucoup moins de raisons pour être défectueux. Vous pouvez m'étonner , me répondit-il un peu étourdi du coup auquel il ne s'attendoit pas ; mais je vous défie de me persuader. Je me promets du moins de vous convaincre , répartis-je avec le plus grand air d'assurance. Vous conviendrez qu'en

France le spectacle n'est que pour la Cour & les Notables. A Paris, la Salle qui est un vieux jeu de paume, ajusté du mieux qu'on a pu, contient quatorze à quinze cents personnes, entre lesquelles vous compterez deux cents Etrangers & quatre à cinq cents *Demoiselles du monde*. Le fond de l'Auditoire est au plus de huit à neuf cents personnes, qui viennent régulièrement à la Comédie par goût ou par habitude, qui ont déjà lu, & relu la piece, si elle est ancienne, qui l'ont presque apprise par cœur aux premieres représentations, si elle est nouvelle, gens dont l'esprit est orné, dont les mœurs sont douces & polies, qui s'attachent principalement à la pureté, à l'élégance de la diction & du style, au brillant des pensées, à la conduite de l'intrigue, à la gradation des situations, au naturel du dénouement. Donnez-nous à Londres un pareil Auditoire; & nous deviendrons décents & méthodiques. Nos Auteurs n'imiteront plus de Shakespear que la force & l'énergie. Ils refondront nos vieilles Pieces: ils en composeront de nouvelles.

Leurs Tragedies seront toutes de sentiment ; elles seront pleines de chaleur & d'intérêt. Les scènes seront fournies par les agitations du cœur , par les perplexités de l'esprit , & non par une multiplicité & une complication d'incidents plus convenables au Roman qu'au Drame. Ils ne viseront point ridiculement à faire pleurer à leurs Comédies , à effrayer par des spectres dans leurs Tragédies. Ils seront également éloignés de faire verbiager leurs principaux personnages , & d'enfler de plaisanteries usées les rôles peu intéressants du valet & de la soubrette. Leur dénouement ne sera pas toujours un mariage ; ils sauront lier quelque autre intrigue qu'une amourette monotone. Ah ! Monsieur , interrompit le Marquis , vous tirez sur nous ; & en vérité , c'est bien à faux. Que nous importe la stérilité ou l'imaginative de nos Auteurs ? Notre Théâtre ne veut plus rien devoir à ces Messieurs : c'est à ses Acteurs qu'il rapporte sa supériorité. Vous avouerez qu'il n'y a point en Europe de talents comparables à notre . . . à notre . . . &c. Qui diable

voit dans une Piece , vieille ou nouvelle , autre chose que son jeu ? Elle est poussée jusqu'à la vingtieme représentation , quand l'Auteur à su accommoder quelques rôles à l'air & au ton des premiers Acteurs. Vingt représentations , Monsieur , c'est une fortune pour un Poëte. Je veux bien le croire , répondis-je : cependant cette fortune n'auroit contenté ni Corneille ni Racine. Bon ! s'écria-t-il ; vous me parlez là de Poëtes du vieux temps , qui mettoient des années à faire une Tragédie. Maintenant , une Tragédie est l'ouvrage d'un mois , ou de six semaines. On aime , ou bien on hait. On est poussé de jalousie , d'amour , ou de vengeance. On s'en explique de vive voix , ou par écrit. Le Diable vient à la traverse : il en tue quelques-uns , il marie les autres ; & le spectateur est trop heureux , quand toute la Piece n'est pas un pur réchauffé de quelqu'un de nos meilleurs Romans.

Comme je ne pus retenir un sourire , le Marquis me crut ébranlé , & il s'anima. N'est-il pas vrai , poursuivit-il , en s'affermissant sur sa

chaîse, que le spectacle est un tableau ? Mettons y le Poëte pour le choix du sujet & pour le dessein ; c'est lui faire sa part assez grosse. Mais les attitudes, le coloris, l'expression, toutes les beautés de détail, vous conviendrez que cela appartient aux Acteurs, que ce sont eux qui tiennent le pinceau, qui sont les véritables peintres. Je ne conviendrai jamais de cela, interrompis-je, à moins que vous ne l'exigiez. Il me semble au contraire que les Acteurs ne font que déployer la toile figurée par le Poëte, qu'ils se calquent, pour ainsi dire, sur les caractères qu'il a donnés à ses personnages. Eh non, Monsieur, non, reprit-il avec pétulance. Est-ce que vous faites quelque attention aux discours sans suite d'Oreste en fureur, d'Hérode (*) dans le délire ? Ne sont-ce pas les traits, les tons, les attitudes de l'Acteur qui vous troublent, & qui portent

(*) Notre Anglois savoit-il que quand le Poëte faisoit mourir Hérode du poison qu'il prenoit sur la scène, on cria *le Roi boit*, comme si effectivement on n'eût fait aucune attention à la belle tirade de ce Prince troublé par ses remords ?

horreur au fond de votre ame ? L'Ac-
 teur parle seul à vos yeux, à vos
 sens, à votre cœur. Je crois, repli-
 quai-je, qu'il me dit ce que le Poëte
 lui fait dire ; qu'ayant bien saisi
 sa pensée, il rend bien l'image qu'il
 lui traça, & qu'il ne fait qu'entrer
 dans la passion dont les expressions
 lui prescrivent la marche. Il me sem-
 ble que le bon Comédien est comme
 l'habile Musicien, qui compose l'air
 sur les paroles. Ah ! vous voilà en-
 ferré de vous-même, s'écria le Mar-
 quis ; l'Opéra n'est à sa perfection,
 que depuis qu'on a cessé de faire
 attention aux paroles. Oui, lui dis-je
 en riant, j'ai entendu parler d'un de
 vos Musiciens, qui se faisoit fort de
 mettre une Gazette en Opéra, sans
 qu'on la reconnût. Ma foi, reprit le
 Marquis, persuadé de ma défaite, ce
 Musicien est un très-habile homme :
 & il réussiroit s'il l'entreprendoit. J'ai
 été à Vienne, j'y ai assisté à plusieurs
 représentations du *Titus* de Métasta-
 sio ; j'y ai eu du plaisir, & je n'ai
 pas entendu un mot des beaux vers
 de la Piece. Ira-t-on s'épuiser en efforts

d'imagination ; pour trouver , dans la voix d'un Chanteur Italien , le ton & l'air d'un Empereur Romain ? Mais en voilà assez sur ce sujet. Si vous n'êtes pas rendu , je vous permets de garder votre opinion , & je vous prie de me pardonner la mienne. Je vous assure avec vérité que toutes ces tirades tragiques , dont le peuple spectateur s'engoue , sont en pure perte pour gens tels que nous , qui avons de la lecture & quelque usage du monde. Paroître touché d'un acte de vertu sublime , c'est avouer lâchement qu'on ne s'en croit pas capable. Se montrer étonné d'un grand attentat , c'est dire fortement qu'on n'a pas étudié les hommes & qu'on ne fait pas jusqu'où ils peuvent être méchants. Or , je vous demande quel est le galant-homme qui ira se compromettre si ridiculement en face de tout un public. Je fais preuve de bon goût en critiquant , en applaudissant l'Acteur. J'abandonne l'Auteur à MM. de l'Académie.

Jugez entre le Marquis & moi ,
mon cher Garrick. Portez-vous bien,
si vous pouvez ; & croyez que je
vous estime & vous aime autant que
je le peux & que je le dois , c'est-
à-dire , autant que vous aime & vous
estime aucun de vos amis.





L E T T R E XXI.

*A M. M., Membre du Parlement
de la Grande-Bretagne.*

*Cette lettre peut être regardée comme
une suite de la Lettre VII. Citation
des Mémoires du Cardinal de Retz
T. I. Sur les Parlements en con
vulsion. A quels titres le Préla
doit être cru. Conjectures sur la
fermentation qui est actuellement dan
les Parlements. Raisons du Minis
tere pour dissimuler le mécontente
ment du Roi. Que le François n'a
pas droit de prétendre à la libert
de l'Anglois. D'où est-ce que dé
pend la sûreté des Souverains & de
Peuples dans toutes les formes dif
férentes du Gouvernement. Raison
pour soupçonner les plaintes de
Compagnies d'être exagérées. Qu'e
tout temps & sur toutes sortes d
sujets elles donnent dans l'hyper
bole. Clameurs inutiles contre le*

Financiers. Pourquoi elles sont inutiles. Avis bien rigoureux d'un Avocat sur les Remontrances de certain Parlement. Singuliere comparaison des Cours remontrantes avec la promenade & la procession de la chasse de Sainte G nevieve. Juste idée de la vérification des Edits & Ordonnances du Roi en Parlement. Erreur des Hollandois à ce sujet. Quelle est la part que le droit de la vérification donne aux Parlements dans la Législation. Similitudes à ce sujet. Quelle doit être la circonspection des Compagnies dans l'usage de leur droit de Remontrance. Appréciations de Titre de Cour des Pairs. Quel est aujourd'hui le premier ressort moteur des Parlements. Recherche de ce Dépôt des loix si fort vanté par M. de Montesquieu. Où il n'y a point de loix, il ne peut y avoir un Dépôt des loix. Les Parlements sont convaincus par le Président Hénault de hasarder les citations dans leurs Remontrances. Les Rois de France s'obligent à tout envers leurs peuples,

& ne leur promettent rien. Combien le caractère du François lui doit faire chérir le Gouvernement purement Monarchique.

Voyez la Lettre VII.

MONSIEUR,

JE savois bien que je ne serois pas long-temps à recevoir de vous une vigoureuse riposte. Mais j'ai l'avantage du lieu, qui me donne l'audace de vous tenir tête. Vous me prouvez invinciblement, Monsieur, que les Parlements de France paroissent agir maintenant sur d'autres principes, que ceux de leur constitution. Je croyois avoir prévenu votre savant exposé, en vous disant que la façon de penser & de parler actuelle de *Messieurs* est une affaire de mode, qui ne fonde aucune espérance pour les ennemis de la Monarchie. Permettez-moi de recourir au Cardinal de Retz, contre le ridicule que vous jetez sur mon idée. Voici le tableau qu'il donne du Parlement de Paris, en convulsion, dans son temps.

« Il

» Il est constant, dit-il, qu'il n'y avoit
 » pas un de ceux qui opinèrent dans
 » le cours de cette année (1651)
 » au Parlement, & dans les autres
 » Compagnies souveraines, qui eût la
 » moindre vue, je ne dis pas seule-
 » ment de ce qui s'en ensuivit, mais
 » de ce qui en pouvoit suivre. Tout se
 » disoit & se faisoit dans l'esprit des
 » procès; & comme il avoit l'air de
 » la chicane, il en avoit la pédante-
 » rie, dont le propre essentiel est
 » l'opiniâtreté, directement opposée
 » à la flexibilité, qui de toutes les
 » qualités est la plus nécessaire pour
 » le maniement des grandes affaires;
 » & ce qu'il y a d'admirable, c'est
 » que le concert, qui peut seul remé-
 » dier aux inconvénients qu'une cohue
 » de cette nature peut produire, eût
 » passé dans cette sorte d'esprits pour
 » une cabale. Ils la faisoient eux-mêmes
 » cette cabale, mais ils ne la connois-
 » soient pas. L'aveuglement des bien-
 » intentionnés en cette matiere est suivi
 » pour l'ordinaire, bientôt après, de
 » la pénétration de ceux qui mêlent
 » la passion de la faction dans les

» intérêts publics , & qui voient le
» futur & le possible , dans le temps
» que les Compagnies réglées ne son-
» gent qu'au présent & à l'apparent....
» Il n'y eut pas un grain de manège
» d'Etat dans les affaires publiques.
» Celui même qui a pu y être de l'in-
» trigue du Cabinet , y a été si léger ,
» qu'il ne mérite pas d'être pesé. Lon-
» guet Conseiller de la Grand' Cham-
» bre , homme d'un esprit noir , dé-
» cif & dangereux , & qui entendoit
» mieux le détail de la manœuvre du
» Parlement , que tout le reste du Corps
» ensemble , pensoit dès ce temps-là
» à établir le Président de Maisons son
» frere dans la Surintendance des Fi-
» nances ; & comme il s'étoit donné
» une grande croyance dans l'esprit de
» Broussel simple & facile comme un en-
» fant , l'on a cru , & je le crois aussi ,
» qu'il avoit penté dès les premiers
» mouvements du Parlement à pousser
» & animer son ami , pour se rendre
» considérable par cet endroit auprès
» des Ministres. Le Président Viole
» étoit ami intime de Chavigny qui
» étoit enragé contre le Cardinal

» Mazarin & comme ce Préfi-
 » dent fut un des premiers qui té-
 » moignât de la chaleur dans son
 » Corps , on soupçonna qu'elle lui fût
 » inspirée par Chavigny Pendant
 » ces trois mois du blocus de Paris ,
 » le Parlement s'assembloit tous les ma-
 » tins & souvent même les après-dînés.
 » L'on n'y traita , au moins pour
 » l'ordinaire , que de matieres si lége-
 » res & si frivoles , qu'elles eussent
 » pu être terminées par deux Com-
 » missaires , en un quart d'heure , à
 » chaque matin. Les plus ordinaires
 » étoient des avis que l'on recevoit à
 » tous les instants des meubles & de
 » l'argent que l'on prétendoit être
 » cachés chez les Partisans & les gens
 » de la Cour. De mille , il ne s'en
 » trouva pas dix de fondés ; & cet
 » entêtement joint à l'acharnement que
 » l'on avoit à ne point se départir des
 » formes , en des affaires qui y étoient
 » directement opposées , me fit con-
 » noître de très-bonne heure , *que les*
 » *Compagnies qui sont établies pour le*
 » *repos , ne peuvent jamais être propres*
 » *au mouvement.* »

Voilà, Monsieur, quel est le langage d'un homme, aussi croyable sur les Parlements de France, que notre Schaftbury sur le Parlement d'Angleterre. C'est un chef de factieux, factieux lui-même, par goût plus encore que par intérêt. Il se plaça à cette machine, après l'avoir étudiée : il en disposa, il en fit jouer les ressorts. Après lui avoir donné la première impulsion, il en régla long-temps les mouvements. En un mot, il fut à portée de suivre tous les Corps de Magistrature, en cette crise, avec l'œil le plus attentif. Il s'est expliqué de ce qu'il en pensoit, dans un temps où nul intérêt n'obscurcissoit ses lumières, où nul égard ne gênoit sa sincérité ; lorsque s'étant absolument retiré de la Cour & des affaires, il ne demandoit ni n'attendoit rien des hommes. Mettant à quartier les droits & les prétentions des Parlements, il a prononcé sur l'étendue de la sphere où ils peuvent avoir une action soutenue. On ne risque point de se tromper, en appréciant ces augustes Compagnies sur l'estimation d'un tel Expert.

Peut-être qu'il y a maintenant dans les Parlements, des Viole & des Longueil, qui mêlent la passion de la faction dans les intérêts publics, & qui voient du possible & du futur dans le temps que les Corps ne songent qu'au présent & à l'apparent. Dans ce cas, une faveur de la Cour apaisera toute la fermentation. Une charge civile, un emploi militaire, une prélature, une place dans le Ministère, fera taire le chien (*) de meute; & les autres mutins se rangeront près de lui, ou par instinct, ou par habitude, ou dans l'espérance d'avoir part à la curée.

Peut-être aussi qu'il n'y a dans les Parlements d'aujourd'hui, que l'esprit des procès, & l'opiniâtreté qui est propre à la chicane. Peut-être encore n'y a-t-il de cabale que celle qui est indiquée par le Cardinal de Retz, laquelle se fait sans la connoître. C'est

(*) Le manège de Longueil procura au Président de Maisons son frère, la Surintendance. Aussi-tôt que Mazarin cessa de craindre Longueil, la Surintendance fut ôtée au Président. Lorsqu'on lui demanda sa démission, il répondit en riant: la Reine est mal conseillée de me déplacer. J'ai fait mes affaires, j'allois faire les siennes.

alors une chaleur qui se dissipera d'elle-même , pourvu que les Ministres la laissent se répandre & s'évaporer : les prétentions que les Parlements mettent aujourd'hui en avant , tomberont dans un oubli d'autant plus profond , qu'ils auront un jour plus de honte de les avoir formées. La soumission , que Mazarin leur trouva après la guerre , fut en proportion avec la résistance qu'ils lui avoient opposée pendant les troubles ; & j'attribuerois volontiers à la crainte qu'eurent ces Compagnies patriotes , de s'engager insensiblement une seconde fois dans une fausse route , la complaisance prodigieuse qu'elles eurent pour les volontés de Louis XIV. Je suis persuadé que la seconde génération a plié parce qu'elle étoit déjà faite au joug , mais que la première auroit été moins patiente , si elle avoit été frappée moins vivement du souvenir de l'indocilité , qui la fit sortir des bornes du devoir.

Si la Cour gênoit fortement la fermentation actuelle , cette fermentation augmenteroit par la répercussion. Les Compagnies se fixeroient sur la conve-

nance de quelques-unes de leurs demandes ; & il faudroit que la Cour leur en passât un petit nombre , dès qu'elle seroit malheureusement entrée dans la discussion détaillée de toutes. Car il est bien naturel que de tant de bons esprits qui aiment le Prince & la Patrie , il y en ait grand nombre qui s'exercent sur des points praticables de réforme. Vous aurez observé , comme moi , dans les Remontrances , d'excellentes vues sur le bien-être des peuples , sur l'amélioration de l'administration dans les divers départemens. Je ne doute point qu'un jour on n'en voie adopter plusieurs , par des Ministres qui pourront être complaisants sans faire soupçonner le Roi de foiblesse. Mais je tiens pour assuré que les choses resteront à-peu-près sur le pied où elles sont , avec la plupart des abus , tant que la réforme sera demandée d'un ton à faire croire , si on l'obtenoit , qu'elle seroit accordée à l'importunité , ou qu'elle seroit une espèce de capitulation forcée.

Je voudrois , Monsieur , que tous

les peuples de l'univers fussent libres comme le peuple Anglois. Je suis même persuadé que c'est le meilleur état de l'homme en société. Mais il ne s'agit pas de cette question entre vous & moi. Nous discutons si le François a droit à cette liberté, & s'il vise actuellement à se la procurer. Or, je suis pour la négative sur l'un & sur l'autre.

Il n'y a point de loi qui ait anéanti les Etats Généraux. Cette assemblée de la nation par députés est tombée par le non-usage ; & la prescription n'a point lieu dans ce genre. Il est indubitable que cette longue éclipse des Etats Généraux a brouillé toutes les classes de la nation, confondu les rangs, avili les titres, abâtardi la Noblesse, enorgueilli les Aisés, appesanti le joug du peuple. Ce sont des désordres, mais il s'en introduit nécessairement dans un puissant Etat, qui s'accroît de richesses & de domaines. Vouloir rétablir les Etats Généraux de la France dans la forme ancienne, feroit une idée chimérique, une entre-

prise dont le dispositif causeroit un bouleversement universel. Mais rien de plus aisé , rien de plus avantageux pour le Roi & la Nation , que la création d'une nouvelle assemblée nationale, accommodée à tous ces désordres. Car les loix doivent se tirer des abus ; & lorsque ces derniers ont attaqué la constitution ancienne , il faut de toute nécessité en faire entrer un grand nombre dans la nouvelle constitution. Dans tous les Etats , & même dans ceux où le pouvoir arbitraire est légitimement établi , la solidité de la constitution dépend de la connoissance claire & nette qu'ont le Souverain & les Peuples de leurs droits respectifs. Le Trône le plus despotique est aussi ferme sur ce fondement , que celui où l'autorité royale est la plus bornée. Un Roi de Danemarck peut jouir de la même sécurité qu'un Roi de la Grande-Bretagne. Un Roi de Pologne au contraire doit avoir les mêmes inquiétudes qu'un Sultan des Turcs. Lorsque vous m'aurez invité à vous entretenir des possibles , je vous

communiquerai (*) les idées d'un spéculatif François, dont j'ai eu le bonheur de me faire un ami. Je vous avoue que j'ai peine à accorder la véritable tendresse des François de ce regne pour la personne de leur Roi, avec ces plaintes ameres sur son administration, avec cet appareil de preuves si soigneusement entassées par les Parlements, pour le convaincre qu'elle rend les François de cette génération plus malheureux, que ceux des générations précédentes les plus misérables. Je ne fors de mon embarras, qu'en pensant que le mecontentement est soufflé, que les peintures sont outrées, que les griefs sont exagérés.

Je suis bien persuadé que les Parlements de France sont les Cours de Justice les plus respectables de l'Europe : que leurs membres sont des Magistrats de la plus grande intégrité, & que la plupart sont pourvus des connoissances convenables à leur pro-

(*) J'ai recueilli avec soin les plans & projets envoyés par le Chevalier Talbot à ses amis en cahiers séparés de ces lettres. Mais j'ai jugé que ces sortes de jeux d'imagination n'étant que pour une certaine classe de Lecteurs, je ferois bien d'en faire un petit volume à part.

fection. Mais je tiens pareillement pour constant que ces hommes sages & savants ressembloient aux autres hommes; & que hors de leur sphere (*) ils se meuvent en Andabates. *Les Compagnies établies pour le repos*, dit très-bien le Cardinal de Retz, *ne peuvent jamais être propres au mouvement*. Cette maxime est exactement vraie, & je ne doute point que ce ne soit elle qui préserve le Ministère François d'inquiétude sur la véhémence Rhétorique des Cours Souveraines.

En tout temps & sur toutes sortes de sujets, les Parlements ont pris & donné l'alarme la plus chaude, lorsqu'ils ont été vivement affectés. Dans toutes les affaires qui sortent un peu de l'ordre commun, on les entend crier qu'il y va de tout pour le Monarque & la Monarchie, de déférer à leurs remontrances. La Cour n'en fait rien; & les choses n'en vont pas plus mal. La création de quelques

(*) Le Président de Thou dans son Histoire a dit du Président de Montholon fait Garde des Sceaux, que c'étoit un homme d'une droiture & d'une probité admirables, mais qui n'avoit d'esprit & de génie que pour le Barreau.

nouvelles charges de Président & de Conseiller étoit donnée, sous les deux regnes précédents, pour un symptome manifeste du renversement de l'Etat. Ce seroit aujourd'hui le même cri, si la Cour vouloit ou supprimer le se-mestre, ou du moins réduire les membres trop nombreux de la Magistrature à la quantité suffisante, pour la distribution de la Justice. Un Bourgeois de Lyon, un Gentilhomme du Forez, un Ecclésiastique du Beaujolois, qui ont leur bien & leur domicile à cent lieues de la Capitale, sont obligés d'y venir discuter leurs affaires en dernier ressort. Vous avouerez, Monsieur, que c'est là une charge bien odieuse & bien accablante pour les peuples de ces Provinces. Cependant le Parlement de Paris jeteroit feu & flamme, & annonceroit les funérailles de la Justice & la ruine de son temple, si quelque Chancelier patriote conseilloit au Roi d'établir à Lyon, ou dans quelque'autre ville du canton, une Cour Souveraine pour tous ces petits pays, dont les malheureux habitants sont obligés de venir se faire

écorcher par les Procureurs & autres harpies de la Capitale. La fameuse Bulle, qui voilà morte avec les Jésuites, après un regne également long & victorieux, étoit accusée d'apporter avec elle la ruine de la religion, des mœurs, & de la Société civile. Si le Roi évoque à son Conseil une cause qu'il lui plaise de se réserver, ainsi qu'il en a incontestablement le droit, le Parlement auquel la cause est dérobée, gémit de son oppression, & annonce celle de tous les Ordres du Royaume. L'établissement de la Banque de Law, qui bouleversa la plupart des fortunes en France, parut aux Cours Souveraines un arrangement d'économie politique, dont la Cour ne devoit compte qu'à elle-même. Mais ces augustes Compagnies prirent en guignon, il y a quelques années, les Billets de confession; & on les entendit fulminer contre ces quittances sacerdotales, & déclarer au pied du Trône qu'elles portoient avec elles l'abomination de la désolation, qu'elles mettoient sous un joug insupportable une nation libre. De quoi s'agissoit-il

au fond ? De faire conſter que l'on avoit obéi (*) au précepte de l'Egliſe qu'on reconnoît pour obligatoire ?

Toutes ces clameurs ont eu leur temps , Monſieur. Celle d'à-préſent rencontrera pareillement une autre clameur qui l'étouffera. Obſervez , je vous prie , que l'inſolence du faſte & l'imménſité de la fortune des gens de Finance , ſont aujourd'hui le cri des Parlements pour rallier le peuple , à qui tout homme enrichi rapidement eſt toujours odieux. Or , la moitié au moins des graves perſonnages qui compoſent ces auguſtes Compagnies , eſt formée des fils , petits-fils , ou héritiers d'hommes enrichis dans la Finance. Une charge de Conſeiller au Parlement , ou de Maître des Comptes , eſt une eſpece de ſurtout que les Financiers d'un ſiècle en ça font endoſſer à leurs fils , pour les déguiſer

(*) Sans doute que le Chevalier ſera accuſé de n'avoir pas entendu le fond de cette diſpure. Mais peut-être qu'il paroîtra moins ignorant aux perſonnes qui voudront aller de bonne foi à la ſource. L'Evêque ayant droit d'interdire le métier de Confeſſeur à tout Prêtre de ſon diocèſe , dont la doctrine lui eſt ſuſpecte , & les confeſſions faites à cet homme ſous l'interdit étant nulles ; quelle gêne cauſoit aux bons Catholiques l'établiſſement des Billers.

& les rendre respectables à la génération suivante. Depuis un siècle, la Magistrature a pris ses recrues dans cette classe des favoris de Plutus. On a conservé plusieurs bons mots du premier Président de Harlay, le *Morus* (*) de la France, qui font foi de la quantité de ces sauvageons entés sur bon bois, en son temps. Il y avoit quinzaine, qu'il avoit présenté aux Chambres le fils du Directeur des Coches pour Conseiller, lorsque le fils du Directeur de la Poste obtint du Roi l'agrément d'une pareille charge. Messieurs, dit le Magistrat railleur, en présentant ce dernier, la Cour a reçu de Sa Majesté un Cocher, il y a quinze jours. Aujourd'hui, elle doit en recevoir un Postillon : il lui convient de prendre bien garde d'aller désormais trop vite dans les affaires. Un jour qu'à travers la fente de la robe d'un

(*) Grand Chancelier d'Angleterre, & homme d'un grand mérite, naturellement railleur & plaisant. Il mourut sur un échafaud sous le règne de Henri VIII. Comme on l'invitoit à se faire faire la barbe dans sa prison, il répondit. Je ne suis pas si fou que d'aller me constituer en dépense pour ma tête, avant que le procès que j'ai pour elle soit vidé. Si je gagne contre le Roi, à la bonne heure. Si je perds, ma barbe est l'affaire de Sa Majesté.

jeune Conseiller , il apperçut des culottes de velours cramoisi , contre l'ordonnance qui enjoignoit aux Magistrats de s'habiller tout en noir , il lui dit pour lui faire honte de ce faste ridicule ; il faut avouer , Monsieur , que dans votre famille on tient fortement aux couleurs. La Chronique dit que le pere du jeune Magistrat avoit été Laquais. Une bonne partie de l'autre moitié de ces prétendus Représentants de la Nation Françoisise a pris dans la Finance , avec autant d'avidité que la Noblesse , des femmes à riche dot , ou bien elle s'est empressée d'y placer ses filles sans dot. Plusieurs puînés des principales familles de la Robe sont enrôlés avec les Financiers , remplissent les Intendances , & sont au courant avec les Fermiers Généraux. Jugez , Monsieur , à quoi aboutiroient toutes les démonstrations de popularité , si la cause des Financiers étoit abandonnée , comme celle des Jésuites , à la discrétion des Parlements. Il faudroit que l'esprit du siecle , qu'on n'appellera certainement pas l'esprit de désintéressement , eût fait dans le

cœur & l'esprit des François une étrange métamorphose, à l'avantage de la société, pour que les juges n'eussent aucun égard à l'affinité, à la parenté, à l'intérêt de famille, à l'intérêt personnel.

Le Ministère feint de ne pas appercevoir les principes antimonarchiques qui se rencontrent dans plusieurs Remontrances, parce qu'il ne pourroit paroître les voir, sans que le Roi en fît un châtement exemplaire; & vu la chaleur qui est dans les esprits, ce châtement auroit ses périls. J'ai occasion de voir fréquemment un savant Avocat, qui estime sa profession autant qu'il lui fait honneur. C'est un homme jeté à-peu-près dans le même moule que le célèbre Fourcroy du regne précédent, qui, étant interrogé par le premier Président de Lamoignon sur l'état auquel il destinoit son fils, lui répondit brusquement : Monsieur, si mon fils est un homme d'esprit & un honnête homme, j'en ferai un Avocat; si c'est un Butor, je lui achèterai une charge de Conseiller. Le Fourcroy moderne me disoit un jour, qu'il se

faisoit fort de prouver : que si Sa Majesté intentoit procès à certain Parlement de son Royaume sur certains articles de ses Remontrances, un Tribunal formé de Commissaires tirés de tous les Parlements de France ne pourroit pas se dispenser de reconnoître & de condamner l'accusé pour atteint & convaincu de Lese-Majesté. Le Cardinal de Richelieu, disoit-il, n'y auroit pas hésité ; & il n'auroit pas eu besoin des Laubardemont de son temps pour faire prononcer qu'un Arrêté des Chambres, attentatoire à la prérogative Royale, est d'une conséquence plus dangereuse pour la Royauté, & offense plus le Roi, que la prise d'armes.

Je ne vais pas si loin que le sévère Avocat ; & je croirois le Ministère emporté par le dépit & livré à la passion, s'il prenoit le fameux Cardinal pour son modele. Les Parlements font des Remontrances, c'est-à-dire, des Suppliques. Les deux mots sont synonymes ; & les Etats Généraux, lors de leur plus grande influence, n'ont pas qualifié autrement leurs Cahiers :

leur ton a toujours été le même que fut celui des Communes d'Angleterre, avant le regne d'Edouard IV. On doit passer à l'ardent desir du soulagement ce que la priere peut avoir d'indiscret, ou de trop pressant. Je comparerois volontiers le droit que les Compagnies Souveraines ont de faire des Remontrances au Roi, à celui dont les Bourgeois de Paris sont si glorieux, de promener par la ville la châsse de Sainte Gènevieve, pour demander à Dieu de la pluie ou du beau temps. Les gens de la procession prient & chantent de bon cœur. Chacun fait sa requête suivant son intérêt. Ceux qui ont des marais, veulent beau soleil. Ceux qui ont des jardins & des prés demandent de l'eau. Ceux dont les terres sont en vignobles desirer le temps au jour la journée. Les autres qui fondent leurs espérances sur les grains veulent de tout. L'objet de toutes ses prieres reste à la disposition d'une Intelligence supérieure, qui fait mieux que ces bonnes gens ce qui convient à la nature entiere, dont elle embrasse le bien-être en toutes

ses parties. Image de la Divinité sur la terre , le Monarque n'est point offensé des sollicitations : il excuse les plaintes, il pardonne les impatiences & l'importunité. Mais il s'en tient à ce qu'il estime convenable au bien général , dont il est censé mieux saisir l'ensemble que les suppliants. Laissez-les gronder & rire pour leur argent : disoit Louis XII pere du peuple , au sujet d'une Comédie où l'on le faisoit boire de l'or en avare dans une riche coupe.

Vous insistez beaucoup , Monsieur sur le droit que le Parlement de Paris fait sonner si haut , de vérifier les Edits du Roi en tout genre , & sur toutes sortes d'objets. Premièrement j'aurai l'honneur de vous dire qu quand l'objet de l'Edit est commun à toutes les Provinces , la vérification s'en fait dans tous les Parlements comme dans celui de Paris : ce qui suffit pour vous désabuser de l'idée où vous me paroissez être qu'à cet égard le dernier Parlement a quelque supériorité sur les autres. Lorsque l'objet n'intéresse que quelques Provinces

la vérification est bornée à leurs Parlements. Secondement , on trouve constamment dans l'Histoire que les Rois ont donné leurs Edits , aussi-tôt après leur expédition , à vérifier aux Parlements dans le territoire desquels ils se trouvoient personnellement : ce qui prouve que la vérification n'est rien autre chose qu'une notification égale. Le Parlement de Paris paroît avoir exclusivement du droit de cette première vérification , parce que depuis long-temps les Rois ont leur résidence , & tiennent leur Cour , dans les pays de son ressort.

Les Hollandois sont sur ce prétendu privilege du Parlement de Paris , dans une erreur bien singuliere. Je sais que quand il a été question d'emprunter chez eux sur les fonds & les revenus de l'Etat qu'on leur présentoit pour hypothèque , ils ont exigé que la déclaration du Conseil du Roi relative à cet engagement fût vérifiée au Parlement de Paris. La plupart croient que cette formalité rend l'obligation indéclinable ; & qu'à son défaut le bon plaisir du Roi fait seul la sûreté du

contrat. Pure imagination, Monsieur. Je fais de gens parfaitement instruits que le mot *vérification* doit être entendu dans sa signification pure simple ; & que toute l'opération du Parlement n'est rien de plus que son attestation, qu'il rend publique. Si vous voulez qu'elle lui donne part à Législation, j'y consens. Mais cette part sera précisément la même, que celle que le Parlement fait à ses Hui siers dans la Justice distributive. Le Roi doit faire constater à ses peuples que ce qui leur est intimé en son nom est réellement émané de lui. Il envoie ses Edits, Ordonnances, & Déclarations à son Parlement, qui reconnaît le Seing, le Sceau, le Visa. *Messieurs* inferent l'Edit dans leurs registres, donnent communication de sa teneur & de son authenticité à leurs Jurisdictions subalternes. Par-là ils certifient au peuple de leur ressort que ce qui lui est présenté pour la volonté du Roi est véritablement ordonné par Sa Majesté. Voilà précisément ce que c'est que la vérification des Edits d'un Roi de France. Les Parlements ne sont ja

mieux fondés à refuser au Prince cette vérification, qu'un Notaire un témoignage de vie à l'homme qui se présente à lui avec ses preuves, qu'un Huissier à un plaideur la signification d'un Arrêt qui lui a été remis du Greffe, qu'une Magistrature municipale à son Bourgeois le certificat de sa Bourgeoisie.

Les Parlements sont en possession de faire des Remontrances devant ou après l'enregistrement, lorsqu'ils croient appercevoir que l'Edit qu'on leur commande de notifier blesse l'intérêt du peuple, qui dans une Monarchie pure est toujours l'intérêt du Prince. C'est le même droit qui appartient à tout membre des Conseils du Souverain, de donner son opinion & de faire ses objections, suivant son honneur & sa conscience, contre une résolution qu'il n'approuve pas. Mais le Parlement devroit imiter la prudente circonspection du Ministre-Conseiller, qui se gardera bien de faire bruire une opiniâtreté infructueuse, & de fatiguer inutilement de son opposition, sur un avis qu'il voit consacré par la pluralité, & devenu la volonté du Roi. Avant

que de faire ses Remontrances , le Parlement devoit employer tous les offices possibles , dans le plus profond secret , pour porter les Ministres à corriger l'Edit , à l'expliquer , l'étendre , ou le restreindre , de maniere à épargner au Souverain des représentations importunes. S'il en est refusé , il devoit s'assurer que l'éclat des Remontrances qu'il préparele, préservera d'un second refus. S'il voit jour à cette heureuse impression , ses Remontrances sont un coup de patriotisme. Mais s'il peut connoître à n'en pas douter , que le Ministère a pris son parti , & que le Roi est engagé de façon à ne pouvoir se dédire avec honneur , alors il ne doit pas hésiter à garder le silence , sur-tout si l'Edit n'a pas sur la postérité une influence que l'acte d'opposition soit capable de gêner , ou d'arrêter un jour. Les Représentations ou Remontrances contre des arrangements économiques accommodés aux circonstances sont des doléances contagieuses , qui échauffent le mécontentement des peuples , qui les indisposent contre le Souverain , & qui leur faisant croire
qu'on

qu'on les opprime, leur rend plus pesante & plus odieuse la charge qui leur est imposée. Il me semble que cette réflexion, si digne des Patriotes amis de la tranquillité publique, n'a pas affecté jusqu'ici, autant qu'elle le doit, les Compagnies remontrantes.

La fastueuse titulature de *Parlement des Pairs* disparaîtra à vos yeux dans le sens que vous lui attribuez, Monsieur, si vous daignez observer que la prérogative fut donnée aux Pairs de France, & non pas au Parlement de Paris. Les Pairs sont censés faire leur résidence à la suite du Monarque; & il leur a été accordé que leurs affaires ne ressortiroient que du tribunal où il leur étoit moins incommode d'être traduits. Le procès intenté à un Pair de France au Parlement d'Aix, ou de Bordeaux, est évoqué à celui de Paris, lieu présumé de sa résidence; pour lui épargner la peine & la dépense des comparutions à des Tribunaux éloignés. Le Parlement des Pairs sera toujours celui qui aura le Roi & sa Cour dans son district. Les Pairs de France sont Conseillers nés du Parle-

ment de Paris. Ils ont la même qualité dans les Parlements des Provinces : c'est un honneur attaché à la Pairie , & non pas au Tribunal. L'intention de la prérogative fut de témoigner à la Noblesse , en la personne de ses Chefs , de l'estime & de la confiance & de paroître présumer assez de ses principes d'honneur , pour les croire capables de suppléer au savoir & à l'érudition , qui sont rarement les lots d'un grand Seigneur.

Je veux à toute force, Monsieur avoir raison avec vous. Pardonnez-moi. Milord B. se moqueroit bien de moi & de mon voyage , si sans sortir de votre Bibliotheque vous connoissiez mieux que moi le Royaume de France. Je suis Anglois , mais je ne voyage point à l'Angloise. Je suis homme à pouvoir vous découvrir le ressort moteur des Parlements de France. Ce n'est pas peu de chose , puisqu'il est ignoré de la plupart des Membres de ces augustes Compagnies. Le Cardinal de Retz dit qu'ils faisoient la cabale en son temps , sans la connoître & j'oserai vous dire de ceux de

temps-ci qu'ils sont remués, sans savoir par qui, ou par quoi. Ne vous fâchez pas de m'entendre vous citer encore la mode. Il est de fait que c'est elle qui donne à la plupart des gens de robe du Royaume le tour d'esprit qu'ils ont actuellement. L'esprit des Loix est depuis plusieurs années le livre à la mode, & chaque Magistrat, de ceux qui lisent, veut paroître penser comme pensa le Magistrat, Auteur de l'esprit des Loix. La découverte est d'un politique spéculatif très-subalterne, mais dont je fais que vous faites quelque cas.

» C'est un malheur, *dit-il*, pour la Cour de France que l'Ecrivain politique le plus estimé dans le Royaume n'ait pas été un citoyen obscur. M. de Montesquieu n'étoit point un de ces hommes d'un mérite médiocre, qui n'ayant point à espérer d'autre illustration que la part qui doit leur revenir de l'illustration du Corps dont ils sont membres, se vouent absolument à sa célébrité. Mais il a eu des préjugés & des intérêts de profession, par lesquels

» il s'est laissé dominer , sans peut-être
» s'en appercevoir. Egalement frappé
» dans son voyage d'Angleterre , &
» de la communauté du nom & de la
» différence réelle entre la Compagnie
» qui s'assemble à Westminster & celle
» qui tient ses séances au Palais à Paris
» il s'accoutuma à penser qu'une conf
» titution jadis à-peu-près la même
» dans les deux Royaumes , n'y e
» devenue si différente que par de
» abus. Des idées républicaines , tout
» à-fait nouvelles pour lui , le sédui
» firent d'autant plus aisément qu'il n
» faisoit qu'embrasser leur ensembl
» dans la spéculation , sans descendre
» aux détails pratiques du système qu
» en résulte , & il s'éleva par convic
» tion contre l'autorité Royale pure
» ment Monarchique. La constitutio
» de son pays rendoit la these dang
» reuse. Delà cette obscurité dans
» maniere de l'exposer. Son état &
» profession lui rendoit la these fla
» teuse. Delà cette fécondité d'espr
» & d'imagination pour la présente
» sous tous les jours les plus capabl
» de séduire. Ayant établi pour u

» des principes de la Constitution Mo-
 » narchique qu'il falloit qu'il y eût
 » un dépôt permanent des Loix, il
 » employa toutes les subtilités de la
 » log.que, déguisées sous le brillant
 » des tours & des expressions, & jetées
 » avec une apparence d'ordre qui est
 » la plus grande confusion, pour
 » amener les Lecteurs de l'esprit des
 » Loix à voir dans les Parlements de
 » France ces uniques dépositaires. Mille
 » maximes isolées ou decousues, qui
 » sont placées sur cette base, qu'on
 » peut appeller de pierres perdues,
 » obligent de remonter, malgré qu'on
 » en ait, au premier principe avec
 » lequel on ne sauroit leur reconnoître
 » une liaison immédiate. L'esprit s'em-
 » barraffe dans ce rapprochement; &
 » la prévention en faveur de l'Auteur
 » faisant plier sous son autorité, on
 » admet pour vrai ce qu'on désespere
 » de pouvoir éclaircir. On attribue à sa
 » grande pénétration, à la profondeur
 » de son savoir, le malheur qu'on a
 » de ne pas l'entendre également par-
 » tout. L'esprit des Loix a porté en
 » France la même atteinte à la Conf-

» titution Monarchique , que le Car-
» dinal de Retz reproche au Parlement
» de Paris de lui avoir portée en son
» temps. *Il a fait agiter des questions*
» *vénérables par leur obscurité , &c.*
» Les Magistrats aiment à regarder
» M. de Montesquieu comme leur
» Docteur ; & d'après lui , *ils profa-*
» *ment des Myſteres. . .* Mais daignez
» m'en croire , Monsieur , cela passera.

Je tiens à mon horoscope sur le Docteur , & sur la doctrine ; & je dis qu'il en fera de Montesquieu ainsi que de Descartes & de Gassendi. Son système fera grand bruit , aura grand nombre de partisans , dont plusieurs iront jusqu'au fanatisme. Puis un autre système viendra , qui le fera mépriser , oublier. L'attribution qu'il fait du dépôt permanent des Loix de la Monarchie paroîtra un jour aussi ridicule que le Testament de Cérifantes , qui n'ayant pas un sol vaillant , faisoit le Duc de Guise son Exécuteur-Testamentaire , pour plus de cent mille écus , qu'il partageoit en différents legs.

Où sont ces Loix dont le dépôt seroit confié aux Parlements ? Le savant

Bignon, & plusieurs autres Jurisconsultes, dont le témoignage est une autorité, attestent qu'il n'existe point de Loix fondamentales écrites. Y a-t-il eu en France quelque convention après coup entre la Nation & le Souverain ? C'est le cas où se trouve notre chere Patrie. Mais les François n'ont rien de pareil. Les Ordonnances des Rois composent le Code Civil, défiguré par quelques Loix Romaines. Or, chaque Roi a la même plénitude d'autorité que ses prédécesseurs, avec l'avantage que le présent a sur le passé. Ses Ordonnances ont par conséquent plus de force que les leurs, qu'il peut annuler, expliquer, corriger, étendre, ou restreindre, ainsi qu'il fait les siennes propres. N'est-il pas ridicule de batailler pour un lieu permanent de dépôt, lorsqu'il n'existe pas quoi déposer ? Les Greffes des Cours de Justice feront le dépôt des Loix de la Nation, comme ils le sont des titres de propriété des particuliers : & les Magistrats partageront avec les Notaires la garde du dépôt. Au vrai, ils ne sauroient prétendre rien de plus.

Il y a plus loin , dit le Président Hénault , Historien non suspect aux Parlementaires François : il y a plus loin de Hugues Capet à nous , que de Clovis à Hugues Capet. Il s'exprime ainsi , après avoir noté quelques-uns des changements successifs dans le Gouvernement sous les Rois de la troisieme Race. Si la réflexion du Magistrat Historien est juste , quelle valeur assignerez-vous , Monsieur , aux citations dont les Cours Souveraines lardent leurs remontrances ? Ne direz-vous pas à *Messieurs* , que les Valois durent agir autrement que les Capets , & les Bourbons autrement que les Valois ? Les premiers n'étoient , la couronne en tête & le sceptre à la main , que les Chefs de leur puissante Noblesse. Ils étoient des Empereurs chargés de titres & d'honneurs , mais fort légers de pouvoir & d'autorité. On pourroit dire d'eux ce que M. de Voltaire a dit des Papes , que leurs fiers Vassaux , en leur baisant les pieds , leur lioient les mains. Le Parlement , ou *Parliament* , de leur temps , s'il y en avoit , étoit un Congrès , ou une

Diete , où se traitoient les affaires de la Couronne , pour laquelle le Roi auroit inutilement projeté les plus grandes choses , si les Pairs & Barons du Royaume n'avoient concouru avec lui pour l'exécution. Les Valois , un peu plus au large par l'effet des Croisades qui avoient éclairci & appauvri la Noblesse , procuré l'aliénation des terres , & la réunion de plusieurs grands Fiefs , luttèrent contre leurs Vassaux avec une audace mieux fondée & plus heureuse que celle de Louis VI dit le Gros. Ils prétendirent être les Justiciers suprêmes dans toute la France ; & s'étant fait reconnoître en cette qualité , ils gagnèrent l'affection des peuples par l'envoi des Commissaires (*Missi dominici*) qui recevoient en leur nom l'appel des sujets des Vassaux.

Alors ils établirent des Parlements , au sens d'aujourd'hui , c'est-à-dire , des Tribunaux Royaux de Justice distributive souveraine. D'abord le Tribunal fut à leur suite. Lorsqu'ils le virent universellement respecté ils lui assignèrent sa résidence. Celui de Toulouse fut créé une année après celui de

Paris ; & comme le ressort de ce dernier étoit d'une bien plus grande étendue , les Monarques s'attachèrent à le composer d'hommes capables d'obtenir des grands Vassaux par leur rang la considération qu'on pourroit être tenté de refuser à leur commission. Tous les Evêques siégerent dans ce Parlement , dont les Présidents furent des Princes du Sang Royal , & les Conseillers des Seigneurs du plus haut parage. L'institution acquérant de la solidité , les Rois pensèrent à s'en servir pour abaisser la Noblesse & le Clergé. Ils se firent un prétexte de la piété , pour bannir les Evêques de cette assemblée. Ensuite ils firent valoir la nécessité d'être savant pour être bon Juge. Les grands Seigneurs se retirèrent , pour n'être pas confondus avec des Roturiers Lettrés. Insensiblement , le Roi fut le maître absolu du Parlement , & le Parlement fut le serviteur du Roi. Les Bourbons s'en sont servis pour faire supporter l'éclipse des Etats ; mais ils se sont bien gardés de dire à la nation qu'ils croyoient qu'elle le reconnoîtroit pour substitué

à l'assemblée nationale. Comme l'esprit humain tourne autour d'un cercle qu'il lui faut recommencer de parcourir quand il l'a parcouru, on pourroit imaginer que les Rois de France en feront un jour à relever les Etats contre les Parlements, & la Noblesse avec le Clergé contre les Etats. Les Parlements de France tiennent essentiellement à la Royauté, tant que le Roi pourra ne voir que son autorité dans la leur. Aussi-tôt que la partition d'un seul & unique Parlement de France en classes siégeantes à Rouen, Rennes, Bordeaux, Toulouse, &c. aura mis un Etat dans l'Etat, & formé un Corps, qui ne laissera point de milieu entre être contenté ou anéanti, le Monarque au moment d'entrer en tutele, n'aura rien de plus pressé que de faire rentrer jusqu'au nom même des Parlements dans le néant.

Les Rois de France à leur Sacre, qui est l'acte solennel de leur prise de possession du Trône, jurent de protéger l'Eglise, & de rendre la justice à leurs sujets. C'est toute la formule du serment, dont le modele

leur a été laissé par les Rois leurs ancêtres. Ils s'imposent à eux-mêmes, par un serment particulier, la défense de faire grace pour trois crimes, dont l'impunité leur a paru à juste titre ruineuse pour la société; ce sont le duel, le rapt, & le guet-à-pens. Les Représentants des anciens Pairs, les Grands Officiers de la Couronne, les Seigneurs, les Prélats, assistants, s'unissent à la foule du peuple, & répondent par des acclamations. On ne produit aucune Charte nationale; il n'est mention ni des Droits des Etats Généraux, ni de ceux des grandes Compagnies, ni des prérogatives des Grands, ni des privileges des Communes. La Religion & la Justice sont recommandées au Monarque, à qui son propre intérêt recommande l'Etat & ses Sujets.

Vous me demanderez si je trouve cet arrangement le meilleur des arrangements possibles. Sans être le Docteur Pangloss, je vous répondrai que je le trouve tel pour la France, & je me tiens presque sûr que vous en jugerez de même, lorsque vous aurez examiné

avec autant d'attention que d'impartialité le génie & le caractère du François , vif jusqu'à l'étourderie , actif jusqu'à en être brouillon , possesseur du plus beau morceau de terre de l'Europe , environné de peuples belliqueux & nombreux qui sont jaloux de la bonté de son sol , & toujours en état de se déborder. Une telle Nation veut un Monarque , & disparaîtroit bientôt de dessus la surface de la terre , si les passions des Républicains venoient infecter ses principales têtes. Comme il est ridicule de disserter sur des contingents moralement impossibles , je finis ici cette longue Epître , dont je vous avoue que la longueur vient de ma vanité. Je suis si fier de lutter contre vous , Monsieur , & cela sur votre propre invitation , que si cette même vanité ne me faisoit appréhender de devenir ennuyeux , je noircirois encore quelques feuillets , avant que de vous dire que je suis , &c.





L E T T R E XXII.

A Milord B.

Quelle étoit la Marine de France , en 1738. Quelle elle pouvoit être en 1744. Offre des habitants de Saint Malo. Particularités sur les successeurs de M. Machaut d'Arnouville. Etat pitoyable de ce département lorsque le Duc de Choiseul s'est mis à la tête. Particularité sur le peu d'émulation d'un Officier. Réflexion sur la rigueur des Ordonnances de Louis XIV pour la Marine. Enthousiasme actuel de la Nation pour rétablir les forces de mer. Obstacles que la volonté du Roi & le travail des Ministres ne pourront surmonter d'ici à long-temps. Le François est dégoûté de cette guerre , sans en être abattu. Il pense autrement que l'Anglois sur les possessions d'Amérique. Il n'a aucune idée de conquêtes. Morceau curieux d'un ouvrage peu

connu , sur l'indifférence où l'on peut être en France , quant aux pertes en Amérique & en Asie. Plan d'un Martiniquain pour un établissement de Marine permanent dans les Colonies. Combien l'Angleterre doit souhaiter qu'il ne soit pas goûté par la Cour.

MILORD,

ON ne vous a rien exagéré sur le pitoyable état de la Marine de France. La Marchande étoit florissante en 1738. Peut-être se seroit-elle soutenue malgré la foiblesse de la Militaire , si le Cardinal de Fleuri moins timide , avoit profité de notre guerre avec l'Espagne , pour exercer les Armateurs de Bayonne , de Saint Malo , & de Dieppe. Lors de la déclaration de guerre , en 1744 , les Malouins demandant assurance de quatre années d'hostilités , offroient de mettre en mer cinquante Corsaires dès la premiere , & le double les années suivantes. Mais la Cour refusa cette singuliere garantie. Peut-être crut-elle que les Bretons présumoient trop de

leurs forces. Peut-être aussi se promettoit-elle une prompte paix de son nouveau plan d'opérations. Cette dernière idée fut vraisemblablement celle des Malouins, & elle retint l'effort qu'autrement ils auroient pris. Nous n'en aurions pas eu peu à souffrir, Milord. Cette Ville étoit encore pleine de l'esprit du brave Dugué-Trouin. Elle avoit grand nombre d'habitants, qui avoient servi sous cet habile & courageux Marin. C'étoit une espèce de ruche, qui auroit vomie sur nos Marchands des essaims de frêlons bien incommodes. Jusqu'à M. Machaut d'Arnouville, les successeurs du Comte de Maurepas, ou furent sans capacité, ou manquèrent de crédit, pour la restauration de leur département. Ceux qui, pour notre bonheur ont remplacé M. de Machaut, ont travaillé, ce semble, à l'envi pour compléter sa décadence. Un d'eux s'y attendoit si bien, que lors d'un désarmement, il a fait vendre les agrêts pour le compte du Roi, afin de n'avoir pas à charger la caisse de l'Etat du paiement des gens de mer qu'il licencioit. Un autre vint à la tête

de ce département , avec des connoissances si bornées sur ses relations , qu'il crut qu'on avoit voulu se moquer d'un Officier qu'on lui recommandoit pour Ingénieur dans la Marine. Il se rappella le personnage comique qui se titre Colonel d'un Régiment de Cavalerie sur les Galeres de Malthe. J'ai vu une Médaille de cuivre , frappée à sa mémoire par une Compagnie de railleurs satyriques. Il n'y avoit que le Millenaire sur la face. Au revers , c'étoit un vaisseau qui voguoit à voiles déployées , & on lisoit pour légende deux mots latins , fort connus pour cette devise. Il n'est pas étonnant que sous de pareils Ministres , d'ailleurs les plus aimables hommes du monde , l'anéantissement de la Marine soit devenu complet. Lorsque le Duc de Choiseul en a pris la direction , il n'y avoit plus ni toiles , ni lins , ni chanvres , dans les magasins du Roi , plus de bois de construction dans les chantiers , fort peu d'armes & d'artillerie dans les arsenaux , & le peu qu'il y en avoit étoit dépareillé. Des munitions & des provisions comme des agrêts,

c'est-à-dire , point du tout. Les vieux Marins étoient découragés, les jeunes sans émulation, comme sans expérience. Je me suis trouvé avec un de ces derniers, qui a raconté sans en paroître honteux, qu'une Frégate de trente canons qu'il commandoit, & avec laquelle il escortoit un gros Navire dans les mers d'Amérique, a été prise par une de nos chaloupes de guerre. Comme je lui en marquois mon étonnement, il me répondit sans se décontenancer, que sa Frégate étoit tellement chargée de marchandises, qu'il ne lui avoit pas été possible de servir son canon. Eh Monsieur, lui dis-je, est-ce qu'à la vue du pavillon ennemi vous ne fûtes pas tenté de nettoyer votre bord ? Non en vérité, repliqua-t-il ingénument. Ma charge étoit pour le compte de gens qui m'auroient perdu, si je la leur avois fait perdre; au lieu qu'en leur prouvant combien je m'étois exposé à tous égards pour la sauver, ils sont convenus qu'ils m'avoient obligation, & que le Ministère devoit me récompenser pour eux. Aussi ai-je été avancé

d'un grade. O temps ! O mœurs ! On m'a assuré que le règlement de Marine sous Louis XIV porte que le Commandant d'un vaisseau du Roi ne doit avoir à bord que des armes & des munitions , & ne quitter son vaisseau qu'avec la vie. Je crois l'Ordonnance trop rigoureuse ; & j'attribue à son excessive rigueur son inexécution. C'est le sort des réglemens de cette espece , qui ne tiennent qu'autant que dure le premier feu de l'enthousiasme. On trouve dans ceux du Militaire de terre , qu'un Gouverneur de Place de guerre est engagé , sur l'honneur & la vie , à ne capituler que lors du troisieme assaut au corps de la Place. Il y a eu bien des sieges en ce siecle ; & pas un seul où le règlement ait été suivi. Il convient d'accorder la prudence & l'humanité avec la bravoure. Autrement cette derniere n'est plus que la férocité. Louis XIV , en agissant d'après son règlement , devoit composer les garnisons de furieux , ou de désespérés.

L'attention de la Nation s'est portée tout-à-coup sur la Marine : & le

nouveau Ministre a mis cette première chaleur à profit. La meche a pris admirablement. Un bourg de la Campagne , dont les habitants n'ont pas la plus légère idée de la mer , a offert sa contribution volontaire pour la construction des vaisseaux. La Province d'Alsace envoie ses chanvres dans les Ports ; & celle de Béarn fait exploiter des bois dans les Pyrénées. L'enthousiasme est général ; & il est si fort que le Ministre se feroit détester , s'il faisoit seulement entrevoir , que pour les raisons de prudence que vous dites, il souhaiteroit le modérer. Cependant j'ose vous inviter , Milord , à n'en prendre aucune alarme pour l'avenir. Le Duc de Choiseul a tant de préjugés à détruire , pour donner à la Marine Française une consistance solide , que la volonté du Roi la plus décidée ne sauroit jamais y suffire. Je me contenterai de citer 1°. La préférence que la Noblesse exige dans un département où tous ses avantages ne sont d'aucun service. 2°. L'hérédité de la charge de Grand Amiral , qui au lieu d'un Chef , donne une espèce de Prélat à

un département , où l'estime & la confiance ne se gagnent que par le goût & les talents du métier. 3°. La répugnance du François à aller faire apprentissage chez l'Etranger , & celle de l'Etranger à recevoir des François en apprentissage. 4°. L'usage invétéré de lever des troupes de terre dans les Provinces maritimes. 5°. L'indifférence de la Cour pour les Armateurs , & sa coutume d'ennoblir , & par conséquent de faire sortir de leur Ordre , les Négociants & Marchands parvenus à l'opulence. 6°. L'habitude de gêner les Colonies dans la culture de leurs plantations & dans le commerce de leurs productions. 7°. La paie modique des Matelots , l'usage de former des équipages nombreux en mêlant des soldats de terre avec les gens de mer , le peu de soin que le Gouvernement (*) prend des Veuves & des Orphelins , l'aveuglement sur l'importance des petits Mouffes , état naturel des Enfants-

(*) Le Duc de Choiseul a déjà bien entamé cet *item*. Sur le plus grand nombre des autres , le Chevalier hâsarde son affirmative ; & à la grande satisfaction des bons François , il n'y a pas un de ces *item* qui , en le supposant réellement existant , ne puisse cesser d'exister par la volonté du Roi & les soins des Ministres.

Trouvés, dont les Hôpitaux deviendroient une pépinière d'excellents Matelots. 8°. Enfin l'autorité des gens de plume dans les armements, les ordres du Cabinet sur les opérations, l'esprit & les vues du Courtisan dans les Officiers, fideles à la tablature qu'ils reçoivent du Bureau, comme si le Bureau pouvoit commander aux vents & à la mer. Ajoutez l'universalité des regles de la subordination, qui justifie les Commandants en second des mauvaises manœuvres des Chefs. En voilà assurément plus que la plus longue vie d'un Cardinal de Richelieu n'en peut corriger. Si vous y joignez l'indifférence sur le cabotage, les entraves qui sont mises aux pêches, les privileges mal-entendus de la Compagnie des Indes, la division entre les départements de l'Océan & de la Méditerranée, la ruineuse distraction que fait l'entretien des Galeres, vous mépriserez les ennemis de la paix, qui feignent d'appréhender que les François ne la demandent qu'afin de reprendre haleine, & de revenir à la lutte mieux préparés.

Milord Duc vous aura sans doute informé, Milord, que la Cour & le peuple sont également éloignés de cet abatement, où il faudroit qu'ils fussent pour recevoir à la Carthaginoise des conditions & des limitations, sur le nombre & la force de la Marine Militaire. Le François n'attache pas la même valeur que nous aux possessions d'Amérique. Il y a des gens éclairés qui osent avancer dans le Conseil du Roi, que si l'on excepte celles qui produisent le Sucre & qui peuvent produire le Tabac, devenus l'un & l'autre partie du nécessaire du Royaume, il seroit avantageux au Roi & à la Nation de les abandonner. Le gros de la Nation va plus loin Confondant les premiers habitants des Colonies avec ceux qui ont été dans la suite s'y établir volontairement, il regarde ces François d'au-delà des Mers comme une écume dont le Royaume s'est purgé, & il les méprise. On se rappelle qu'au temps de Henri II, où la France n'avoit point la Flandre, le Hainaut, l'Artois, la Lorraine, l'Alsace, le Roussillon, & la Franche-

Comté, elle comptoit dix neuf millions d'habitants , tandis qu'à présent elle ne va pas à dix-sept : & on attribue à l'Amérique cette dépopulation. On voudroit que le Roi rappellât tous ses Sujets du Canada & de la Louisiane , pour les distribuer dans plusieurs Provinces du Royaume qui ont disette de cultivateurs. Tous veulent une puissante Marine , afin de relever le commerce & de le porter à son plus haut point : on n'entend personne qui se promette , ou même qui souhaite des conquêtes. Ce n'est pas mon affaire d'examiner si nos ennemis sont justes dans leurs raisonnemens , éclairés & conséquents dans leurs souhaits.

J'ai cru digne de votre curiosité , Milord , & je vous l'envoie , un livret (*) récemment sorti de dessous la presse , & dont il n'y a que deux exemplaires dans tout Paris. Il est d'un Ecrivain à qui vous accordez quelque estime. Il semble avoir pris à tâche , ou de nous guérir de la maladie des

(*) Intitulé *La Paix Générale. Considérations du Docteur Man'lover d'Oxford. à Stuttgart. Juillet 1762.*

conquêtes ,

conquêtes , ou de consoler les François du chagrin de nous céder celles que nous avons faites. C'est le ton d'un Anglois , qui donne carrière à son imagination sur les articles du prochain Traité. J'en hasarde ici le morceau qui m'a le plus frappé , & qui peut vous décider à donner au livret entier quelques heures de votre temps.

Je consens , *dit le feint Anglois* , que la France nous cede en Amérique tout ce qu'elle y possède , & qui nous a tenus en inquiétude pour nos établissemens. Je veux encore que l'Espagne soit réduite à en passer par où nous voudrons , & à nous recevoir pour ses uniques voisins dans ce vaste Continent. J'accorde que la Hollande & le Danemarck s'en taisent. Qu'aurons-nous gagné , si la France feignant de n'avoir plus de prétention à la rivalité , refuse de passer avec nous un Traité particulier de Commerce , & annule tous les anciens ? Nous avons beaucoup blâmé Louis XIV ; & nous n'avons pas fait attention à la plus grande faute qu'il ait commise pendant son long regne , à celle qui est la

principale cause de la grandeur & de l'opulence Britannique.

Ce Monarque , à la fin de chacune de ses guerres , chicanoit dans le Traité de Paix pour une Ville , ou pour un Village de Flandre ou d'Alsace , & il étoit prodigue dans les Traités de Commerce qui suivoient le Traité général. Roi conquérant , il sembloit dédaigner de se rabattre sur des intérêts qui paroissoient moins être les intérêts du Prince que ceux d'une portion du Tiers-Etat de son Royaume. Ce que son ambition lui promettoit de Jean de Witt , Grand Pensionnaire de Hollande , pour l'acquisition des Pays-Bas Autrichiens , le porta depuis 1662 , jusqu'en 1668 , à privilégier les Hollandois par-dessus ses propres Sujets , pour le commerce & la navigation dans les Ports de France. Les Traités postérieurs entre la France & la République ont toujours eu ces concessions pour base. Ce que son ambition se promettoit de notre Charles II , le rendit indifférent , indulgent même , sur les réglemens qui ont porté notre commerce & notre navigation au

point où sont maintenant l'un & l'autre. Nous sommes partis de ces premières concessions à la Paix de Nimegue, aux Traités de Ryswick & d'Utrecht; & nous avons poussé constamment notre pointe dans les Traités postérieurs.

Moins prévenu de l'ambition de reculer ses frontieres, Louis XIV auroit applaudi à notre fameux (*). *Acte pour le Commerce & la Navigation.* Mais il en auroit fait vérifier un à-peu-près semblable dans les Parlements de son Royaume. Ainsi que l'Anglois pour les Ports d'Angleterre, le François auroit eu privilege exclusif pour les Ports de France. Il auroit eu seul le droit d'exporter ses denrées & ses fabriques, d'importer les denrées & les fabriques étrangères. Il n'en falloit pas davantage pour nourrir à perpétuité la Marine de France sur parité avec celle de l'Angleterre & de la Hollande ensemble. Les circonstances n'ont pas changé à notre avantage; & je mets en fait que ce

(*) Passé pendant le Protectorat, & perfectionné par Charles II après la restauration.

seul Acte passé en France suffit pour y relever la Marine marchande , qui est absolument tombée. Faisons là dessus quelques réflexions.

Quand le Roi de France nous aura abandonné le Canada , la Louisiane la Côte d'Afrique , & même les petites Antilles : lorsqu'il aura réduit Dunkerque à n'être plus qu'un petit & méchant Port marchand , qu'avons-nous à lui demander ? Sans doute que nous ferons instance pour un Traité de Commerce confirmatif , & renovatif des anciens. La Cour de Versailles répondra que le Commerce & la Navigation de la France étant entièrement changés par les cessions qu'elle nous a faites , les anciens Traités relatifs à l'un & à l'autre ne sauroient plus avoir lieu , ni même être cités. Qu'aurons-nous à repliquer ? Nous nous en tiendrons à demander purement & simplement un nouveau Traité de Commerce. Aurons-nous lieu de nous plaindre , s'il nous en est offert en un seul article , portant que les Marchands & les Navigateurs Anglois seront traités dans les Mers les Rades , & les Ports de France

comme les Navigateurs & les Marchands étrangers les plus favorisés. La paix se publiera dans les pays de l'une & l'autre Monarchie; & huit jours après il émanera du Conseil de Sa Majesté Très-Chrétienne une Ordonnance, (*) portant :

» Qu'à l'imitation du peuple le plus éclairé & le plus heureux de l'Europe, d'un peuple dont l'estime & l'amitié seront toujours précieuses aux François, &c. Sa Majesté a jugé qu'il étoit du bien de son Etat & de l'avantage de ses Sujets, que désormais aucun vaisseau étranger ne soit admis dans les Ports du Royaume, avec une autre cargaison que des denrées du crû du pays dont est le vaisseau : Voulant & ordonnant Sa dite Majesté que ses seuls Sujets puissent amener & décharger dans ses Isles, ses Rades, & ses Ports, les marchandises des deux Indes, les productions étrangères de l'industrie, les poissons

(*) Déjà l'Ordonnance judicieuse sur l'exportation des grains fait connoître que l'idée est adoptée par la Cour.

» salés, les fromages, & autres denrée
» préparés ailleurs qu'en les Etats
» promettant au reste Sa dite Majesté
» & accordant toutes sortes de fa
» veurs, & protection spéciale au
» Etrangers, spécialement aux Sujets
» du Roi de la Grande-Bretagne
» lesquels apporteront dans les Ports
» de France les denrées du crû d
» leur pays, sauf les droits imposés
» ou à imposer sur elles, &c.

Avons-nous quelque chose à voir
dans les réglemens d'administration
intérieure qu'il plaira au Roi de
France d'établir? Le Marchand & le
Navigateur François se soumettant
à tous les Actes que notre Roi & notre
Parlement font sur le Commerce &
la Navigation de la Grande-Bretagne
comment regimberons-nous contre les
Ordonnances qu'il plaît au Roi de
France de faire pour l'avantage du
Commerce & de la Navigation de
ses Sujets? Recourrons-nous à un
remède pire que le mal, en préte
ndant que tous les Pays & Sujets ap
partenans à la Grande-Bretagne soient
d'une même condition, & en comptant

pour denrées de notre crû toutes les productions de nos Colonies d'Asie & d'Amérique ? Premièrement , nous ne ferions point reçus dans cette prétention ; puisque notre propre Acte l'interdit aux autres Nations. Secondement , nous ne voudrions pas accorder cette *coalition* à l'Irlande & aux Irlandois. A plus forte raison , la refuserons-nous à des Colonies éloignées , dont la possession ne sera lucrative pour nous , qu'autant que nous les tiendrons dans la dépendance de la Métropole. Il n'y a point de milieu : ou nous nous soumettrons à l'Ordonnance , ou nous ferons la guerre au Roi de France , pour l'empêcher d'être maître chez lui. Je ne pense pas que les plus fanatiques d'entre nous étendent jusques-là le droit de la guerre. Reste donc à nous conduire envers Sa Majesté Très-Chrétienne , de manière à mériter d'elle d'être maintenus sur l'ancien pied dans notre Commerce avec ses Sujets.

Je crois bien , Milord , que le Ministère actuel de France n'adoptera

pas l'idée entière de cet Ecrivain , tout à la fois. Il a maintenant à s'occuper de bien d'autres objets qui semblent lui demander la préférence : & d'ailleurs une révolution aussi complète dans les relations de Commerce avec les Etrangers exige des préalables de longue haleine. Mais il est fort vraisemblable qu'il saisisse la perspective dans le lointain ; qu'il laisse la Nation se fixer sur elle ; & que dans une indifférence apparente , il tourne de ce côté les espérances & la confiance des peuples. Nous nous trompons , si nous imaginons que l'excès de notre supériorité décourage les François , & leur ôte l'envie de secouer la dépendance. Au moment même qu'ils ont pleine conviction de la première , ils projettent contre elle.

J'ai eu communication , ces jours passés , d'un plan de Marine pour les Mers d'Amérique , qui a été remis au Bureau par un Martiniquain plein de zèle & de capacité. Cet homme est en Europe depuis plusieurs années : s'il avoit eu du commandement dans

l'Isle, quand nous l'avons attaquée
 je doute qu'elle fût devenue notre
 conquête. Il propose que le Roi aban-
 donne tous ses droits de Port &
 d'Ancrage, de Douane, de Sortie,
 de Capitation, dans les Isles de Saint
 Domingue, de la Martinique, de la
 Guadeloupe & autres, ainsi que dans
 la Guyane, pour l'entretien de dix
 Vaisseaux de ligne, & d'autant de
 Frégates, qui stationneront dans les
 Ports & les Rades de ces Colonies,
 au retour de leurs courses, pour la
 sûreté & la facilité du Commerce.
 Des Constructeurs & des Artisans se-
 ront distribués dans chaque Colonie,
 pour exploiter & ouvrir les bois que
 chacune pourra ou devra fournir de
 chez elle ou d'ailleurs, & pour bâtir
 chaque année le vaisseau, ou les
 vaisseaux, qui lui seront imposés Le
 fer & les agrêts seront fournis de
 France au compte des Colonies. L'ar-
 tillerie sera prise des Navires réformés,
 qui retourneront comme marchands en
 Europe, en temps de paix. Chaque
 année, il sera mis un fonds en réserve
 dans les deux grandes Colonies, pour

pourvoir les Arsenaux de grosses & petites armes , ainsi que de munitions. De trois ans en trois ans , cette Escadre soigneusement entretenue , & rafraîchie d'équipages , sera relayée par une Escadre , qu'elle ira remplacer dans les Ports de France. Ceux de ses hommes de mer qui voudront s'établir dans l'Isle de Saint Domingue , & dans la Guyane , capables de recevoir des millions de Cultivateurs , auront congé après leurs trois ans de service , avec une gratification aux dépens de la caisse des Colonies , & un terrain convenable pour une habitation. On permettra à chacun de se marier avec des filles de Colons , pendant même le temps de leur engagement ; afin de les attacher plutôt à leur future patrie : Nul Marin ne pourra avoir commandement sur les Navires marchands , s'il n'a fait au moins un an de service dans le Département de l'Amérique.

L'Auteur du projet démontre que les Colonies seront moins grévées par cet établissement , qu'elles ne le sont par les contributions beaucoup plus

foibles qu'elles paient au Roi. Ses détails sont exacts, & les preuves sans réplique. Il met en évidence l'avantage que retireroit Sa Majesté Très-Chrétienne, même pour son influence en Europe, d'avoir toujours prête à tout événement, & sans rien tirer de ses coffres, une puissante Escadre dans des mers où nos vaisseaux préviennent pour l'ordinaire les siens, & sont presque certains d'intercepter les renforts & les secours, qui attendent le moment du besoin pour sortir des Ports de France. Cette Escadre doit être estimée de vingt Vaisseaux de ligne, & d'autant de Frégates, vu que la moitié de ce nombre seroit tenue constamment en relais.

Je souhaite, Milord, que ce plan, qui n'est pas sans difficultés, se montre de son mauvais côté à gens capables de faire valoir des objections. Où en serions-nous, s'il nous falloit être sur une défensive perpétuelle contre de si grandes forces, dans ces mers éloignées, & dans la partie de l'Amérique, où nous avons peu de Ports, où les subsistances sont plus difficiles,

où enfin nous sommes plus foibles ? Notre Jamaïque vaut-elle Saint Domingue ? La Martinique ne vaut-elle pas elle seule toutes nos petites Antilles ? La Guyane est une vaste portion de Continent , que dix années de travail & de population peuvent égaler au Brésil , auquel elle ressemble beaucoup quant au sol. Je suis , &c.





LETTRE XXIII.

Au Chevalier Charles G.

Qu'on doit bien se garder de prendre idée de la Nation Françoisse sur la poignée de François qui se titrent gens du bel air & du bon ton, le monde à la mode, &c. Que l'Edu- cation Françoisse entendue quant au réel, n'est pas uniforme comme est l'Angloise. François de deux especes, la frivole & la solide. Que les An- glois s'en tiennent souvent à la premiere, & pourquoi. Le François sait parer ses vices. L'Anglois ignore cet art. Cependant les vices de ce dernier sont moins nuisibles à l'Etat. Raisons de Mazarin & de Louis XIV pour tourner l'esprit de la Noblesse vers la frivolité. Ces raisons ne subsistent plus. Hypothese pour donner idée du ravage que peut faire la poignée de gens du bel air. Comment le Chevalier les connoît à ce voyage.

Sa liaison avec les François de l'autre espece. Portrait de ces hommes aimables & estimables. Ce qu'un Anglois gagne à les connoître.

MONSIEUR,

J'AI été plus loin que je ne voulois dans ma dernière Lettre , puisque vous avez entendu de toute la Nation François ce que je n'ai prétendu vous dire que d'un tourbillon , qui n'est considérable que par sa volubilité , & qui cessera d'exister aussi-tôt que le Ministre dépositaire de la grande police lui aura ordonné de se réunir , à peine d'être méprisé. Je me suis si mal expliqué , que vous avez tombé dans l'erreur d'un homme qui jugeroit du gros d'une Armée par ses Coureurs & ses Traîneurs. Il n'en est pas en France ainsi qu'en Angleterre , où l'éducation étant la même pour les personnes de même condition , l'esprit national se produit avec uniformité , & se connoît au premier coup-d'œil. Les François d'une condition au dessus de la médiocre n'ont pas en leurs

Colleges la confiance que nous avons dans les nôtres. Ils comptent pour moins que rien ce qui s'y enseigne : ils recommandent à leurs enfants de paroître ne s'en pas souvenir , lorsqu'ils les produisent dans le monde. Les uns croient qu'un Gentilhomme peut sans rien apprendre savoir tout ce qu'il convient qu'il sache. Les autres pensent que le génie est semblable à la terre , qui quelque bonne qu'elle soit , a toujours besoin de culture. Des mains des Régents les premiers ont passé dans celles d'un Maître à danser. Après la société de leurs Camarades de College , ils ont eu celle des gens de Théâtre de deux sexes , & des femmes de qualité assez courageuses pour mépriser la réputation , ou assez héroïnes pour la vouloir grande , sans se soucier qu'elle soit bonne ou mauvaise. C'est de cette portion de la Noblesse Françoisé que j'ai eu intention de vous entretenir , mon cher Chevalier. Ce sont là les François que nos jeunes voyageurs connoissent , & qu'ils prennent pour leurs modeles à leur retour en Angleterre.

J'ai remarqué, Monsieur, que ceux de nos jeunes gens qui ont le plus de disposition à valoir un jour quelque chose, sont ceux qui reçoivent plus promptement la contagion des vices & des ridicules à la mode. Notre éducation ne nous fournissant rien pour l'agrément de la société, nous n'avons pas plutôt perdu de vue l'Angleterre, que nous sentons que tout nous manque à cet égard. Nous nous portons avec avidité à l'acquérir ; & cette avidité nous jette dans l'erreur. L'esprit le plus juste s'en garde le moins, parce qu'il saisit plus fortement la nécessité des acquisitions. L'esprit lourd ou faux parcourt les pays étrangers sans observer leurs habitants. Il tient opiniâtrément aux usages, aux goûts, aux manières de son pays ; il vit à Paris & à Rome comme à Londres, & revient en Angleterre tel qu'il en étoit parti. Le premier, au milieu de la Capitale de la France, est un enfant qui se trouve pour la première fois au bord de la mer, & pour qui les plus vils coquillages sont des curiosités à mettre dans

sa collection. Le cœur d'un jeune homme s'ouvre volontiers à l'amitié : il est séduit par les manieres flatteuses & caressantes des François à la mode , de ceux qui se titrent gens du bel air & du bon ton , gens que leur désœuvrement tient alertes pour se procurer une nouvelle liaison , & qui sont pour la former d'une prévenance infinie , & pour l'entretenir d'une complaisance inépuisable. Mais chez ces Messieurs il n'y a aucune idée réfléchie de devoirs d'état ou de profession. Ils sont polis par habitude , caressants par le besoin d'avoir compagnie : ils sont tout par routine ou par caprice : ils n'ont , en quoi que ce soit , le mérite du sentiment. Ils n'ont , pour ainsi dire , que la petite-oie du génie national , que quelques dehors de ce caractère aimable , en faveur duquel les ennemis mêmes de la Nation Françoisse lui passent ses défauts. J'aime assez l'idée de comparer la Nation Françoisse à un tableau , dont les gens à la mode sont la bordure , singulièrement ornée de tout ce que la frivolité a de plus riche & de plus brillant. Tout

y plaît, parce qu'un épais & luisant vernis cache les défauts. L'esprit dominant du François est celui de la société. Il s'étudie, quand il est vicieux, à rendre ses vices sociables, par la politesse qui atténue les uns, qui pare & décore les autres, qui en masque plusieurs sous les agréments de la vertu gaie & badine. Le François dissipé ne paroît que vif & léger; le libertin n'est qu'un homme galant; le débauché semble n'être qu'un libertin: le fourbe n'est point noté d'imposture & de fausseté, c'est un homme d'un commerce charmant, qui a le véritable savoir-vivre, qui est fait pour figurer dans la bonne compagnie. Le gourmand ne s'annonce que pour un ami de la bonne chère, & l'ivrogne pour celui de la joie. L'homme oisif, inutile à son pays, est réputé un Philosophe; & ainsi du reste. Chez nous au contraire, l'homme dissipé est un homme sans cervelle, le libertin un débauché, & l'homme de bonne chère donne dans la crapule, &c.

Ne croyez pas, mon cher Chevalier, que cette différence du coup-d'œil

me fasse conclure à l'avantage des François. Je vise au bien public, j'envisage la patrie dans les relations que chaque particulier se donne avec la société; & sans admettre tout-à-fait le système de notre Docteur Mandeville, en sa fable des Abeilles, je suis persuadé que les vices particuliers, dominants dans une Nation, entrent dans son bien-être, comme ils contribuent à sa perte. Nos hommes vicieux le font avec excès. C'est férocité, brutalité, si l'on veut; mais leur courage est bien loin de s'en amollir; & la patrie les trouve dans le besoin des soldats intrépides, soit pour la terre, soit pour la mer, des partisans incorruptibles de la liberté, des Citoyens toujours prêts à sacrifier corps & biens pour elle. Les vices actuellement dominants dans la Noblesse Françoisse entraînent après eux la frivolité, la mollesse, & conduisent droit à l'indifférence sur le bien public: ce qui menace la France d'une prochaine décadence, à moins que les Ministres n'engagent le Souverain à faire son affaire de la réforme, qui arrêtera la contagion.

Le Cardinal Mazarin chercha à occuper les Princes & les Seigneurs de toute autre chose que des affaires du Gouvernement : & il fit bien. Il n'y avoit pas de moyen plus prompt & plus sûr d'éteindre l'esprit de mutinerie & de cabale , qui mettoit continuellement l'autorité Royale aux prises avec les caprices , où les petits ressentiments des Grands. Si la France , semblable à l'Etat du Pape , étoit sans rivalité comme sans guerre , Louis XIV auroit agi en habile politique , en adoptant pendant tout son long regne le système de son Ministre. Un Etat qui peut compter sur une paix perpétuelle , n'a besoin que d'un très-petit nombre d'hommes d'un génie & de talents supérieurs. Il n'exige de ses Notables que l'obéissance & l'amour du repos. L'un & l'autre naît immanquablement du goût pour les plaisirs ; & le Souverain n'a ni cabales ni conspirations à craindre de la part de gens livrés à l'amusement. Mais si pour avoir un regne heureux , il ne suffit pas à un Roi de France d'avoir des Courtisans aimables , une Noblesse

élégante & polie , des Sujets respectueux & soumis , vous avouerez qu'il est temps que la Cour de Versailles , qui , depuis un siècle , a dépensé avec profusion pour les ornements du Trône , donne sa principale attention à ses soutiens , & qu'elle fasse tout ce qui est en son pouvoir pour rallier avec les qualités aimables , dont la Nation a surabondance , les vertus austères qui sont le principe physique de la prospérité , & même de l'existence des puissants Etats. Je porte à trois ou quatre mille , au plus , les têtes Notables que la mode a gâtées. Ce n'est rien , ce semble , dans un Royaume qui en compte seize à dix-sept millions de toute qualité. Mais ces trois à quatre mille priment , ou veulent primer ; elles se donnent en spectacle , & veulent être prises pour modèles. Je dirai avec vous que ce ne sont que des Marionettes. Mais elles accrochent le fil d'archal , qui les fait mouvoir , à une multitude infinie de figures , qu'elles obligent de se mouvoir comme elles , & avec elles. Distribuez deux mille de ces Chefs

de bande dans les Armées ; admettez en cinq cents dans la Robe , trois cents dans le Clergé , & le reste parmi les Notables du Tiers-Etat ; puis imaginez une marche générale dans une crise violente. J'accorderai que le nombre des sages sera infiniment supérieur : prétendez-vous qu'ils auront pour eux la multitude ? Non sans doute , ils n'ont ni l'enjouement , ni le brillant des autres ; & le peuple suit plus volontiers des fous joyeux , que des hommes graves.

Vers la moitié de mon premier séjour , à Paris , je n'avois encore connu de François que de la première espèce. Parti de Douvres , sans avoir la moindre notion du plaisir de vivre un peu pour les autres , j'adorai des hommes qui se livrent entièrement à ce plaisir. Avec quelle satisfaction ne me ferois-je pas vu porté tout d'un coup au milieu de ceux qui ne s'y abandonnent qu'avec discernement & discrétion ! J'aurois eu besoin pour cela d'un bon guide ; & le conducteur qui m'avoit été donné , étoit à peine capable de mener un

ours. Je recommençai mes voyages sans autre secours que l'inspection de la Carte Géographique. Je m'égarai, cela étoit naturel; & cependant cela m'a long-temps humilié. Car j'ai été long-temps à concevoir comment la frivolité de mes premières Connoissances ne me rebuta pas; comment je pus être séduit par la semillante vivacité de ces Messieurs, au point d'admirer la ridicule fécondité de leur esprit sur des riens, & de me dépiter de me trouver si loin d'y atteindre. Ma bonne fortune me fit enfin percer dans une vraie bonne compagnie; & je connus les véritables François. Maintenant que je n'ai point de liaison avec les autres, je ne fais guere que par mes yeux qu'ils existent encore; & c'est seulement sur des rapports que je vous dis qu'ils ont multiplié, au point de devenir dangereux pour l'Etat.

Un Anglois qui auroit le bonheur d'être d'abord en commerce réglé avec les premiers, & qui jugeroit de la Nation sur eux, comme il en juge pour l'ordinaire sur les derniers,

auroit besoin de tout son amour pour sa patrie , pour se rendre à ses compatriotes. Figurez - vous , mon cher Chevalier , des hommes dont l'esprit cultivé avec choix au sortir des Colleges , où il ne fit que s'égayer s'est développé avec hardiesse , étendu avec rapidité , toujours soutenu par une imagination d'autant plus brillante , qu'elle n'a point été fatiguée comme la nôtre , par des efforts prématurés. Tout s'est placé avec facilité , s'est rangé avec ordre , & avec élégance , dans une tête que le pédantisme n'a point attaqué. Le savoir est sans verbiage , parce que les idées y sont nettes. L'esprit se déploie avec aisance & avec grace , parce que la mémoire n'est point surchargée. Les François de cet ordre sont toujours à propos ce qu'ils veulent être & ce qu'ils veulent paroître. Ce sont pour la plupart , des hommes appliqués , solides , & même profonds. Tous ont l'esprit de leur profession , celui de leur rang. Leur politesse n'a point cette fadeur , ou cette monotomie , qui résulte du manque de sentiment

sentiment. Elle est nuancée par le discernement le plus fin , qui lui donne un air de vérité , auquel on est obligé de se rendre. Point chez eux de ces distractions affectées , de ces airs hautains , de ces tons importants , de cette mine affairée , qui distingue si ridiculement le plus grand nombre des hommes en place , chez les autres Nations. Ils peuvent sans doute trouver à imiter chez nous ; mais nous pouvons apprendre d'eux à être fermes sans hauteur avec nos supérieurs , vrais sans rudesse & complaisants sans contrainte avec nos égaux , affables avec noblesse & caressants sans familiarité avec nos inférieurs. Près d'eux nous adoucirons la dureté que nous contractions avec nos pédants , & qui se répand jusques sur nos vertus. Avouez , Monsieur , que si nous sommes vrais , c'est presque toujours avec une brusquerie offensante ; si nous sommes vertueux , c'est avec une sévérité qui nous rend incommodes ; si nous avons du savoir & de la capacité , cela va rarement sans une morgue qui ne manque

point d'indisposer ceux mêmes qu'elle subjugue. Il est en Angleterre peu de personnes de ma connoissance qui soient parvenues à corriger cette influence de notre éducation publique. J'aime à compter dans ce petit nombre celui dont je suis cordialement le serviteur & l'ami, &c.



LETTRE XXIV.

Au jeune Lord San. . . .

Insuffisance des Livres François pour faire connoître l'état des Finances du Royaume. Disparité des deux Puissances dans ce département. Fermes Générales d'ancienne institution en France. Observations sur les regnes de la Maison de Valois. Idées singulieres sur l'hérédité des Emplois. Courte revue des revenus Royaux jusqu'au regne de Louis XV. Administration bien judicieuse du Duc de Sully sous Henri IV. Digression sur l'impossibilité d'avoir en France une Marine permanente qui soit de pair avec la Marine Britannique. Qu'un habile Politique n'est pas toujours habile homme de Finance. Examen du Cardinal de Richelieu en cette derniere qualité. Apologie raisonnée de ce fameux Ministre envisagé sous ce point de vue.

H ij

M I L O R D ,

LES François n'ont point , sur les Finances du Royaume , d'Ecrits publics qu'ils puissent comparer aux nôtres. Dans les uns on trouve comment les choses pourroient être sur un autre pied qu'elles ne sont : ce sont des observations & des raisonnements , qui le plus souvent ne font honneur qu'aux bonnes intentions du spéculatif. Dans les autres , qui annoncent l'exposé des faits , vous n'avez que le nom des objets de l'industrie des Financiers. L'Ecrivain vous dit sur quoi & de combien fut l'imposition il vous égare dans ses articles innombrables de détail , & vous laisse ignorer quelle fut au vrai la levée des deniers quelle étoit sa destination , quel fut son emploi. Les premiers ont manqué de connoissances , les derniers de hardiesse & de sincérité. L'état des dettes de la France semble un secret réservé au Roi & à ses Ministres. Il m'est absolument impossible de vous servir sur cet égard comme vous me le demandez

& j'en suis fâché pour vous, Milord, & pour moi. L'opinion est générale, mais vague, que le Roi doit environ deux milliarts tournois, ou cent millions sterlings. Vous n'en trouverez aucune preuve de détail dans les énormes volumes, que je vous envoie, comme vous l'avez souhaité. Croyez sur ma parole, que vous n'y perdez pas grand' chose. La différence est si grande entre les deux Monarchies, dans ce département, que presque rien de ce qui s'est passé dans l'une n'est applicable à l'autre. L'étude que vous vous proposez seroit de pure curiosité; & vous pouvez employer beaucoup mieux votre temps.

Cependant, pour que vous ne me soupçonniez pas de colorer un accès de paresse, je me fais un vrai plaisir de vous donner une idée générale de l'administration des Finances de la France. L'étude que vous faites de l'Histoire vous met à même de l'étendre, & de la particulariser, autant que l'un & l'autre vous peuvent être utiles & agréables.

On rapporte communément à Ca-

therine de Médicis l'institution des Fermes Générales. En effet les Italiens qui vinrent s'établir en France sous ses Régences rendirent plus général ce genre de perception qui étoit le dominant dans l'Italie. Mais l'usage de mettre en ferme les revenus publics est aussi ancien en France, que la possession où sont les Rois d'en disposer à leur volonté. Aussi-tôt que la réunion de plusieurs grands Fiefs à la Couronne, & l'abaissement de grands Vassaux, eurent donné aux descendants de Hugues-Capet le récé de la Royauté, dont il n'avoit eu que le titre & les honneurs, ce fut à eux de pourvoir avec leurs propres moyens à la défense du Royaume & aux besoins de l'Etat. La régie des Domaines devint de jour en jour plus difficile parce que les Domaines s'accrurent. Les besoins du Roi devinrent pareillement plus grands, à mesure que sa puissance augmenta. Ses guerres furent contre les grands Vassaux confédérés, ou contre ceux d'entr'eux qui l'égaloièrent en forces. Les domaines, quoique fort augmentés, se trouverent souvent

insuffisants pour les nécessités urgentes ; & il fut réduit aux expédients. L'Etat & le Roi étant en France une seule & même chose , la distinction entre les caisses n'est que pour l'ordre. Les Financiers , à qui Philippe & Charles-le-Bel , à qui Philippe de Valois , firent perdre ou les biens , ou l'honneur , ou la vie , ou le tout ensemble , tantôt de leur seule autorité , tantôt par une procédure juridique , étoient pour la plupart des Fermiers Royaux , accusés d'avoir abusé de leurs droits dans le recouvrement des deniers publics.

C'est au regne du premier de ces Princes que les Seigneurs cessèrent d'avoir leurs Gabelles , c'est-à-dire , leurs impôts sur leurs Sujets , comme le Monarque sur les siens , & ces impôts étoient à-peu-près arbitraires. On trouve bien dans les registres la notification de l'Ordonnance Royale pour l'imposition , dans les pays appartenants au Roi ; mais on ne voit nulle part qu'avant l'Edit elle ait été présentée à la délibération des divers Ordres de l'Etat qu'elle chargeoit.

Le droit de *Brassage* , qui est celui

de battre monnoie , devint sous Philippe-le-Bel un droit exclusif du Roi , en conséquence d'un Edit de 1313 , qui gêna tellement la fabrique des especes , que les Seigneurs aimerent mieux vendre leur droit , que de s'astreindre aux conditions onéreuses qui leur en permettoient l'usage. Philippe-le-Long & Philippe de Valois mirent un impôt sur le sel. Le Roi Jean s'en attribua le monopole , qu'il laissa en régie , & que Henri II donna à ferme. Les malheurs des guerres des Rois de la Maison de Valois produisirent la plupart des gros impôts , qui sont maintenant la base des revenus publics. Charles-le-Victorieux , septieme du nom , fit la premiere levée de la taille. Elle fut de 1800 mille livres parnois. Louis XI son successeur la porta à près de cinq millions. Charles VIII , fils de Louis , l'augmenta d'un million , & Louis XII , surnommé le pere du peuple , y en ajouta deux autres. Enfin François I doubla ce dernier état. Observez la différence du titre de l'argent , dans les divers temps. Observez celle des valeurs de la

denrée. Au temps de Louis XII, un fol payoit ce qui en coûte à présent vingt.

Depuis le premier des Valois, le Roi a eu des dettes. Mais François I a été le premier de ces Princes à imaginer de se faire des emprunts une ressource perpétuelle. Il créa des Rentes à douze pour cent, sur Paris & Lyon; & dans le temps de sa meilleure administration, il crut qu'il lui étoit avantageux de ne pas les amortir. Les charges devinrent entièrement vénales sous son regne. Cette vente des emplois a fait dans les Finances de la France un ravage, que peu de François veulent appercevoir. Les gages des Titulaires furent la rente annuelle de la somme donnée pour l'achat: ils devinrent pour eux un bien propre. Il est vrai que cette somme étoit passée au Roi. Mais l'emploi que le Monarque en fit la remit dans la circulation; & il ne demeura au successeur, que le fardeau de la rente. Sous chacun des Rois qui sont venus depuis François I, le nombre des Offices & Emplois s'est continuellement accru dans tous les départements. Il

sembloit, à la mort de Louis XIV, ne pouvoir aller plus haut; & cependant il est augmenté considérablement sous ce regne. Qu'on cherche le total de ces gages assignés sur les coffres du Roi & de l'Etat, sur le plus clair des deniers qui se levent sur les peuples & qui sont payés par préférence à toute autre dette, & on trouvera qu'ils font la plus grosse portion de la dette publique.

L'hérédité des charges étoit une conséquence bien naturelle de leur achat, les Rois ayant négligé d'inculquer aux possesseurs, que l'acheteur n'avoit payé que pour sa personne. Henri IV saisisoit combien cette these seroit avantageuse à l'Etat. Il eut bien le courage de la présenter; mais la prudence l'empêcha d'en venir tout d'un coup à l'établir. En mettant à prix la légitimation de l'hérédité, il prouvoit invinciblement que cette hérédité étoit une usurpation, un abus. Ses successeurs devant avoir la même étendue d'autorité que lui, il les laissoit les maîtres de regarder comme un règlement provisoire celui qu'il

auroit fait sur cet objet , & de lui en substituer un autre plus profitable , quand ils auroient pour eux les circonstances. Cette réflexion le fit s'en tenir à établir le droit de *la Paulette*. L'imposition , ainsi appelée du nom de son Inventeur , ou de son premier Receveur , est du soixantieme du prix d'achat de l'Emploi. Le Titulaire , en la payant annuellement au Roi , peut se dire propriétaire de son Office ; & au défaut d'héritiers habiles à le posséder après lui , celui que le Roi lui donne pour successeur est obligé de leur rembourser ce premier Capital. Par ce règlement de Henri IV , les trois Monarques qui ont régné après lui ont été soulagés d'un tiers de cette dette héréditaire. Louis XIV s'est trouvé dans des circonstances à mettre la dernière main au plan de son aïeul ? Mais il ne paroît pas qu'aucun de ses ministres en ait eu l'idée. Qui l'eût empêché , dans le fort du despotisme qu'il avoit fait goûter à tous les Ordres de l'Etat , de faire sentir à la Nation qu'une rente éternelle est une obligation monstrueuse : & que l'acheteur

d'un Emploi devoit tenir son capital pour suffisamment fructueux , lorsqu'il lui procuroit de conserver l'Emploi dans sa famille , aussi long-temps qu'elle fourniroit des sujets capables de le remplir ? l'Ordonnance auroit porté que l'Employé mourant sans enfans , ou n'en laissant pas qui fussent propres à sa profession , ou qui en eussent le goût , la charge retourneroit à l'Etat , pour être vendue à son profit aux mêmes conditions. De-là à la jouissance viagere des charges , il n'y avoit plus qu'un pas , que ce Prince auroit heureusement franchi au fort des nécessités pressantes où il se trouva. Le prix des emplois auroit peut-être diminué ; mais ce que leur vente successive auroit produit , eût été un rafraîchissement continuel pour les coffres de l'Etat. Le Roi actuellement régnant n'est assurément pas dans une position à se promettre l'obéissance , dont son prédécesseur n'auroit pas douté un instant. Cependant les clameurs patriotiques des grands Corps sembleroient l'inviter à leur présenter ce moyen de soulager l'Etat sans fouler

les peuples. J'oserois bien parier qu'alors les Remontrances deviendroient des pieces de Rhétorique bien épineuses pour Messieurs les Orateurs.

Le Dixieme Denier sur les terres, est l'impôt le plus naturel & le plus modéré, contre lequel on a crié, en 1740, comme contre une nouveauté monstrueuse. Cependant il exista sous le regne de Philippe-Auguste; il fut rétabli pendant la prison de François I; Louis XV, s'est vu obligé de le supprimer; mais comme l'Etat ne peut pas se soutenir avec rien, il lui a substitué le Vingtieme. Un second Vingtieme, & un troisieme Vingtieme, ont été joints au premier: ce qui fait à-peu-près le huitieme Denier. Encore le quatrieme Vingtieme & les François propriétaires seront de pair avec nous, qui avons d'abord payé sans barguigner au commencement de cette guerre, & qui probablement paierons encore longtemps, le Cinquieme de tous nos biens-fonds. Ce que les Criailleurs contre le Dixieme ont opéré, c'est qu'il y a en sus de chaque Vingtieme le sol, les deux sols pour livre, &

autres menus accessoires , qui montent plus haut que l'impôt principal. Rappelez-vous , Milord , les plaintes des Grenouilles , & ce qu'elles leur valurent.

Les embarras du regne de François I durent augmenter les charges du peuple. Les revenus du Roi furent portés plus haut d'un tiers , que ceux de son prédécesseur. Sur quoi il convient d'observer que la découverte du nouveau monde , & le commerce des Portugais avoient déjà considérablement grossi la masse d'or & d'argent en Europe. Pendant un peu plus que la première moitié de ce regne , l'inconduite & la dissipation furent grandes. L'application du Monarque livra ses peuples à la plupart des injustices de la répartition & de la perception. Mais dans les neuf à dix dernières années de sa vie , François I s'appliqua aux affaires , il connut l'économie , & celle même qui convient à un Roi. En évaluant les métaux sur le pied d'aujourd'hui , il tiroit à-peu-près cinq millions sterling , ou un peu plus de cent vingt millions par an. A sa mort,

on trouva dans ses coffres quatre cents mille écus d'or, & il y avoit un quart de l'année échu, dont les Régisseurs n'avoient pas encore versé les deniers dans l'Epargne.

Sous le regne de Henri II & de ses fils, les levées sur le peuple furent beaucoup plus fortes, & les revenus du Roi beaucoup moindres. Les Princes, les Grands, les Favoris, les Ministres eux-mêmes, recevoient du Roi en pur don tel impôt de telle Province, ou tel autre du Royaume entier, & ils le faisoient percevoir à leur profit par leurs créatures. Chaque année, le Monarque fit des emprunts à des intérêts énormes. Jusqu'à la soumission de Paris à Henri IV, les Finances de France avoient été pendant plus de quarante ans au pillage. Le Surintendant étoit l'associé des Fermiers Généraux & Particuliers. Les autres Ministres prenoient à son exemple leur part dans les Baux; ils étoient les maîtres de l'enchere: & ils faisoient tomber l'adjudication à leurs *prétentions*, au prix qu'on peut imaginer. Les Aides de Normandie, qui rendent

actuellement plusieurs millions, avoient été adjugées à un Traitant pour trente mille écus. Le Connétable retiroit neuf mille livres, ou neuf mille écus, d'un impôt en Languedoc, que le Duc de Sully trouva à affermer cent mille. Pour donner créance aux Historiens sur les excès qu'ils décrivent, on a besoin d'en voir quelques détails dans les Lettres de Henri IV lui-même.

A peine ce grand Prince fut paisible possesseur du Trône, qu'il fit sa principale affaire du rétablissement de l'ordre dans le département des Finances. Il fut lui choisir pour Chef, l'homme de son Royaume le plus capable d'entreprendre avec jugement, de soutenir avec courage, & d'exécuter avec succès, le pénible ouvrage de la réformation. Le Duc de Sully, avec toutes les qualités du cœur d'un Ministre parfait, avoit le tour d'esprit & la portée de génie, que le temps & les circonstances demandoient. Dans le siècle qui l'a suivi, où il a été de mode de rapporter au commerce artificiel les plus belles opérations de

Finance & les grands talents du Chef de ce département , on a reproché à ce Ministre de n'avoir eu que des lumieres fort bornées , avec une multitude de préjugés qui déparèrent ce qu'il pouvoit avoir de connoissances. Mais ce n'étoit pas dans un vaste Royaume que quarante années de guerres civiles avoient désolé , & où l'on reconnoissoit à peine les traces des grands chemins dans les terres pour la plupart incultes & chargées de ronces , qu'il falloit un Ministre décidé par préférence pour les Arts. On le reconnoît aujourd'hui , quoiqu'on n'ait encore que des idées bien imparfaites de l'Agriculture & des moyens de la remettre en honneur. On gémit de l'aveuglement de Colbert qui pensa à faire acquérir aux peuples la richesse , avant que de leur donner l'aisance , qui voulut leur inspirer le goût des superfluités pendant qu'ils manquoient du nécessaire. Il n'y réussit que trop bien. Les peuples , accablés de plus en plus de la misere la plus réelle , ont couru avec fureur après l'apparence de l'opulence ; & malgré la

conviction , ils ne rallentissent point leur course.

Sully prévoyoit que des besoins extraordinaires pouvoient troubler la régie ; & il conseilla au Roi d'épargner , afin d'avoir dans ses coffres la ressource qu'il auroit inutilement cherchée , au moment de la crise , dans ses peuples obligés pour longues années à des réparations. Ce grand homme rendit la régie directe , prompte , & facile. C'étoit tout ce qu'on pouvoit faire de mieux alors pour le soulagement des Sujets. Il entreprit de connoître en gros & en détail la valeur du Royaume , les droits du Prince , les facultés du peuple , les moyens de perception. Quelques spéculatifs modernes , incapables de travailler sous lui , osent le juger , & décider que la méthode qu'il prit n'étoit ni la meilleure ni la plus facile. Mais observez , Milord , en quelle confusion il trouva l'administration , & quels secours lui manquerent , lesquels s'offriroient aujourd'hui à un Chef de Finances qui auroit son génie & ses intentions. En cinq à six ans , n'ayant

pas d'autre guide que lui-même, étant contrarié de tout le monde, & obligé à chaque pas de se faire jour par l'autorité, ou de surmonter les obstacles par la patience, il fit plus que le Dauphin pere de Louis XV n'osa entreprendre avec le concours de l'autorité Royale, de l'affection de tous les Ordres du Royaume, & des connoissances de tous les Intendants des Provinces. La plupart de ceux qui ont censuré le Duc de Sully étoient dans le préjugé, dominant encore actuellement, que pour enrichir la France, il faut commencer par lui ouvrir les canaux du grand Commerce, & regarder les Arts & l'industrie qu'il occupe comme le principal aliment des Finances.

Sully n'étoit pas exempt de préjugés. Il tenoit de sa naissance véritablement illustre, une estime de préférence pour la profession Militaire, qu'il regarda toujours comme la sienne, & des idées sur la noblesse d'extraction, qui doivent paroître Gothiques au plus grand nombre des Seigneurs François d'aujourd'hui. Mais n'est-ce

pas un trait d'ignorance de juger d'un homme d'Etat d'après les raisons qui ne furent pour lui que des raisons surabondantes ? Il dit qu'on ne doit pas tirer la Nation Françoisse de son caractère guerrier ; & il veut que le Roi fasse son principal objet de ses forces de terre. Il est bien démontré qu'une sage administration subordonnera tous les accroissements du bien-être au principe conservateur de l'existence. Cette observation nous doit suffire , Milord , pour nous rassurer sur cet enthousiasme de Marine qui a saisi les François. Il porte à faux , il doit nécessairement tomber. En accordant que l'Angleterre n'est à tous égards qu'une moitié de la France , il demeurera toujours constant , que tant que nous serons bien gouvernés , notre Marine sera supérieure à celle de nos Rivaux. Il dépend de la Grande-Bretagne d'être entièrement & uniquement une Puissance Maritime. Quelque chose que fasse le Roi de France , sa Marine ne peut jamais être pour lui qu'une diversion. La France est une Puissance *Terranée*. Supérieurs aux

Anglois & aux Hollandois sur les mers, par des efforts dont je conviens qu'ils sont capables, les François ne tarderoient pas à se reconnoître dans un état violent qu'ils ne pourroient soutenir. Ils ont à craindre les forces du Nord & de l'Allemagne réunies. Les Suisses & le Roi de Sardaigne peuvent avoir intérêt ou raison de les attaquer; & sur le pied où sont actuellement ces Puissances, elles seroient de terribles ennemis. Les Hollandois & les Pays-Bas Autrichiens ne permettent point une entière sécurité. Dans le système présent, tout favorable qu'il paroît, la France doit porter sa plus grande attention sur son Militaire. Au temps du Sully, il n'y avoit point de système établi. L'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, & les seize Provinces des Pays-Bas obéissoient à la Maison d'Autriche, qui pressoit les Rois de France sur toutes leurs frontieres. Ces Princes sembloient n'avoir à penser de long-temps qu'à la défensive; & il n'étoit pas vraisemblable qu'après s'être refusés à la conquête du Nouveau-Monde, ils réussissent à

en partager le Commerce direct avec les Conquérants. Sully ne proscrivit point les fabriques ; mais il donna la préférence sur elles à l'Agriculture, qu'il connoissoit capable de fournir à la Nation les échanges convenables pour les denrées que les autres lui apporteroient des quatre parties de l'Univers. Les fabriques étoient à ses yeux un accessoire, qu'il craignoit avec raison qui ne fût pris pour le principal & il vouloit qu'avant que de le présenter aux François, on les eût tellement attachés à la culture des terres, qui est de premiere nécessité, qu'ils y tinssent avec l'opiniâtreté de l'habitude, en dépit de l'attrait que pouvoit avoir pour eux la nouveauté.

Sully faisoit peu de cas des banques de crédit. Econome sévère, il pensoit que la grande affaire étoit de se mettre hors du besoin d'emprunter ; & son but étoit de procurer au Roi cette véritable opulence. Déjà il avoit dégagé la perception & l'administration de la plus grosse partie de leurs faux frais. Ceux qu'il leur laissa n'alloient pas à un cinquieme de l'imposition

réelle. Il libéra l'Etat de cent millions
 tournois de dettes extraordinaires ,
 par des opérations que la sagesse &
 l'équité avouoient également. Il n'en
 restoit plus que cent à la mort du Roi
 son digne Maître ; & il en avoit amassé
 trente-six dans ses coffres. Il falloit ,
 pour établir le bien-être de la France
 avec solidité dans ce département ,
 que le Duc de Sully restât encore
 dix ou douze ans à sa tête. Ce grand
 homme auroit rédigé sa pratique en
 système lié & démontré. C'étoit dans
 la politique intérieure un aussi habile
 pédagogue , que le Cardinal de Ri-
 chelieu , dont on suit encore le plan
 dans la politique étrangere.

La Régence de Marie de Médicis
 dissipa les épargnes faites par le Roi
 son mari. Elle augmenta les dettes ,
 elle brouilla tout le travail du sage
 Sully. Les Villeroy & les Jeannin ,
 qui entrèrent imprudemment dans
 cette carrière , prouverent que l'homme
 de finance est une espece particuliere ,
 dont l'homme de génie peut être ap-
 pellé le genre , mais qui n'est pas
 synonyme avec l'homme d'Etat. Ces

habiles politiques se trouverent déplacés au poste de Sully; & ils ne s'y firent remarquer que par leur incapacité. Le Connétable de Luynes qui osa, à l'âge de vingt-deux ans être plus que premier Ministre, peu être loué dans l'Histoire, pour n'avoir pas fait tout le mal qu'on avoit lieu d'appréhender de son inexpérience. Ce fut un grand bonheur pour le peuple, que le favori profitât de la dépouille du Maréchal d'Ancre. Cette riche aubaine lui ayant donné tout à-coup son état, l'avidité des biens ne fut pas son vice dominant. A pied de la lettre, la France étoit alors gouvernée par la divine Providence. Le Royaume étoit un vaisseau sans voiles & sans gouvernail, battu des vents & des flots, & dépourvu de Pilote. La prudence humaine n'auroit rendu raison de sa conservation.

Le Cardinal de Richelieu n'a nullement été un grand homme de finance. Mais peut-être qu'il le seroit devenu au même degré qu'il fut homme d'Etat, si la France avoit été, quand

ses relations avec l'Etranger , & quant à son intérieur , dans la position où se trouvoit la Grande-Bretagne à la mort de la Reine Anne. Il n'est point pour nous , Milord , de plus belle époque dans notre Histoire. Nous jouissions au dehors de la plus haute considération ; la prérogative Royale , rappelée à de justes bornes qui étoient clairement désignées , étoit d'accord avec la liberté de la Nation. Nous n'avions de dettes que ce qu'il convenoit à l'Etat d'en avoir , pour intéresser les Sujets & les Etrangers à son bien-être. Nous étions au fort de notre bien-être , & des Ministres patriotes n'auroient eu besoin que d'une mesure médiocre de génie pour nous y fixer longues années. C'étoit tout le contraire en France , quand Richelieu entra dans le Ministère. Les armes & l'alliance de cette Couronne étoient méprisées dans l'Europe , & les Grands partageoient , pour ainsi dire , avec le Roi l'autorité Royale dans le Royaume. Le département de la guerre demanda toute l'attention du Ministre , qui ne

put considérer les autres départements que sous leurs rapports avec lui , & autant qu'ils fournissoient à la prodigieuse consommation qu'il faisoit d'hommes & d'argent. Pour entretenir cinq à six Armées , soudoyer des Alliés , acheter & nourrir des intelligences , protéger des clients , il lui fallut imaginer continuellement de nouvelles impositions sur le peuple. Ce fut la guerre qui lui recommanda la Marine. Cependant on peut conjecturer de son opiniâtreté sur la charge du Grand Amiral , qu'il tint constamment unie à celle de premier Ministre , sous le titre de Surintendance des mers , qu'il faisoit toute l'importance de ce département. Il est évident qu'il appréhenda qu'un Grand Amiral ayant d'autres vues que les siennes , ne partageât l'argent & les hommes du Royaume avec les Généraux de terre : que le peuple ne fût distrait de son goût pour les armes par l'appât des gains du grand commerce ; qu'enfin le Roi ne se laissât séduire par l'ambition de conquérir dans le Nouveau-Monde , avant qu'il

d'avoir assuré sa supériorité dans l'ancien. Ce grand Politique, amateur & protecteur de toutes les sciences, ne pouvoit qu'il ne fût ami de tous les Arts. Mais l'encouragement bien soutenu des Arts est dispendieux ; & s'il n'est pas constamment soutenu , il produit plus d'inconvénients que d'avantages. Cet encouragement consiste principalement en avances. Mais les circonstances ne lui permettoient pas de prêter sur pareil fonds les deniers publics à la génération suivante. Il maintint les fabriques que le regne précédent avoit introduites : il ne fut point contraire aux nouvelles que des Particuliers voulurent élever & nourrir à leur dépens. Il parut penser que le Roi faisoit assez à cet égard , s'il retenoit dans le Royaume , par les fabriques de premiere nécessité , une partie de l'argent que l'industrie étrangere en eût fait sortir.

Il est certain que la paix eût donné d'autres idées au Cardinal , s'il lui avoit survécu. Ses principes n'étoient point des préjugés. Je ne les trouve décriés dans l'Histoire , que par des

Historiens incapables d'en bien juger. Richelieu aimoit le peuple, il estimoit la Nation. Ce qu'on appelle sa dureté, sa cruauté, se coloroit indubitablement à ses yeux de ces deux affections. Il vouloit que le peuple fût soumis au Roi, parce que cette soumission lui paroissoit la premiere voie pour arriver au bien-être. Il haïssoit tous ces grands orgueilleux & mutins, qui faisoient de tous les Ordres du Royaume les instruments de leurs passions. Il eut l'œil sur les Parlements, parce qu'il possédoit à fond la nature de l'Etat Monarchique, pour qui les prétentions des grands Corps sont le plus dangereux corrosif, & qui tôt ou tard ou se trouve réduit à rien par leurs usurpations, ou se voit forcé de devenir despotique, pour se mettre au dessus d'elles. Il voulut niveller, pour ainsi dire, toute la Noblesse, parce qu'il considéroit les Seigneurs comme autant de branches gourmandes, qui déroboient les sucres nourriciers au tronc ainsi qu'aux rameaux. En donnant le Roi pour unique maître aux peuples, il les délivroit des tyrans. Il soula

quelques Provinces au delà de toute mesure. Mais ce ne fut point d'après un raisonnement de l'espèce de ceux de Colbert. Il ne croyoit pas que le peuple fût semblable aux mulets , qui ne sont dociles & sages que quand ils ont surcharge. Il voyoit les Gouverneurs faire les petits Rois dans leurs Gouvernements ; & c'étoit pour affoiblir ces ambitieux mutins , qu'il appauvrissoit les pays où ils étoient plus obéis que le Roi , & d'où ils tiroient toutes leurs ressources & leurs espérances dans leurs fréquentes prises d'armes.

Delà sans doute , Milord , l'opinion insoutenable qui lui est attribuée , que la dissipation dans les Finances est un mal nécessaire pour les peuples , un avantage pour le Souverain. Vous aurez le mot de son énigme , si vous faites attention qu'il n'imagina point de meilleure contre-batterie à opposer aux Grands , que de multiplier dans le Tiers-Etat les Offices & Emplois qui attachoient plus spécialement au service du Roi les plus opulents de cet Ordre , par

l'intérêt de leur fortune. Dans cette idée qui est de la plus grande justesse, il créa une quantité prodigieuse de charges dans le Civil, dans les Finances, & dans l'administration municipale. Il multiplia à l'infini ces relations directes du Roturier avec la Cour. Il avoit assez bonne opinion de ceux qui viendroient après lui à la tête des affaires, pour ne pas les croire aveugles sur leur temps & le sien. Il put sans imprudence pourvoir de son mieux au présent, sans égard pour l'avenir sur lequel ses successeurs auroient, pour ainsi dire, leurs coupées franches.

Ceux qui mesurent le Cardinal de Richelieu à la même toise qu'un Colbert & un Desmarets, fixent uniquement ce grand homme sur la première finance que ces Charges produisirent pour les coffres du Roi. Ils veulent qu'il ne vît rien au-delà de l'expédient pour avoir de l'argent. Ceux qui aiment à croire que ce puissant génie n'a pas eu de disparates, prétendent que la dette qu'il faisoit contracter à l'Etat se montra à lui avec

routes ses suites possibles, mais qu'il la considéra comme un de ces inconvénients, sur lesquels un vrai politique passe sans hésiter, pour atteindre un objet plus important.

Louis XIII ayant le Cardinal pour premier Ministre, leva communément par année quatre vingts millions tournois, c'est-à-dire, un peu moins de sept millions sterling, le marc d'argent à vingt-sept livres tournois; au témoignage du Cardinal, il n'en venoit guere que trente-cinq dans les coffres de Sa Majesté. C'est une erreur de penser que les quarante-cinq autres étoient dissipés dans la perception. La meilleure partie alloit au paiement des intérêts de la dette; le Cardinal n'a pu l'entendre autrement. Le peuple s'appauvrissoit, il est vrai; mais le Royaume étoit dans une crise; & son argent suivoit, ou précédait ses Armées qui étoient presque toujours sur terre étrangere. Le Roi fut à-peu-près libéré par son Ministre des ménagements onéreux dont ses prédécesseurs avoient contracté l'habitude envers le Clergé. Le Cardinal aussi ardent qu'aucun

Ecclésiastique sur les privileges honorifiques des Prélats, combattit avec autant de force que de succès les prétentions civiles de l'Ordre entier. A peine lui laissa-t-il le droit fastueux d'appeller du nom de *don gratuit* la contribution qu'il fournissoit aux besoins publics. Le Clergé avoit chicané sous Henri IV sur le don annuel de treize cents mille francs; & en fixant une année commune, on trouve que sous chacune des dix dernières années de Louis XIII, la subvention sous tous ses titres fut d'environ quatre millions qu'on peut évaluer à huit du numéraire actuel. Richelieu ne fut point économe, parce qu'il n'étoit pas le maître de borner les besoins de l'Etat. Il semble un cultivateur hardi qui s'occupe de défrichements, & qui surcharge sa famille de travaux, pour procurer l'aisance à sa postérité. Après que la guerre, qu'il avoit allumée & soufflée pour mettre la France dans une parfaite indépendance des autres Puissances, eut été terminée par une paix à-peu-près la même qu'il s'étoit promise, l'économie devenoit la pre-

miere qualité des Ministres ses successeurs. Il les avoit mis en état de rappeler les quarante millions de rente aliénés pour le recouvrement de la primauté de la France en Europe, & pour le rétablissement de l'autorité Royale dans le Royaume.

En voilà , ce me semble , assez pour cette fois , Milord. J'ai besoin de me recueillir pour vous tracer avec exactitude & rapidité les deux regnes suivans. Si vous me trouvez trop sérieux , j'en suis fâché. Vous devez vous en prendre au sujet. Je suis , &c.





L E T T R E X X V.

Au même.

Suite des Considérations Historiques & Politiques sur l'administration générale des Finances en France. Portrait bien hideux du Cardinal Mazarin dans ce département. Erreur de M. de Voltaire relevée. Examen raisonné de l'administration pendant la vie de Mazarin. Qu'il parut alors un projet de réformation assez semblable à ceux qui font maintenant le plus de bruit : que l'on s'en moqua , & pourquoi. Conjectures sur le génie & les talents du Surintendant Fouquet. Examen raisonné de ceux de M. Colbert son successeur. Comment le luxe doit être adapté aux grands Etats. Double génie du Commerce dans un Ministre. Différente fortune des grands & des petits Etats commerçants. Dettes connues de Louis XIV.

ANGLOISES. 203
*à sa mort. Discredit des papiers
Royaux dans ses dernieres années.*

MILORD,

JE n'avois pas besoin d'une nouvelle invitation, pour vous écrire ma seconde Lettre. Vous l'auriez déjà reçue, si un violent rhume de cerveau ne m'avoit pas ôté presqu'entièrement l'usage de la vue pendant deux jours. Cependant j'ai un vrai plaisir d'être certain que j'ai saisi votre objet par le bon côté; & je vais me livrer plus hardiment à mes réflexions.

Le Cardinal Mazarin, que plusieurs Ecrivains François ont mis en parallèle avec Richelieu, n'a eu rien de commun avec lui, excepté les titres. Cet Italien parvenu par des routes bien tortueuses à la premiere dignité du Royaume de France, entra dans le Ministère avec le dessein formé de s'enrichir promptement. il étoit sans affection pour les François, parce qu'il n'avoit aucun titre à leur affection. En défiance de sa propre capacité, & de la faveur de la Reine, qui étoit

son unique appui , il se croyoit exposé à être renvoyé à tout moment dans son pays ; & quand il auroit eu l'ame assez noble , pour choisir l'espece d'opulence la plus honorable , cette crainte d'une disgrâce l'auroit ramené à l'amour de l'argent ; un Cardinal Italien n'ayant besoin que d'argent , pour être invulnérable dans son pays à tous les coups que lui auront porté la Justice & la Fortune en pays étranger. Mazarin régarda les grandes charges de l'Etat & les riches bénéfices comme un accessoire qu'il ne devoit pas négliger ; mais il ne s'en occupa pas moins du soin de remplir ses coffres. Avec ces dispositions d'un Intendant de maison , il en prit les procédés. Il ne craignit rien tant que de voir finir la guerre à laquelle se pouvoit attribuer le désordre des Finances. Ardent à tirer avantage du dérangement où il les trouva , il fut de tous les Traités & de tous les Partis. Il s'y fit admettre , sans fournir aucuns fonds , en obligeant les Traitants de lui passer pour sa quote-part la faveur qu'il leur accordoit

dans les adjudications & dans la perception. En peu d'années, il fut le plus fort & le plus rigoureux créancier de l'Etat. Les ventes secrètes des honneurs, des emplois, des bénéfices, & des graces, la part qu'il se faisoit donner du produit de quantité de vexations, furent avec cette mal-tôte les voies par lesquelles il marcha à l'opulence, tant qu'il put douter de la solidité de sa fortune en France. Imaginez, Milord, quel dut être alors le sort des peuples, le Ministre étant obligé d'acheter la complaisance & l'amitié des Princes & des Grands, en ne refusant rien à leur avidité. Les biens du Tiers-Etat étoient au pillage; & comme ils ne suffisoient pas pour le nombre des sang-sues qu'il falloit en gorger, le Cardinal étoit réduit à entamer ceux des gens de robe, à qui il auroit sans doute fait le même parti, lorsque les Parlements s'éveillèrent sur sa mauvaise administration.

On ne conçoit pas comment l'a entendu l'illustre Voltaire, lorsqu'il a dit que le Cardinal Mazarin étoit pauvre lors de sa première retraite

au temps de la Fronde. Accusé d'avoir malversé dans la suprême administration des Finances , & d'avoir tourné à son profit la misère des peuples , il devoit cacher avec grand soin à ses accusateurs les preuves de leur accusation ; mais vous n'y ferez pas trompé , si vous observez que dès l'an 1646 il tâcha de mettre la Principauté de Piombino dans sa famille. Méthodique & homme de détail comme il étoit , il n'avoit pas pensé à donner une Principauté à ses parents , sans avoir en réserve de quoi former les entours d'un pareil établissement. Pour moi , je soupçonne que le prudent Fabert avoit de bons gages de la constante amitié du Cardinal , lorsqu'il s'obstina à être un de ses plus chauds partisans pendant son éclipse. Je crois voir que la Ville de Sedan , dont il étoit Gouverneur presque propriétaire , & qui passoit alors pour une des fortes Places de l'Europe , étoit le lieu où Mazarin avoit déposé ses gains & ses larcins.

A la mort du Cardinal de Richelieu , le Roi levoit sur son peuple

quatre vingts millions tournois , dont quarante-six s'égaroient en venant dans les coffres de Sa Majesté : il y avoit trois années consumées à l'avance. Louis XIII ne survécut pas assez à son Ministre , pour que ses Finances se ressentissent de l'économie qui lui étoit naturelle. Il les laissa au même état à la Reine sa veuve , qui ne tarda pas à en augmenter le dérangement. La premiere opération de la Régence dans ce département fut un emprunt de douze millions tournois , opération toujours de mauvaise augure au commencement d'un nouveau Ministère , mais qu'il convient de faire beaucoup plus grande , quand il est indispensable d'y recourir. Les nouveaux Ministres ont tous les préjugés en leur faveur. Le Public est disposé à se grossir les fautes des Ministres déplacés , à concevoir toutes les espérances qu'on lui veut donner , & à se saigner , pour ainsi dire , afin qu'on ne puisse pas lui reprocher de les avoir lui-même fait échouer. La Reine eut dû mettre à profit la premiere chaleur , s'ouvrir des voies extraordi-

naires , & frapper les plus grands coups. Personne ne se feroit plaint , si elle avoit seulement rempli une partie de ses brillantes promesses. La guerre , qui se faisoit avec autant de succès que dans les plus heureuses années du Cardinal de Richelieu , satisfaisoit les esprits les plus difficiles : il n'y avoit personne qui osât penser qu'il fût au pouvoir de la Régence de soulager les peuples & de diminuer les subsides donnés sous le regne précédent. Mais la Cour ne montrant plus cette fermeté & cette uniformité des principes , qui faisoient respecter par les Sujets des vues de politique qu'ils ne pénétroient point , on en vint insensiblement dans tous les Ordres de l'Etat à examiner si cette guerre étoit aussi nécessaire que l'avoit fait croire le Cardinal de Richelieu , & s'il n'étoit pas temps d'y mettre fin. On chercha si le successeur du Ministre de Louis XIII ne trouvoit pas quelque'avantage particulier dans sa continuation. On examina l'emploi des deniers publics ; & comme on eut bientôt découvert

la malversation , on se persuada que la levée étoit plus forte que les besoins de l'Etat ne la demandoient , & qu'il falloit en faire cesser le prétexte. Delà les murmures , les mécontentemens , le soulèvement.

Dans ces temps de trouble , un Réformateur osa se faire entendre. Il prit le texte & le ton de ceux d'aujourd'hui , contre les Fermes & les Fermiers , contre l'imposition , la répartition & la perception. Il proposa une révolution totale dans le système des Finances. Il ne s'agissoit pas de moins , que d'abolir les Tailles , les Aides , les Gabelles , enfin tout objet de ferme & de régie , les fermes & la régie elles-mêmes , pour ne conserver que les domaines avec les traites foraines. Les dispositions de toute espece étoient remplacées par une capitation d'un sol par jour sur les riches & les gens d'une fortune médiocre , désignés les uns & les autres sous le nom d'Aisés , & dont le nombre étoit évalué à six millions de têtes. Peut-être qu'au sein de la paix l'idée eût mérité l'attention du Gouver-

nement ; mais au fort d'une crise , elle passa pour folle ; & les conjonctures rendoient la qualification assez juste. La promptitude & la facilité de la perception ne sont jamais plus nécessaires que dans les besoins urgents : mais c'est précisément l'urgence de ce besoin qui fait qu'on ne sauroit alors les établir. On ne peut semer au moment où il faut moissonner. Cependant , Milord , si vous réfléchissez sur une capitation journaliere judicieusement assise , vous trouverez que son idée est infiniment supérieure à tout ce que les spéculatifs d'aujourd'hui ont présenté.

Après la paix conclue à Munster , la guerre qui continuoit avec l'Espagne abandonnée à elle-même n'étoit , pour ainsi dire , qu'un jeu pour un Royaume , dont la Noblesse veut être occupée. Le temps étoit d'autant plus favorable pour libérer le Roi & l'Etat de la plus grande partie de leurs dettes , que leur crédit étant absolument tombé , leur papier étoit à moitié valeur sur la place. Mais ce rabais des billets fut précisément la mine

que le Cardinal imagina de fouiller. Ses Agents achetoient ces effets à leur plus bas prix; & en même temps qu'il avoit forcé l'Épargne à les recevoir pour leur première valeur, il leur faisoit donner la préférence pour le remboursement. C'est à cet usage qu'il employa la meilleure partie des fonds que produisit la première Tontine qui vit parer en France. Elle fut annoncée en 1653, & prit le nom de l'Italien son inventeur qui se nommoit *Tonti*. Elle fut d'un million vingt-cinq mille livres tournois de rente annuelle. Vous avez assez de vos propres réflexions, Milord, pour prononcer sur les Tontines. Je suis d'opinion qu'une fidélité inviolable aux articles de leur établissement en fait la ressource la plus sûre & la moins dangereuse des grands états, pourvu qu'on y mette au plus bas l'intérêt annuel des Capitaux.

Pendant les six dernières années de sa vie, Mazarin fut avide d'argent par habitude. Le goût de la rapine, aussi fort chez lui que la passion d'amasser, le fit se délecter, dans sa plus grande prospérité, de ses basses

manœuvres , qu'il avoit employées avec ménagement & une espèce de pudeur , lorsque sa fortune étoit charcelante. On le voit associé à des Corsaires qui troubloient le Commerce , partager avec eux les brigandages dont les Alliés de la France lui demandoient justice. Il dispoſoit des coffres du Roi en maître absolu ; & se faisoit délivrer des millions , sans en donner ni les ordres , ni les quittances par écrit au Surintendant. A sa mort les levées étoient de quatre-vingt millions ; les frais de perception étoient énormes : les Traitants eux-mêmes voioient bien qu'on sût qu'ils alloient trente pour cent , que le Ministre leur permettoit de lever en sus. La Cour avoit consumé deux années d'avance.

Colbert avoit été l'homme de confiance de Mazarin. Plusieurs Mémoires du temps disent qu'il avoit été son Intendant. Quoi qu'il en soit , la recommandation du Ministre mourant lui donna accès auprès du jeune Roi dont il capta la bienveillance , par les détails qu'il étoit en état de lui donner des prévarications de son de

ant maître & de celles des Ministres
 balternes. Comme il ne faut qu'une
 esure médiocre de génie pour guérir
 ans une société des maux que l'on
 onnoît, & qui ne sont que des abus,
 n'y avoit pas apparence qu'il accu-
 t M. Fouquet, que la mort du
 ardinat laissoit à la tête des Finances,
 e manquer des lumieres suffisantes
 our remettre l'ordre dans ce dépar-
 ment. Aussi n'attaqua-t-il le Surin-
 ndant que sur son faste & son
 mbition qui ne devoient le rendre
 onome attentif, que pour son propre
 térêt, & nullement pour celui du
 oyaume.

Cependant M. Fouquet n'étant plus
 né par un Protecteur, qui étoit un
 an, débuta de maniere à faire
 ncevoir de son administration les
 us brillantes espérances. Ne croyez
 s, Milord, ces Historiens au ton
 gmatique, qui affirment sans preu-
 s que le Surintendant dépensa seize
 illions pour la fête qu'il donna à
 ouis XIV à sa maison de Vaux. Cette
 mme revient à mille quatre cents mille
 res sterling du numéraire actuel,

& aujourd'hui que la dissipation & la folie ont plus que doublé leur moyens, on pourroit hardiment défier le donneur de fêtes le plus industrieux d'en venir à bout dans une, à moins que de jeter l'or par les fenêtres. M. Fouquet remit en une fois aux peuples vingt millions des arrérages de la Taille; & son goût, d'accord avec celui du jeune Roi pour la magnificence, l'empêchant d'entrer dans les arrangements de pure épargne, pensa à ouvrir de nouveaux canaux pour grossir avec l'argent étranger la masse d'argent qui étoit dans le Royaume. On lui doit faire honneur des premières idées du Ministère de France sur la partie la plus lucrative de la Navigation. Colbert eût été bien plus solide, s'il les avoit suivies plus long-temps avant que de prendre l'essor.

La difficulté de former une Marine ne consiste point dans la difficulté d'avoir des Vaisseaux & des Matelots. Cinq ans de travail dans les chantiers de France, & un ordre du Roi suivi à la rigueur pendant ce court espace de temps, suffiroient pour porter la

Marine Royale à son juste degré de puissance. Le point est d'assurer à ces vaisseaux & à ces hommes de mer la continuité de leurs courses & de leur entretien. Soixante mille Matelots ne font point de trop durant la guerre. Mais que feront-ils , de quoi vivront-ils pendant la paix ? Nous prisons principalement nos mines de charbon & notre Commerce de la Jamaïque , pour l'occupation continuelle que l'un & l'autre fournissent à nos gens de mer : & nous avons très-grande raison. Les Hollandois ne font pas consister toute l'importance de leurs pêches dans les gains immenses qu'ils en retirent. Leurs hommes d'Etat y voient l'entretien de dix à douze mille hommes de mer , toujours prêts à servir la République , sans jamais lui être à charge. Ils voient un séminaire inépuisable de Matelots qui se nourrissent à leurs propres dépens , un atelier où ces hommes nécessaires à l'Etat travaillent pour leur compte , & se tiennent en haleine dans un métier qui , pour être bien exercé , ne veut point d'interruption dans son exercice.

M. Fouquet parut saisir ce point essentiel. En mettant l'impôt de cinquante sols par tonneau sur les étrangers pour le fret, il donna tout l'avantage aux François pour le cabotage dans tous les Ports du Royaume. C'étoit une pierre d'attente pour un règlement de l'espece de notre Acte de Navigation, auquel nous sommes redevables de notre supériorité. M. Fouquet encouragea les traites aux Colonies déjà formées en Afrique & en Amérique, il fut le protecteur des Arts & des Sciences, il encouragea tous les talents; enfin il s'annonça, ce me semble, pour un Ministre rempli de grandes idées, & capable de contribuer avec succès à rendre aussi beau que brillant le regne du Roi son Maître. Mais il ne fut pas assez longtemps en place, pour que l'on puisse juger s'il avoit formé un système.

Colbert qu'il lui succéda se délivra par une prudente modestie, des plus grands embarras de son poste. Titré simplement Contrôleur - Général de Finances, & ayant l'oreille du Roi il put entreprendre les plus grandes choses

choses, sans autre inquiétude sur le succès, que celle d'un Courtisan qui rapporte tout au desir de plaire à son Prince. La France seroit parvenue au plus haut degré de l'opulence la plus durable, si Colbert eût été homme d'Etat & de réflexion comme le Duc du Sully. Il se rendit d'abord agréable au peuple, en diminuant les impôts de six millions, en faisant supprimer grand nombre des Offices les plus ruineux pour l'Etat, en réduisant celui des Exempts & des Privilégiés qui rejettoient sur le peuple les charges les moins susceptibles d'immunité, en faisant établir une Chambre de Justice pour la recherche des Traitants & Financiers. Cette opération qui est toujours dangereuse, rarement bien soutenue, & plus rarement encore conduite sans injustice & sans partialité, pouvoit être dirigée par Colbert de maniere à n'avoir aucun de ses inconvénients ordinaires. En faisant les affaires du Cardinal, qui avoit été en communauté d'intérêts avec les Traitants, il avoit pu connoître la route de chacun vers l'opulence, &

les irrégularités de sa marche. Il pouvoit taxer au juste la restitution qu'ils devoient à l'Etat & celle qu'ils étoient capables de supporter. C'étoient là des avantages réels, sur lesquels il avoit compté avec quelque raison; mais l'opération avoit ses inconvénients dont il fut étonné, & qui le déconcertèrent, parce que sa pénétration n'avoit pas été jusqu'à les deviner. Ayant cru n'avoir affaire qu'avec les Financiers, il ne fut plus où il en étoit, quand il vit leur embarras devenir le sujet de l'inquiétude publique & d'une alarme générale. L'intérêt que le public *Aisé* prenoit à leur fortune lui fit croire que tout l'argent du Royaume étoit entre leurs mains : il estima impossible de faire le déplacement entier; & vu cette impossibilité faussement présumée de se passer entièrement des Traitants, il imagina que l'Etat devoit les rappeler à leur ancienne confiance en lui, en leur rendant toute la sienne.

M Colbert perdit de vue dès ce moment tout principe de la bonne & sage administration, applicable aux conjonctures.

L'argent étant à ses yeux l'unique richesse , il prit pour l'instrument de la création , l'instrument de la circulation. Son expérience composoit toutes ses études , & il n'en avoit que sur de petits détails. En grossissant ces derniers , il crut s'élever au travail en grand ; il crut qu'il sortoit de sa sphere en l'élargissant , il prit pour des coups & des efforts de génie tous les pas qu'il fit hors de la seule route qu'il connût : enfin ses préjugés furent ses principes. Il négligea l'Agriculture , il la découragea même , en gênant sa liberté dans le Commerce de ses productions. Le travail des fabriques lui parut le meilleur , & même l'unique moyen pour attirer l'argent étranger : il étoit Marchand. Il vit dans les ateliers & les boutiques tout le commerce intérieur du Royaume , & dans les Artisans tout le peuple de la France , qu'il s'imagina mettre dans tout le bien-être possible , en tenant les grains & le pain à bas prix. Il crut porter les Arts à leur perfection , en leur procurant surabondance d'hommes. Bientôt le mal se fit sentir par la

diminution du produit des Tailles. Mais Colbert en méconnut la véritable cause , & sur une façon de raisonner tout-à-fait étrange , il l'attribua au trop grand nombre des Exempts & Privilégiés. Il étoit naturel que les anciens possesseurs d'immunités empêchassent la recette de grossir , mais il n'étoit pas possible qu'ils la fissent baisser. Cette perte de substance indiquoit une nouvelle maladie. Pendant vingtans que M. Colbert fut à la tête des Finances , le Roi n'eut qu'environ huit années de guerre. Les Armées furent toujours victorieuses , & elles ne s'éloignèrent de la frontière , que pendant une campagne. Cependant la masse d'argent n'augmenta pas dans le Royaume en proportion avec l'accroissement que recevoit des Indes Orientales & Occidentales la masse universelle de l'Europe. Comment accorder cela avec le Commerce immense , dont on fait honneur à ce Ministre ? On prétend que Colbert étoit seul capable de conserver son ouvrage ; & on attribue à la perte que la France fit de cet homme illustre

la décadence du Commerce & de la Marine , le dérangement dans les Finances. Je ne connois guere de réputationis plus gratuites. Seroit-ce donc une preuve de la bonté de son systême , qu'il ne pût être maintenu que par son Inventeur ?

Il seroit aisé de démontrer que tout ce que les talents de Colbert pouvoient opérer , c'étoit tout au plus de prolonger l'illusion. Faute de fondements cimentés avec patience & discernement , l'édifice auroit croulé même sous ses yeux , comme il s'écroula malgré les soins de ses successeurs. M. Phélypeaux , Ministre de la Marine après Seignelay fils de Colbert , jouissoit auprès du Roi d'une assez grande faveur , pour balancer Louvois dans son esprit , & obtenir de lui le maintien de son département dans son éclat primitif : son pere étoit Chancelier , ou Contrôleur-Général des Finances , & dans les deux emplois il pouvoit faire respecter son opinion dans les Conseils. Mais les gains de la Marine marchande n'avoient jamais compensé les dépenses de la Marine

royale , & cette dernière étoit ruineuse. Les deux Marines n'avoient pas marché à pas égaux. Je dirois volontiers que ce fut une Armée conduite trop rapidement par un Général qui laissa bien loin derrière lui ses subsistances , & qui devoit , bon gré malgré , reculer pour se rapprocher d'elles.

Colbert acquitta pendant vingt ans une moitié , ou à-peu-près , des dettes que le Ministère si décrié de Mazarin avoit laissées ; mais il ne les éteignit point à la satisfaction des Créanciers de l'Etat. Des virements & revirements de parties diminuerent les Capitaux , réduisirent les intérêts. Les aliénations furent retraites , moitié par autorité , moitié par subtilité de calcul. La plupart de ces opérations attaquèrent les anciennes ressources des Rois pour les temps de détresse , en rendant leurs engagements sujets à révision , à explication. Quelques anciens impôts furent ôtés , mais ce fut pour leur en substituer de nouveaux. M. Colbert ne connut point les fonds perpétuels d'amortissement que la France a dans son sein ; les idées simples échappent

aux génies ardents. Les expédients auxquels il eut recours n'eurent de nouveau que le nom, avec un raffinement d'Arithmétique. Lui-même, en 1682, si l'on en croit un Compilateur plus laborieux que méthodique, ne portoit qu'à quatre-vingt-dix millions tournois les revenus annuels de l'Etat, qu'il avoit réduits à quatre-vingt-quatre lors de son entrée dans le Ministère en 1661. Les affaires extraordinaires ne promettoient que vingt-cinq millions en sus. Le total de la recette n'alloit qu'à cent quinze ou cent vingt millions; & la dépense de l'an ée monta à cent quatre-vingt-dix. De plus le Roi avoit pris & consumé quinze millions sur l'année 1683.

Avec l'appui de l'autorité Royale, alors toute-puissante, Colbert changea les goûts & les mœurs de toute la Nation. J'aime à entendre l'illustre Voltaire le louer avec enthousiasme : l'éloge est d'un amateur des arts; mais le Politique reprochera toujours à ce Ministre d'avoir porté d'abord à l'excès le luxe & le faste dans une Nation pauvre, chez qui ces vices ne devoient

s'introduire qu'à la suite d'une longue opulence. Il n'assignera de mérite à son administration que celui de la nouveauté. Dans les temps même les plus malheureux, la France attira chez elle l'argent étranger par la vente de ses productions. Les fabriques étoient nées chez elle en même temps que la connoissance des usages de leurs matieres qu'elle avoit dans son sein. C'étoit sur la multiplication & la perfection de ces fabriques nationales qu'un Ministre judicieux auroit porté sa principale attention. Colbert a enlevé à Venise ses glaces; il a partagé avec Gênes les velours & les étoffes de soie : il auroit été bien plus avantageux à la France, qu'il eût recueilli toutes les draperies des Pays-bas, qu'il nous eût ôté la hardiesse de disputer avec elle sur ces fabriques, dont elle est obligée de nous céder depuis longtemps la supériorité.

Vous admettez, Milord, avec les amateurs des Arts, que le luxe est le caractère d'un Etat riche & puissant; en vous réservant seulement d'entendre à votre maniere la puissance d'un Etat

abymé dans le luxe ; mais vous trouverez que ce luxe doit être mesuré sur les matieres que le pays lui fournit , ou lui peut fournir. Autrement , il est une dissipation ruineuse ; & le grand Etat en essuie tous les inconvénients comme le petit. La Grande-Bretagne , que son opulence , soit réelle , soit factice , tient dans une si grande élévation , a encore dans son luxe des réserves & des restrictions , qu'elle ne méprisera point sans qu'il lui en arrive mal. Elle n'a donné dans ce commerce immense , qu'on admire & qu'on envie , qu'après avoir assuré l'aisance domestique , & porté le commerce intérieur à son plus haut point. C'est delà qu'elle peut se promettre une plus longue durée de sa grandeur. Elle mit d'abord dans son négoce ses propres productions ; & elle amassa pendant près de cent ans les richesses intérieures qu'elle a commencé avec le siecle de faire valoir chez l'étranger. Ses campagnes non moins peuplées que ses villes , & toujours cultivées de mieux en mieux , n'ont donné aux fabriques & à la navigation que les hommes pour qui

elles n'avoient point de travail. Ses grandes manufactures ont pris leurs matieres dans les trois Royaumes; & c'est par des échanges tirés de son sol qu'elle s'est procuré l'or & l'argent qu'elle a envoyé dans les Indes Orientales. Si, malgré la solidité de cette base, notre chere patrie ne soutient qu'à force d'art & d'industrie sa grande élévation, qu'eût-ce été si elle avoit pris sous le regne de Charles II, le vol qu'elle a maintenant ? Sa grandeur eût été un météore, dont la disparition eût jeté les générations suivantes dans l'obscurité. On compareroit assez juste le goût du Commerce dans un Ministre, au goût d'un Savant pour la Mathématique. Tous deux ne s'y livrent pas long temps, sans en venir à mépriser le principes pratiques qui sont la partie utile de l'une & l'autre science. Ils outrent leurs spéculations, & se jettent dans l'infini, d'où ils ne souffrent plus qu'on les ramene au réel. Colber auroit été plus qu'un homme célèbre si un chef tel que Sully l'avoit eu sous ses ordres. Ce Surintendant, d'une économie également vaste & attentive

lui auroit fourni les premiers fonds pour son département, en l'avertissant que de-là en avant il devoit trouver dans le Commerce lui-même de quoi accroître le Commerce & le soutenir dans ses accroissements. Colbert étant maître des finances confondit toutes les caisses, & n'apperçut pas, ou feignit de ne pas appercevoir, que c'étoit aux dépens du commerce naturel, qu'il faisoit fleurir le commerce artificiel.

Avec plus de justesse & d'exactitude dans ses combinaisons, Colbert n'auroit point pensé à rendre la France l'émule & la rivale de la République de Hollande. Un petit Etat peut se livrer au Commerce sans se prescrire aucunes bornes, parce que n'étant, pour ainsi dire, qu'un point sur le globe, il ne sauroit jamais embrasser tout le globe, & fournir lui seul à la traite sur toutes les lignes de la circonférence. Toujours après ses plus grands efforts & ses plus grands succès il lui reste des objets nouveaux. Ses entreprises ne sont grandes, que par comparaison avec sa petitesse, son opulence est de même nature : & il devient un

objet d'envie & de jalousie pour les autres Etats, sans devenir nécessairement pour eux un objet de haine. Voilà, Milord quel fut le principal radical du vaste commerce des Phéniciens, des Vénitiens des Génois, & des Portugais : c'est celui de l'opulence des Hollandois. Aucune des grandes Puissances n'a pris ombrage de l'avidité & du bonheur de ces petits Etats ; parce que chacune sentant qu'en dirigeant ses vues de ce côté, elle y feroit de plus grands efforts, & y auroit de plus brillant succès, elle regarda leur prospérité comme une juste récompense d'un travail & d'une industrie qu'elle leur abandonnoit. Tyr, Venise, & la Hollande auroient probablement trouvé toujours les grandes Puissances dans ces dispositions, si leurs richesses ne leur avoient pas enhardies à disputer de force avec les Etats qu'elles surpassoient en richesse, si elles n'avoient pas osé lutter contre eux, & faire obstacle à leur dessein. Pour châtier l'Etat ambitieux, on se déclara contre l'Etat commerçant. Carthage, l'Angleterre & la France, étoient destinées par leur

puissance intérieure à essuyer dès leur premier essor, la fortune que les petits Etats n'ont éprouvée qu'après être arrivés à leur apogée. Chacune de ces Puissances, en se donnant principalement au Commerce, auroit annoncé qu'elle vouloit l'envahir tout entier : parce que son peuple nombreux & l'étendue de ses domaines lui en donnoient le pouvoir. Il est dans la nature & dans l'ordre qu'il y ait ligue contre elles, & conséquemment qu'à mesure qu'elles augmentent en richesse, elles approchent de leur chute. L'habileté de notre Roi Guillaume à faire prendre à toute l'Europe l'alarme sur la France a mené cette couronne avant nous vers le terme inévitable. Il faudra que nous ayions notre tour, & que la Grande-Bretagne y vienne, aussi-tôt que la France aura un aboyeur aussi bien organisé pour cette fonction politique, que le fut notre Guillaume III. Mettons que le commerce de l'Univers entier ne soit pas trop petit pour dix millions d'Anglois des deux mondes, à qui on le donneroit pour unique objet de leur travail & de leur industrie : il n'en sera pas moins

certain qu'il ne pourra se conserver que comme une conquête, & par la force des armes. Or, y a-t-il rien de plus absurde que d'imaginer qu'une Monarchie exposée à des regnes foibles ou nébuleux, à des minorités, à des Régences, luttera éternellement avec avantage contre toute l'Europe, conjurée pour son abaissement ? N'en doutons point, Milord, il faudra que la Grande-Bretagne rabatte de son vol. L'Europe nous fera rentrer dans la balance du commerce comme elle a fait rentrer la France dans la balance du pouvoir : l'habileté de nos hommes d'Etat s'immortalisera, en nous ménageant une descente qui ne soit pas une chute, en nous faisant ressembler plus à la Hollande qu'à Carthage & à Venise. Les grands Etats de l'Europe doivent imiter les Chinois, si injustement ravalés par le Lord Anson, qui ne les a vus que de son Bord, & à travers ses préjugés. Ils doivent considérer chacune de leurs Provinces comme un pays étranger pour chacune des autres, & considérer leur commerce respectif comme le seul commerce qui n'a point de bornes,

& dont l'immensité est absolument exempte de tout danger. Je ne veux point juger des intentions du célèbre Colbert : je l'examine seulement sur ses talents & sa capacité ; & j'ose assurer qu'il ne fut un grand homme que pour les Lettrés & les Artistes, à-peu-près par la même raison que les anciens Princes, fondateurs de Monastères sont des Saints pour les Moines.

M. le Pelletier, successeur de Colbert au département des Finances, ne vit rien au delà de ce qu'il avoit apperçu. Le nécessaire manquoit, comme il manque encore aujourd'hui, aux habitants de plusieurs Provinces ; tandis que ceux de plusieurs autres regorgeoient du superflu. Le vrai Ministre auroit saisi que l'ouvrage le plus digne du Roi son maître & de sa propre application, étoit de corriger cette inégalité de condition que l'inégalité du sol met entre les divers peuples qui composent le Royaume de France. Il auroit redressé cette partialité de la nature, en ouvrant des canaux de circulation intérieure. Il auroit fait participer tous les membres de la Nation

à l'embonpoint de quelques-uns , & prouvé heureusement à tous les peuples de la France qu'ils sont enfans d'une même famille , & tous également chers au pere commun.

Les guerres que Louis XIV s'attira depuis 1688 jusqu'en 1714, réduisirent la science des Ministres , successeurs de Colbert à la fertilité des expédients. Ils n'offrent à l'observateur que le plus ou le moins de talent de ces financiers du Roi , pour appauvrir les peuples , & épuiser le Royaume. M. Desmarets, qui représenta dans les dernières années de cette terrible crise , mérita par cet esprit de ressource l'indulgence du Public & il osa prétendre à sa reconnoissance. Dans le Mémoire qu'il présenta au Duc Régent , il assura que depuis 1703 jusqu'en 1715 il n'avoit introduit que pour 8 à 9 millions tournois de papier en sus de l'ancien. C'étoit un Avocat qui offroit sa cause sous le jour le plus favorable. Il n'étoit pas obligé de dire qu'il avoit décrédité les anciens papiers , avant que de les retirer ; & qu'il leur en avoit substitué d'autres pour le montant de leur première valeur. Il

tut pareillement qu'il avoit fait pour quatorze cents millions d'affaires extraordinaires : & qu'il avoit porté à son comble l'influence des Partisans & le crédit du Roi. Pendant les trente premières années qui ont suivi la mort de Mr. Colbert , les Traitants & Fermiers gagnerent sur l'Etat & le peuple environ deux milliards & cent cinquante millions. Le crédit Royal étoit tellement usé en 1715 , que Louis XIV donna pour vingt-huit millions de ses meilleurs papiers & billets , afin d'en recevoir huit en effets de valeur. Je réserve pour l'ordinaire prochain ma troisième époque. Vous verrez , Milord , si les finances Françaises se sont tellement améliorées depuis cinquante ans , que la Monarchie se puisse mesurer avec la Grande - Bretagne sur la proportion ancienne de trois à un. Je suis , &c.





L E T T R E_ XXVI.

Au même.

Suite du même sujet. Estimation fort incertaine de la dette actuelle de la France. Le système du papier sous la Régence bouleversa tout en France & tomba au bout de quelques mois. Il enrichit & soutient l'Angleterre depuis plus de cinquante ans. Raïsons de cette différence. Examen du Cardinal de Fleuri. Erreur du Testament d'Alberoni relevée & redressée. Que l'Economie est bien différente de l'épargne. Suppression de l'Etat de premier Ministre par le Cardinal Fleuri abusive. Que la dépense de la Cour importe au bien-être du peuple. Trait du Marmiton de Louis XI. Le Président Hénault censuré dans son jugement sur le Cardinal de Richelieu. L'administration d'économie.

*convient admirablement à la France,
& suffit pour l'enrichir. L'épargne
ne peut que lui être nuisible.*

MILORD,

LA dette actuelle de la France est
estimée à environ deux milliards tour-
nois, ou cent millions de liv. sterling,
le Royaume s'est accru de la Lor-
raine, dont le revenu porté dans les
premières années à seize millions par
l'Intendant trop avide, peut être
constamment de huit, sans fouler la
province. Vous savez les clameurs &
les lamentations que cette dette excite,
depuis que les grandes Compagnies se
sont avisées de réfléchir sur elle. Elle est
pendant moins forte d'un tiers que
celle que Louis XIV laissa à sa mort.
Cette dernière fut abandonnée aux
maîns du Gouvernement comme un
objet qui étoit exclusivement de son
soin; & le Duc Régent ne fut point
importuné de remontrances & d'avis,
sur le temps & la manière de l'acquitter.
Ce Prince avoit bien assez de hardiesse
pour porter en compte aux Créanciers

de l'Etat, & en déduction du Capital l'usure qu'ils avoient exigée & perçue. Mais cette opération, qui auroit pu être réduite la dette à moins de moitié, demandoit que le remboursement de la dette reconnue pour réel fût assuré; & le vuide des coffres castrivant l'imagination de Messieurs le Conseil, aucun ne parut avoir idée de ce fonds d'amortissement échappé à Colbert, & ignoré encore à présent. Après bien des mouvements, on n'étoient qu'une agitation vuide d'utilité, le Duc n'avoit guere d'autre parti à prendre que celui de déclarer la faillite, lorsque l'Ecossois Law présenta son Systême.

Cet homme fameux dupa la France & ne trompa point le Duc Régent qui ne prétendit se servir de lui que pour libérer l'Etat de ses dettes, aux dépens de qui il écherroit. Ce Systême si différent est précisément le même que nous suivons depuis environ cinquante ans & auquel nous sommes redevables de notre grandeur. Le génie différent des deux Peuples, & la situation différente des deux Etats, fournissent la rai

ffisante de la différence dans la pro-
 ession des opérations , & dans la
 urée du Systême lui-même. Chez l'une
 l'autre Nation , le crédit a été porté
 eaucoup au delà des ressources & des
 retés ; mais chez nous il s'est étendu
 ec lenteur , conséquemment avec
 dre , & en France son accroissement
 t sans proportion avec le temps. Le
 pier chez nous n'a point de varia-
 ons , ou s'il en a quelques-unes ,
 es sont périodiques , momenta-
 es , & imperceptibles. Nous avons
 conserver sa première valeur , &
 conserver au pair avec l'argent.
 la n'est pas sans de grands inconvé-
 ents ; mais nous avons évité le plus
 and , qui est de porter atteinte à la
 nfiance. Chez les François , les billets
 Law furent portés en peu de mois
 une valeur immense au dessus de
 lle qui leur avoit été d'abord assi-
 ée. Ils furent en leur plus grande
 cendance comme 60 à un. La chute
 oit inévitable. La vivacité du Fran-
 ois , & sa position dans un continent
 ses relations sont continuelles &
 écessaires avec les Etrangers , firent

déco'vrir promptement l'insuffisance des ressources & des sûretés; & pour hâter la catastrophe, il vint un pacotille de billets contrefaits. Dans notre Isle, l'étranger n'a pu traverser l'établissement de notre papier-monnaie, pour notre commerce intérieur. Accoutumés à considérer la Nation comme un corps permanent & indépendant, nous l'avons d'autant plus volontiers acceptée pour caution, que nous n'avions pas une idée nette de la garantie des facultés du garant. En France; au contraire, on connoissoit le Roi l'Etat; déjà on les connoissoit pour insolubles; & quel que puisse être le patriotisme dans une Monarchie, est toujours subordonné à l'intérêt particulier. Law fit illusion, mais ne la fit pas longue, sur les fonds qu'il assignoit pour hypothèque. Lorsque François comprit que c'étoit un fonds imaginaire, & que les Créanciers du Roi n'exécuteroient pas Sa Majesté pour la forcer au paiement. Les Cédulaires revenus de leur premier éblouissement redemanderent leur argent. I

Banque bientôt à sec ferma ses compo-
 oirs : ni le Banquier , ni le Créancier
 de la Banque ne réclamèrent l'hypo-
 theque , ne prirent recours sur la cau-
 sion. Pour donner quelque solidité au
 système de l'Ecoffois , il auroit fallu
 réduire les François à la condition que
 Moïse fit aux Egyptiens , & soumettre
 le Roi qui eût été alors propriétaire de
 tous les biens de son Royaume , aux
 arrêts de saisie , d'adjudication & de
 vente , en faveur des porteurs de ses
 billets.

On croit communément que, malgré
 les grandes dissipations d'argent que
 la guerre avoit causées , il y avoit en
 France , lors du Système , environ un
 milliard dans la circulation , l'argent
 valoit cinquante francs le marc. Le papier
 remua & déplaca presque tout cet
 argent , & y ajouta quatre milliards ,
 ou environ , de sa monnoie. La chute
 du système ayant été précipitée , le Duc
 d'Orléans n'en tira pas tout l'avantage
 qu'il s'étoit promis pour l'extinction
 des dettes de l'Etat. Cependant le Roi
 fut libéré des Créanciers les plus oné-
 reux , & il auroit gagné en outre cinq

à six cents millions, si on avoit pu empêcher les Etrangers de réaliser avant les François. Les derniers Edits en faveur de la Banque ayant obligé les Particuliers prudents à cacher leur argent, il n'a guere été possible d'évaluer au juste la soustraction qui résulta du système dans la masse de circulation. En suivant l'opinion assez probable de ceux qui font la part à-peu-près égale entre les Etrangers qui réalisèrent au fort de la crise, & ceux qui firent la premiere vente des billets contrefaits en Hollande, on portera la perte du Royaume au quart ou environ, de ses especes.

Le Duc Régent ne vécut pas assez pour regagner la confiance publique & il étoit trop inappliqué pour se donner comme il convient aux détails importants d'économie, qui devoient l'unique remede au mal. Le Duc de Bourbon, qui prit après lui les rênes du Gouvernement sous le jeune Roi, avoit le malheur d'unir l'inexpérience, dans laquelle Louis XIV avoit nourri les Princes du sang Royal, une complaisance sans borne pou

our les personnes à qui il donnoit
 quelque pouvoir sur son esprit ; &
 es personnes n'étoient rien moins que
 apables & affect.onnées. Il fut rem-
 lacé par le Cardinal de Fleuri, homme
 'un caractère pacifique , & d'un tour
 'esprit décidé pour l'administration
 e détail. Il est peint d'un pinceau bien
 ardi , mais peu exact , dans le Testa-
 ment Politique d'Alberoni. Tout le
 monde convient avec l'auteur du faux
 testament qu'il en est du Corps poli-
 que ainsi que du Corps naturel ,
 à une grande perte de substance ne
 uroit se réparer par le régime. Il étoit
 orti de France des sommes immenses
 e la guerre avoit portées en Espagne ,
 a Italie, en Allemagne. L'anéantisse-
 ent de la Marine avoit réduit à fort
 eu de chose la part des François
 ux richesses qui passent annuellement
 Amérique en Europe. Le Commerce
 étoit affoibli , le luxe & le faste
 étoient débordés sur toutes les condi-
 ons , les impôts avoient toujours aug-
 enté : l'épuisement étoit réel ; on ne
 nicanne point sur ces faits ; mais il n'en
 sulte point que le Cardinal de Fleuri

ne pouvoit rendre à la France son embonpoint, à moins que d'ouvrir des sources étrangères qui lui donnassent autant qu'elle avoit perdu, ou d'élargir les canaux par où tant d'or & d'argent égaré pouvoit revenir. Bien-loin de reprocher à ce Ministre d'avoir fixé toutes ses vues sur l'administration intérieure, & de n'avoir cherché que dans l'économie les moyens d'enrichir le Roi, l'Etat & les peuples, on le combleroit des plus justes éloges, si on pouvoit lui faire honneur d'un pareil plan. La restauration de la Marine Royale n'étoit point praticable; & les brillantes entreprises, en fait de grand commerce, auroient été d'héroïques folies, de l'espece de celle d'Alberoni lorsqu'il osa mettre l'Espagne affoiblie, épuisée, dans le cas d'avoir en même temps à tenir contre l'Empereur, la France & la Grande-Bretagne. La chute de la Compagnie du Mississipi avoit rebuté les François de mettre à *la grosse aventure*; & ils se seroient refusés aux plus séduisantes espérances qui n'auroient pu se réaliser qu'à l'aide d'une avance des premiers fonds. Lors-

que les choses ne sortent point de l'ordinaire , un homme de génie est bien capable de faire naître les circonstances ; autrement il est obligé de se plier & de s'accommoder à elles. Ce n'étoit pas une petite affaire de remettre tous les Ordres de l'Etat du bouleversement causé par le système. L'établissement des Indes Orientales , à qui la couardise , l'ignorance , & notre bonne fortune ont fait essuyer en cette guerre une si grande secousse , peut être regardé comme l'ouvrage du Cardinal de Fleuri. Il fut porté sous son ministère à un point incroyable de force & d'opulence. On ne sauroit imputer à cette Eminence le rappel de Mr. Dupleix , & le choix des mal-habiles gens qui ont remplacé cet homme de génie & de capacité. Mais ni les accroissements de Pondichéri , ni l'acquisition de la Lorraine , si inutilement souhaitée par Louis XIII & Louis XIV , n'empêchent le Cardinal de Fleuri d'être confondu dans la foule des Ministres moins que médiocres , parce qu'il connut l'épargne , & qu'il n'eut aucune idée de l'économie. L'économie de

l'homme d'Etat n'est rien autre chose que l'art d'embrasser les détails de l'administration intérieure, l'art de découvrir & de mettre à profit les ressources & les richesses domestiques. L'épargne est l'opposé de cette savante économie. Elle étrange, elle étouffe, pour ainsi dire, le puissant Etat où elle est adoptée par le Souverain. Le Cardinal de Fleuri, dépositaire de toute l'autorité Royale, laissa tomber absolument la Marine, découragea la Noblesse & les Négociants, accrut la misère du peuple. Ce ne sont point là des suites possibles de l'économie. Rempli de cette vertu de l'homme d'Etat, il auroit fait cesser la levée des milices rurales, qui dépeuploient les campagnes déjà en disette d'hommes, & faisoient accourir les payfans dans les villes où l'on regorgeoit de petit peuple. Je vous priverois, Milord, de la satisfaction de spéculer sur l'économie politique, si je vous donnois plus au long ce qu'elle recommandoit au premier Ministre de France, & ce qu'il fit d'absolument contraire à ses maximes. Je dirai seulement avec le Testateur d'Al-

beroni , qu'il corrigea quelques abus , qu'il pourvut à quelques inconvénients ; & que par une attention extraordinaire à de très-petites choses , il procura des gains considérables aux coffres de l'épargne ; mais qu'en descendant à ces menus objets , il manqua de saisir ceux qui étoient de la plus grande importance ; & qu'il ne fit rien pour le bien-être de la Nation , rien pour l'avantage de l'Etat. Figurez-vous une vieille qui berce l'enfant tourmenté d'insomnie.

Le Cardinal de Fleuri fit supprimer l'état de premier Ministre , quoiqu'il en conservât le titre , le rang , & l'autorité. Cela signifie , Milord , qu'il fit rayer de dessus les Registres les pensions & appointements attachés à cette première dignité. Vous ne verrez là que l'apparence de l'épargne , & son ombre vuide de toute réalité ; puisque Son Eminence étoit maîtresse de puiser à discrétion dans les coffres du Roi , & de mesurer ses dépenses selon qu'elle le jugeoit convenable , sans égard pour ce qui lui étoit alloué par Sa Majesté. Ce raffinement de petite politique populaire pourroit peut-être

servir de quelque chose chez nous à un Favori qui seroit en butte à la censure , & au mécontentement du peuple Anglois. Mais dans un Royaume aussi purement monarchique que la France , où d'ailleurs la dépense du Prince & de ceux qui sont spécialement attachés à son service , est un canal de communication absolument nécessaire entre lui & son peuple , où le faste & le luxe bien entendus , dans l'excès même où la dignité de la Couronne & l'illusion de la représentation les peuvent porter , sont des encouragements pour le commerce intérieur, l'épargne du Cardinal de Fleuri , en la supposant quelque chose de réel , ne faisoit que des obstructions.

Le Garçon que Louis XI rencontra dans sa cuisine pensoit à cet égard , aussi juste que le plus habile politique. Combien gagnes-tu , lui demanda le Monarque qu'il ne connoissoit pas ? Autant que le Roi , répondit-il brusquement : je gagne mes dépens , & le Roi ne gagne pas au-delà des siens. Le Duc de Sully n'invitoit le Roi son maître à thésauriser , qu'avec le dessein

bien formé de diminuer les impôts en proportion de ce que ses épargnes auroient dérobé à la circulation. Un Historien François (*) plus versé dans la Jurisprudence que dans la Politique, dit du Cardinal de Richelieu, que l'Etat profita à sa mort de quatre millions qu'il dépensoit annuellement pour l'entretien de sa maison ; mais qu'il perdit un grand Ministre. N'en déplaise au Président Hénault, Il n'y a point là de compensation. L'Etat est la Nation ; & les quatre millions qui ne s'employoient pas en dentelles de Flandres, en pelisses de Russie, en porcelaines de Saxe & du Japon, en clincaillerie Angloise, en curiosités Italiennes, s'éparpilloient dans la Nation. Il n'y a de réel que la perte qu'elle faisoit d'un grand homme.

Le temps le plus florissant du regne de Louis XIV a été celui où sa Cour étoit la plus brillante, & son entretien le plus dispendieux. Le faste, la magnificence, le luxe du Monarque, n'ont été nuisibles, que parce que la contagion

(*) Le Président Hénault, au Regne de Louis XIII.

en a passé du Courtisan à toutes les conditions : ce qui a multiplié le nombre & les especes des besoins d'un chacun dans toutes les classes du peuple. Lorsque Louis XIV eut reçu de la Marquise de Maintenon le goût de la vie retirée , il fut réduit à de gros emprunts , & à de grandes nécessités. Je ne dis pas qu'en continuant sur le pied de ses vingt premières années, il eût évité ce terme ordinaire des Princes magnifiques; mais j'ai lieu de penser qu'il y seroit venu plus tard , & qu'il y auroit été porté moins rudement. La vie bourgeoise du Monarque jeta sur la Capitale une léthargie , qui se communiqua de proche en proche dans les Provinces les plus reculées. Les bourses se fermerent , parce que les coffres du Roi , semblables à la caverne du lion , ne laissoient voir que des traces d'entrée. Quand le Dauphin , fils de Louis XIV , puisoit (*) au Trésor Royal sur ses

(*) On lit quelque part qu'un jour le Prince de Conti ayant perdu mille pistoles au jeu sur sa parole , pria M. le Dauphin , fils de Louis XIV , de les lui prêter , & que l'héritier présomptif de la Couronne ayant demandé la somme à Mr. Colbert , ce Ministre répondit qu'il ne pouvoit pas la donner à Monseigneur , avant que d'en parler au Roi ; que le Marquis de Louvois promp-

Ordonnances , La France étoit plus riche qu'au temps où les Fils de France, Oncle & Père de Louis XV, étoient bornés à (*) trente louis d'or, par semaine ou par mois, pour leurs menus plaisirs.

Il n'est point d'Etat en Europe où l'administration d'économie soit plus nécessaire, & promette de plus grands succès, qu'en France. Le Cardinal de Fleuri qui eut quelquefois le bonheur de l'effleurer par hazard, en fit assez pour arrêter l'Etat qui alloit grand train vers sa décadence. En 1738 le Royaume étoit dans cette douce langueur où un grand homme d'Etat & de Finance le pouvoit souhaiter, pour entreprendre sur lui les plus grandes opérations. La Marine marchande fleurissoit d'elle-même, & étoit capable de nourrir la Marine royale telle qu'elle

tement informé du fait, porta sur le champ 2000 pistoles au Dauphin, en le priant de lui faire désormais l'honneur de le préférer aux autres Ministres du Roi sur ces bagatelles : que le Roi n'approuva point le refus de Colbert, & voulut que les ordonnances du Prince fussent dorénavant reçues au Trésor Royal comme les siennes.

(*) On trouve, je crois, l'un & l'autre fait dans les Lettres de Madame du Noyer. L'autorité est bien suspecte.

lui pouvoit suffire pour son support. Mais cette dernière étoit absolument anéantie ; & dans la perspective d'une guerre avec la Grande-Bretagne, on sembla n'en vouloir rétablir qu'autant que nous en pouvions détruire sans grand effort. La guerre de Bohême pouvoit s'appeller l'avant-goût & l'échantillon de celle de Hesse & de Hanovre : vous examinerez, Milord , si cette dernière a été conduite mieux que l'autre ; & si les Parlements tirent juste, quand ils attribuent entièrement à la dissipation le désordre des Finances. Je suis, &c.





L E T T R E X X V I I .

A l'Evêque de R. Pair d'Angleterre.

*bandon des Jésuites. Grosses pensions
secretes payées en Europe par le
Général de la Compagnie. L'Ar-
chevêque de Paris est leur protecteur
déclaré, & pourquoi. Particulari-
tés curieuses du génie, du caractère,
& de la fortune de ce Prélat. Son
Horoscope.*

MILORD,

Tous ne devez point douter que ce
en soit fait des Jésuites en France com-
e des Templiers. Seulement, leur dé-
pouille se partagera plus honorable-
ment, j'entends leur dépouille prenable,
r le prudent Général a eu, dit-on,
habileté de faire passer à Rome toutes les
misses. La défunte Compagnie de Jesus
a plus pour soi que quelques pres-
biteres affamés, que protegent sourdes;

ment des Prélats imbécilles, aux dépens desquels l'Archevêque de Paris se promet de conquérir un Chapeau de Cardinal. Vous serez plus surpris encore de cet abandon général, quand vous saurez que le Cardinal Passionei ennemi déclaré des Jésuites jusqu'à la mort, se faisoit fort de prouver, papier sur table, que le Révérendissime Général fait pour un million de livres sterling de pensions secrètes en Europe.

Je ne suis pas encore en état de vous donner sur le génie & le caractère du remuant Archevêque de la Capitale les informations que vous m demandez. Le peuple le dit pieux les honnêtes gens le croient dévot les raisonneurs prétendent qu'il fait fleche du bois qui lui paroît le meilleur pour le moment. Ils assurent qu'ainsi qu'un Sauvage d'Amérique à qui on met en main un fusil & un sabre, laisse là son arc & son casse-tête, il mettroit bien vîte à quartier l'attirail de la dévotion qui n'est plus l'amufette que des Moines & des Sots, s'il parvenoit à une place qui le donnât en spectacle à l'Europe

entiere : s'il y porte ses vues sans avoir cette métamorphose en réserve, il feroit le pendant du ridicule Evêque de Beauvais, dont la Reine mere de Louis XIV fut tentée de faire son premier Ministre, & qui pour sa premiere opération politique fit signifier aux Hollandois que Sa Majesté renonceroit à leur alliance, s'ils ne se réunissoient promptement à la Communion de Rome. Croirez-vous, Milord, que l'Archevêque de Paris ait refusé d'être guéri par le célèbre Tronchin de Geneve, à cause que le Docteur est de la Communion Réformée? On m'a assuré le fait. Je sais qu'en sa qualité d'Administrateur-Général des Hôpitaux il a fait rejeter une découverte très-utile pour ces maisons publiques, & en a donné pour raison que celui qui la présentait s'étoit dérobé à la vie Monastique. Il se peut que ce zele soit vrai : il se peut aussi que ce soit une simagrée. Quoi qu'il en soit, s'il porte ses pas au Ministère, il a étrangement embarrassé le chemin qui lui reste à faire pour y arriver. Bien qu'il

passé pour extrêmement désintéressé ; bien que d'abondantes aumônes répandent au loin les preuves de sa charité , il n'est cependant pas aimé du peuple , qui manque rarement de se laisser prendre à cette vertu. Cela ne fait pas honneur à sa prudence ; & il doit avoir bien malheureusement erré dans la forme. Je crois que le Prélat manque principalement de souplesse , qualité si recommandée aux brouillons par le Cardinal de Retz son prédécesseur. Il a en revanche beaucoup de courage ; & il soutiendra en héros les traverses que lui pourra attirer sa fermeté. Ce qu'il veut , il le veut fortement. Appelez cela opiniâtreté , si vous le trouvez bon.

Ses mœurs sont pures ; mais il n'est pas à l'abri de la calomnie sur l'article , & il a le malheur que les honnêtes gens ne l'en plaignent point. C'est bien sa faute : vu qu'une fois prévenu au désavantage de ses inférieurs , il ne revient jamais de l'impression qu'il a reçue. Il n'a pas su cacher qu'il étoit dévoré de l'ambition d'usurper la primauté dans le

Clergé de France , dont il est le dernier Archevêque ; ce qui l'a mis mal avec les Primats , & a indisposé contre lui la plupart des Evêques , jaloux d'ailleurs des nombreux agréments que lui donne sa place , & qu'ils n'ont pas en leur Résidence. Il a pris bravement son parti , en se cantonnant dans son Diocèse , avec la résolution de n'avoir dans les emplois de son Eglise que des hommes à sa dévotion. Il se console avec eux , & avec soi-même , des mortifications continuelles que le Parlement lui fait essuyer. On lui connoît trois protecteurs , qui daignent se dire ses amis. Le Pape est compté pour le premier , & le Général des Jésuites pour le troisieme.

Ce Prélat , tout de feu sur l'observation des saints Canons , & le maintien de la bonne discipline Ecclésiastique , a troqué deux fois une prélature moindre pour une plus grande & plus riche. D'Evêque de Bayonne , il a été Archevêque de Vienne ; & de Vienne il est passé à Paris. L'Archevêché n'est que de dix mille livres (*) de

(*) Sterling.

revenu pour un Anglois ; mais pour un François il est de plus de deux cents mille livres (†) de rente ; & de plus, c'est le morceau friand de l'Eglise Gallicane. Le Prélat a rang entre les Ducs , & il est le quatrième des Pairs Ecclésiastiques. J'ignore si le pieux Christophe de Beaumont a des Abbayes en commende. On peut bien le compter au nombre des favoris de la fortune , à qui les honneurs & les richesses viennent en dormant. Il est d'une très-noble famille , mais qu'on dit peu riche , & qui étoit sans considération à la Cour. Elle lui fournissoit avec peine de quoi subvenir aux frais de ses études , qu'il a faites à Paris. Il étoit logé au troisième étage , rue des Maçons , quartier de Sorbonne , chez un Perruquier , qui a été obligé d'avertir plus d'une fois l'apprentif-Docteur son hôte , de l'échéance passée du mois de logement & d'accommodage.

Sa vie fut si sage , ou sa conduite si prudente , qu'on ne vit de lui aucun de ces traits de jeunesse que laissent si

(†) Tournois.

fréquemment échapper les Abbés de qualité. Il cultivoit le supérieur du Séminaire de St. Sulpice , il faisoit sa cour au Révérend Confesseur du Roi : il faisoit profession d'un parfait dévouement à la puissante Compagnie de Jesus. Cependant aucun protecteur ne faisoit grossir les Lettres de son nom sur la feuille des Bénéfices. Aucune Abbaye ne tomboit sur lui , pas le plus mince Prieuré , qui le tirât de son troisieme étage. Son heure vint enfin au moment qu'il l'attendoit le moins. Il apprit un beau matin qu'il lui falloit passer de la maison du Perruquier dans le Palais Episcopal de Bayonne. Il partit pour sa destination en homme Apostolique ; & il la remplit de même. Il vivoit dans son Diocese généralement estimé , honoré , & chéri , lors du premier mariage du Dauphin de France.

Quelques méchants esprits avoient appelé à l'Infante la rupture du Contrat de sa sœur avec Louis XV , & ils y avoient ajouté que les François ne recevoient pas volontiers une Dauphine Espagnole. L'Infante en avoit

pris un chagrin fort vif : c'étoit une Princesse de l'esprit le plus juste & d'un cœur excellent : elle s'avançoit vers Paris comme une victime vers le lieu du sacrifice : elle avançoit vers le Prince son époux avec les tristes idées que lui devoit donner la certitude qu'elle croyoit avoir qu'il la rendroit malheureuse. On ne fait pas si l'Evêque de Bayonne fut instruit à l'avance des fausses impressions données en Espagne à la Princesse, ou si le zele inné de tous les François pour ce qui touche leur Roi & sa famille le guida dans l'ordonnance des petites fêtes avec lesquelles fut reçue dans son Diocèse l'épouse du fils unique de Louis XV. Quoi qu'il en soit, la Princesse trouva sur son chemin, jusqu'à Bayonne, des troupes de jeunes payfans & payfannes galamment parés, qui l'accueillirent avec les démonstrations de cette algresse naïve, marquée au coin du sentiment. Ce furent devant & autour de la voiture des danses continuelles, au son du tambourin & des flûtes. La vivacité de toute cette

une jeune femme fut remarquée de la triste
princesse ; mais elle n'osoit encore en-
voier le rapport de ses yeux ; & son
imagination aidant la bonté de son
cœur à disculper de l'imposture la
plus criminelle les misérables qui lui
en avoient imposé , elle se mit en
doute que peut-être ils avoient voulu
lui parler de la Cour , & non du
peuple. Son état étoit trop violent :
elle ne put renfermer au dedans d'elle-
même toute son inquiétude , & trou-
vant dans l'Evêque un homme à qui
elle crut pouvoir ouvrir son cœur ,
elle lui fit la précieuse confidence de
ses craintes. Le Prélat est d'une très-
heureuse physionomie , & non moins
beau parleur : il ne se pouvoit pas
qu'en une occasion aussi importante
il ne fût le plus éloquent & le plus
persuasif de tous les hommes. La
comtesse ouvrit son cœur aux plus
douces espérances , & fut délivrée de
ses inquiétudes. Elle avança avec em-
pressement vers son époux , à qui elle
présenta dans les dispositions du
cœur & de l'esprit capables de mettre
dans l'union conjugale sa quote-part

convenable pour la rendre heureuse. Trouvant tout à la Cour, ainsi qu'il l'Evêque le lui avoit promis, elle lui attribua une partie de sa félicité; elle communiqua au Prince son époux la juste estime qu'elle avoit pour son Prêlat.

Voilà, Milord, une voie à la fortune bien sûre, bien rapide, bien innocente, & bien glorieuse. Je n'en imagine aucune, dont un Ecclesiastique puisse se faire honneur avec plus de raison. Quel chemin n'eût pas fait Mr. de Beaumont vers la première dignité du Royaume, s'il avoit su montrer toujours sous ces traits respectables d'ami de son Prince, & de François également pourvu de zèle & de lumieres ! Il est regardé maintenant comme un boute-feu par les Parlements du Royaume, & par le public indulgent comme un fanatique aveugle. Les gens pacifiques qui tirent son horoscope le font vieillir dans l'Ambassade de Rome sous un chapeau de Cardinal. Les autres le mettent à la Barre devant le Parlement des Pairs, pour quelque sédition.

qu'il aura indiscrettement occasionnée.
 Quant à sa personne, je l'ai étudiée
 suivant les regles du Docteur *Stavistok*.
 C'est un fort bel homme, & seroit
 le plus doux des humains,
 la douceur de ses traits, de son
 ton, de son geste, & de sa démar-
 che, n'étoit chargée d'un air patelin,
 qui est un grand sujet de réflexions
 pour les connoisseurs. Il bataille du
 fond de son Oratoire pour ses chers
 suites. S'il se met pour eux en plai-
 sance, il attrapera de rudes coups; car
 le Parlement lui en doit sur bien des
 chefs; & il y a apparence que *Mes-
 sieurs* resteront les plus forts.

Vous avez tout mon recueil sur cet
 homme de grand bruit, & de moindre
 réputation. Recevez-le, Milord, avec
 la foible reconnoissance que mérite l'en-
 treprise que j'ai de trouver de plus grandes
 occasions de vous faire plaisir. Je n'ai
 point entendu de notre Jésuite Chrétien.
 J'en ai écrit au Marquis de N, & je
 n'en ai point reçu de réponse. J'ignore à
 qui attribuer le silence de ce Gentilhom-
 me, dont je ne saurois soupçonner la po-
 tence & la bienveillance. Je suis, &c.



L E T T R E XXVIII.

Au même.

*Annnonce des Préliminaires de la Pa.
Lettre de l'Ex-Jésuite à un Evêq
de France. Prétention des Ex-
suites sur le bien qu'ils apporter
à la Compagnie de Jesus , en s'e
gageant avec elle. Comment on p
pourvoir à ce remboursement. A qu
Mr. le Franc se réduit à cet éga
Que dans sa haine actuelle po
l'Institut auquel il fut dévoué
n'y a ni inconstance ni contrad
tion. Qu'il le hait de bonne foi ,
l'a aimé de même. Qu'il lui ét
moralement impossible de ne pas
faire Jésuite avec empressement. Qu
le est la marche de la séduction
le Novice religieux. Combien
Docteurs Catholiques établissent d'
surdités sur les textes de l'Ecritu
Institut des Théatins moins raiso
nable encore que celui des Jésuit*

Autres exemples. Que les grands Ordres Religieux établis en France donnent sur eux aux Parlements plus de prise encore que les Jésuites. Que l'Ordre même de St. Benoît a besoin de leur indulgence. Dégouts de Mr. le Franc dans son état. Comment il les surmonta. Comment les jeunes Religieux en même cas sont raffermis dans leurs préjugés, ou contenus dans leur cloître. Contradiction des loix par rapport à eux. Combien elles serroient les fers d'un Jésuite. Destination de Mr. le Franc pour les Missions étrangères. Quelle étoit alors la disposition de son esprit. Quelles furent les instructions qu'il reçut de ses maîtres. Idée de l'Ex-Jésuite bien flatteuse pour les Evêques de France. Projet singulier d'un Commentaire Gallican sur toute l'Ecriture Sainte. Que les loix & l'autorité Royale induisirent tous les François en erreur sur l'Institut des Jésuites. Que la faveur accordée par la loi de pouvoir réclamer contre des vœux dans le terme de cinq ans,

est sans réalité. Propositions d'une autre loi faites dans les assemblées du Clergé. Combien un jeune homme est incapable de s'engager par les trois vœux. Comparaison du Moine avec un Prisonnier, dont les actes ne sont pas plus valables à la vingtième qu'à la première année de sa détention.

MILORD,

JE n'ai eu de temps, avant le départ du Courier, que pour fermer ce paquet que j'ai reçu de mon ami, dont le silence a été occasionné par un voyage en Province. Vous y trouverez des nouvelles de votre Jésuite. Je souhaite qu'elles contentent votre curiosité. Les Préliminaires de la Paix sont convenus; peut-être qu'à l'heure que je vous parle ils reçoivent la signature des deux Ministres. Vivent la Liberté, la Haute Eglise, & la Paix! Vive Georges III! Vivent tous les bons Anglois! Je suis, &c.

LETTRE

L E T T R E

*De Mr. Le Franc, Ex-Jésuite, à un
Evêque de France.*

MONSEIGNEUR,

Ayant prêté le serment dicté & ordonné par l'Arrêt, je me suis cru entré dans tous les droits d'un sujet de Sa Majesté, & reçu à jouir avec tous les bons François des avantages que le talent & le travail peuvent procurer dans la société civile. J'ai abjuré de si bonne foi les Jésuites, leur doctrine & leur morale, qu'il ne me reste aucune idée de retour vers eux. J'ai rompu avec tant d'éclat les liens qui m'attachoient à cette Congrégation prosrite, que le chef lui-même, avec toute-puissance, n'obtiendrait pas de ses sujets qu'ils me le pardonnassent. Les Loix qui me permirent de me joindre à la Compagnie de Jesus, m'autoriserent à s'approprier la fortune

Tom. II.

M

dont je pouvois disposer : il me semble que ces mêmes loix qui annullent aujourd'hui mon contrat, devroient me rendre ma mise, ou m'en procurer l'équivalent. Que les Créanciers de la création du Pere de la Valette aient recours sur les biens de la Compagnie, rien de plus juste; il étoit avoué pour son Agent, & le Pere de Sacy, son Procureur-Général en France, en disposant de ses messes à leur intention, a confessé que le révérendissime Général devoit ouvrir sa caisse à leur ordre. Mais j'ai à la charge de cette riche Commune, des prétentions aussi bien fondées que celles du sieur Lionci & associés, & j'aurois pour moi la raison & l'équité, si j'étois admis à les faire valoir en Justice réglée.

On peut trouver à acquitter les engagements pris par le Pere de la Valette, dans les biens que la Compagnie a acquis par les mêmes voies que celles qui ont produit les dettes de cet Agent. Que les Parlements demandent aux Chefs des Maisons de College l'emploi qu'ils ont fait des deniers provenants de l'industrie, des gains

annuels sur les pensions & les pensionnaires : que ces sommes envoyées sans doute à Rome dans les Coffres du Général, soient représentées. Les seules épargnes du College de Louis-le-Grand feront cesser les poursuites des Avocats. En s'y prenant de la même maniere pour ravoir les fonds que les riches novices consignerent contre la promesse qui fut faite, de les entretenir leur vie durant, les Magistrats laveront leur rigueur envers le Corps entier de la teinte qu'elle a de quelque injustice envers les membres. Rien alors ne gênera le retrait des biens Ecclésiastiques & des legs pieux, dont la piété ne permet point de faire distraction ; & les infortunés que l'on arrache au repos dans l'âge où ils n'ont pas mérité d'en être privés, en jouiront au moins dans la mesure que leur naissance & le travail de leurs Peres leur en assura.

Je ne demande-là rien que de juste, Monseigneur. Cependant je ne porte pas si loin mes prétentions. Je consens de payer de la perte de mon patrimoine mon erreur, quelque innocente qu'elle ait été. Je ne réclame point non plus

les vingt-cinq années que j'ai cru employer au service de l'Eglise, & à celui du prochain : quoique ce soit un temps que j'aurois pu rendre utile à ma patrie, à ma famille & à ma fortune, si les Magistrats qui me condamnent aujourd'hui à en perdre le fruit, m'avoient menacé de cette perte vingt-cinq ans plutôt ; s'ils m'avoient demandé alors la préférence pour mon Prince, pour mes proches & pour moi-même. En remettant absolument mes pertes & mes dommages, ainsi que ma première mise, je supplie qu'on me fasse grace sur ma simplicité, qu'on me pardonne d'avoir été trompé par la Religion, l'Eglise, & les Loix. J'espère que votre Grandeur trouvera que ce n'est pas trop prétendre.

La Compagnie de Jesus a été honorée de votre protection, Monseigneur. Des Parlements qui la proscrivent aujourd'hui, les uns l'ont tolérée, les autres l'ont aimée, soutenue, défendue pendant plus de deux siècles. Qu'en inférer autre chose, sinon qu'elle est maintenant mieux connue, qu'elle ne l'avoit été depuis le commencement

de ses Etablissements dans le Royaume ? Quel est le téméraire qui feroit un sujet de reproche à votre Grandeur , de cette protection ; qui reprocheroit aux Parlements cette tolérance & cette bienveillance ? Qui oseroit , en leur mettant sous les yeux leurs procédures actuelles , accuser ces Corps respectables (*) de se contredire ? Il y auroit une pareille injustice à ne pas attribuer à de nouvelles lumieres que j'ai reçues , le changement qui s'est fait dans ma façon de penser sur la Compagnie de Jesus.

J'ai été trente-deux ans Jésuite. Je croyois être dans la route de l'honneur & du salut. On a levé le voile que dix générations avoient consacré , & derriere lequel je n'avois pas même imaginé qu'il y eût quelque chose. J'ai reconnu l'illusion faite à ma raison & à ma conscience. Mon empressement à m'y dérober prouve que la séduction

(*) Le Parlement de Toulouse protégea hautement les Jésuites condamnés au Bannissement perpétuel par Arrêt du Parlement de Paris , pour divers attentats sur la vie de Henri IV. Non seulement il conserva dans son Ressort tous ceux qui y étoient , mais encore il fit de sa Province un lieu d'asyle & de retraite pour les Bannis.

seule a eu prise sur moi. Le Judicieux Magistrat (*) qui a dirigé les procédures du Parlement de Rouen a parfaitement saisi ma position & celle de plusieurs de mes anciens confreres. Voici, Monseigneur, en quels termes il s'en est expliqué devant les Chambres assemblées.

« Quelle que soit cette Société
» contre laquelle nous sommes forcés
» d'invoquer l'autorité des Loix, nous
» ne devons pas le diffimuler; elle a
» nourri dans son sein, & il existe
» encore des cœurs droits, des hom-
» mes capables de servir la Religion,
» le Prince, la Patrie; des citoyens
» vertueux, des sujets fideles, & des
» Chrétiens remplis d'un attachement
» sincere aux véritables maximes. Aussi,
» en blâmant le Corps, notre dessein
» n'a point été d'adresser les reproches
» que nous lui faisons à aucun de ses
» membres en particulier : la plupart
» le méritent d'autant moins, que si
» la politique, l'illusion & le préjugé

(*) M. Charles, Conseiller, dans son Mémoire sur l'Institut, dont il avoit été chargé par les Chambres de faire l'examen.

» ne leur dérobent point le malheur
 » de leur engagement, ils sollicitent
 » eux-mêmes dans le secret la sévérité
 » de notre Ministère, que les vues
 » supérieures du bien public rendent
 » indispensables, &c. »

Si la Compagnie de Jesus avoit été
 attaquée, comme le fut l'Ordre des
 Templiers, de maniere à faire penser
 que la jalousie & la cabale l'eussent
 calomniée pour l'opprimer, je crois,
 Monseigneur, qu'avec le secours du
 Ciel j'aurois eu assez de fermeté pour
 soutenir l'orage au péril de ma vie,
 & persister jusqu'à la mort dans mes
 engagements avec elle. Pour m'en dé-
 tacher, il ne falloit pas moins que
 l'évidence portée par le flambeau de
 la Justice sur l'incompatibilité de son
 régime avec les premiers devoirs du
 Chrétien & du sujet. Votre Grandeur
 fait que j'ai pu être soumis à ce régime,
 sans m'être trouvé à portée d'en soup-
 çonner & d'en pénétrer les secrets.
 Elle fait que la connoissance de ces
 secrets est réservée, par les Consti-
 tutions elles-mêmes, à ceux qui gou-
 vernent, Lors donc que je renonce à

l'Institut des Jésuites, je rends hommage à la vérité, & je suis l'impulsion de ma conscience. Lorsque je demande qu'on me pardonne d'être resté si long temps asservi à cet Institut masqué pour la plupart de ses agrégés, c'est précisément demander de n'être pas réputé criminel pour une erreur involontaire c'est me reconnoître en faute pour une erreur inévitable. Sur le premier, j'ai droit à l'estime des personnes à qui l'honnêteté est chère ; sur le second, elle ne peuvent sans injustice me refuser de la compassion.

Je suis entré dans la Compagnie de Jésus avec des intentions sur lesquelles je prie Dieu de me juger. Prévenu de ma plus tendre enfance en faveur de ce Corps Religieux, je n'y ai point porté d'autre ambition, que celle de marcher dans le chemin du salut par celle de routes particulieres qui étoit estimé alors la plus belle & la plus sûre. J'y voyois une espece d'héroïsme à me consacrer au service du Public, en même temps que je renonçois à sa reconnaissance & à ses faveurs. Pendant les deux années de mon premie

noviciat, je n'ai rien vu, rien entendu qui ne fortifiât ma prévention. Ce terme même de deux années pour les premières épreuves, que l'on peut croire à présent n'être donné si long, que pour rendre la séduction plus complète & plus durable; ce terme, dis-je, je me figurai qu'il prouvoit la candeur & le désintéressement des Enrôleurs. Combien de fois n'avois je pas entendu reprocher aux grands Ordres Religieux de ne donner qu'une année de préparation pour des engagements qui doivent durer autant que la vie ? Je savois d'ailleurs que le noviciat est beaucoup plus long chez les Chartreux pour leurs Freres-Coadjuteurs, & que les Bénédictins le prolongent à volonté pour leurs Freres-Donnés. La plénitude de l'obéissance à laquelle se voue le Jésuite, ne me montra rien que de consolant. Cette dépendance & cette soumission me plurent, & me durent plaire, par leur excès même, dont je ne faisissois pas les dangereuses conséquences. Je savois que l'obéissance qui ne souffre ni remontrance ni délai est recommandée par de très-grands

Saints, universellement reconnus pour tels, comme la plus haute des vertus Chrétiennes. Quelle idée plus capable d'échauffer un jeune cerveau frappé des notions mystiques, & atteint du desir de la perfection religieuse? Avec quel empressement le novice dont on allume habilement la ferveur, ne saisit-il pas la pensée d'avoir toujours dans son obéissance une sauve-garde contre le péché, & de pouvoir toujours sans crime & sans remords se prêter à quoi que ce soit qu'on exige de lui? Tout est disposé chez le jeune homme à soutenir les plus fortes épreuves: plus elles vont contre ses lumieres, plus l'humilité dont on lui vante l'excellence lui fait trouver sa soumission méritoire. Des textes de l'Ancien & du nouveau Testament, adroitement présentés; captieusement paraphrasés, lui donnent pour le premier devoir du Chrétien, l'indifférence pour sa famille, le renoncement à soi-même & à sa propre volonté. Qui ne hait pas son pere, sa mere, ses freres, ses sœurs, pour l'amour de moi, a dit le Sauveur, n'est pas digne de me suivre. Soyez

comme des enfants, a-t-il recommandé
ailleurs : le Royaume des Cieux est le
partage des humbles & des imbécilles.
On accable le modeste raisonneur du
poids des plus grands Docteurs de
l'Eglise. Après lui avoir fait envisager
le Vicaire de Dieu en terre sous tous
les attributs presque divins, on lui fait
lire les Actes nombreux que l'on tient
de ce successeur privilégié des Apôtres,
Actes où ce Législateur incapable d'errer
& de se dédire, a fait cession précise &
plénier de son autorité au Général de la
Compagnie de Jesus, à perpétuité; enfin
on le fixe sur ces paroles de J. C. à St.
Pierre : Tout ce que tu remettras sur
la terre sera remis aux mêmes termes
dans le Ciel. Peu-à-peu le jeune homme
adopte les Commentaires, les expli-
cations, les applications de ses péda-
gogues; & de la meilleure foi du monde
il met au rang des premières vérités de
la religion les principes & les consé-
quences les plus absurdes.

Vous savez, Monseigneur, que ce
qu'il peut y avoir de plus monstrueux
dans la société civile trouve à se fonder
& à se justifier dans les Livres saints,

& dans l'aveu de l'Eglise. Les plus folles & les plus sales hérésies ont bâti leur système sur ce fondement ; & les fanatiques les plus déterminés ont puisé leurs raisons dans cette source de vérité. Nous refuserions d'en croire l'Histoire ancienne, si elle nous parloit d'une Secte de Philosophes persuadés de la fatalité & livrés à elle, au point de se refuser à toutes les manieres de pourvoir leur subsistance : & nous avons au milieu de nous, sans en être étonnés une Congrégation de Religieux, qui font consister la souveraine perfection dans la confiance sans bornes en cette Providence de détail, que l'Ecriture Sainte atteste celle de la Divinité. St. Cajétan a renchéri sur St. François d'Assise. Ce dernier dans sa Regle condamne ses disciples à être des frères importuns au milieu des abeilles laborieuses, & à quêter sans honte, mendier sans répugnance, une subsistance qu'ils se procureroient bien plus aisément en travaillant. St. Cajétan Instituteur des Théatins, leur défend de rien posséder, même en commun à titre de propriétaires ; & partant de

là il leur interdit dans son Institut , de solliciter la charité publique , à laquelle il les abandonne : il ne veut pas qu'ils demandent leur nécessaire , en même temps qu'il leur fait un crime de se le procurer par le travail. Tout ce que peuvent faire les Théatins pressés du besoin de boire & de manger , & n'ayant pas de quoi y satisfaire , c'est de notifier au public par le son continu de leur cloche à l'heure du repas , qu'ils sont en risque de périr de faim & de soif. Ils doivent laisser le reste à la Providence. Heureusement cet Institut est né en même temps que celui de St. Ignace , qui l'a presque étouffé. Ses maisons n'ont pas multiplié : & le petit nombre qui en existe , se soutient par l'infraction de ses préceptes fondamentaux. Ainsi que tous les Ordres Mendians , les Théatins s'autorisent des paroles du Sauveur , qui portent que le vrai Chrétien doit imiter les oiseaux du ciel qui ne sement ni ne moissonnent , & qui rendent par leur existence un témoignage éclatant de l'attention de Dieu sur ses Créatures La vie Angélique des Peres du Désert , dont la

plupart feroient regardés par les Magistrats d'à présent comme des insensés ou des fanatiques; la vie sauvage des Chartreux & des Moines de la Trappe qui renoncent à la sociabilité, devoir caractéristique de l'homme, pour se rendre plus sûrs & plus dignes des récompenses promises aux hommes fideles à leurs devoirs; la piété de St. Alexis, que les loix de toutes les Nations déclarent criminelle & punissable; les supplices & les procédures de l'Inquisition de la Foi, qui sont directement contraires à l'ordre des Tribunaux civils, & paroissent heurter de front l'esprit de charité qui fut celui du Sauveur; le vœu spécial des Chevaliers de Malthe, & le brigandage dont ils font gloire, tandis que nous le détestons dans les Barbaresques; tout cela se justifie par le Texte sacré, & est sanctifié par l'approbation de l'Eglise, qui le prouve, ou commande de le croire prouvé par la Sainte Ecriture. La doctrine & la discipline des Jésuites fussent-elles encore plus révoltantes pour ceux qui les examinent avec les yeux du Citoyen, elles devoient

être entre les mains de séducteurs habiles un instrument victorieux de séduction, dès que la voix de l'autorité ne s'étoit pas élevée contre elles.

La sécurité où des préjugés religieux tiennent le Novice, est le véhicule des plus grandes erreurs. Formé en peu de temps à se défier de sa judiciaire, à présumer toujours avantageusement de celle des autres, & sur-tout de ses directeurs, il va d'autant plus loin en s'égarant, qu'il croit de meilleure foi être dans le bon chemin. Je parle à un des Prélats les plus éclairés de l'Eglise Gallicane; & je n'hésite pas à mettre à ses pieds des idées & des opinions, qui me seroient imputées à crime au-delà des Alpes. Je n'ai garde de me plaindre que la tolérance accordée aux autres Congrégations Religieuses soit refusée aux Jésuites. Je dois révéler & je respecte une partialité qui peut avoir ses raisons secrètes. Je me dis que les sages qui composent les Parlements de France sont toujours des hommes, que par conséquent leurs lumieres, quelque grandes qu'elles soient, ont leurs bornes; & qu'il est

très-possible qu'ils ne voient pas du même œil les mêmes objets placés à diverses expositions. Mais j'oserois promettre à votre Grandeur de démontrer que les loix de France, que les Arrêts des Cours Souveraines citent aujourd'hui contre les Jésuites, font aux grands Ordres Religieux d'Institution Romaine le même sort qu'à la Compagnie de Jesus. Je vais plus loin, Monseigneur, & j'ose ajouter que si la reconnoissance de la Nation n'agit en faveur des représentants de l'ancien Ordre de St. Benoît à qui la France doit le défrichement d'une grande partie de ses terres, le goût de l'agriculture & le dégrossissement de ses mœurs, toutes les Congrégations qui se réclament de ce premier Moine de l'Europe, & de ses disciples, ne sauroient soutenir les objections des Magistrats contre leur existence.

Je me suis écarté de mon sujet, je vous en fais excuse, Monseigneur, & vous prie de ne pas attribuer l'écart à aucun ressentiment. J'ai pour principal objet, dans la lettre que je me donne l'honneur d'écrire à votre Grandeur

de me justifier auprès d'elle , & du long séjour que j'ai fait chez les Jésuites , & de la promptitude avec laquelle je me suis séparé d'eux. Vous connoissez trop bien les hommes , Monseigneur , pour ne pas être persuadé que j'ai été , pendant nombre d'années , la dupe & la victime de ma ferveur & de mes préventions. Mais cette même connoissance des hommes empêcheroit votre Grandeur de m'en croire , si je lui disois que cette ferveur & ces préventions se sont constamment soutenues sans se démentir , & que jamais je n'ai senti aucun dégoût de ma servitude , aucun retour de mon cœur & de mon esprit vers ma liberté. J'avouerai donc ingénuement que , soit raison , soit dépit , j'ai hésité plus d'une fois sur l'équité du joug qu'on appesantissoit sur ma tête. J'ai regretté souvent de m'être donné des maîtres , j'ai souhaité , j'ai projeté même de me dérober à eux ; mais les vellétés que j'ai eues à cet égard , n'ont point tenu contre les avis & les remontrances des Directeurs que je me croyois obligé de consulter. Quand j'ai été en âge & en position

de connoître que ces Directeurs étoient des Confidens, ou des Emissaires du Despote, apostés pour surprendre les secrets de mon cœur, pour étudier & gouverner mon esprit, pour resserrer & renouer le bandeau, au cas qu'il vînt à se lâcher : alors des considérations purement humaines, mais capables de subjuguier l'homme le plus déterminé, sont venues à mon secours, & m'ont donné, sinon les consolations que je ne pouvois plus recevoir de la piété, du moins la constance ou la résignation que le raisonnement fournit. La vanité, la honte, l'ambition, la crainte, m'ont porté à rattacher moi-même mes fers. La difficulté de me procurer une honnête subsistance dans la société civile, chez qui le ressentiment de mes tyrans étoit autorisé à me poursuivre ; la crainte d'y être noté d'irréligion par la nombreuse cabale des dévots, & de légèreté par les personnes indifférentes, ou de libertinage par les ignorants & le peuple ; la loi qui ordonnoit à ces mêmes Magistrats qui m'affranchissent aujourd'hui, de me poursuivre, & de me

traiter en esclave fugitif, si je m'étois
 affranchi de moi-même; l'orgueilleuse
 idée de faire admirer ma patience à
 ceux qui sembloient s'être promis de
 l'épuiser; enfin l'espérance d'un ave-
 nir moins désagréable, toutes ces di-
 verses passions, tous ces divers mou-
 vements, me donnerent la force de
 me soumettre à mon sort, & me sou-
 tinrent contre les dégoûts. La réflexe-
 tion faisoit tout valoir aussi-tôt qu'elle
 succédoit à la vivacité de mes ressen-
 timents. Alors mon esprit se remettant
 peu-à-peu dans une assiette plus tran-
 quille, la religion ne tarδοit pas à
 reprendre entièrement le dessus; &
 lorsque je cédois par prudence à la
 nécessité, la piété me faisoit accroire
 que je m'y accommodois par vertu.

Telle est, Monseigneur, la marche
 de l'illusion & de la séduction chez la
 plupart de ceux qui ont pris engage-
 ment dans les sociétés religieuses, &
 qui y ont passé donation de leur
 existence, ou du moins de leur ma-
 nière d'exister, dans l'âge où les
 loix ne les estimoient pas capables de
 disposer de la plus petite portion de

leur patrimoine. La ferveur , & l'opiniâtreté sa compagne , vont à l'ex-
cès chez un Adoléfcent qui fait que
fes proches regrettent de l'avoir perdu
que ceux à qui il fe donne prifent fo-
acquisition. Avec toute la dévotion
imaginable , il jouit de fa petite im-
portance , parce que croyant fe faci-
fier à Dieu , il aime pieufement
affigner quelque mérite au facrifce
qu'il fouhaite méritoire. Quand
ferveur fe refroidit , la féduction n'a
plus la même force : il entrevoit
l'écueil de fes préventions ; mais il en
voit le danger dans un très-petit lointain
fin de ce premier efclavage , par le
quel tous les Profès , qui lui paroif-
sent fi contents de leur fort , ont
paffé. Il fe fixe fur cet état de Pro-
fès , qui lui eft affuré s'il perfifte
fon imagination le fait jouir à l'avance
de des diftinctions & des prérogati-
ves qui y font attachées. Toutes pu-
riles qu'elles font , elles l'affectent vi-
vement , parce qu'il ne les confidère
que fous les relations qu'elles ont
avec lui. Il n'y a que ce point de vue
qui mette de la différence entre le

plus brillants honneurs des Cours & les obscures prééminences des Cloîtres. Les grandes & petites entrées chez le Roi paroissent des riens à un Religieux ; & le Courtisan se moque de la joie du jeune Profès qui vient d'être admis au chauffoir du Recteur , qui vient d'obtenir la permission d'aller au Parloir. Le jeune Jésuite est aussi satisfait de la fêrle qu'on lui met en main , qu'un ancien Général du bâton de commandement qu'il reçoit de Sa Majesté. Le jeune Capucin n'est pas moins content de son manteau , qu'un Seigneur de son corlon-bleu. Dans routes les Sociétés Religieuses , les jeunes Profès sont fixés successivement sur les immunités attachées à chacun des grades par lesquels ils peuvent monter au commandement. Cette perspective d'une spece de souveraineté fait surmonter aux moins pieux la répugnance qu'ils ont quelquefois à obéir. Si les préjugés & la séduction se dévoilent entièrement aux yeux de ceux que l'âge , la lecture , & la raison , viennent éclairer sur la perte de leur

liberté , leur malheur est au comble puisque les loix , en contradiction avec elles-mêmes , rejettent ces infortunés de la Société civile à laquelle elle leur reprochent de s'être dérobés. Elles blâment le contrat : elles en punissent l'infraction : elles déclarent incompétent l'âge où il a été passé , & elles refusent de recevoir la protestation faite de sa nullité dans un âge plus mûr : elles le disent illégitime & elles forcent à le tenir pour valide.

Je prie Votre Grandeur de daigner descendre pour un instant jusqu'à la condition d'un Jésuite , chez qui , à la suite de son engagement , la raison s'est développée , les préjugés se sont affoiblis , la piété s'est refroidie. Il se trouvoit attaché à l'Eglise par les derniers Ordres sacrés : il ne voyoit ni fortune ni état à espérer , sinon dans l'Eglise ; & l'Eglise le menaçoit de le punir de son retour à la société civile : elle le livroit à la discrétion de ceux qu'il auroit abandonnés. Vous le savez , Monseigneur , le Profès du troisième vœu étoit lié à la Compagnie de Jesus , qui n'étoit point liée à lui.

S'il eût voulu rompre ses liens, il lui falloit le congé du Général, à moins que de changer d'esclavage, & de se réfugier chez les Chartreux : car de quelqu'autre côté qu'il cherchât asyle, il avoit toujours à appréhender d'être réclamé, & rendu comme un Déserteur. Or il n'y avoit que l'incapacité du sujet, relativement au service de la Compagnie, qui pût rendre ses maîtres indifférents à sa perte, & obtenir d'eux son congé ; & ils avoient tant de manieres de tirer parti des hommes, qu'un sujet de cette espece n'a jamais existé pour eux. Le plus stupide n'en étoit que plus propre à s'aller faire fustiger à la Chine, ou crucifier au Japon. L'unique parti qui restât au mécontent étoit de faire de nécessité vertu, & de se rendre ses maîtres favorables, par la promptitude de son obéissance, par la montre d'un zele à toute épreuve.

J'étois âgé de vingt-huit ans, lorsque je fus admis à disposer sans retour de ma légitime, & à m'engager par le troisieme vœu. On me fit beaucoup valoir cette estime précoce dont on

m'honoroit , & qui portoit mes supérieurs à m'élever au haut rang de Profès dans un âge si peu avancé. On me déclara en même temps ma destination pour les Missions Etrangères. Je proteste avec vérité à Votre Grandeur que ma tête étoit si fort échauffée du mérite des travaux Apostoliques , & de la gloire du martyre , qu'il n'y avoit point de place pour des réflexions au désavantage de l'Institut. François Xavier , le plus illustre Disciple de St. Ignace , m'étoit présenté pour modele. On me citoit de lui des miracles plus brillants & plus nombreux que ceux de tous les Apôtres ensemble. Comment me refuser à la pieuse ambition de faire des miracles comme lui ? Comment ne me pas croire dans le bon chemin , en marchant dans la route qu'il avoit frayée ou suivie. Il est vrai , Monseigneur , que je n'ai pas eu besoin de vivre long-temps parmi les Sauvages & les Caraïbes de l'Amérique , & avec les Indiens de la côte du Malabar , pour rabattre beaucoup de ma foi aux miracles des saints Jésuites.

Mais

Mais l'objet de ma Mission ne m'en a pas semblé moins noble & moins bon. Je ne suis point allé m'imaginer que l'ambition de tenir un long article sur les registres de la Congrégation de la Propagande à Rome, eût dicté au Général l'Arrêt de mon exil chez les Barbares. J'ai vu de la générosité à tenter, au péril de ma vie, de civiliser des sauvages. J'ai cru servir la Religion & l'Eglise, en tâchant de rapprocher des Idolâtres du culte que je crois le seul digne de la divinité, le seul véritable ; & j'ai sacrifié de bon cœur à l'un & à l'autre ouvrage le goût de l'aisance & des commodités de la vie.

J'avois reçu mon instruction avant mon départ d'Europe. J'étois prévenu que c'est faute de condescendance que Rome a perdu la meilleure partie des Etats de l'Europe qui lui étoient fournis ; & qu'instruite par l'expérience à relâcher de sa discipline & même de sa doctrine, elle permet à ses Prêtres de les accommoder aux temps, aux lieux & aux circonstances. Je sa-

l'Allemagne , elle veut bien qu'on chante en Allemand dans les Temples : qu'elle fait illusion dans le Palatinat sur la privation de la Coupe dans la Communion , en permettant , en forme de gargarisme , une gorgée de vin après la réception de la sainte Hostie : que , pour ne pas effaroucher en Saxe les Luthériens au milieu desquels se trouve un petit troupeau de Catholiques , elle se tait , ou donne des éclaircissements & des adoucissements sur le texte , *hors de l'Eglise point de salut*. On m'avoit fait observer qu'à l'aide d'une sévérité que les profanes appellent cruauté & barbarie , Rome a conservé ou rendu à sa Communion des Etats que l'hérésie menaçoit de lui enlever. La pieuse inhumanité de l'Inquisition étoit justifiée par une savante explication de la parabole du festin , où le Pere de famille ayant rassemblé au hasard des convives qu'il fait entrer de gré ou de force , ordonne de jeter au feu ceux qui ne sont pas vêtus de la robe nuptiale. On me prouva que par cette allégorie le Sauveur autorise tous

les moyens d'acquérir des enfants à son Eglise, & qu'il indique à ses Ministres de ne point faire de quartier, quand ils sont les plus forts, à ceux dont ils peuvent faire un exemple utile. L'histoire du favori du Roi de Syrie, à qui le Prophete Elisée permit d'accompagner le Roi son maître dans le Temple des faux Dieux, & de lui présenter l'encens qu'il leur offroit, me fut donnée pour un fait qui doit fermer la bouche à tous les ennemis de la tolérance. L'ordre du Sauveur à ses Disciples de manger de tout ce qui leur sera servi doit être regardé, me dit-on, comme un plein-pouvoir pour accorder dispense des jeûnes & des abstinences. Enfin j'emportai la persuasion sur la bonté de la doctrine proscrite par les Théologiens qui ne sont pas Jésuites.

M'appartenoit-il de raisonner & de douter, lorsque les souverains Pontifes me garantissent que je serai innocent devant Dieu & l'Eglise de ce que j'aurai fait & pensé d'après l'ordre de mes supérieurs? Lorsque je vois avec évidence que mon indocilité

m'attirera les plus rudes châtimens , sans produire autre chose qu'un scandale honteux ? Je fais, Monseigneur , que le systême Apostolique des Jésuites vous a toujours déplu. Mais il est impossible qu'il me rende suspect à Votre Grandeur , pour peu qu'elle daigne observer que je l'ai suivi longtemps de bonne foi , & que mes engagements me faisoient un devoir , m'imposoient la nécessité de le suivre ; que pour ma sûreté, ma tranquillité, j'ai dû paroître l'avoir adopté sans restriction. Le même principe d'obéissance qui m'a fait marcher intrépidement dans le mauvais chemin , me conduira avec la même sécurité dans celui que me marque l'Eglise Gallicane , de qui seule je reçois maintenant mes supérieurs. Cette obéissance , à laquelle l'esprit d'un Jésuite est si parfaitement plié , j'oserai vous la citer , Monseigneur , pour la plus puissante recommandation en faveur de ceux que les loix viennent d'affranchir du joug des chefs de la Compagnie de Jesus. Si le Clergé de France (*)

(*) L'idée est neuve & bonne. Un Commentaire

jugeoit à propos de faire travailler à un Commentaire national sur toute la Ste. Ecriture , & de fixer la multiplicité des interprétations , explications , & conséquences disputées , au seul sens que la raison , nos loix & nos mœurs peuvent admettre , il n'auroit point pour son peuple d'instructeurs plus ardents & plus fideles que les ci-devant Jésuites. Le ressort ne perdrait rien de sa force étant mis en jeu par d'autres mains , & recevant une autre direction. Le Prélat Diocésain n'auroit qu'à le vouloir , pour se mettre sur ses nouveaux sujets dans la plupart des droits du Général des Jésuites (§) sur les siens. Daignez , Monseigneur , prendre en considération cette ouverture. Jamais le Clergé de France n'eut autant besoin qu'à présent de se prémunir contre les autres Ordres de l'Etat , qui sont jaloux de son opu-

Gallican , une expédition qui fixeroit le sens que les loix du Royaume donnent aux textes , dont les Théologiens s'arment les uns contre les autres , couperoit pied pour toujours aux disputes que Rome aime à nourrir , pour les évoquer à son Tribunal.

(§) Sur cette insinuation , on a peine à croire Mr. le Franc aussi honnête homme & aussi peu Jésuite qu'il se le dit.

lence & de ses prérogatives. Jamais il n'eut autant besoin de serrer la correspondance des Prélats avec les subalternes. Les raisonneurs du temps demandent la même mesure du bien-être pour tous les Citoyens , parce qu'ils sont tous hommes au même degré. Bientôt on les entendra demander la même fortune & le même sort pour tous les Prêtres.

Il n'y a qu'une objection contre l'idée que j'ai l'honneur de présenter à votre Grandeur ; & elle se prend du doute sur la sincérité du retour des Ex-Jésuites à la société civile. Comme je ne vous crois pas accessible à pareil soupçon , Monseigneur , je ne vous supplierai point d'observer combien il seroit peu raisonnable. Peut-il venir en la pensée de quelqu'un que des forçats se refusent à leur délivrance , & qu'ils veuillent tenir à leur chaîne en dépit de l'autorité qui l'a rompue ? Cependant je ne puis ni ne veux répondre de mes anciens confreres sur ce point. La séduction est si ingénieuse à se raccrocher sur les esprits qui lui ont donné prise !

Je réponds de moi, Monseigneur, & je me suis conduit depuis le commencement de la crise de manière à mériter d'être cru. Lorsque j'ai pris mes premiers engagements avec la Compagnie de Jesus, je n'étois point en état de connoître si les Parlements du Royaume avoient droit ou pouvoir d'annuller une légitimation accordée par les Rois ; s'il leur appartenoit de ne voir qu'une simple tolérance à volonté dans l'autorisation la plus formelle du Souverain, & dans la protection la plus hautement déclarée de la plupart des Cours Souveraines. J'ai pris pour une adoption précise les diverses Déclarations de nos Rois, vérifiées au Parlement, lesquelles ont réglé & fixé à la Compagnie de Jesus sa manière d'exister en France. Devois-je voir les choses autrement, quand j'avois sous les yeux les Ordonnances Royales revêtues de toutes les formes, des Arrêts donnés en conséquence par les Parlements, pour distinguer avantageusement la Compagnie de Jesus des autres Congrégations Religieuses, pour la privi-

legier au dessus d'elles, pour interpréter les engagements de chaque Jésuite au sens de l'Instituteur, les adapter aux loix civiles, ou les mettre au dessus d'elles, pour étendre jusqu'à l'âge de trente-trois ans les relations de tous & chacun d'eux avec leur famille, le droit de propriété sur leurs biens patrimoniaux, & la faculté d'y rentrer, ou d'en disposer, quinze ans après leurs premiers vœux? Pouvois-je soupçonner de déplaire à la Nation, des hommes à qui la Nation confioit avec une prédilection marquée l'éducation de sa jeune Noblesse, des hommes que trois de nos plus glorieux Monarques ont choisis pour les dépositaires de leur dépouille mortelle des hommes dont les Grands & les Magistrats recherchoient le commerce & tenoient la bienveillance à honneur, l'amitié à bonheur, la protection à faveur?

Je crus donc, & je fus disposé croire que j'entrois chez les Jésuites avec l'aveu & sous la protection des loix. Jamais je n'y serois entré, j'avois eu le moindre soupçon du cor

traire Aussi tôt que le cri de l'autorité est venu jusqu'à moi ; dès que j'ai pu reconnoître la soumission de préférence qui lui est due , & m'y laisser aller en sûreté , je n'ai point hésité à lui obéir. Je me suis dit à moi-même que c'étoit en obéissant promptement que je prouverois que j'obéissois de bonne foi. Je me suis hâté d'abjurer le régime qu'elle m'a dit proscrire par les loix : parce que j'ai été persuadé que la premiere obligation du vrai Chrétien est de ne point troubler l'ordre qu'elles établissent dans la société civile : parce que mes yeux s'étant ouverts sur ce que tout homme doit à sa patrie , j'ai senti l'illégitimité de mon dévouement à un maître étranger.

Je ne crains point que Votre Grandeur insiste sur l'apparence de liberté dans mon dernier engagement. Il est vrai que j'ai prononcé le troisieme vœu dans un âge où je n'étois plus admis par la loi à prétendre indulgence , & à me réserver une protestation de nullité. Mais je ne dois point être rappelé à cette date. Depuis le pre-

mier moment de mon entrée chez les Jésuites jusqu'à celui de l'émission du troisieme vœu , j'ai été constamment dans le même état de séduction ; & je n'ai pas vu plus clair dans l'Institut à vingt-huit ans qu'à dix-huit. Tenu dans une dépendance également rigoureuse , & sous une tutele toujours également attentive à m'oter jusqu'au desir de l'émancipation , j'ai contracté la derniere fois avec la même incapacité , & par la même impulsion que la premiere. J'ai donc les mêmes raisons pour réclamer contre les Actes de l'une & de l'autre.

Permettez moi , Monseigneur , d'observer que la faculté accordée par les loix de France à tout Religieux de se pourvoir pardevant la justice en cassation de ses vœux , pourvu qu'il fasse les diligences dans le terme de cinq années après la profession faite , est une faveur dont on voit très-peu de ces infortunés tirer parti. Obsédés pendant tout ce temps par ceux qui ont intérêt de les entretenir dans leur illusion , ils ne connoissent ni toute l'injustice du joug , ni toute l'inno-

cence des moyens qu'ils ont pour le
secouer & s'en délivrer. Leur raison
n'a son plein exercice ; & ne prend
le dessus , que quand l'usage du mon-
de , le commerce de la société civile ,
l'opération des grandes passions , les
viennent éclairer sur les promesses
qu'ils ont faites , & les privations qu'ils
se sont imposées ; & alors le terme
prescrit par la loi est passé , & ils
ne sont plus admis à réclamer sa
faveur.

C'est d'après la connoissance de ce
mécanisme monacal , que , dans les
Assemblées du Clergé de 1732 & 1737,
l'illustre Evêque de Seez en Norman-
die (l'Allemand) soutint l'insuffisance
de la loi pour le secours de la jeu-
nesse imprudemment ou forcément en-
gagée dans les Cloîtres , & proposa
de statuer que désormais les Ordres
religieux ne pussent admettre des Pos-
tulants à leur Noviciat , avant l'âge
de vingt-quatre ans accomplis , & à
la profession avant celui de vingt-cinq.
C'est cette même connoissance qui rend
toutes les Congrégations religieuses si
difficiles sur les Postulants qui sont

hors de la première jeunesse. On vit il y a un siècle, les Chartreux refuser le pieux & savant Charron auteur du livre admirable *De la Sagesse*, qui souhaitoit se donner uniquement à Dieu dans la retraite, âgé d'environ quarante ans. Avec quelle facilité un Ecolier qui n'a jamais eu d'argent qui pour acheter des fruits, ne promet-il pas de vivre sans biens propres? Qui le rebuterait de promettre obéissance, lui à qui les valets mêmes du Collège & les servantes de sa mère ont parlé de ton impératif? Pourquoi ferait-il épouvanté de promettre d'être toute sa vie l'ami d'une vertu dont il ignore absolument le vice contraire, & contre laquelle son cœur & son tempérament ne lui ont encore rien dit? Lorsque les passions se développent chez lui, instruit ses Directeurs des progrès de son développement. Ceux-ci réveillent sa ferveur, ses préjugés le déterminent à lutter, & le soutiennent de leurs conseils. Le terme des cinq années s'écoule avant le temps de sa défaite ou sans qu'il voie jour à sortir du champ.

Ainsi que les Actes passés par un Prisonnier ne sont pas plus valables à la vingtième qu'à la première année de sa détention, les engagements d'un Religieux tombé depuis trente ans sous le joug d'un Institut à vœux, ne l'obligent pas autrement que ceux qui commencèrent sa servitude. Il est forcément sous la tyrannie de l'habitude, & dans un cas bien autrement favorable que le Concubinaire, dont le Testament & le Mariage *in extremis* sont rejettés par la loi du Royaume. Votre Grandeur connoît trop bien la vérité de ces principes, pour qu'il soit nécessaire que je les accompagne de leurs preuves. Comme elle me sauroit gré d'avoir abandonné les Jésuites après mon premier vœu, si je les avois alors développés ou pénétrés; elle me louera de les avoir quittés long-temps après le troisième, puisque j'ai renoncé à eux aussi-tôt que j'ai pu le faire avec honneur, avec sûreté. Daignez, Monseigneur, me juger avec la générosité que vous savez unir à la plus judicieuse équité. Récemment mis en

liberté , je sens que mon nouvel état n'est pas fait pour mon âge. Il me faut un maître ; & vous êtes celui que je souhaite avoir. J'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect , &c.





LETTRE XXIX.

*A Mr. James N. . . . Négociant de
Londres.*

*Confirmation de la Lettre XIII. Ré-
cit singulier au désavantage du Bu-
reau du Commerce en France. Ré-
flexions sur les faits. Inconvénients
principaux de la nécessité des oc-
trois ou privileges.*

Voyez la Lettre XIII.

MONSIEUR,

JE n'ai point prétendu que nous
n'eussions pas nos maladies ainsi que
nos voisins ont les leurs. Si j'avois porté
à cet excès mon estime pour le Gouver-
nement Britannique, votre lettre seroit
tout-à-fait propre à me désabuser.
Quels que puissent être les Ministres
du Roi & les Députés représentants de
la Nation, ils fourniront toujours à de

justes plaintes de la part des Patriotes zélés ; mais ce ne sera souvent pas leur faute. Nous devons , pour nous consoler de ce que les choses ne vont pas tout-à-fait bien dans tous les départements , observer qu'elles vont dans la plupart aussi bien qu'elles puissent aller. La balance , à ce que prétendent d'habiles Philosophes , est de la plus grande justesse dans la nature sur le bien & le mal physique. Il faut absolument , disent-ils , que l'égalité subsiste pour que l'ordre établi se conserve. L'Art peut-il aller plus loin que l'imitation de la Nature ? Les habiles politiques peuvent-ils se promettre de bâtir un meilleur système que celui du Gouvernement de l'Univers ? Je serois tenté de faire une liste parallèle à la vôtre , & de coter sous *Numero* les utiles institutions qui font contrepoids aux abus & aux négligences que vous avez recherchés avec tant de pénétration & de mauvaise humeur. Mais à quoi nous meneroit la contestation ? Vous m'écrivez pour causer avec moi , & je ne veux pas m'engager dans une dispute

avec mon ami. Soyez l'Héraclite de l'Angleterre , mon cher Monsieur , si vous y trouvez du plaisir ; & souffrez que je ne me prenne pas d'un intérêt si fort sur ce qui touche les autres , que ma tranquillité en puisse être altérée. Vous êtes bien dans l'erreur , vous autres Lords de la Cité , si vous vous imaginez que quatre à cinq millions de bons Anglois & moi nous regardions vos Porte-feuilles comme les thermometres du bien & du mal Britannique. Dites-moi de bonne foi si , faute de la moitié du papier que vous avez amassé , vous seriez malheureux. Si vous voulez bien vous rappeler qu'il y a dix ans que vous étiez moins chargé d'embarras & de soins , mieux pourvu de gaieté & de goût pour le plaisir , quoique cette moitié vous manquât , je devinerai votre réponse. Quel beau jour pour la patrie , ô mon ami , que le jour où dans une assemblée générale de vos Pairs vous feriez recevoir seulement un demi-Jubilé national ! L'opération toute entière ne coûta , il y a quarante ans , qu'un trait de plume au Duc

Régent de France ; & à peine en reste-t-il la cicatrice. Vous n'êtes pas des malades si dociles que les Parisiens : aussi ne vous proposai-je la chose que par forme de régime. Les *Super-Cargos* du Navire battu de la tempête n'attendent point le désespoir des pilotes & le découragement des matelots , pour soulager le vaisseau , & procurer la sûreté d'une moitié de sa charge en jetant l'autre à la mer. Le grand point est de faire le sacrifice à temps & de manière à en tirer avantage. Il faut bien se garder d'y faire entrer les coffres de l'Equipage & les malles des passagers. Je parie que vous prenez ce que je vous dis là pour un badinage. Rien pourtant de plus sérieux. Lorsque le riche Bussi eut vu décider son retour des Indes en Europe , pensez-vous qu'il auroit refusé l'assurance de notre Compagnie au prix de la moitié du million de livres sterling qu'il avoit acquis dans l'Inde ? Vous me répondrez qu'il a conservé son bien à meilleur marché ; & je reprends que cela est heureux , mais que cela ne fait pas règle.

Pour être moins exposé à m'avoir d'une opinion contraire à la vôtre , vous n'avez qu'à éplucher la conduite de notre Gouvernement par rapport aux objets sur lesquels vous n'êtes remué que par l'intérêt général de la patrie. Je suis fort trompé si nous ne sommes pas alors , comme autrefois , à-peu-près du même avis. Après vous avoir réitéré que c'est par conviction que je tiens à mes premières idées sur le Bureau du Commerce François que vous prisez outre mesure , je vous vais donner tout simplement comme je l'ai reçu un récit capable de vous en faire bien rabattre. Lorsque vous saurez que ce récit (*) vient d'être rendu public par un Imprimé muni de l'aveu de la Police , & qu'il ne produit aucune sensation , vous connoîtrez encore mieux de combien de degrés la léthargie où vous nous croyez sur l'intérêt du commerce est éloignée de celle où sont plongés par leur

(*) *Exposition des propriétés du spalme. &c.* A Paris , chez le Breton Imprimeur du Roi. Le récit a été donné , à quelques expressions près , le même qu'ici dans l'Année Littéraire de Mr. Fréron , au 3e Cahier de l'an 1763.

Gouvernement même nos industrieux voisins.

Etant allé à St. Germain-en-Laye distant de cinq petites lieues de cette Capitale , & y ayant bientôt satisfait la curiosité qui seule m'y avoit conduit , j'eus envie de voir une fabrique d'une nouvelle espèce de Spalme établie récemment au dessous de cette petite ville. Vous savez que *Spalme* un navire n'est autre chose que l'enduire , le poïsser , le goudronner , lui donner le suif ou le courroi , pour le rendre le moins pénétrable qu'il est possible à l'eau de la mer , & à la piquure des vers. L'enduit ou courroi ordinaire est un mélange de gomme , de soufre , d'huile & de suif , fondus & amalgamés : on y mêle quelquefois du verre pilé & d'autres matieres ; mais cela ne rend cet enduit ni plus durable , ni plus propre à garantir les vaisseaux des inconvénients qu'on veut éviter. Sa qualité essentielle est d'être également tenace sur toute la surface qu'il couvre , & de ne se gercer ni écailler que quand sa vétusté fixe le temps de sa décomposition.

Le nommé Jean Maille, de la Province de Normandie, & d'une famille à qui ce pays doit l'établissement des fabriques de Draps à Elbeuf & à Louviers, découvrit en 1718 une composition beaucoup supérieure à tous égards à celles qui fournissent le Spalme dans les divers pays maritimes. Sa découverte fut annoncée en France & dans les pays étrangers. On en fit des essais qui eurent l'aveu des experts. Les Hollandois, chez qui le véritable esprit du commerce ne s'endort jamais, témoignèrent qu'ils faisoient toute l'importance de la découverte : leurs gens de l'Amirauté la jugerent digne de l'attention des Etats de la Province. Cette assemblée des premiers hommes de l'Etat de la République n'en eut pas plutôt pris connoissance, qu'elle fit rechercher l'inventeur, en lui offrant un privilege exclusif pour lui & pour ses siens, toutes les exemptions qu'il demanderoit, & cent mille florins de gratification, s'il vouloit porter sa fabrique en Hollande. Maille, que des raisons de famille & son attachement

à son pays, portoient à préférer la France au pays étranger, & qu'd'ailleurs ayant vu récompenser d'une pension de douze mille francs la découverte bien moins importante de *la transmutation du fer en acier*, & de *l'adoucissement du fer fondu*, faite par Mr. de Réaumur, ne se promettoit pas de son Prince une moindre fortune que celle qu'il eût faite en Hollande, fit parvenir au Duc Regent sa découverte & remit en même temps à ce Prince la Lettre qui contenoit l'offre de leurs Nobles Puissances. Le Duc parut connoître l'importance de garder dans le Royaume un si beau secret. Il commença par défendre expressément à Maille de communiquer à l'Etranger : ensuite son Altesse Royale lui promit des secours & des récompenses. Ce n'étoient que des paroles. Mais l'artificier n'hésita point à s'y fier, quand le Prince lui eut donné ordre de fabriquer cinq à six mille quintaux de son spalmé pour les vaisseaux du Roi & pour ceux de la Compagnie d'Indes. Il vola à Rouen Capitale de

Normandie , ville où la Seine fait remonter des navires de deux à trois cents tonneaux , & qui est tout-à-fait propre à l'établissement de la fabrique , par la facilité du débouché de ses productions , par la quantité des Manœuvres que fournit son peuple , par le bas prix de ses vivres qui rend la main d'œuvre moins chere , enfin par le nombre & la richesse de ses négociants capables de faire les fonds d'un établissement dispendieux. Maille, qui avoit de très bonnes raisons pour ne se point mettre en compagnie , fit des emprunts plus proportionnés aux fruits futurs de son travail qu'à sa fortune actuelle ; & il se mit à l'ouvrage. Le bouleversement du système du fameux Ecoissois arriva auparavant que Maille eût pu faire ses livraisons : lorsqu'il se présenta pour les commencer , peu s'en fallut qu'on ne le punît d'oser espérer quelque chose du Gouvernement dans le désordre où étoient ses finances. Il eut beau réclamer la parole & l'ordre du Duc Régent , & demander qu'au moins on ne le laissât pas chargé d'une quan-

tité de marchandise commandée , pour laquelle il n'avoit pas alors d'acheteurs : on refusa même de lui tenir aucun compte de ses avances.

Comme il n'avoit pas pensé à obtenir un privilege pour un travail que le Souverain lui-même lui ordonnoit , il lui fallut suspendre l'ouvrage , solliciter le privilege , & se consumer en essais jusqu'à lasser ou convaincre Mrs. du Bureau. C'est à quoi il ne parvint que sept à huit ans après. La Pancarte lui fut expédiée , je ne fais à quelles conditions , le 17 Mai 1727. Cependant les Créanciers , qui n'étoient pas gens à se livrer aux justes espérances de Maille , l'avoient poursuivi en toute rigueur. Après avoir fait vendre ses biens , ils eurent l'ignorante dureté de faire le même fort à ses magasins. Les matieres ayant déjà été altérées , ou par le travail , ou par le temps , produisirent à peine de quoi payer les procédures & le loyer des bâtimens de la fabrique. Maille , n'ayant plus pour tout bien que son secret , eut cependant le courage de ne pas quitter sa patrie où il

il étoit en risque continuel d'être emprisonné. En attendant des conjonctures plus favorables qu'il osoit toujours espérer , il traîna dans l'indigence & l'obscurité les vingt années pour lesquelles le privilege lui avoit été accordé. C'étoit se retrouver au même point que quand l'abandon du Duc Régent l'avoit forcé à la banqueroute. La chicane ayant ses ressources ouvertes pour le malheureux comme pour le méchant , l'infortuné Maille n'avoit point cessé de batailler contre ses impitoyables Créanciers ; & après vingt à vingt-cinq ans la Justice vint à propos lui donner un *arrêt de surséance* , au moyen duquel il put paroître avec sûreté & vaquer à ses affaires. Sa principale fut de solliciter un renouvellement du privilege dont il n'avoit tiré aucun parti. La sollicitation cette fois ne lui déroba que trois années ; mais il consuma la quatrieme toute entiere à surmonter les oppositions , qui vinrent , je ne fais d'où & de qui , contre l'enrégistrement du lit privilege , formalité sans laquelle la Pancarte

n'est d'aucun usage. Ce Privilege est du 14 Juin 1750 ; l'enrégistrement s'en fit le 8 Mai de l'année suivante. Vous observerez que pour ce second Octroi l'inventeur fut obligé à donner des essais , à multiplier les épreuves , comme s'il eût été question d'une chose tout-à-fait étrangere à l'Octroi accordé vingt ans auparavant , & à Messieurs du Bureau.

Maille ne put éviter de former une Compagnie pour avoir des fonds. Mais , ainsi que sans doute il l'avoit toujours appréhendé , ses associés voulurent bientôt être les maîtres , & ne tarderent pas à être des tyrans. Ils n'eurent point d'égard à ses représentations sur le lieu de la fabrique. Malgré qu'il en eût , il fut obligé de l'établir entre Paris & St. Germain-en-Laye , à trois lieues environ de la Capitale. Vous voyez que c'étoit choisir admirablement l'emplacement des magasins d'une denrée qui n'est d'usage que dans les Ports de mer , qui occupe beaucoup de place , & dont la manipulation doit être au plus bas prix , afin d'en accréditer le débit. Le

prix du quintal fut d'abord mis à
 soixante livres tournois (2 lb st. 15
 schellings.) Ce prix exorbitant fut vite
 réduit d'un sixieme. Ce n'étoit pas
 assez rabattre ; le quintal vint à 45
 livres , ensuite à 40 , puis à 37 livres
 10 sols rendu à Rouen , à 38 livres
 rendu au Havre. L'imaginative & la
 judiciaire de Mrs. de la Compagnie
 n'avoient pas été jusqu'à voir qu'en
 établissant la fabrique loin des Ports ,
 ils apportoitent une nouvelle difficulté
 à ses succès. Le Spalme se vendoit ;
 mais l'avidité des Associés , gens ac-
 coutumés à gagner 50 pour 100 dans
 l'emploi de leur argent , ne fut point
 satisfaite du profit , quoique très-hon-
 nête. Ils donnerent à Maille tant de
 chagrins & de dégoûts , que le pau-
 vre homme se trouva trop heureux
 qu'il ne lui en coûtât que son secret
 pour se séparer d'eux & se libérer des
 prétentions qu'ils formoient à sa char-
 ge. Il substitua à son privilege & à
 ses espérances qui n'étoient pas en-
 core éteintes , le nommé *Besnard* son
 gendre , à qui il avoit remis son
 secret.

Besnard fit de vains efforts pour relever la fabrique. Les fonds déjà insuffisants pendant la direction du beau-pere inventeur, manquerent absolument sous celle du gendre dépositaire. Maille mourut dans la misère le 5 Août 1754, & aussi-tôt les Associés entrèrent en procès avec ses héritiers & légataires. Il n'y a point à douter que cette Compagnie avide ne se promît de réduire ces infortunés à céder le secret, qui est toujours pour eux une voie de fortune. Elle les traduisit successivement au Châtelet, qui est la premiere des Juridictions Subalternes de Paris, au Parlement, & au Grand-Conseil, qui est le plus haut tribunal du Royaume. L'affaire étoit du ressort de la Justice Consulaire, qui l'auroit décidée en trois jours, à l'aide d'une forte recommandation qu'il semble que le Bureau du Commerce n'auroit pas dû refuser. Après trois ans de procédures dans les trois tribunaux, le dernier renvoya la Cause devant le Tribunal Consulaire, pour qu'il en jugeât définitivement. Quelle

pensez-vous qu'a été la sentence ?
 Besnard & les Filles de Maille ses
 Cohéritieres & Légataires ont été dé-
 clarés libres & dégagés de tout en-
 gagement avec les Associés du défunt.

Besnard a tenté de se maintenir en
 liberté , & de travailler seul. Dans
 l'espérance que ses fonds grossiroient
 en proportion du débit , il a d'abord
 réduit le prix du quintal à 17 livres
 tournois. Mais la modicité de sa for-
 tune bornant son travail , & le pri-
 vant de bien des commodités qui en
 diminueroient la dépense , il a enfin
 risqué le même sort que son beau-
 pere ; il s'est donné des associés , qui
 ne tarderont pas à penser que c'est
 lui qui doit se donner à eux. Le gain
 qui paroïssoit honnête à cet homme
 laborieux n'est plus le même pour
 ces frêlons avec qui il doit s'accom-
 moder. Le prix du quintal est monté
 à 28 livres tournois , pris au lieu de
 la fabrique. Il est de 29 rendu à
 Rouen , & de 29. 10 sols livré au
 Havre. Cette seconde Compagnie aussi
 aveugle que la premiere n'apperçoit
 pas que le rabais de ces trente sols

feroit la moindre faveur qu'elle pourroit faire aux acheteurs , si elle plaçoit la fabrique plus à leur portée.

Je pourrois joindre à ces faits authentiques un grand nombre d'autres faits de même nature & encore plus récents. Mais si votre prévention tient contre ceux-ci , j'espérerois en vain de la subjuguier par la multitude. Figurez-vous cette découverte d'un nouveau Spalme faite chez nous par un Anglois. Qui & quoi rencontrera-t-il qui lui dispute la jouissance de son trésor ? Je le supposerai si dénué de moyens pour le faire valoir , qu'il soit réduit à emprunter les trois schellings que lui coûtera l'avis de la découverte dans une Gazette. A peine l'avis est-il public qu'il devient l'objet des spéculations d'une foule de Négociants. On cherche l'homme , on l'invite à donner des essais dont on lui fournit largement les frais : on lui présente plusieurs capitulations avantageuses , il n'est embarrassé que sur le choix. Veut-il vendre son secret ? les acheteurs sont tout prêts. Veut-il travailler en chef propriétaire ? On ne lui

demande pour sûretés que de recevoir un gardien de ses magasins , & un caissier pour les produits de son travail. A ces conditions si équitables , & qui gênent si peu un homme qui procede de bonne foi , il trouvera les fonds capables de porter sur le champ sa fabrique au grand. Souhaite-t-il former une Compagnie ? On ne lui demande que de fixer la part qu'il retient dans la communauté. Il ne s'est pas passé un mois depuis l'annonce de sa découverte , que déjà il en perçoit les fruits.

Dans un Gouvernement bien organisé pour le commerce , qu'est-ce que l'Etat a à voir sur une invention de la nature de celle-ci ? De quoi y fert son Privilege ? Si la méthode est bonne , le travail de la fabrique se recommandera par lui-même ; & sans autre secours il obtiendra une préférence universelle. Direz-vous que le privilege est déjà une récompense pour l'inventeur ? Vous aurez raison , si ce privilege est exclusif. Mais un tel privilege en tout genre de découvertes n'est-il pas la ruine du génie &

de l'industrie ? Pourquoi fermer aux autres la route que celui-ci a trouvée ouverte ? Pourquoi mettre le Public dans la dépendance d'un homme peut-être avide, qui n'a d'autre avantage sur les autres que d'avoir marché quelques pas devant eux ? Pourquoi refusera-t-on de croire que quelques années plus tard la découverte qui s'est présentée à lui auroit été rencontrée par un autre ? En le laissant jouir aussi-tôt qu'il veut, on lui donne une récompense suffisante. Celui qui perfectionnera l'invention aura assez de peine à s'en faire croire ; & s'il parvient à prendre place au dessus de l'inventeur, niera-t-on qu'il l'ait mérité ? Celui qui parviendra à éven-ter la découverte n'a-t-il pas droit d'en user comme de son bien propre ? Fait on injustice au premier inventeur en le traitant de pair avec celui qui aura été aussi habile & aussi heureux que lui ? D'ailleurs, je veux que dix Experts prononcent que le nouveau Spalme soit meilleur que l'ancien ; mais je m'estimerai autant que ces dix Experts ; & si ma prévention

pour l'ancien ne cede pas à leur autorité, de quel droit m'obligera-t-on à donner à mes navires un suif que je crois le moins bon ? N'imputerai-je pas avec raison à cette tyrannie du Gouvernement les accidents que mes vaisseaux essuieront en mer ?

Mais ne nous échauffons pas contre le privilege exclusif, dont il n'est nullement question ici. Le privilege accordé par le Bureau du Commerce est une permission pure & simple donnée à l'inventeur de travailler suivant sa méthode & d'en débiter le produit. Je veux que pour le bon ordre on fasse bien d'exiger cette permission ; mais alors qu'est-ce que le Bureau a besoin d'essais réitérés, d'épreuves & de témoignages authentiques ? L'Etat ne met rien du sien dans l'entreprise : laissez les entrepreneurs à leur première ardeur. S'ils se font illusion, ils ne tarderont pas à le reconnoître, & à rompre la société. Leur imprudence ne fait tort qu'à leur fortune particuliere qui est tout-à-fait indifférente pour l'Etat, tandis qu'il a le plus grand intérêt à animer un

chacun à tirer parti de son génie , de ses talents , & de son bien. Oh mais ! Tout bon Gouvernement est une imitation du Gouvernement paternel ; & il est digne de lui de retenir ceux des siens qui pourroient donner dans de folles dissipations. A merveilles, Monsieur. Mais il ne s'agit point de folles dissipations , ruineuses pour la famille qui est l'Etat. Toutes ces imprudences & ces dissipations tournent au contraire à son avantage , quelles que soient leurs suites. Rappelez-vous la fable des Abeilles de notre Docteur Mandevil , & étendez ses détails. Cependant j'admettrai votre idée du Gouvernement paternel , en vous invitant à en chercher l'imitation dans la conduite du Bureau François relativement à Maille & à sa découverte. Voilà Messieurs bien & duement convaincus de la bonté supérieure du nouveau Spalme. Du même coup d'œil dont ils faisoient l'inventeur , ils devoient , ce semble , envisager les autres sujets du Roi : & autant pour le bien-être de celui-là que pour l'avantage de ceux-ci , il convenoit

qu'ils fixassent le prix de la nouvelle denrée , de maniere à procurer une juste récompense à l'un sans laisser rançonner les autres. Observez comment les soins paternels ont opéré. En prenant pour le juste prix celui qui tient le milieu entre le prix actuel de la Compagnie & celui que Bernard jugeoit soutenable , le prix du quintal sera de 24 livres tournois (une livre st. un schelling.) Messieurs du Bureau souffrirent qu'il fût porté d'abord à 60 livres tournois (2 lb st. 14 sch.) Si ce prix excessif dégoûtoit le Public , la fabrique devoit rester dans son enfance & périr de langueur. Si le Public ne s'appercevoit point de l'excessive avidité des associés , la Marine Royale & la Marine Marchande étoient grevées , le commerce lésé , l'Etat & les Sujets étoient pressurés par un petit nombre de particuliers. Le premier objet du Bureau devoit donc être le prix des productions de la nouvelle fabrique. Delà ces Tuteurs du Commerce ne pouvoient se dispenser de prendre en considération l'emplacement de la

manufacture , les rapports de son travail , l'avantage de multiplier ses ateliers. Seroit ce dans une tête Angloise qu'il entreroit d'établir à Kensington (*) ou à Kiew (*) une fabrique d'ancres ou de cables ? L'établissement d'une fabrique de Marine au voisinage de Paris est une incon séquence qui ne va qu'à des François. Elle (†) me fait penser malgré moi à une Frégate de guerre qui fut construite , il y a deux ans , au dessous du dernier pont de cette Capitale à vue de l'Hôtel des Invalides , par un Constructeur de Vaisseaux natif de Geneve. La Frégate fut lancée à l'eau avec le plus grand appareil. On alloit la pour voir de sa mâture & de ses agrêts , lorsqu'un Batelier de la Seine fit observer qu'elle ne rempliroit pas aisément sa destination qui étoit d'aller en course contre les Anglois , parce

(*) Beau Bourg à trois milles de Londres , où il y a une maison Royale.

(*) Village à six milles de Londres , & au bord de la Tamise , où le Roi avoit sa maison de plaisance étant Prince de Galles.

(†) Le fait est exactement vrai , mais l'Anglois se trompe à la date. La Frégate fut lancée à l'eau en 1761. Elle est restée au milieu de la Riviere & sans agrêts. Elle est changée en cabaret.

qu'il n'y avoit point assez d'eau en certains endroits de la Riviere pour qu'elle pût descendre à Rouen. Des zélés, qui vouloient absolument faire voir en mer la banniere de Notre-Dame de Paris, proposerent de charger de la Frégate un des grands bateaux plats qui remontent de Rouen à Paris chargés de bois & de grains. Mais les volontaires Parisiens qui s'étoient offerts pour la course refuse-
rent de gagner la mer à pareil Bord, & l'on perdit de vue la destination de la Frégate.

La fabrique de Spalme entreprise par une Compagnie de Paris & placée à St. Germain-en-Laye vaut le Navire Corsaire construit sous Paris par un Constructeur Genevois. Des tonneaux de Spalme sont aussi étrangers pour cette Capitale que les Pantins pour Brest & pour Toulon; & je tiens pour aussi difficile au premier fabricant de s'enrichir dans l'emplacement qu'il a choisi, qu'il eût été impossible au second de gagner dans ces Ports de mer les cent mille écus que lui a valu en peu de mois la frivolité Parisienne.

Vous ferez bien étonné , Monsieur , de m'entendre vous donner la nécessité du privilege pour le plus grand obstacle qui soit en France au progrès des Arts utiles , quand même en l'accordant , Mrs. du Bureau auroient bon nombre des égards qu'ils n'ont pas. Daignez entrer avec moi dans le détail. L'Artiste qui sollicite un privilege est rarement à portée de s'adresser droit aux Chefs du Bureau. Il trouvera certainement un intercesseur , mais qui lui grossira les difficultés , pour mettre son intercession à plus haut prix. Enfin la capitulation est signée. L'affaire sera partagée en vingt *sols* ou Actions d'un sol. L'intercesseur en retient au moins une. Le Bureau délibère , il résout , & favorablement ; mais l'expéditeur de la Pancarte entend son métier : il va par ses lenteurs donner temps aux oppositions de se produire ; lui-même il fera paroître des opposants , si on ne se hâte de lui accorder au moins une Action. Pour l'enrégistrement , autre manœuvre. On est fort heureux qu'il n'en coûte qu'un troisième sol. La

Compagnie, après avoir long-temps disputé avec l'Artiste, est enfin convenue de recevoir pour deux Actions son secret & son industrie à le mettre en valeur. Voilà cinq Actions en figure, il en reste quinze en réalité. Les livres se tiennent d'après la supposition d'un fonds de vingt mille livres sterling qui n'est en effet que de quinze. Le prix du travail de la fabrique doit donc être mis au dessus de sa juste valeur, au moins pour un quart, en supposant les Associés réels des gens honnêtes & modérés. Cependant la fabrique prend crédit : elle doit ajouter à ses premiers fonds parce que son débit devient grand. Les Associés commencent à sentir que l'Artiste qui a ses deux Actions gratuites leur est à charge : les trois autres Actionnaires bénéficiés sont encore plus onéreux, mais ce sont gens à ménager parce qu'ils peuvent nuire. La première batterie se dresse contre le bienfaiteur de la Compagnie. On fait qu'il subsiste du dividende. Dans une assemblée générale où l'on résout une nouvelle mise, on décrète qu'afin

de grossir les fonds on laissera pour quelque temps le dividende à la masse ; on réduit l'Artiste à la nécessité de plaider ; & pendant que l'on occupe de part & d'autre les Avocats & les Procureurs , une autre assemblée contracte avec le Roi pour un fournissement considérable dont le paiement est convenu à longs termes par zele pour le service de l'Etat. Si l'Artiste gagne le procès , qu'a - t - il gagné ? S'il le perd , il vend son secret à la Compagnie pour se sauver de ses propres Créanciers comme il pourra. Le Ciel nous garde de ce bel ordre que vous avez admiré. Je suis , &c.





LETTRE XXX.

Au Lord C.

Avis de la prochaine signature des Préliminaires de la Paix. Alternative des Anglois sur le Traité. Avantages actuels de la Grande-Bretagne sur la France. Considérations sur l'apparente décadence des François. Incurfion sur les Politiques à principes généraux. Que le luxe & la licence des mœurs ne font que des maladies dans le corps politique. Que les véritables caufes de la ruine des grands Etats ont été produites par le hafard. Quelles font les principales de cette efpece auxquelles la France doit attribuer la diminution de fes forces & de fon opulence. Ce que c'eft que le Patriotifme. Comment il peut fubfifter , comment il a été prefque éteint chez les François : combien aifément & promptement il peut fe ranimer.

MILORD,

AU moment que je reçois la seconde dont vous m'honorez, j'ai déjà fermé la réponse que demandoit la première. Vous me pardonnerez de laisser le paquet tel qu'il est, & de n'y joindre que ce petit billet, en attendant une lettre comme vous la souhaitez. Je suis tout glorieux d'avoir à vous laisser croire que j'aie quelque part aux secrets du Cabinet. Cependant je n'ai pas l'effronterie de trancher de l'important en vous révélant ce matin celui qui fera ce soir le sujet de toutes les conversations de Paris. Recevez, Milord, tout bonnement comme je vous la donne, la nouvelle du concert des Plénipotentiaires sur les Préliminaires de la Paix. A moins de quelqu'un des contretemps que la prudence humaine ne sauroit prévoir, les articles seront signés avant la fin de la journée. Si nous sommes devenus, pour notre malheur, un peuple ambitieux & conquérant, Milord Duc nous aura taillé de là

besogne ; & il pourra dire de ce Traité avec plus de raison que le Cardinal Mazarin de celui des Pyrénées , qu'il y a semé abondamment pour les générations futures. Si nous sommes , ainsi que j'aime à le croire , un peuple sage & prudent , nous chercherons à étouffer ces germes de guerres & de victoires , que d'autres circonstances pourroient disposer de manière à ne produire pour nous que honte & dommage. Le bon de l'affaire est que nous avons le loisir de délibérer sur cette judicieuse opération. La Machine est montée dans notre heureuse patrie pour soutenir encore longues années le même jeu de ses ressorts : au lieu que chez nos rivaux elle est tellement détraquée & endommagée , que ses réparations ne font pas le travail d'une seule génération. Cette observation me met juste sur la question que vous m'avez faite , & à laquelle j'ai tâché de répondre dans ma lettre. Rappelez-vous , Mirlord , votre problème politique , & regardez moins mon travail sur lui comme une solution , que comme des

idées qui peuvent vous aider à vous la donner vous-même.

» La Grande-Bretagne n'occupe pas
» aujourd'hui plus de place qu'il y
» a cent ans sur la Carte Géogra-
» phique de l'Europe. La France au
» contraire s'y est accrue & arrondie
» de plusieurs Provinces & Villes con-
» sidérables : cependant, &c.

Vous avez bien raison, Milord, de n'être point satisfait des politiques à système que vous avez consultés sur cette révolution. Ces Messieurs ressemblent aux Physiciens de la dernière mode, qui se sont avisés de chercher dans le bouleversement du Déluge la clef de tous les Phénomènes présents & passés. Historiens de cette crise universelle, dont ils peuvent donner les détails qu'il leur plaît sans craindre le démenti, ils lui rapportent hardiment les choses extraordinaires qu'ils ne veulent pas examiner ou qu'ils ne peuvent pas approfondir. J'aimerois autant ces Médecins charlatans, qui craignant que des raisonnements de détail ne trahissent leur ignorance, parlent à tout propos de la circula-

tion du sang , & prétendent qu'on n'a plus rien à leur demander , quand ils ont donné son désordre pour la cause de la maladie , & son rétablissement pour l'objet de leur art. Nos Politiques sont assurés de voir ou de faire voir du luxe & de la luxure dans toutes les Nations qui ont été nombreuses , riches , & puissantes ; & ils n'hésitent pas à donner le luxe & la licence des mœurs pour un principe général de la ruine des Empires. Ils allongent , ils abrègent les époques , comme le Physicien grossit ou diminue le volume & le roulement des eaux auxquelles il attribue l'objet de son observation. Ils esquivent , comme le Médecin , les faits de comparaison qui les jetteroient dans l'embarras. Après avoir lu leur sententieuses billevées , on est seulement informé que l'Etat a péri parce que ses principes conservateurs étoient ruinés ; & c'est ce qu'on se disoit bien soi-même , avant que de les avoir consultés.

Le luxe & la licence des mœurs sont des monstres dans un Etat : je le veux. Mais tous les monstres ne

sont pas destructeurs ; il y en a beaucoup qui ne sont que des animaux singuliers. L'homme qui n'aura que du sens commun ne mettra point entre les choses possibles une nation riche qui vive comme si elle étoit pauvre ; un peuple éclairé & savant qui n'ait pas plus de desirs , pas d'autres plaisirs , qu'un peuple sauvage ou ignorant , parce qu'il aura étudié son cœur & son esprit ; & que jugeant tous les autres hommes à-peu-près de la même trempe que lui-même , il tiendra pour démontré qu'on n'acquiert que pour jouir , & qu'on jouit beaucoup moins de ce que l'on a acquis , que de ce qui reste à acquérir. Cet homme qui consultera sa raison sans l'assujettir à un système , n'imaginera point de fixer l'instant de la décadence d'un Etat immédiatement après l'instant de sa plus grande prospérité , parce qu'il aura éprouvé plus d'une fois qu'on se porte bien sans se porter au mieux , & que le moment où la santé est la meilleure n'est pas pour cela le moment que la maladie doit nécessairement suivre. Le pré-

tendu savant raisonne autrement. Il a posé un point d'où il part , & il rapporte tout à ce point , en dépit de tout ce qui s'oppose à son opiniâtreté. Vous lui direz en vain que Lacédémone a conservé pendant plusieurs siècles toute la force de son institution : que deux cents ans après Jules-César l'Empire Romain étoit plus vaste que sous ce Dictateur : que les Rois successeurs d'Alexandre adoptèrent les vices des Perses dont ils avoient renversé l'Empire , & qu'ils subsisterent avec ces vices , les uns plus , les autres moins long - temps : du côté des mœurs les Grecs , en leurs temps les plus brillants , ne valoient pas mieux que les Perses au temps de la chute de leur Empire : que César à qui les Gaulois firent joug étoit cent fois plus dissolu que Crassus dont la défaite fut un jeu pour les Parthes : que ceux-ci , plongés dans le luxe & la mollesse , firent tête pendant plusieurs générations aux Armées Romaines ; tandis que les Gaules avec leur vigoureuse rusticité ne tinrent que dix ans contre les Légions commandées

par des hommes perdus de luxe & de débauche. Il est inutile de raisonner avec des gens qui ne voient jamais que ce qu'ils veulent voir. Rappeliez-vous , Milord , ce Théologien qui en confessant la gyration de la terre n'en trouvoit pas moins respectable & vrai le pouvoir de Josué sur le soleil.

Comptons le luxe & la licence des mœurs pour des maladies dans un Etat riche & puissant. Mais toute maladie n'est pas mortelle. Ainsi que le bon Médecin ne mesure pas le danger de son patient sur la seule nature de son mal , le bon politique , qui saisit l'organisation & le mécanisme intérieur d'un Etat , ne voit souvent que des crises nécessaires dans les maux où d'autres croient voir les symptômes d'une dissolution prochaine. Les Etats sont des corps composés , qui ont tous entr'eux de petites ressemblances génériques , & des différences spécifiques qui sont essentielles. Delà des maladies épidémiques qui leur sont communes à tous , mais dont chacun d'eux est diversement affecté. La fièvre putride qui conduit
en

en peu de temps au tombeau l'homme dont le tempérament est foible , ou dont la constitution est altérée par un mauvais régime , ne fera chez un autre d'un tempérament vigoureux , que renouveler sa santé par la fonte , la cuite , & l'évacuation des humeurs. On dit que le luxe des Perses les livra aux Macédoniens ; que Carthage a péri pour avoir uni l'esprit des conquêtes à celui du commerce. Cela peut être vrai , quoique je ne pense pas qu'il le soit. Mais qu'en conclure ? N'y a-t-il pas cinquante soldats auxquels il n'est resté que la cicatrice des blessures qui en ont mis plusieurs autres au tombeau ?

Le hasard , c'est à dire , un certain concours de conjonctures absolument indépendantes de nos combinaisons , doit être compté pour autant dans l'existence & la manière d'exister des Etats , que dans la durée & la prospérité de la vie humaine. Lacédémone déchut de sa puissance sous Agésilas un de ses plus grands Rois , parce que ce Prince eut pour contemporains Epaminondas & Pélopidas,

qu'il ne soupçonnoit pas capables des grandes choses qu'ils exécutoient. Les Darius auroient pu tenir encore plusieurs siècles le trône de Cyrus, si la Macédoine avoit produit son Alexandre plusieurs siècles plus tard.

Lorsque notre Edouard III parcouroit en vainqueur les Provinces de la France, & que notre Henri V se mettoit à Paris la Couronne de France sur la tête, les François de ce temps-là n'étoient point des Perses, non plus que les Anglois des Macédoniens. Observons quelle fut la vigueur de la France, quand la mauvaise étoile des premiers Valois eut épuisé ses malignes influences. Combien ne fut pas rapide sa convalescence après les horribles convulsions où l'avoit jetée la foiblesse des derniers Rois de cette branche ! Comme elle sort tout d'un coup, sous l'administration du Cardinal de Richelieu, d'un engourdissement & d'une langueur de près de vingt années !

Jettons les yeux sur la Grande-Bretagne, & considérons les Anglois

d'Edouard II & de Henri IV, ceux de Henri VIII & des Stuarts. Quel est le politique à principes généraux qui y devinera la nation qu'Edouard III rendit conquérante, que Henri VII rappella à l'amour de ses Rois & à celui du repos, à qui Elisabeth donna le goût du commerce & de la tolérance religieuse, que Cromwel infecta du fanatisme religieux & politique, & qui enfin s'est portée tout d'un coup & d'elle-même au vrai point de la liberté que comporte l'Etat Monarchique? Je déduis de l'Histoire suivie des peuples & des Etats, que pour se rendre bien raison de la ruine de ceux qui ne sont plus, & pour tirer juste l'horoscope de ceux qui existent, il faut laisser à quartier leurs ressemblances génériques, & fouiller avec une curiosité infatigable dans leurs différences spécifiques. Celles-là donnent seulement leur forme ou figure extérieure: on trouve dans celles-ci leur constitution véritable. Les Turcs & les Persans sont fastueux, voluptueux, dissolus; mais autrement que les Mogols. Ce sont

à-peu-près les mêmes mœurs & le même luxe au Japon qu'à la Chine. Cependant les Chinois font un peuple timide & lâche, tandis que les Japonnois font une nation courageuse & féroce.

Venise est rentrée dans l'obscurité, sans avoir à s'en prendre à son luxe & à la corruption de ses mœurs. La Suède n'a point à reprocher la sienne à l'une ou l'autre de ces causes données pour générales. L'Allemagne avoit encore ses anciennes mœurs, & la Hollande n'avoit presque rien perdu de la simplicité des siennes, quand Louis XIV & ses François, qui en étoient déjà à raffiner sur le luxe & la volupté, portoient la terreur de leurs armes au sein de leurs Provinces. Si la politique du Monarque avoit été aussi hardie qu'elle étoit ambitieuse, si le Marquis de Louvois avoit plutôt cherché à faire la guerre qu'à l'entretenir & à la souffler, s'il avoit voulu plutôt conquérir que brouiller, l'Europe auroit été mise aux fers par des Armées de Courtisans ; tandis qu'avec autant de courage & de vertu.

que leurs descendants , nos peres étoient tenus dans le plus lâche engourdissement par un Roi qu'ils n'aimoient pas & qu'ils estimoient aussi peu.

Qui doutera que les Anglois d'alors ne fussent à plus grande distance que nous à présent du luxe & du libertinage de nos voisins ? Nous avons eu le bonheur en cette guerre de vaincre les François dans les quatre parties du monde. Sont-ils pour cela des Perses , & sommes-nous des Macédoniens ? Il est très-possible qu'un jour ils aient leur revanche , qu'ils nous relancent & nous menent mal dans notre Isle. Seront-ils pour cela des Romains , & serons-nous des Carthaginois ? Ils donnent actuellement dans un luxe immodéré. Nous avons comme eux notre luxe & peut-être plus grand que le leur. Ils affichent , pour ainsi dire , le mépris des mœurs. Certainement , c'est un mal & un très-grand mal. Mais cette licence excessive n'a point encore infecté les Provinces ; & je ne crois pas qu'en opposant Capitale à Capitale le parallele sur

l'article nous laiffât beaucoup d'avantage : quoiqu'il s'en faille beaucoup que la Puiffance Législative ait chez nous les mêmes facilités qu'en France pour la réforme. Ira-t-on , s'en tenant aux principes généraux , chercher leur exception dans notre constitution politique & civile ? Alors il faudra convenir que ces mêmes exceptions auront existé pour les François , il y a quatre - vingts ans , lorsque plus voluptueux & plus libertins ou dissolus que nous , ils triomphoient de nos forces combinées avec celles du reste de l'Europe conjurée contr'eux. Ainsi les principes seront relayés par leurs exceptions , & viendront ensuite les relayer.

Le luxe appauvrit les Particuliers qui s'y livrent. Mais loin d'entamer les finances & la population de l'Etat , il multiplie les objets de travail & ceux de perception , il grossit les revenus publics , il nourrit des artisans. Cependant la dépense a été la plus grande incommodité de cette guerre pour le Roi de France , & après elle la disette d'hommes. Où

en font nos spéculatifs, s'ils ne recourent pas à des causes occasionnelles, à quelques heureuses combinaisons du hasard en notre faveur ?

Je ne fais comment raisonne le gros des François qui s'obstinent encore à présent à regarder la révocation de l'Edit de Nantes & les persécutions dont elle fut suivie, comme une légère saignée sans conséquence. Peut-être qu'ils n'auroient pas tout-à-fait tort, si la retraite des Huguenots s'étoit faite comme celle des Maures d'Espagne. La France n'auroit perdu que de l'argent & des hommes, qui auroient été pour elle comme s'ils avoient cessé d'exister. Mais ces hommes outrés de ressentiment passèrent chez ses voisins, & y portèrent ce qu'ils purent lui enlever de leurs biens. Delà résulte une perte double : puisque c'est un million d'hommes & plusieurs millions d'or, dont elle ne disposa plus, & qui vinrent à la disposition de ses ennemis. On a fait sonner haut les secours qui furent donnés en Angleterre & en Hollande aux François-Réfugiés. Effectivement

il leur en fut donné : il y avoit parmi eux des pauvres ; & plusieurs de ceux qui ne l'étoient pas considérant moins ce qu'ils avoient sauvé de leur naufrage , que ce qu'ils y avoient perdu , ne se refuserent point à la libéralité qui les prévenoit. Mais le politique ne fixe point telle ou telle caisse de l'Etat d'un œil de préférence : c'est du flux & reflux de la circulation qu'il prend la juste idée de leur ensemble. On trouve dans les Registres de la Tour de Londres que , peu après l'arrivée des premiers essaims de Réfugiés , on y jeta en fonte plus d'un million de Louis d'or ; & des gens dignes de foi ont écrit , que trois ans après la révocation de l'Edit , on avoit peine à placer en Hollande à deux & demi pour cent l'argent qu'on recevoit communément auparavant à quatre. La nécessité , qui fut toujours la mere de l'industrie , aiguïsa le génie & le talent de ces fugitifs , elle excita leur courage pour se faire un sort dans les lieux de leur refuge : tous eurent l'ambition de se rendre considérables dans leur nouvelle patrie ,

& de se faire regretter de l'ancienne. Ils dressèrent en faveur de celle-là contre celle-ci leurs différentes batteries. L'artisan s'évertua dans sa profession : le commerçant s'enhardit à spéculer , le fabricant à entreprendre : l'homme d'étude redoubla d'application : le Militaire se donna tout entier à son métier. Les Etablissements de Colbert , jusqu'alors si lucratifs , furent copiés chez l'Etranger ; & ne fournissant plus guere qu'au faste & au luxe du Royaume, ils devinrent tout au moins infructueux pour l'Etat. Les lumieres qu'on avoit en France sur le commerce vinrent se joindre chez l'Etranger à celles qui lui étoient propres. Il s'appropriâ de même les progrès que les François avoient faits de plus que lui dans le métier de la guerre , dans les sciences & les arts. La France avoit déjà perdu une partie bien réelle de sa supériorité , que ni elle , ni ceux qui entroient en partage avec elle , ne s'en étoient pas encore apperçus. Déjà les arts & la guerre avoient enlevé un peuple nombreux à ses campagnes , que ses

Ministres n'avoient pas encore jeté un coup-d'œil sur ces deux instruments de la dépopulation. L'Europe entière amentée contre elle par Guillaume III avoit uni ses forces pour l'abaissement de Louis XIV, que le Cabinet de Versailles cherchoit encore à se donner à la guerre l'avantage du nombre. Il eut sans doute raison de le rechercher & de se le promettre avant le ralliement des Princes & Etats intéressés. Mais lorsqu'il n'eut réussi qu'à irriter ceux qu'il devoit écraser de ses premiers coups, il ne pouvoit plus tenir le même procédé sans conduire rapidement le Royaume à un entier épuisement : puisqu'il mettoit sa population en parité avec celle des Etats ligués contre la France, tandis que dans le fait elle lui étoit comme 1 à 3. En supposant que les pertes eussent été égales dans les dernières guerres de Louis XIV, la perte de la France aura toujours été triple de celle des ennemis ; & c'est un désavantage dont elle ne se relevera point, tant que ses Ministres seront dans le cas de dérober toujours à la population les

nombreuses Troupes que la vie Militaire expatrie en leur propre Patrie. Calculez, Milord, la soustraction que les quarante dernieres années du regne de Louis XIV ont faite à la population des regnes précédents par l'entretien continuel de deux à trois cents mille hommes les plus robustes & les mieux faits de son Royaume voués au célibat. Rappelez-vous dans votre calcul, que cent mille hommes faits font le produit d'un million d'enfants : vous trouverez qu'il n'y a plus à s'étonner que la France qui avoit dix-neuf à vingt millions d'habitants sous Charles IX, en ait à peine seize à dix-sept sous Louis XV, où elle est plus grande d'une quatrieme partie. Vous n'en serez plus réduit à chercher les causes de sa dépopulation dans l'abyme des Cloîtres & dans la licence des mœurs. Ces deux causes ne seront plus à vos yeux que des accesssoires.

Entrons de même dans les révolutions accidentelles par rapport aux finances. Peu de François jugent sagement de notre dette nationale,

parce qu'ils la voient du même œil que la leur , & qu'ils s'aident de leurs préventions pour fonder dans l'avenir leurs observations sur le présent. Ils refusent de voir que nous sommes actuellement dans la jouissance de nos emprunts , tandis que n'ayant plus rien des leurs ils sont dans la fâcheuse crise des remboursements & du racquit. Nous sommes le haut & puissant Seigneur qui dépense intrépidement le fonds & le revenu de ses terres ; nos rivaux sont les descendants d'un pareil Seigneur auxquels il reste le souvenir de la magnificence de leur aïeul pour se consoler des charges que leur ont laissé ses hypothèques. Un politique spéculatif (*) a indiqué à nos Créanciers les espérances de notre postérité du côté de l'Indoustan comme leur meilleure sûreté. Dans quelque esprit qu'il ait communiqué cette idée , nous ne risquons rien de l'adopter pour nous tranquilliser sur le sort de nos descendants. Une Nation commerçante

(*) Considérations du Docteur Man'lover sur la Paix Générale. A Stutgard 1762.

peut conquérir l'Empire du Mogol plus utilement & par des moyens plus nobles & plus innocents, que les Espagnols l'Empire des Incas & celui des Caciques. La plupart des François aiment à se cacher que nos Créanciers en sont maintenant à faire cause commune avec nous; que leur intérêt les sollicite à la patience, à la complaisance, à la générosité envers nous. Ils aiment encore à mesurer la Grande-Bretagne avec la France sur l'ancienne proportion d'un à trois. Mais vous, Milord, qui savez que notre population a augmenté de plus d'un cinquième, pendant que la leur a diminué d'autant, vous qui savez que notre papier-monnoie a quintuplé la masse des espèces que nous avons en circulation, vous connoîtrez que notre situation nous mettra à forces égales contre les François avec un appareil d'hommes de moitié moindre que le leur, il est évident que dans cette guerre la Grande-Bretagne aussi puissante que la France, a été pour le moins une fois plus riche qu'elle. Aussi la France trouve-t-elle dans ses

coffres le vuide qu'y ont fait les sommes dévorées par la guerre : au lieu que la Grande-Bretagne a tiré les Capitaux de sa mine de papier , en a fait porter à ses Registres la charge qui se connoît sans être sensible , & n'a vu sortir de ses caiffes que l'intérêt annuel de ces Capitaux avec l'agio du Change pour l'Allemagne , l'un & l'autre ne faisant guere que la quinzieme partie desdits Capitaux.

Donnez-nous dans cette guerre des Ministres moins hardis , dont l'affection & les vues se fussent partagées également , entre la génération présente & les générations futures , vous ôterez cette disparité purement accidentelle. Nos efforts par mer & par terre mesurés sur nos revenus , & sur les avances qu'un crédit ordinaire procure , n'auront plus la même supériorité sur les efforts des François. Nos opérations Militaires seront en raison de nos mises réduites à moins de la moitié de ce qu'elles ont été : notre opulence factice ne changeant plus l'état réel des deux Monarchies , les dernieres années de la guerre

conduites avec la même intelligence & le même patriotisme , ne feront tout au plus que balancer les mauvais succès des premières. Or vous avouerez , Milord , que rien n'étoit moins dans la constitution Britannique que cette heureuse audace du précédent Ministère ; que jamais peut-être le hasard & la fortune n'ont eu rien qu'ils pussent revendiquer aussi pleinement que la complaisance du Parlement & la docilité du peuple Anglois pour le puissant génie qui les a subjugués en cette occasion.

Vous me dites , Milord , que les François que vous avez vus à Londres se plaignent eux-mêmes qu'il y a chez eux dans toute la machine du Gouvernement actif & passif un dérangement considérable , qui suppose sinon la ruine entière , du moins un très-grand relâchement de plusieurs des principaux ressorts. J'en conviens avec eux. Mais le point est de connoître les parties viciées ou détraquées. Le peuple qui ne raisonne point sur ces grands sujets , rencontreroit peut-être juste sur l'article , si on le laissoit à

son instinct. Tout ce qui n'est pas peuple raisonne beaucoup, & s'y trompe. L'homme le plus ignorant, s'il est sans préjugés, est bien meilleur juge du mal qu'il sent, que le plus éclairé, du mal qu'il fait. Les Parlements qui font maintenant en France bien plus grande figure qu'ils ne l'y ont jamais faite, assurent que tout iroit mieux s'ils avoient plus d'influence & d'autorité dans le Gouvernement. Le Clergé réclame au même titre la tyrannie qu'il y exerçoit autrefois. La Noblesse gémit de n'avoir plus qu'une petite partie de ses anciennes prérogatives, & d'être obligée de partager ce qui lui en reste avec une foule d'hommes nouveaux dont le faste la pique d'une émulation ruineuse, dont l'opulence l'humilie. Cette nombreuse partie de la Nation qui compose un Ordre entre la Noblesse & le peuple, qui pourroit en Finance s'appeller la Nation elle-même, cette classe d'hommes qui méritent si bien le nom d'*Aisés* par le goût de l'*aisance* qui est leur unique passion, s'en prend à tout ce qui lui paroît entamer ses

facultés , resserrer son superflu , & la
 troubler dans l'habitude de jouir de
 toutes les commodités de la vie. L'oi-
 seuse opulence du Clergé , l'onéreuse
 inutilité des Cloîtres , la fastueuse pro-
 digalité des Financiers , les pertes du
 Commerce , la misere des Campagnes
 sont tour-à-tour l'objet de leurs dé-
 clamations & de leurs plaintes. Tous
 sont dans l'erreur , Milord. Ils res-
 semblent au Cultivateur spéculatif qui
 se promettoit de ses soins pour les
 branches & les rameaux la guérison
 de la maladie qui a attaqué la ruine
 & le cœur de l'arbre. J'ai du plaisir
 à vous citer notre chere Angleterre
 pour exemple. Autant qu'il peut y
 avoir de parité entre la Grande-Bre-
 tagne , j'oserai vous dire que l'on étoit
 en droit , en 1756 , de nous repro-
 cher ce qu'on reproche maintenant
 aux François. Pourquoi avons-nous
 été depuis 1758 des hommes si supé-
 rieurs à ceux de 1756 ? C'est que par
 une révolution à jamais mémorable
 le Patriotisme s'exalta tout - à - coup
 dans tous les cœurs & tous les esprits ,
 & que de ce Patriotisme *sublimé* il se

forma une nouvelle loi qui donna une nouvelle ame & une nouvelle vie à la Monarchie. Rendez aux François le Patriotisme, ils ne diront plus rien, ni de leurs Parlements dont le département doit être borné à l'administration de la Justice, ni de leur Clergé dont l'opulence n'a jamais été plus laborieuse, ni de leurs Cloîtres qui n'ont jamais été moins meurtriers, ni des Financiers dont l'autorité peut si aisément punir & corriger les excès, ni enfin de tous les autres maux qui ne portent le dépérissement dans les branches & les rameaux, que parce que l'arbre est attaqué au cœur & à la racine.

Il y a une vieille erreur qui mesure le patriotisme sur la liberté des peuples. Quelle illusion ! Monarchie, ou République, tout Etat qui n'est pas absolument Démocratique a ses chefs, dont l'autorité est absolue. Le Sultan des Turcs dans son Divan n'est pas plus despotique que notre Parlement dans la Salle de Westminster. Or, qu'importe à ceux qui doivent obéir, le nombre des maîtres qui leur

commandent ? Le Bourgeois d'York ou de Gloucester n'a pas plus de part réelle à l'Acte du Parlement que le Bourgeois de Paris à l'Ordonnance de la Cour de Versailles. Le Patriotisme des peuples n'est donc point dépendant de la mesure d'autorité attribuée au Souverain. S'il vous en falloit des exemples, Milord, je vous prierois d'observer quel fut l'esclavage & le patriotisme des Spartiates ; je vous inviterois à considérer d'un côté la Russie & le Danemarck gouvernés par des Despotes légitimes, & de l'autre, la Suède & la Pologne où l'autorité des Souverains est si bornée. Le Patriotisme est une affection factice, subordonnée par conséquent à l'affection innée. Tous les raisonneurs sont d'accord pour reconnoître que cette dernière est unique, & qu'elle est dans l'homme l'amour de lui-même. Il y aura donc du Patriotisme partout où l'homme attachera son bien-être au bien-être de son pays ; & ce Patriotisme s'exaltera à raison du succès avec lequel ceux qui gouvernent sauront allier, mêler, confondre,

dans les esprits les deux idées. Le Gouvernement Monarchique absolu est plus ou moins éloigné de sa perfection, selon qu'existe plus ou moins l'*identité* du Monarque & de la Monarchie. Cette *identité* ne sauroit être ruinée dans l'esprit des peuples, sans réduire le Monarque à l'alternative. ou de n'être qu'un chef titulaire & de pure représentation, ou de devenir un maître d'autant moins chéri qu'il saura mieux se faire obéir. Nous voyons l'un & l'autre chez nous, en Suède & en Pologne. Les Rois de la Grande-Bretagne ont évité le précipice par un prodige : L'Anglois est le seul peuple au monde qui ait été assez modéré & assez judicieux, pour ne pas outrer contre la Royauté son juste ressentiment contre ses Rois. Les Stuarts voulurent être dans la Grande Bretagne plus que n'y avoit été Elisabeth : ils rompirent la communauté où ils étoient avec l'Etat : ils prétendirent qu'ils étoient supérieurs à lui, & ils firent appercevoir qu'ils étoient autre chose que lui. La Nation éveillée par leurs usurpations

crut voir un duel : elle se porta pour le champion de l'Etat , & elle lui voulut soumettre les Rois , qui s'étoient lassés de partager avec lui l'obéissance des peuples. Si le Roi Guillaume n'avoit pas pris part à temps à la révolution qui étoit inévitable , les Stuarts auroient fait le sort de leurs successeurs ; & ces Princes n'auroient plus été que des personnages dans l'Etat. Charles XI Roi de Suède renversa les relations établies par le premier Gustave , conservées & accrues par Gustave-Adolphe , & entamées par Charles-Gustave. Il fut maître de la Suède dont il étoit né le Roi. Son fils Charles XII qui lui succéda , renchérit encore sur lui. Ce Prince n'eut pas même l'idée que l'affection & l'obéissance des Suédois dussent avoir d'autre objet que sa personne ; vous savez qu'il alla jusqu'à dire qu'il se feroit représenter par une de ses bottes sur son trône à Stockholm. L'Etat étouffé pendant la vie de cet imprudent Monarque , n'en reparut qu'avec plus de vigueur après sa mort. A peine laisse-t-il main-

tenant au Roi une existence honoraire. Jamais je n'oublierai une particularité du Roi Frédéric Adolphe de Hesse. Comme il étoit un jour à se promener dans son jardin avec le Chancelier du Royaume & l'Ambassadeur de France, ce dernier fit observer à S. M. qu'on pourroit tirer bien meilleur parti de ce terrain. Le Roi dit qu'il le savoit, qu'aussi étoit-il mécontent de son Jardinier, & pensoit-il à le chasser pour en prendre un autre. Ah Sire ! interrompit le Chancelier, à Dieu ne plaise que Votre Majesté veuille chasser de son service un homme que le Sénat lui a donné ! Sigismond III qui souffrit le premier en Pologne qu'on séparât les intérêts du Roi de ceux de la République, forgea les entraves de ses successeurs. Les choses en vinrent au point que son fils qui occupa le trône après lui fut à plusieurs égards de pire condition que ses premiers sujets. Un jour qu'il annonça le dessein où il étoit d'aller pour sa santé aux bains de Bohême, il eut le désagrément d'entendre former à son voyage une

opposition qu'il ne put vaincre.

Sous le regne de Louis XIII, en France le pouvoir arbitraire se fit sentir aux divers Ordres du Royaume avec ce qu'il a de plus accablant. Mais un Ministre habile en frappoit les coups pour le Roi sous le nom de l'Etat. Les guerres continuelles avoient pour cause ou pour prétexte la liberté, l'indépendance, l'honneur, l'accroissement de la France. La tranquillité intérieure motivoit l'abaissement des Grands & le mépris des prétentions des grands Corps. Les levées de deniers se démontroient destinées à pourvoir aux besoins publics qui les exigeoient. Tout ce qui avoit rapport au Roi étoit mis sur le compte de l'Etat. Les peuples gémissaient, parce qu'ils étoient en souffrance. Mais semblables au malade à qui l'amertume des potions ne donne que quelques moments de mauvaise humeur contre le Médecin, ils imputoient leurs peines à la nécessité des circonstances; & l'espérance d'accélérer par de nouveaux efforts les événements capables de rendre leur sort

meilleur , animoit leur zele , & soutenoit leur courage. L'habitude de ces dispositions fut troublée par les brouillons jaloux de la fortune de Mazarin. Mais la guerre civile ne fut qu'un nuage , qui éclipsa pour quelque temps l'autorité royale , sans l'entamer. Les meilleures têtes qui restèrent attachées à la Cour , conserverent en son entier l'identité du Roi & de l'Etat ; & les peuples , en se rendant à l'obéissance du premier , furent persuadés qu'en s'y déroband ils avoient manqué essentiellement à ce qu'ils devoient au second. Lorsque Louis XIV commença de régner par lui-même , il trouva la Nation ennuyée d'être gouvernée par une femme & par un Prêtre , & jouant nonchalamment avec son joug. Elle étoit amoureuse de son jeune Roi avant que de le connoître. Elle ne se dissimuloit point que la Royauté dans sa personne avoit des droits bien plus étendus que l'autorité précaire de la Régente & du Ministre : elle étoit disposée à ne point le chicaner. Le Royaume s'étoit accru , il étoit naturel que la Cour devînt plus

plus brillante. Les dernières guerres avoient été heureuses : on ne devoit pas craindre de s'engager dans de nouvelles. De nombreuses armées réjouissoient la Noblesse sans affliger le peuple : celle-là n'y voyoit que de l'exercice & de l'emploi ; celui-ci n'y appercevoit pas encore la dépopulation. Ces grands Capitaines qui avec de petites armées avoient fait de grandes choses , promettoient des succès & de la gloire. Les hommes d'Etat qui s'étoient formés dans des temps difficiles & orageux , sembloient assurer au Cabinet la supériorité de la manœuvre. Enfin on étoit bien ; & on s'imaginoit ne pouvoir être autrement sans être mieux : on vouloit absolument être autrement.

Quelle magnifique carrière pour le jeune Monarque , si en se livrant autant que François I à son ambition , il avoit tenu à son peuple le langage de Henri IV ! Mais la flatterie tourna autrement ce qu'il avoit de grandeur d'ame & de hauteur dans le caractère. Il n'eut pas pour ses sujets d'autres sentiments que pour les Etran-

gers : il sembla ne goûter de plaisir que celui de commander ; il inspira le respect , l'admiration , la crainte , & parut se soucier peu de mériter l'amour & l'affection. On railla sans pitié l'Abbé Furetiere , qui dans sa dédicace de son Dictionnaire assuroit le Monarque qu'il étoit *son très-affectionné sujet* ; & l'auteur fut tout étonné que la voix publique fût pour noter l'expression d'indécence & la bannir de la langue ; comme si l'hommage le plus digne d'un Souverain , pere de son peuple , avoit ravalé la Majesté du rang de Louis XIV !

Ce ne fut qu'après les Traités de Ryswick qu'on ressentit les terribles suites d'un culte si peu fait pour les bons Rois. Une paix mendée , & achetée au prix que les ennemis de la France avoient voulu la faire payer , mettoit fin à une guerre que les plus brillants succès sembloient devoir terminer autrement. On avoit eu de grandes victoires , on avoit espéré des conquêtes ; & on faisoit des restitutions. La Nation engouée jusqu'alors

de la gloire du Roi & de l'Etat, fut indignée qu'on eût inutilement prodigué son sang & ses sueurs. Après avoir murmuré contre le caprice auquel elle attribuoit cette paix défavantageuse, elle vint à soupçonner que la Cour y avoit été déterminée par épuisement plus que par lassitude ou par dégoût; & aussi-tôt elle entrevit les plaies que l'enthousiasme l'avoit empêchée de sentir. Suivant la coutume, on se grossit le mal. Comme on ne tenoit au Roi que par le fanatisme de l'ambition, la relation cessa avec son principe. Chacun fit consister le bonheur de l'Etat dans son bien-être particulier, & vint insensiblement à envisager séparément le Monarque, qui sembloit moins que médiocrement affecté de ce dernier intérêt. On ne paya plus à l'Etat les impôts levés au nom du Roi : on ne les paya au Roi qu'à contre-cœur, comme à un Financier impitoyable qui n'aime de ses terres que le revenu qu'il en tire. Le Roi fut considéré comme un Seigneur altier aussi indifférent sur le bien-être de ses Com-

munes , qu'attentif & rigoureux sur ses droits Seigneuriaux. La déclaration de la guerre pour la succession d'Espagne acheva la révolution. Cette guerre sur laquelle Louis ne chercha point à avoir l'aveu de l'Etat, dont il consultoit moins l'intérêt que celui de sa famille , refroidit absolument tous les esprits sur la gloire militaire. Elle parut ce qu'elle étoit , une guerre personnelle au Monarque. On se prêta comme à des corvées aux contributions qu'on n'osoit refuser : on obéit par l'habitude où l'on étoit d'obéir. On compta ne rien gagner & beaucoup perdre , quel que fût le succès des armes de Sa Majesté. La Nation auroit été à-peu-près indifférente sur l'événement , si elle avoit pu se promettre que l'ennemi victorieux n'eût pas étendu jusqu'à elle ses ressentiments & sa jalousie contre le Roi. Louis XIV sentit la révolution sans la bien connoître. On a critiqué la démarche qu'il fit après la rupture des conférences de Gertruydenberg , lorsque communiquant à ses peuples les insultes qu'il avoit eu à essuyer de

ses ennemis, il tâcha d'intéresser l'honneur de la Nation à l'en venger. Cette démarche auroit été le chef-d'œuvre de la bonne politique si elle avoit été soutenue; mais elle n'avoit pas été raisonnée. Le Roi croyoit n'avoir qu'à irriter l'émulation, à enflammer le zèle, tandis qu'il avoit à ranimer l'affection & le patriotisme absolument éteint. Aussi sa démarche ne produisit-elle qu'une petite convulsion après laquelle on retomba dans la froideur & l'indifférence.

Depuis le commencement de ce siècle, Milord, l'Etat n'a plus été en France qu'un fantôme cité à tout hazard au peuple, & compté pour rien par ce qui n'est pas peuple. Si vous exceptez un petit nombre d'hommes supérieurs, de ces hommes que le bon génie des Empires tient toujours en réserve pour leur conservation ou leur raffermissement, chaque François est accoutumé à ne plus considérer que soi-même, la Cour & le Roi. Il honore le Monarque comme un maître qu'il doit craindre; s'il chérit sa personne, c'est en faisant abstraction du

rang ; il hait les Courtisans comme des frêlons dont l'avidité le désole ; il juge de l'état des affaires publiques par celui de ses affaires particulières. De son côté , le Courtisan ne pense ni au bien public ni au service du Roi : tout entier à sa fortune , il se dit qu'il la fera bien plus sûrement par la faveur , que par ses mérites. Celui qui commande en chef , dans quelque département que ce soit , souhaite de n'avoir qu'à obéir , afin qu'on lui tienne compte de son exactitude , & qu'on ne le lui demande point des événements. Celui qui aspire au commandement fait sa principale affaire de cultiver ses protecteurs & protectrices : il ne se soucie pas de faire de grandes & belles actions ; il lui suffit d'esquiver de s'exposer aux malheureuses. Il risqueroit tout s'il étoit entreprenant : il a tout à espérer s'il est circonspect. Vous saisissez , Milord , quelle peut être à la guerre l'influence de ce système , & qu'il n'est guère besoin que d'elle pour produire cette apparente décadence dont nous nous applaudissons.

Mais vous ne sauriez manquer d'observer en même temps qu'une nouvelle guerre entre les deux Puissances est capable elle seule de rappeler nos rivaux à leur ancienne façon de penser. Le Ministère actuel est parfaitement sur les voies ; & il ne tiendra pas à lui que la Nation Françoisé ne soit bientôt convaincue qu'elle a à disputer avec nous pour sa liberté & son existence. S'il en vient à bout, je crois, Milord, que nous aurons plus de peine à soutenir la reprise, que nous n'en avons eu à gagner la partie. Mais ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, nous avons du temps devant nous. Je suis &c.





L E T T R E XXXI.

A Milord B.

*Réflexions sur le peu de gré qu'on
saura de la Paix à Milord B. en
Angleterre. Qu'il doit s'y être at-
tendu. Discours où il est prouvé que
les succès de la guerre ont été la
suite d'une position accidentelle. Etat
des Cours en 1756. Etat de celle
de Londres. Etat de la Hollande,
du Danemarck, de la Pologne,
de la Russie, du Corps Germani-
que, de la Cour de Vienne, de
celle de Versailles. Etat de l'Es-
pagne & de l'Italie. Combien toute
cette disposition a changé.*

MILORD,

RECEVEZ mes félicitations sur la
paix : elle est votre ouvrage, & vous
devez vous en applaudir. Mais je doute
que d'ici à quelques années vous en

tiriez d'autre récompense , que celle
 d'un patriote , à qui le sentiment de
 son patriotisme suffit. Je prophétise ,
 Milord , que vous & vos coopéra-
 teurs , vous aurez la même fortune
 à-peu-près que les promoteurs de la
 Paix d'Utrecht. Le peuple Anglois s'o-
 piniâtrera à regarder moins ce qu'il
 gagne que ce qu'il a payé ; & il vous
 reprochera la perte des conquêtes qu'il
 ne conserve pas. Le parti de l'ancien
 Ministère va se hâter de grossir ses
 clameurs , pour étouffer , s'il peut , les
 vôtres sur l'épuisement où il a mis la
 Nation. Les Ministres déplacés fein-
 dront de regretter la place où ils se
 trouvoient bien embarrassés , & qu'ils
 auroient vuidée d'eux-mêmes s'ils
 avoient osé. Enfin la Grande-Breta-
 gne aimera à vous imputer la foiblesse
 qui doit nécessairement résulter de sa
 violente convulsion , & à penser que
 les Empiriques qui l'ont soutenue dans
 celle-ci l'auroient préservée de cel-
 le-là.

Trois ou quatre ans après la Paix
 de Ryswick , toute la France cria
 que son Roi guerrier avoit fait ce

Traité plusieurs années trop tard. Cependant, lors de sa publication, le peuple refusa d'en marquer de la joie. Il est vrai que le Monarque, vainqueur par-tout, avoit été traité en vaincu, & que contre l'usage les battus s'étoient fait adjuger l'amende. Mais il sentoît que ses propres succès alloient l'accabler. Vos antagonistes, Milord, feroient bien modestes, si le peuple Anglois les obligeoit de lui dire où ils comptoient prendre les fonds de deux à trois années de guerre ultérieure. Il y avoit trois ans qu'ils empruntoient régulièrement chaque année douze millions sterling, pour lesquels ils créaient de nouveau papier. Oseroient-ils répondre que la même mine leur en auroit encore fourni trente, sans que cette violente exploitation eût causé d'éboulement ? Ils vont crier contre vous, Milord, cela est sûr, car ils sont gens de génie & de capacité ; & vous ne leur en voudrez point de mal, parce que vous êtes équitable. Il est bien permis à un homme d'Etat de mentir à son corps défendant. A leur place vous feriez

comme eux ; & à la vôtre ils prendroient patience.

Etant votre serviteur au point que je le suis , je vous invite , Milord , à imiter le Chevalier Walpole dans sa libéralité envers les Ecrivains dont la plume est taillée pour le peuple Anglois. Donnez-leur pour texte que ce n'est point à une supériorité réelle de nos forces & de nos ressources , ainsi que de celles de notre glorieux Allié , que nous sommes redevables des avantages de nos armes & des siennes ; mais seulement à un concours singulier de conjonctures , que le Roi de Prusse nous a fait mettre à profit avec lui. Le petit Ecrit que je joins à cette lettre peut vous expliquer mon idée. Si je me trompe , sa brièveté vous fera me pardonner le vol que je vous aurai fait du temps que vous donnerez à sa lecture. Je me rendrai à Londres suivant votre invitation , dès que je serai délivré d'une espece d'atteinte que j'ai reçue de la goutte au pied droit. Le Médecin m'assure que je n'en ai que pour une huitaine. Je suis &c.



E T A T

*Des Cours de l'Europe en 1756 &
1762.*

JUSQU'A la fin de l'année 1755, l'Angleterre qui vouloit terminer la difficulté que les Commissaires éternisoient sur la navigation de l'Ohio & les limites de l'Acadie, n'eut point un plan décidé d'opérations. La France faisoit passer des renforts dans ce continent & en préparoit de plus considérables. Le Duc de Cumberland, qui ne croyoit ni ne vouloit que cette guerre dont l'Amérique étoit menacée se communiquât à l'Europe, donna des ordres pour des hostilités contre les Forts de la lisière du Canada. Les Anglois étoient supérieurs en nombre : il étoit naturel de penser qu'en agissant avec vigueur ils étoufferoient la querelle. Il en est arrivé autrement : c'est un contingent qui doit être mis sur le compte de la fortune, ou de la

fatalité. L'assoupissement où l'Angleterre tint sa Marine jusqu'en Mai 1756, suffit pour empêcher qu'on ne lui impute le projet d'attirer la contagion de la guerre Américaine en Europe.

Le Ministère Britannique tenoit encore, à la fin de 1755, à ses anciennes liaisons avec la Cour de Vienne; il étoit tellement disposé à les resserrer, & à prendre avec elle de nouveaux engagements, qu'en Décembre de cette même année, il passa un Traité d'alliance & de subsides avec la Russie, dont la Souveraine paroissoit résolue de faire cause commune avec l'Impératrice-Reine. Les clameurs d'une puissante cabale accrocherent la ratification de ce Traité, où on lisoit, entre autres articles, que la Cour de St. Pétersbourg se contenteroit du subside annuel de 500 mille livres sterling, quoiqu'insuffisant pour l'entretien de l'armée qu'elle promettoit, & cela parce que l'armée Impériale de Russie entrant en action, se trouveroit d'abord en pays ennemi, où ses subsistances ne lui coûteroient

rien ou presque rien. C'étoit menacer assez clairement le Roi de Prusse d'une invasion. Le Monarque n'avoit point oublié le tour que lui joua en 1744 le ressentiment de la Cour de Versailles : il craignoit de n'en être pas secondé avec franchise en cette nouvelle guerre ; & il n'hésita pas à conjurer l'orage du côté qu'il se le figuroit plus dangereux. Les armées Russes toujours redoutables devoient avoir bien une autre vivacité si leur caisse militaire tiroit ses fonds de l'Angleterre , que si elle étoit bornée à des rafraîchissements fournis par l'Autriche & la France. La Maison de Brunswick & le Landgrave de Hesse étoient les Alliés du Roi d'Angleterre , comme le Roi - Electeur de Saxe l'étoit de l'Impératrice-Reine. En optant pour sa jonction avec la France , Sa Majesté Prussienne se trouvoit environnée d'ennemis , qu'un petit nombre de marches portoit sur ses frontieres , n'y ayant pas à douter que les Suédois ne prissent le parti que l'Impératrice des Russies leur conseilleroit. En supposant aux François toute leur acti-

vité, on ne pouvoit ni se promettre, ni exiger d'eux, qu'ayant les plus beaux théâtres de guerre ouverts dans les Pays-Bas & sur le Rhin, ils vinssent l'établir dans les déserts de la Westphalie & les montagnes de la Hesse. L'intérêt de la France n'étoit point de concourir, ou même de consentir à l'accroissement de la Puissance Prussienne : il n'est point non plus de l'anéantir, jusqu'à ce qu'elle ait dans l'Empire une Maison Electorale assez indifférente sur la Maison d'Autriche, pour envisager la Constitution Germanique dans ses liaisons avec elle. En un mot, le Roi de Prusse ne pouvoit voir dans Sa Majesté T. C. qu'un froid Allié, & un ennemi foible. Le Monarque connoissoit la sensibilité de Georges II sur ses Etats d'Allemagne, & la complaisance du Conseil de Sa Majesté Britannique pour cette prédilection. Il n'étoit pas besoin d'un grand effort de logique & d'éloquence, pour prouver à St. James que l'invasion de Hannovre étoit bien plus prochaine & plus formidable de la part du Prussien, que de la part du

François , ennemis l'un ou l'autre du Roi-Electeur. Au moment où la puissante cabale opposée aux subsides du Continent donnoit le plus d'inquiétude & d'embarras aux Ministres Anglois , Frédéric leur fit offrir d'être le protecteur de la paix de l'Empire , & de s'engager à s'opposer de toutes ses forces à l'entrée de toutes troupes étrangères quelconques dans l'Allemagne. Le moyen que Georges II ne feroit pas avidement une offre qui le délivroit également des subsides de la Russie , des hostilités de la France & de la Prusse pour son Electorat ! Les Cours de Londres & de Berlin traitèrent aux conditions que voulut cette dernière , qui embrassant un vaste plan ne vétila sur aucuns petits objets. Les stipulations étoient vagues : on eût dit qu'il n'étoit question que de la garantie de la paix en Allemagne. Cependant le refus que faisoient les deux Rois Electeurs de comprendre les Pays-Bas Autrichiens dans leur garantie , annonçoit à l'Impératrice-Reine que leurs Majestés avoient peu d'égard pour ses intérêts ,

& à la France que l'on vouloit se
 conserver un chemin pour aller à elle.
 Contre toute apparence, l'intérêt pré-
 sent prévalut dans les Cours de Ver-
 sailles & de Vienne sur leurs ancien-
 nes inimitiés. Une heure de délibéra-
 tion mit à néant les raisonnements
 de plus de deux siècles : le Traité de
 Versailles unit le François à l'Autri-
 chien. L'accession de la Russie & de
 la Suède à cette alliance étoit si na-
 turelle, qu'on ne sauroit s'empêcher
 de rire des Importans, qui se font
 un mérite d'y avoir travaillé.

Dans l'ordre commun des choses,
 ces Traités de Londres & de Ver-
 sailles devoient maintenir la paix en
 Europe ; & probablement cet ordre
 n'eût point été troublé, si immédiate-
 ment après leur Traité, le Roi de
 France & l'Impératrice-Reine avoient
 fait, avec cette célérité qui caracté-
 rise la résolution, les dispositions
 convenables pour paroître sûres de
 soutenir le choc, ou capables d'aller
 au devant de lui. Les deux parties
 auroient été respectivement contenues
 par la crainte. Ce que la puissance

des quatre Cours alliées mettoit de plus dans la balance en leur faveur étoit compensé par l'opulence Britannique & par l'état actuel des forces Prussiennes. Le Roi de Prusse pouvoit entrer en action & frapper les plus grands coups au moment qu'il voudroit. Au lieu que les quatre grands Alliés devoient concerter & combiner ensemble leurs opérations. Ce n'étoit rien , si leurs armées rassemblées , & complètes à tous égards , n'avoient été retenues que par l'attente des Couriers du Cabinet. Mais l'Impératrice-Reine , plusieurs mois après la signature du Traité de Versailles , n'avoit pas encore mis ensemble trente mille hommes de troupes réglées. La France , toujours si bien préparée à recevoir son ennemi sur sa frontière , ne l'étoit nullement à l'aller chercher à cent lieues loin , à travers des pays montueux & infertiles. Les Russes , qui avoient toute la Pologne à traverser , promettoient le temps de les voir venir. Le peu d'harmonie entre le Sénat & la Cour de Stockholm rendoit beaucoup moins dangereuse

qu'autrefois une armée Suédoise en campagne. Enfin la Cour de Versailles paroissoit vouloir s'en tenir aux articles de son Traité, ne donner à l'Impératrice-Reine que les vingt-quatre mille hommes promis , & attendre les événements d'une guerre où les Allemands se déchireroient les uns les autres. Il est évident que le Roi de Prusse ne devoit pas être retenu par la considération de la supériorité réelle des quatre Puissances , dès qu'elles sembloient s'aveugler sur le danger d'être prévenues par sa célérité. Des joueurs riches & prudents en imposent au joueur le plus hardi , lorsqu'ils se montrent résolus de laisser sa fortune par leur patience. Mais pour peu qu'ils laissent voir de la timidité , il les menace à tous coups d'aller de son reste ; & il est certain qu'ils feront le plongeon.

Comme on ne dispute plus qui a été l'agresseur en cette guerre , depuis que les Rois de France & d'Espagne ont motivé leur déclaration de guerre au Portugal des mêmes raisons que le Roi de Prusse donna de son inva-

sion en Saxe ; on peut tenir pour constant que Sa Majesté Prussienne a ouvert le champ , & qu'elle y a commencé sa course avant qu'on vînt à elle. Que ce Monarque y ait été autorisé ou non par les principes de Grotius & de Puffendorf , c'est ce qui est absolument indifférent. Je ne fais pas de qui ces Docteurs eurent leurs pouvoirs , pour s'arroger la législation entre les Souverains. Tout ce qu'il importe de savoir à ceux qui aiment à connoître & à apprécier les hommes de leur siècle , c'est si la prudence avouoit le Roi de Prusse de l'invasion de la Saxe , & si elle lui permettoit la confiance qu'il a paru avoir en ses forces pour la soutenir. L'examen met en son plus beau jour sa réputation d'habile politique. Les spéculatifs qui annonçoient d'un ton de prophète qu'il y succomberoit , ou ne voyoient pas , ou n'osoient paroître voir , un amas de circonstances , une position accidentelle , dont rien ne lui avoit échappé. Il avoit étudié les Etats qu'il provoquoit , & les hommes de Cabinet qu'ils avoient à lui opposer ,

comme un habile Capitaine étudie le théâtre de la guerre qu'il veut faire , & le génie des Généraux qu'il a en tête. Pour nous rendre raison des événements & de la fin merveilleuse de cette guerre , nous allons examiner la machine dont le Monarque avoit apprécié les ressorts , & deviné le jeu possible , au moment de sa rupture.

Le Ministère Britannique alors en regne montroit peu de hardiesse & de résolution. Le peuple Anglois étoit plein d'ardeur & de ressentiment. Un homme d'un esprit & d'un courage également ardents luttoit hautement contre les Ministres : il avoit l'estime & l'affection du peuple. Il vouloit la guerre plus fortement encore que la Cour. Mais il déplaisoit à la Cour par son opposition sur les moyens & la maniere de faire cette guerre. Tôt ou tard , il devoit forcer la Cour à se servir de lui : puisque ce n'étoit qu'en le mettant de son côté qu'elle pouvoit espérer d'être secondée par la Nation. Quelles que fussent alors ses idées sur les relations de la Grande-

Bretagne avec le Continent , on pouvoit tenir pour constant qu'il les plieroit aux circonstances , lorsqu'étant au dessus de la honte de se dédire , & n'ayant plus besoin de contrarier pour se faire valoir , il n'auroit de ressources que dans les succès pour se maintenir en crédit à la Cour , en estime parmi le peuple. L'engager étoit l'unique affaire : & on pouvoit se promettre de le faire avec facilité , dès qu'il se convaincroit que la Marine Françoisé étant incapable de tenir à la longue contre la Marine Britannique , la France tourneroit contre les trois Royaumes , & emploieroit à une invasion , les forces qu'on ne l'obligeroit point à occuper dans le Continent. Mr. Pitt étant une fois engagé , il devoit entraîner la Cour & le peuple , & aller aussi loin que le voudroit le Monarque allié de l'Angleterre. C'étoit l'affaire du temps & des événements d'étendre les articles de l'alliance , & d'établir la communauté de fortune , entre les deux Puissances. Pour être tranquille sur l'emploi des forces navales , il suffi-

soit que le peuple Anglois eût tourné de ce côté ses espérances.

La République des Provinces-Unies ayant son Stadhouder Mineur ; une Princesse fille de Georges II étant à la tête des affaires , un Prince de la Maison de Brunswick ayant le commandement des armées , les Etats-Généraux ne pouvant manquer de saisir les avantages de la neutralité qui mettroit tout le commerce entre les mains de leurs sujets , le peuple des sept Provinces étant fortifié dans son goût pour la paix par la crainte des dépenses de la guerre , ce puissant Etat se comptoit pour rien dans la crise.

Le Danemarck commençant à jouir du Commerce & des Arts sous un regne singulièrement appliqué à l'administration intérieure , sembloit promettre aux parties belligérantes de n'exiger d'elles rien de plus que de respecter sa neutralité. Ancien ennemi du Suédois , il n'avoit garde d'entrer en partie pour lui faire recouvrer ses anciennes possessions. Justement attentif à l'influence des Russes en Allemagne , il étoit bien éloigné

de vouloir contribuer à l'accroître. Trop puissant pour rien appréhender de la Maison de Brunswick, toujours à même de s'inquiéter à temps d'une invasion Prussienne dans le Duché de Mecklenbourg ; trop mal secondé dans toutes ses guerres par les Princes & Etats de l'Empire pour s'offrir à les protéger ou à les venger, il ne laissoit appréhender aucune diversion onéreuse pendant la guerre, quels qu'en fussent les événements ; & au cas de malheur, il étoit un médiateur, un pacificateur, capable de se faire écouter.

La Pologne livrée à une anarchie réelle sous le nom monstrueux de République Monarchique, sans troupes, sans places-fortes, sans finances, également ouverte au Russe & au Prussien, indifférente sur tous deux ainsi que sur son Roi, ne se faisoit considérer que pour son étendue & sa fertilité. Sa Majesté Prussienne voyoit de quel secours elle lui seroit pour les subsistances de ses armées : combien avec quelque argent & beaucoup d'intrigue elle mettroit d'obstacles

aux

aux subsistances des armées Russes dans leur passage; avec quelle facilité les armées de Russie se replieroient sur ces pays abondants, lorsqu'elles auroient approché des sables du Brandebourg; combien de raisons & de prétextes cette disparité du sol fourniroit à leurs Généraux pour prendre de bonne heure, & pour quitter tard les quartiers d'hiver. Car il n'y a pas à douter que le Monarque n'ait ménagé à l'avance à la Cour Impériale de Pétersbourg l'intelligence dont on a eu conviction après la mort de l'Impératrice Elisabeth.

Cette Princesse étoit attaquée depuis plusieurs années d'un mal que l'art avoit déclaré incurable. Sa Cour étoit partagée, comme il arrive en pareil cas dans toutes les Cours, entre l'Impératrice régnante & son successeur. Le Prince étoit entré d'avoir peu de part dans les affaires. Facile à se laisser prévenir, & opiniâtre dans sa prévention, il n'avoit de bienveillance que pour ceux qui adoptoient ou paroissent adopter entièrement ses idées. Tout se faisant

dans le Cabinet ou contre son gré ; ou sans sa participation , il étoit bien naturel qu'il contrecarrât l'exécution , autant qu'il étoit en son pouvoir , spécialement s'il étoit prévenu contre le plan général , & c'étoit-là sa disposition sur tout ce qui choquoit les intérêts du Roi de Prusse. Il a prouvé par sa chute du Trône que ses lumières étoient fort bornées , & que porté par son caractère à des partis extrêmes , il réfléchissoit peu sur eux avant que de les prendre. Y a-t-il à douter que ce Prince ne fût parfaitement connu de Sa Majesté Prussienne , & que faisant usage de sa pénétration pour deviner ce qu'elle pouvoit attendre de lui , elle ne se fût promis de le mettre & de le tenir dans les meilleures voies pour lui être utile ? On peut mettre en fait qu'avant que d'entrer en action , le Roi de Prusse étoit assuré de profiter de l'alliance de ses ennemis avec la Russie. On ne fait ce qu'on doit admirer le plus ou de la bonne fortune du Monarque qui lui procura cette intelligence , ou de son habileté à empêcher les Couronnes

allées d'aller sur elle plus loin que le soupçon. Toujours est-il constant que n'eût-il eu en sa faveur que cet état accidentel de la Cour Impériale des Russies, son audace à provoquer les quatre Puissances alliées n'étoit plus qu'une noble hardiesse. On comprend qu'il pouvoit espérer d'avoir connoissance des projets & des plans d'opérations militaires dont les quatre Cours se donneroient communication; & qu'étant certain de ne jamais ni marcher ni frapper à faux; de déconcerter ses ennemis pour toute la campagne en la commençant sur un plan différent du leur, de parer enfin du côté le plus périlleux aux coups du génie & de la fortune, il devoit compter qu'avec de moindres forces il seroit toujours supérieur. Il se faisoit un jeu de la diversion dont le menaçoit la Suède. Qui savoit mieux que lui que ni la Cour ni le Sénat de Stockholm ne pensoient à faire des conquêtes; que la première ne lui vouloit point de mal, & que le second ne pourroit pas lui en faire?

Avec la certitude d'avoir contre soi l'Empereur & l'Empire , & de fournir de nouveaux griefs au principal garant de la paix de Westphalie, l'invasion subite de la Saxe auroit été peut être en un autre temps la plus haute témérité. Mais quel étoit alors l'état de l'Allemagne ? L'Electeur de Saxe n'avoit pas alors quinze mille soldats entretenus. Son Ministre étoit haï , ses coffres étoient vuides. Les troupes que l'Electeur de Baviere tenoit sur pied n'alloient pas à huit mille hommes. Ses Ministres portés à lui donner de l'éloignement pour la guerre , étoient sûrs d'y réussir , en lui rappelant ce que son pays a souffert dans la précédente. Ils étoient si fiers pour l'économie , qu'on pouvoit prévoir qu'ils disputeroient à la Diète sur le contingent du Prince leur maître. L'Electeur Palatin , sans liaison particulieres avec la Saxe , & sans aucunes vues d'agrandissement , annonçoit qu'il ne prendroit point de part à la querelle , s'il n'y étoit forcé. Il y a dans les Cours des souvenirs & des ressentiments qui ne s'éteignent

jamais. La Maison Palatine gardera toujours ceux de l'indifférence de la Saxe sur les malheurs de l'Electeur Roi de Boheme au siecle passé. Les trois Electeurs Ecclesiastiques , à-peu-près également dérangés dans leurs finances , ne menaçoient pas de s'intéresser plus fortement en faveur de l'Etat envahi. On pouvoit au contraire se promettre de leur caractère pacifique , qu'étant séduits par l'espérance de rétablir plutôt la paix par les voies de la douceur , ils se donneroient pour conciliateurs dans la Diete , & avec les meilleures intentions romproient les coups de vigueur que l'Autorité Impériale pourroit être tentée de frapper. Le zele du Protestantisme , qu'on disoit menacé de sa ruine par les Cours de Versailles , de Vienne , & de Dresde , répondoit de l'affection des riches Villes Impériales. Il étoit indubitable que si le Corps Germanique prenoit ouvertement parti , ce seroit à regret ; que son armée composée des contingents seroit aussi aisée à contenir ou à battre , que difficile à assembler & à con-

duire, & qu'elleourniroit la raison de guerre pour des incursions infiniment plus profitables que ne seroit dispendieux le Corps de troupes qu'on lui opposeroit.

On ne risquoit point de se tromper, en mesurant la force de l'autorité Impériale sur la force de cette Armée de l'Empire. Plus l'Empereur avoit de raisons pour favoriser l'Impératrice Reine, plus on étoit sûr qu'il agiroit avec circonspection contre les ennemis de cette Princesse devenus ennemis de l'Empire. Sa dignité lui prescrivoit d'être moins sévère, pour ne pas être accusé de partialité. Son intérêt, tout-à-fait distinct de celui de l'Impératrice son épouse, le soumettoit, pour ainsi dire, aux délibérations du Corps Germanique, souvent prévenues & toujours maîtrisées par ses prédécesseurs. Ferdinand, Léopold & Joseph s'aiderent de l'autorité Impériale pour fortifier leurs armes. On devoit craindre tout au plus que François ne s'aidât du succès des armes pour déployer l'autorité Impériale; & les ressources ménagées du

côté de la Russie rassuroient sur ces succès. Enfin l'Empereur ne devoit point avoir d'autre personnage que celui de pere commun ; & bien-loin d'être un Juge armé pour venger les loix , il étoit réduit par égard pour lui-même à ne réclamer qu'elles , à ne s'appuyer que d'elles , contre les infracteurs.

La Cour de Vienne ne devoit pas en imposer davantage à un Prince qui la connoissoit comme la sienne propre. Elle couvoit une vieille haine & d'anciens ressentiments. Elle ne vouloit pas commencer la guerre ; mais elle ne cachoit pas qu'elle se promettoit qu'on ne l'attaqueroit point impunément. Cependant l'alliance avec la France n'étoit pas du goût de tous les Ministres ; & l'expérience de tous les siècles a démontré qu'on changeroit plus aisément le cours d'un torrent , qu'on ne donneroit de l'ardeur à un homme d'Etat pour un plan qu'il désapprouve. Les Ministres de l'Impératrice étoient à-peu - près également accrédités près d'elle , soit par eux-mêmes , soit par

leurs liaisons qu'elle honoroit de sa confiance. Ils étoient indépendants l'un de l'autre dans leurs départements ; & si dans le Conseil ils n'étoient pas également maîtres des délibérations & des résolutions , ils compensoient cette inégalité par les relations de leur département , qui leur donnoit plus ou moins de part dans l'exécution.

Par une distribution de pur hasard , il se trouvoit que le Ministre promoteur de l'alliance de Versailles , & auteur principal du plan d'opérations qui en résultoit , avoit la plus forte influence dans les Conseils , & la moindre dans l'exécution. Il se rencontroit que son esprit & son caractère étoient d'une trempe à lui faire dédaigner & mépriser la souplesse politique du Courtisan ; que satisfait d'avoir proposé & conseillé ce qu'il croyoit le meilleur , il étoit homme à voir d'un œil dédaigneux sa tablatrice mal suivie , ses mesures déconcertées , ses espérances renversées , & à s'éloigner du timon des affaires , plutôt que de solliciter par des pré-

venances & des égards le concours ou la complaisance des Ministres ses collègues. Cette roideur, qui, peut-être l'auroit rendu un V. sir admirable chez les Turcs où le Ministre mesure lui-même la distance immense entre lui & les autres Officiers de la Sublime Porte, devoit nécessairement gêner tout son travail & priver sa Souveraine du fruit de son génie & de ses talents : les chefs de chaque département, qui s'estimoient au moins ses égaux, n'avoient rien plus à cœur que de lui faire sentir leur influence. Les plans les plus justes étoient le plus sûrement accrochés, les plus brillants étoient attendus au plus rude écueil. On imagine aisément la supériorité du Roi de Prusse, absolu dans le projet & dans l'exécution, certain de tenter tout ce qu'il voudroit, & de n'avoir jamais à s'aider que de soi-même, dans toutes les occurrences.

L'état de la Cour de Versailles n'offroit pas à Sa Majesté Prussienne une perspective moins favorable. Le Ministre de la Guerre & celui de la

Marine étoient rivaux d'ambition & de faveur, & tenoient à cette dernière par le même filet. Mr. Machaut paroissoit vouloir fortement rendre à son département son ancien lustre. Mr. d'Argenson desiroit conserver au sien la préférence. Le premier s'y prenoit très-bien pour arriver à son but. L'autre tenoit à une infinité de vieilles habitudes, qui l'empêchoient de suivre ses lumieres. Ennemi du Maréchal de Saxe, il avoit pris autrefois en guignon les Officiers que l'estime de ce Général sembloit désigner pour les premiers emplois de la guerre; & retenu par une mauvaise honte, à la mort de Maurice, de faire des avances à des gens de cœur qu'il avoit maltraités, & dont le courage étoit trop haut pour les prévenir, il resta livré à ces hommes aimables, mieux formés pour la Cour que pour les Camps, gens dont la bravoure nationale & le ton de suffisance composent le mérite; qui ont lu Follard & Puisegur, & savent les citer à propos, qui ont foi aux lorgnettes, aux Cartes Géographiques, au Chapitre

des Accidents, beaux parleurs tous-
jours certains d'avoir raison contre
la fortune sur tous les événements,
pourvu qu'ils obtiennent d'être enten-
dus. De pareilles liaisons métamor-
phosoient l'homme d'Etat en homme
de Cour; & l'intérêt de ce dernier
guidoit presque toujours le Ministre
dans la distribution des emplois, aux
dépens du discernement du premier.
Les observations sur la Marine & son
Bureau étoient l'affaire des Anglois:
il suffisoit au Roi de Prusse de s'être
fixé sur celui de la Guerre.

On voyoit entre les grands Officiers
de la Couronne les plus accrédités le
Maréchal de Belle-Isle, qui avoit vieilli
dans l'étude, l'amour, & la pratique
du système de la rivalité des Maisons
de France & d'Autriche, qui n'avoit
rien de mieux à citer de sa longue
vie, que ce qu'il avoit fait ou tenté
de faire d'après ces principes. C'eût
été se forger des inquiétudes à plai-
sir, que de supposer que le vieux
Maréchal embrasseroit de cœur &
d'affection le système contraire, &
qu'il opineroit à hasarder autant pour

la Pragmatique de Charles VI qu'il avoit conseillé qu'on hasardât contre son exécution. Il est vrai que le Ministère de France pouvoit changer, & que de nouveaux Ministres dégagés des anciens préjugés pouvoient introduire dans les Conseils les maximes & le système accommodés au temps & aux circonstances. Mais pareil déplacement n'étoit pas l'affaire d'un jour ; & on pouvoit se promettre qu'avant qu'il eût lieu, les restrictions & les raffinements pour se donner au nouveau système, sans se fermer le retour vers l'ancien, auroient produit des fautes, & formé des embarras, capables de tenir quelque temps les successeurs hors de la bonne route. Enfin la Maison de Brunswick & le Landgrave de Hesse fortifiés des secours de l'Angleterre, ne faisoient pas une foible barrière au Brandebourg ; & en accordant qu'elle seroit franchie par une Armée de soixante à quatre-vingts mille François, il ne restoit pas moins de péril & de difficulté pour la France à être à si grande distance de ses frontieres, avec des

Troupes si nombreuses, dans une offensive perpétuelle. Il étoit vraisemblable qu'elle regarderoit l'Electorat comme une Province Britannique, & que si elle en faisoit la conquête, elle en voudroit faire un instrument de la paix; qu'en conséquence elle penseroit à s'y maintenir, & n'iroit pas risquer contre les forces Prussiennes une Armée dont la défaite entraîneroit la perte de sa conquête.

L'Etat de l'Espagne importoit peu au Roi de Prusse. Mais l'habile Monarque s'en faisoit un puissant argument pour rassurer les Anglois sur les liaisons naturelles des petits-fils de Louis XIV avec ses successeurs. Les Finances Espagnoles étoient dans le plus grand dérangement. La Marine & le Militaire de terre également négligés laissoient les établissemens du Nouveau Monde, & le Royaume lui-même, sans défense. Le Roi Ferdinand livré à des amusements tout à fait étrangers à son rang, donnoit la meilleure part dans sa confiance à un Ministre qu'un long séjour à Londres avoit reconcilié avec les maîtres de

l'Irlande sa patrie , qui s'y étoit prévenu en faveur des Anglois , & qui présumant trop , ou trop peu des forces de la France , étoit violemment frappé de la disparité de celles de l'Espagne & de la Grande-Bretagne. La Cour étoit sans ambition & sans vues , dans cette ignorante indifférence sur les affaires du dehors , qui manque rarement d'attaquer les Cours où le Souverain sans enfants , & sans élévation dans l'ame , pense avec chagrin à son héritier , & croit lui donner trop , en lui laissant ce qu'il ne peut lui ôter.

Rien n'annonçoit que le regne de Ferdinand finiroit sitôt avec sa vie ; & en admettant même la proximité de cet événement , il y avoit à espérer que le successeur , déjà connu par ses arrangements économiques au Royaume des Deux - Siciles , & par son heureux discernement dans le choix de ses Ministres , donneroit ses premiers soins à l'intérieur de la Monarchie , qu'il en voudroit réparer l'épuisement , & qu'avant qu'il osât intervenir dans la querelle de la France ,

l'Angleterre auroit gagné une supériorité si décidée , que l'Auxiliaire seroit en péril de ne rien faire autre chose que partager la mauvaise fortune de son Allié.

Au cas que la fortune des armes trompât les espérances des deux Rois Electeurs , ils avoient en réserve le Roi de Sardaigne , que des subsides convenables auroient mis en état de partager l'irruption de quarante mille bons soldats entre la Provence & la Lombardie. Don Philippe , le Duc de Modene , & les Génois , n'étoient pas des ennemis à redouter. L'Escadre Britannique devant Naples faisoit signer au Roi des Deux-Siciles sa neutralité. L'Empereur , en sa qualité de Duc de Toscane , auroit sollicité la sienne : il y a long-temps que Venise s'est mise par son humeur pacifique hors de la balance de l'Europe.

Toute cette position est changée. La France est fixée par conviction au nouveau système. Les Cours de Versailles & de Vienne voient que la primauté qu'elles se disputoient est sur le point de passer aux Cours de Londres & de

Berlin, si elle n'y est déjà. Leurs hommes d'Etat se sont démontré que les deux Puissances sont menacées par des ennemis, qui, si on les laisse se fortifier & s'accroître, seront bien plus dangereux, & formeront bien d'autres prétentions que celles qui ont mis Louis XIV & les fils de Léopold aux prises. Le François envisage son Commerce & sa Navigation devenus précaires. L'Autrichien est exposé à trembler pour Prague & même pour Vienne. Les deux Puissances renoncent à leur ancienne antipathie, à leur émulation, elles serrent leur rapatriement par de continuelles Alliances, elles se mettent en garde contre la surprise, & tiennent leurs forces disposées à ne pas être prévenues. Vienne connoît son ennemi, tant pour le politique que pour le militaire. Ses Troupes familiarisées avec la discipline & les évolutions Prussiennes, qui étoient pour elles un épouvantail au commencement de cette guerre, ne croient plus qu'il n'y ait de sûreté pour elles que dans une timide défensive. Le Baron de Laudhon est un maître qui

a fait grand nombre de disciples. Le Roi de Prusse lui-même a formé des hommes d'Etat & des hommes de guerre pour ses ennemis. Il n'est pas croyable que les Ministres Autrichiens, instruits par tant d'épreuves que le Monarque a faites sous leurs yeux, que c'est du secret, du concert, & de la célérité que viennent les plus grands avantages, refusent de s'unir ou de recevoir un chef, pour lui disputer ces parties essentielles.

La Russie, après avoir été mise hors de son véritable intérêt, va être amie de tout le monde, jusqu'à ce que sa Constitution ébranlée par le feu Empereur Pierre III soit parfaitement raffermie ; jusqu'à ce que les circonstances la mettent à même de choisir les alliés & les ennemis que lui désignera la raison d'Etat.

La Suède peut être piquée d'ambition par de puissants subsides. Un nouveau regne peut donner une autre face à la Pologne. Le Stadhouder des sept Provinces avance vers sa Majorité. Ce sera désormais la Politique qui déterminera l'espèce & la mesure de rela-

tions de la République avec la Grande-Bretagne. Le Danemarck est puissamment armé sur terre & sur mer. Les acquisitions & la supériorité de l'Angleterre lui ont donné de nouveaux intérêts. Le Corps Germanique se reproche sa première indolence & ses premières frayeurs. La querelle des Maisons d'Autriche & de Prusse ne lui paroît plus une querelle particulière ; & chaque Etat ayant eu occasion de reconnoître que la disproportion de ses forces ne lui laisse de vraie sûreté que dans les loix de l'Empire , une nouvelle infraction de ces loix les armeroit tout de bon contre l'infracteur.

L'Espagne prend une nouvelle face. Le voisinage des Anglois & leurs forces en Amérique la lient indissolublement avec la France. Elle sera désormais Partie principale dans toutes les guerres sur le Commerce & la Navigation : elle paroît sentir combien il lui importe de se mettre sur un pied à donner à son allié un second de confiance

En Italie , le mariage projeté d'une

Princesse de Modene avec un Archiduc puîné annonce un Roi de Lombardie, que sa Légitime unie à la dot de son Epouse rendra un champion capable de faire tête au Roi de Sardaigne. Dans le nouveau systême, S. M. Sarde est, pour ainsi dire, dans une tenaille qui le force à être tranquille.

Il résulte de ce double exposé, que la fortune de cette guerre, en apparence si contraire à ce qu'on en devoit attendre, s'annonçoit dans l'ordre naturel des choses à un spéculateur également habile à concevoir en grand, & à se déployer sur les détails.

Il résulte que la crise a fini à temps pour la Partie victorieuse, & que la paix ardemment désirée de l'autre pour se refaire de ses pertes, doit être bien précieuse à celle-là, pour qui les circonstances ont tellement changé, que dans une nouvelle guerre elle n'auroit presque plus aucun des avantages auxquels elle est redevable de ses brillants succès.



L E T T R E X X X I I .

*A Mr. Henri F.**Le Chevalier lui annonce son retour
en Angleterre.*

MONSIEUR,

Q U O I Q U E je compte être à Londres aussi-tôt que cette Lettre, l'incertitude de vous y trouver me fait vous écrire mon retour en Angleterre. Je remettrai à votre Portier les petites emplettes, dont il vous a plu de me donner la commission ; & j'y joindrai la Lettre que nos illustres & charmants solitaires m'ont confiée. Aussi-tôt que je serai qu'tte de la premiere visite que je dois à bien des gens de votre connoissance, j'irai là où vous serez, Monsieur, vous présenter l'homme que vous daignez compter au nombre de vos amis, & qui est bien sincèrement votre serviteur.

Fin du second Tome.

T A B L E

D E S

L E T T R E S

Contenues dans le Tome second.

LETTRE XVIII.	<i>A Mr. Henri F. contenant une Lettre d'un Homme d'Etat retiré des affaires & de la Cour.</i>	pag. 1
————— XIX.	<i>A Milord B.</i>	26
————— XX.	<i>Au Comédien Anglois Garrick</i>	71
————— XXI.	<i>A Mr. M. Membre du Parlement de la Grande-Bretagne.</i>	94
————— XXII.	<i>A Milord B.</i>	134
————— XXIII.	<i>Au Chevalier Charles G.</i>	157
————— XXIV.	<i>Au jeune Lord San.</i>	171
————— XXV.	<i>Au même.</i>	202
————— XXVI.	<i>Au même.</i>	234
————— XXVII.	<i>A l'Evêque de R. Pair d'Angleterre.</i>	251

T A B L E

LETTRE XXVIII.	<i>Au même , contenant une Lettre de Mr. le Franc Ex-Jésuite , à un Evêque de France.</i>	262
————— XXIX.	<i>A Mr. James N... Négociant de Londres.</i>	303
————— XXX.	<i>Au Lord C.</i>	329
————— XXXI.	<i>A Milord B. contenant un Etat des Cours de l'Europe en 1756 & 1762.</i>	368
————— XXXII.	<i>A Mr. Henri F.</i>	404

Fin de la Table du Tome second.















